

LE DROIT SYNDICAL

ET LES

DOCTRINES SYNDICALISTES

(ÉTUDE JURIDIQUE ET SOCIOLOGIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 décembre 1934, à 14 heures

PAR

Dragoslav B. TODOROVITCH

JURY...	{	Président M.	PIROU, professeur.
		Suffragants }	MM. LESCURE, professeur.
			Roger PICARD, professeur.

BORDEAUX
IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, rue du Peugue

—
1934

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté entend ne donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces
opinions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*

LE DROIT SYNDICAL

ET LES

DOCTRINES SYNDICALISTES

(ÉTUDE JURIDIQUE ET SOCIOLOGIQUE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 12 décembre 1934, à 14 heures

PAR

Dragoslav B. TODOROVITCH

JURY... { *Président M. PIROU, professeur.*
 { *MM. LESCURE, professeur.*
 { *Suffragants } Roger PICARD, professeur.*

BORDEAUX
IMPRIMERIE J. BIÈRE

18-20-22, rue du Peugue

—
1934



Avec mon affectueux attachement et ma profonde reconnaissance, je dédie ce livre à ma Mère Ljoubitsa, à mon Père Bérislav et à ma Tante Nadèjeda.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550404_0013

AVANT-PROPOS

Le perpétuel bouillonnement du social monte, change, avance, remplace, rétrograde, passe inaperçu ou gronde et révolutionne. La stabilité, la stagnation, le stationnement, l'équilibre idéal ne sont pas d'ici-bas. Tantôt la religion, tantôt la conviction, tantôt encore la science pousse les hommes les uns contre les autres ; on se bat, on se déchire, on cherche. Jamais content, jamais satisfait, on invente, on découvre, on perfectionne, on se trompe ou on est dans le vrai. Faire du neuf, du mieux, du meilleur sont les devises forgées d'expériences et de recherches, ce sont elles qui traversent le monde, qui englobent l'Univers. Les vieilles formes sociales ont rassasié tout et tous. Abolir pour créer, ou créer pour abolir, l'homme passe de la parole ou de la plume à l'acte. A l'aide de la science, il apprend à connaître, à comprendre, pour ensuite entreprendre, agir. Rien n'est plus immanent à la société humaine que le transformisme brusqué ou réfléchi. Dans le sillon de ce transformisme s'intercalent des machines timides, fortes ou farouches qui se proposent de rénover la société, de la transformer, d'en changer les bases et la face même. Une de ces machines, parmi tant d'autres est le syndicat et le syndicalisme. Le petit groupement chétif du siècle dernier s'est agrandi, étoffé, immensément développé. Il a avec lui un brillant second, un aide persévérant, le syndicalisme. Les deux réunis diffusent les espérances, les espoirs aux déshérités, les appréhensions, les craintes aux privilégiés. Aussi font-ils des préparatifs redoutables.

Toute passion mise à part, l'observation objective doit constater que le syndicalisme a pris un essor inouï. que

son développement a revêtu une telle proportion que les plus sceptiques en reconnaissent la justesse lorsqu'ils sont mis devant le fait. En effet les syndicats ont fait entrer dans l'ordre de leurs manifestations des tâches de plus en plus importantes, aussi bien dans le domaine juridique que professionnel, économique et social que moral. Les Etats démocratiques, dictatoriaux et toutes les formes intermédiaires, assignèrent aux groupements professionnels les devoirs les plus différents. Le groupement professionnel, devint ainsi un facteur, un élément d'*estime* avec lequel on est contraint de compter, qu'il fallut quelquefois même subir, ou, en voyant en lui un ennemi redoutable subjugué, contrecarrer. Mais le syndicalisme, ce fougueux mouvement, cette « philosophie d'action » qui a ses mœurs, sa tradition, ses rites, est en marche ouverte ou clandestine, légale ou illicite : de toute façon il tâche de durer. Le syndicat s'élabore au contact de la réalité, il s'aiguise au contact d'échecs ou de succès ; il se meut dans la cohue, dans le tumulte de la vie professionnelle, économique, sociale, politique. Son influence s'accroît d'autant plus que l'effectif sur lequel il s'appuie est plus consciencieux mieux discipliné, plus nombreux. En attendant d'être vainqueur le syndicat se fait battre ou résiste.

Notre étude aura pour cadre les syndicats et les syndicalismes. Les premiers concernent la réglementation légale des associations professionnelles, les systèmes juridiques des syndicats, leur évolution, l'autre, les doctrines qui agitent les syndiqués et régissent leurs attitudes spirituelles. Cet ensemble est, pour employer une formule imagée, comme l'ossature et la chair d'un être vivant.

Le syndicat est une institution, un groupement de défense des intérêts professionnels, des intérêts économiques. Le syndicalisme est ce que M. Gaston Gros appelle si judicieusement « la fonction politique du grou-

pement d'intérêts », les conceptions qui font des syndicats des groupements animés, vivaces.

Les deux réunis forment un tout. Séparés, ils sont incompris et incompréhensibles. L'un sans l'autre ne donne qu'un aspect, qu'un côté d'un même phénomène, d'un même fait.

Notre tâche sera de passer en revue les principaux systèmes syndicaux en notant leurs caractéristiques et leurs particularités. Les groupements professionnels du patronat, des fonctionnaires, des employés, de la paysannerie, et leurs doctrines respectives, en tant qu'elles existent, ne nous intéressent qu'en tant qu'ils traitent du même objet, celui des travailleurs proprement dits. Quant aux syndicalismes, notre attention se portera principalement sur les syndicalismes ouvriéristes.

En résumé les questions que nous nous proposons de traiter sont les suivantes : Comment les syndicats sont-ils réglementés ? Quel est le droit syndical dans la plupart des pays du monde ? Quel est le sens évolutif du droit syndical ? Quelles sont les doctrines dont les actes des syndicats s'inspirent ? Dans quelle mesure les lois sur les syndicats sont-elles l'expression des syndicalismes ? Quelles sont les perspectives d'avenir du syndicat ?

En homme d'observation et d'étude, d'objectivité et de réalisme, en juriste et en sociologue nous aborderons courageusement notre travail essayant d'être aussi synthétique que possible. Sans nous flatter de pouvoir y réussir, nous tâcherons en toute conscience de dire ouvertement ce qu'on pense et ce qu'on fait dans l'ordre d'idées qui nous concerne, laissant aux critiques le soin de nous juger.

INTRODUCTION

Le groupement professionnel est
« ...une institution que l'on voit
constamment réapparaître à toutes
les époques, et qui ne semble guère
moins naturelle à l'homme que la
famille et la Cité. »

René GONNARD, *Histoire des Doc-
trines Economiques*.

Comment l'esprit d'association fonctionnelle s'est-il
développé au cours des âges et sous quelle forme s'est-il
traduit dans la société ?

Un coup d'œil rétrospectif nous permettra de voir l'es-
prit d'association fonctionnelle vivant et se développant
dans la gens, la tribu barbare, la Cité, l'Empire, l'Etat
féodal, l'Etat absolutiste et enfin dans l'Etat issu de la
Révolution économique.

Les sociétés à base matérialiste non dissimulée, les
gens¹ unis par la compénétration des mêmes intérêts,
indissolublement soudées par la vie matérielle dans l'é-
galité depuis lors tant de fois escomptée, n'avaient pas
d'intérêts antagonistes ; il n'y avait donc aucune nécessité
de se défendre les uns des autres au sein même de la
gens. Les peuplades de la gens n'avaient que de menus
besoins. Elles s'occupaient principalement de l'abatage
des animaux, du défrichement des forêts, du partage
volontaire des biens possédés par les ennemis ou de la

1. Les preuves qu'on invoque au sujet de l'existence de la *gens* sont
puisées principalement chez Morgan, dans *Ancient Society* et dans quelques
autres auteurs tels que Haxthausen qui a trouvé les formes de la propriété
commune en Russie, Mauser dont les recherches se rapportent à l'Allemagne,
ainsi que dans les découvertes des explorateurs chez les peuplades polaires
des Esquimaux, etc... L'autorité que ces auteurs ont acquise dans le monde
scientifique peut servir à prouver la véracité de leurs allégations, bien que les
réserves et les contre-preuves ne soient pas exclues.

prise par violence en cas de refus des anciens possesseurs. Rien, absolument rien, ne pouvait provoquer d'oppositions dans la gens elle-même. Aussi que pouvaient donc engendrer les associations professionnelles dans la gens où ni la propriété privée, ni la division en classes, ni la division du travail (nous ne voulons pas méconnaître la division du travail suscitée par la différence de sexes, seulement la nature des préoccupations des femmes et des hommes fut parfaitement solidaire) n'avaient cours. Liés par les intérêts communs, tous égaux, les membres de la gens n'avaient à se défendre que contre des attaques venues du dehors, mais dans la gens même l'association pour la défense des intérêts analogues contre les intérêts étrangers aux habitants de la gens n'avait pas lieu d'exister. Des associations de défense des intérêts communs ne pouvaient donc apparaître dans la gens, qui elle-même était faite d'intérêts cristallisés ; les individus n'ayant aucune opposition d'intérêts entre eux. Dépourvues des conditions matérielles nécessaires à la dissolution des membres à l'intérieur de la gens, les associations ne pouvaient arriver à éclosion.

Pour les tribus barbares M. Maunier a écrit : « Les sociétés barbares connaissent des rangs ; on y trouve des prêtres, des chefs et des privilégiés »² mais on n'y trouve pas de traces d'un syndic professionnel. Faut-il donc en conclure qu'il n'y en avait pas ? Oui, mais seulement jusqu'à preuve du contraire. La propriété commençait sa pénétration mais les classes n'avaient pas encore d'hostilité apparente l'une contre l'autre. Des nomades, peuplades de pasteurs ; des sédentaires, des sociétés agricoles marquaient déjà visiblement la division du travail. Les métiers domestiques étaient déjà plus nombreux. Les intérêts étaient encore dans la phase où ils sont semi-communs, quasi-égaux. Les liens de parenté étaient plus forts que les liens professionnels : la consanguinité l'emportait sur l'économique, sur le professionnel.

2. Maunier, René, *Essais sur les groupements sociaux*, p. 72.

Le cercle professionnel s'élargit parallèlement à l'agrandissement de la Cité et aux besoins de la main-d'œuvre. M. Laurent atteste qu'en Egypte des esclaves se rebellaient contre leurs maîtres³ ; c'était donc déjà de premières ébauches de grèves que ces émeutes où le petit ouvrier de la terre ou de l'échope se dressait contre le possesseur, le dirigeant. La religion, le culte commun fortifiaient l'endurance et cachaient la réalité. « Chez les anciens, c'était en général le culte pour lequel les sociétés étaient fondées⁴. »

L'esclavage étant légitime, les citoyens grecs ne se souciaient pas des humbles, des ouvriers manuels. Mis en marge de la société aristocratique, l'ouvrier n'avait aucune possibilité, ni aucun des moyens appropriés pour se faire entendre, autrement que par les bagarres, qui d'ailleurs ne manquèrent pas d'inquiéter les démocrates d'Athènes⁵.

Suivant l'usage, on a pris l'habitude de se reporter à l'antiquité et d'y chercher l'origine des institutions que nous appelons modernes. A force de persister on finit bien souvent par se persuader que l'antiquité, non seulement était riche en institutions politiques mais encore qu'elle possédait les racines de groupements professionnels. Les recherches historiques ont démontré d'une façon inébranlable que ni la Grèce ni Rome n'avaient rien de semblable à nos syndicats.

Thiases, hétairies, dionysos, éranos, sont les associations grecques dans lesquelles on voulait voir des parentés lointaines avec les syndicats. L'intuition et l'érudition riches d'autant d'imagination que de bonne volonté, n'y peuvent trouver de traits ou d'embryons qui auraient pu rapprocher les institutions ci-dessus mentionnées des groupements syndicaux. Thiases et dionysos sont des associations religieuses⁶. Suivant M. Pic :

3. Laurent, *l'Histoire sociale de la Grèce*.

4. Maunier René, l'ouvrage déjà cité, p. 73.

5. Laurent, Ouvrage déjà cité.

6. Lavedan Pierre, *Dictionnaire de la mythologie et des antiquités grecques et romaines*.

« Les hétaires que l'on a comparées aux collegias romains étaient en réalité des associations politiques..., l'éranos... un groupement fraternel analogue à nos sociétés de secours mutuels »⁷. Rien donc du syndicalisme ou du syndicat.

Rome n'est pas étrangère aux corporations, et encore, mais elle méconnaît les syndicats ouvriers. La raison en fut prodigieusement simple. L'esclave était tenu d'obéir et de se soumettre et non de se rebeller contre le maître, contre l'oppresseur. L'absolutisme *in extremis* de la propriété privée fut sacré, intangible. Les extraits que l'on peut retirer des inscriptions et monuments romains nous permettent d'entrevoir et de comprendre l'organisation juridique et les fonctions légales des collegia dont Auguste avait formulé le statut. Avant lui ils étaient subordonnés aux vicissitudes politiques et au bon vouloir du Sénat⁸ ; avec lui un terme fut mis aux incertitudes, du moins en apparence. La « Lex Julia de collegis » régla ainsi les collèges romains :

1° La fondation est soumise à l'autorisation du Sénat ;

2° L'autorisation attribuée aux collegia la personnalité civile d'utilité publique ;

3° Les manifestations des collegia sont religieuses et économiques. Les processions, banquets, sacrifices et surtout la sépulture des membres furent leur plus grand souci. Quant à l'économique *on suppose* que les collegia ont réglé par leurs statuts les procédés d'exercice du métier, de l'apprentissage et de la grève⁹.

4° Le syndicus ou l'actor est l'administrateur des collegia.

Il s'ensuit que leur caractère dominant était religieux, festival (on retrouve ce caractère dans les sociétés d'assistance et de mutualité). Pierre Lavedan, dans son *Dictionnaire* de la mythologie et des antiquités grecques et

7. *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 52.

8. P. Ialtzing, *Étude sur les corporations professionnelles chez les Romains*.

9. *Dictionnaire des antiquités grecques et romaines*, t. I vol. 2, Ch. Daremberg et E. Saglio.

romaines, atteste ce point de vue : « Rien de tout cela (pensant aux buts économiques des *collegia*) n'est prouvé ».

Les membres des collèges furent les artisans. On ne sait pas si les esclaves pouvaient entrer dans leurs rangs, mais tout porte à croire que la chose n'était pas admise par les maîtres artisans. Les gens pauvres, esclaves, ou les ouvriers ne pouvaient faire autrement que de se grouper en associations illicites. Ils n'y manquèrent pas, mais les dirigeants les supprimèrent toutes les fois que l'occasion fut propice.

Les *collegia* tels qu'ils étaient n'avaient aucune ressemblance avec nos syndicats, de plus il ne faut pas les confondre avec les corporations médiévales. Ces dernières étaient des corps de métiers organisés, tandis que les *collegia* étaient libres. Le collège n'était pas un corps fermé ; il n'exerçait pas de monopole. La liberté d'association étant reconnue (nous entendons pour les hommes libres), l'exercice des métiers ne dépendait pas d'enregistrement ou de permission corporative. Les *collegia* romains groupèrent, à l'occasion de fêtes, autour d'un autel commun les artisans d'une certaine profession ; de même essence que les éranos grecs, les *collegia* avaient tout de même un caractère professionnel plus marqué, étant donné que l'esprit professionnel y était plus prononcé. De nouveau nous pouvons dire que Rome, comme la Grèce, ignorait complètement ce que nous entendons aujourd'hui sous le nom de syndicats.

Rome périt sous le poids des abus. Les ressources étant taries, l'appauvrissement de l'Etat entraîna la chute de l'Empire. L'héritier des *collegia* romains fut la Gaule. La continuation des *collegia* fut donc assurée par elle jusqu'à ce que les invasions des Germains, des Suèves, des Vandales, des Francs, des Huns l'aient interrompue¹⁰.

Les Germains qui se ruèrent sur la Gaule la firent ré-

10. Levasseur, *l'Histoire des classes ouvrières*, t. I.

trograder. Loin de connaître les groupements d'activité professionnelle, les Germains apportèrent avec leurs bandes une institution tribale : la gilde. Ce groupement avait une organisation proche de celle des temps reculés du Montenegro. Sans aucun caractère professionnel, les gildes ne furent que des groupements politiques.

Les cadres spirituels des collègues romains furent brisés. Et pendant que les esclaves, serfs, colons, augmentaient en nombre, les hommes libres diminuaient dans la même proportion. L'étude des groupements relatifs à l'activité professionnelle entre le ^v^e et le ^x^e siècle ¹¹ est extrêmement difficile. La cause en est dans « la rareté de documents » qui ne permettent pas de « suivre l'histoire des vicissitudes et des transformations subies par les collègues romains. » ¹². Une période de libertinage, de dérèglement des mœurs, de désordre général remplaça l'esprit organisateur de la Rome d'antan, de la Rome impérialiste.

La féodalité, ce lugubre enchevêtrement des luttes intestines de l'Eglise, de l'autorité civile, des croisades et des guerres seigneuriales, remplit son histoire. L'horifique spectacle des déshérités de cette époque fait frémir les plus calmes. Les spoliateurs poursuivent cyniquement leur métier de « protecteur », les serfs, les colons, les artisans peinent durement pour conserver leur vie, s'acquitter de leur tâche quotidienne, végéter péniblement. Malmenés dans l'obscurité effroyable de l'ignorance et des espérances supra-terrestres, ils attendaient leur dernier soupir : une récompense ! L'effroi

11. Les groupements aux buts idéalistes, religieux, les confréries, les ordres monastiques auraient eu selon Levasseur une organisation fort intéressante, même au cours du ^v^e siècle. Voilà par exemple comment Levasseur décrit une organisation monastique : « les frères du même métier se réunissent dans une même maison sous l'autorité d'un préposé : si bien que ceux qui tissent le lin sont ensemble; ceux qui font des nattes forment un même groupe; les tailleurs, les charpentiers, les cordonniers... sont à part, dirigés par autant de préposés, et chaque semaine on rend compte de leur travail au Père du monastère » (*l'Histoire des classes ouvrières*, t. I, p. 134). Bien que cette organisation n'ait rien à voir avec les groupements professionnels laïques et aux buts matériels, nous l'avons exposée tout simplement à titre de curiosité.

12. Levasseur, ouvrage déjà cité, t. I, p. 123.

et la souffrance sont la gloire du menu peuple. Faibles et sans protection, commandés, malmenés et soumis, les humbles à bout de souffle sous un fardeau écrasant, crucifiés entre les conditions sociales d'une féodalité sans pitié et sans justice et la sévérité seigneuriale obéissaient avant d'être obéis.

Progressivement les artisans commencèrent à se regrouper ; ils gagnèrent pouce par pouce « le cœur du seigneur » qui était dans sa poche. L'affranchissement volontaire qu'il voulait bien leur accorder se faisait récompenser par une somme versée à la caisse seigneuriale. L'esprit d'association renaissait paisiblement. Les groupements mutualistes réapparurent. « Par la Charte communale ces gens d'une même ville, prenant le nom de jurés, se promettaient les uns aux autres fidélité et protection »¹³. L'air étouffant s'éclaircissait, mais les brumes demeuraient encore. Si les chartes communales émancipaient les villes et les bourgs, les villages n'en restaient pas moins dans les conditions antérieures. Si l'impulsion fut donnée aux artisans, les compagnons et les apprentis n'en souffrirent pas moins. C'est le début de ce qu'on appelle la prospérité des métiers. Les *maîtrises* et *jurandes* réunirent les maîtres artisans en France et en Italie, la *ghilde* fit de même en Flandre et en Angleterre, les *Zunften* en Allemagne, les *esnafs* en Serbie... La sédimentation sociale se fit sur un nouveau plan qui se reflète merveilleusement dans les statuts de ces corps du nouveau patronat.

Les statuts juridiques de ces corps se résument ainsi¹⁴ :

1° L'entrée dans la maîtrise fut assurée aux seuls patrons maîtres-artisans ; elle fut pour eux obligatoire ;

2° La maîtrise investissait les seuls maîtres d'un monopole de production et de vente. La direction de ces monopoles fut le privilège des maîtres ;

13. Levasseur, *l'Histoire des classes ouvrières en France*, t. I, p. 182.

14. E. Martin-Saint-Léon, *l'Histoire des corporations de métiers depuis les origines jusqu'à leur suppression en 1791*.

3° La sécurité dans le recrutement de la main-d'œuvre était garantie par l'offre qui était toujours plus grande que la demande.

Groupements purement patronaux les maîtrises rappellent les *konzerns*, les trusts, les syndicats patronaux ; rien de ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'association professionnelle, de syndicat. En un mot, c'était l'organisation de la profession pour le bien-être des patrons.

L'organisation corporative étant au profit des maîtres, les apprentis et les compagnons furent tenus à l'écart. Les apprentis s'initiaient au métier pendant 7, 10 ou 12 ans. S'étant acquitté des droits d'inscription et d'examen, ayant appris le métier, l'apprenti devait élaborer un chef-d'œuvre pour pouvoir monter à un grade supérieur, celui de compagnon. Le compagnon aussi bien que l'apprenti était tenu dans la dépendance étroite du patron : sans aucune faculté de se concerter, l'un et l'autre devaient servir et obéir. Au cours de cette époque (du x^e au xv^e siècle) le compagnon et l'apprenti sont livrés à la bonne volonté du maître. Les contacts de compagnon à compagnon et d'apprenti à apprenti étaient loin de ressembler aux rapports contemporains. Isolés dans leurs ateliers respectifs, ils se voyaient rarement et se connaissaient à peine. La solidarité ne pouvait les unir. Sans les liens étroits du travail en commun ou de l'échange d'idées, la solidarité ne put donc exister. Tout au contraire ils se sentirent solidaires de leurs maîtres avec lesquels ils partageaient le travail, la table et la maison.

Avec les pouvoirs dont les corporations disposaient elles ne pouvaient tarder à devenir au cours des siècles une institution publique. Leur compétence s'étendit sur la partie du territoire où les maîtres qui en faisaient partie avaient leurs ateliers. A partir du xvi^e siècle la constitution des pouvoirs centraux s'accomplit. Les corporations tombèrent alors sous leur contrôle direct. Le

régime corporatif devint un des principaux facteurs de l'ordre social et politique ¹⁵.

La solitude des compagnons ne pouvait durer à perpetuo. Au cours du xvi^e siècle un double changement survint ¹⁶. D'une part, à la suite de l'éloignement et de la cristallisation des intérêts, les maîtres formèrent une élite artisanale. D'autre part, le rapprochement des compagnons, qui s'était déjà fait sentir, s'accrut et les associations compagnonniques apparurent plus nettement à la surface sociale. C'est alors que les compagnonnages, quoique pourchassés par l'autorité de l'Etat et mal vus par les maîtres, acquirent néanmoins un minimum de considération de la part des patrons. Une modification presque inaperçue se produisit dans le corps corporatif. Les maîtres virent dans les compagnons groupés un danger pour eux ; c'est pourquoi ils les admirèrent, avec une sorte d'affectation qui voulait être protectrice, dans leur cercle corporatif. Cette forme de communauté mixte ne doit pas être considérée comme une transformation flagrante et profonde de la corporation. Bien que certains compagnons aient eu la possibilité d'entrer dans les corporations, ils y étaient admis par la seule volonté des maîtres et le mécanisme corporatif n'en souffrait pour ainsi dire pas. Ce greffage de quelques compagnons du xvi^e au xviii^e siècle pouvait être considéré apparemment comme une erreur, mais au fond les caractères essentiels de la corporation demeuraient inchangés. Les compagnons admis n'avaient aucune autorité réelle sur les décisions et règlements de la corporation ; les maîtres continuèrent de faire la loi de la profession. Cette introduction des compagnons dans la corporation ne fit que servir les intérêts patronaux.

L'association compagnonnique étant ainsi évoquée, il nous faut nous y arrêter quelque peu. Qu'est-ce que l'as-

15. Pic Paul, *Traité élémentaire de législation industrielle*, pp. 56-71.

16. Le panorama présenté dans l'introduction ne doit pas être entendu d'une façon triviale et absolue pour tous les pays : il doit être entendu d'une façon générale pour l'Europe occidentale.

sociation compagnonnique du xvi^e au xix^e siècle ? Avant le xvi^e siècle les groupements compagnonniques progressent timidement et sous forme d'associations à buts religieux, ce qui contribua à les protéger contre les atteintes de la loi. Ce caractère religieux fut considéré comme ayant un caractère mystique ou secret¹⁷. A partir du xvi^e siècle les contours des associations compagnonniques sont plus distincts, plus visibles. Ces ligues compagnonniques constituent certainement un antécédent plus direct des groupements syndicaux. Les seules institutions d'ailleurs qui ont une parenté lointaine, mais assez nette, avec les organisations professionnelles sont ces ligues compagnonniques.

Les règlements et les privilèges qu'on trouve dans les statuts au profit des maîtres contraignirent les compagnons à s'entr'aider par leurs propres moyens. Lorsque la maîtrise refusait aux compagnons tout ce qu'elle considérait comme nuisible à ses intérêts, les compagnons étaient poussés à se procurer un point d'appui autre que la corporation, et ils le trouvaient, bien loin d'ailleurs, des possibilités pouvant compromettre la puissance corporative. Les ligues compagnonniques se chargeaient des tâches d'assistance mutuelle, et quelquefois même de discussions ouvertes avec le patronat. Les grandes préoccupations des compagnonnages furent de faciliter le « Tour de France » et le placement, de distribuer des secours en cas de maladie et de décès, accessoirement d'entamer des pourparlers relatifs aux taux de salaires¹⁸. Les organisations strictement ouvrières, les compagnonnages, ne groupèrent que les artisans, les travailleurs de la même profession. Elles contribuèrent timidement à la sauvegarde des intérêts ouvriers, car leur activité était entravée par l'autorité de l'Etat et la corporation. La hiérarchie des valeurs économiques et sociales d'alors plaça les compagnonnages après les

17. Martin-Saint-Léon, *Le compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements et ses rites*.

18. Say Léon et Challay Joseph, *Le nouveau dictionnaire d'économie politique*, t. I, p. 475.

maîtrises, ce qui se traduit dans la réalité par la subordination et la dépendance des premiers aux secondes. Mais il ne faudrait néanmoins pas croire que les ligues compagnonniques étaient frappées d'inertie ou d'inactivité sur le terrain professionnel et économique. En Allemagne et en Angleterre par exemple, les grèves compagnonniques se succèdent à partir du ^{xix}^e siècle. D'abord rares et séparées par un laps de temps plus ou moins long, elles devinrent plus nombreuses au fur et à mesure que l'on se rapprochait davantage de notre époque ¹⁹. « Les dix dernières années du ^{xviii}^e siècle ont vu en Allemagne un véritable débordement de mouvement de grèves qui se sont terminées en partie par le succès des compagnons. » ²⁰

Quoique les groupements compagnonniques et les syndicats aient beaucoup d'affinités, cette constatation ne doit pas suggérer la conclusion qu'ils sont identiques. Une telle suggestion serait fausse. Les traits fondamentaux des compagnonnages et des syndicats diffèrent complètement. L'étymologie du mot compagnon et, par suite, de ses diverses acceptions, a, à cet égard, une signification toute particulière. *Cum-panem*, duquel est venu le mot compagnon, veut dire qu'il s'agit de quelqu'un nourri à la même table et logé sous le même toit qu'une autre personne. Dans le cas qui nous intéresse, cette personne est le patron. D'où la différence très nette entre ce compagnon et le prolétaire de nos temps modernes. Les conditions de vie sont, comme on sait, un des grands pôles de la conscience, partant de l'esprit qui règne dans les groupements respectifs. La ligue des compagnons est plutôt l'expression de l'orgueil de métier, de la nécessité de secours mutuels, d'entr'aide, d'hospitalisation. Elle ressemble aux associations professionnelles mutualistes, mais non aux véritables syndicats, étant donné que ces derniers sont des associations de luttes, « une armée en campagne », toute combati-

19. *La liberté syndicale*, volume III.

20. *Idem*, p. 9.

ves, offensives ou défensives, qui se préparent, en se défendant ou en attaquant, à bouleverser l'ordre existant, qu'il soit politique ou juridique. Les organismes compagnonniques n'étaient que des groupements aux buts corporatifs immédiats. On peut les retrouver aujourd'hui dans les syndicats jaunes ou confessionnels. Les révolutions prolétariennes sont à l'antipode des compagnonnages. Les compagnons cessaient le travail seulement quand l'amertume de leur vie dépassait leur force de résistance. L'espoir d'une amélioration était pour eux infime. Les statuts rigides des corporations, homologués par les pouvoirs publics, se souciaient fort peu des revendications ouvrières. Les abus et les actes de corruption submergèrent complètement les compagnons. Ces derniers, sans indépendance et sans autonomie, se voyaient dirigés par leurs maîtres qui faisaient tout pour négliger et écarter les besoins légitimes de leurs employés. Les compagnonnages manquèrent surtout, et c'était là leur faiblesse, de l'esprit de classe, de la solidarité étroite et salvatrice que le xix^e et le xx^e siècle vont leur inculquer. Ne comprenant absolument pas l'interdépendance de leurs intérêts, les compagnons des différents compagnonnages se battirent fréquemment entre eux, consolidant ainsi la puissance des employeurs.

...« Loin d'évoluer avec les nécessités nouvelles d'une civilisation plus raffinée, la corporation se concentra peu à peu sur elle-même, devint rétrograde et eut l'unique souci de son monopole. »²¹ C'est alors qu'elle commença à dégénérer, montrant de plus en plus ses inconvénients et ses désavantages tels que, par exemple : l'inégalité de traitement (les fils de maîtres avaient des stages plus courts que le reste des compagnons, tout en étant assurés de devenir des maîtres artisans ; les filles de maîtres ou les veuves offraient les mêmes privilèges à leurs époux, etc...), l'esprit de caste, la démoralisation des mœurs, la sévérité et l'exclusivité des statuts, la bureaucratie routinière, l'animosité à l'égard des réformes

21. Paul Pic, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 66 .

salutaires. Le progrès économique lui donna le coup de grâce. Le premier pays qui supprima les corps de métiers fut l'Angleterre, après elle les autres Etats firent de même, et, au cours du xix^e siècle et du premier quart du xx^e siècle, les corporations disparurent ou se placèrent à l'arrière-plan.

L'ère de coalition et du vrai syndicalisme va débiter avec la révolution industrielle, cet immense bouleversement qui se déclencha dans la deuxième moitié du xviii^e siècle en Grande-Bretagne. C'est, en effet, le pays d'origine de la grande industrie, des procédés nouveaux de production, les « producteurs » vont se diviser en deux classes... « l'une qui donne son travail et ne possède rien d'autre, qui vend la force de ses bras et le temps de sa vie pour un salaire : l'autre, qui détient le capital, à qui appartiennent les usines, les matières premières, les machines, et à qui reviennent profits et bénéfices... » ²².

Les conséquences de la nouvelle façon de produire firent de nombreux ravages. La désertion des villages, l'accroissement de la population des villes industrielles, la formation de l'élite des affaires et des armées de travailleurs sont les résultats immédiats de l'augmentation de la productivité de l'industrie moderne. Une opposition plus évidente mit en présence le capital et le travail, les patrons et les ouvriers. Nous illustrerons l'état social et économique par l'évocation de quelques autorités en la matière, de ces autorités dont les témoignages sont les plus expressifs.

L'époque à laquelle se rapportent les témoignages que nous allons citer est la période du « libéralisme florissant », du « laisser-faire, laisser-aller » et de l'individualisme tyrannique.

Les chantiers avaient recouru aux embauchages d'hommes, de femmes et d'enfants. « Un entrepreneur a besoin d'un ouvrier : trois se présentent. Combien pour votre travail ? — Trois francs : j'ai une femme et des

22. Mantoux Paul : *La Révolution industrielle au xviii^e siècle*, essai sur les commencements de la Grande industrie moderne en Angleterre, p. 3 de l'introduction.

enfants. — Bien. Et vous ? — Deux francs et demi : je n'ai pas d'enfants, mais j'ai une femme. — A merveille. Et vous ? — Deux francs me suffiront, je suis seul. — A vous donc la préférence. » ²³

La course aux bénéfices demandait qu'on fit travailler les enfants, dont le salaire était extrêmement bas, nettement insuffisant. « La plupart de ces malheureux enfants étaient des enfants assistés fournis — on pourrait dire vendus — par les paroisses qui en avaient la charge... cinquante, quatre-vingts, cent enfants étaient cédés en bloc et embarqués comme du bétail à destination de la fabrique où ils devaient rester enfermés pendant de longues années. » ²⁴. Le traitement qu'on leur infligeait était quelquefois terrifiant, inimaginable ; citons par exemple le cas Blincoe : « A Loweham, près de Nottingham, Blancoe fut envoyé, en 1799, avec un lot d'enfants, on se contentait d'employer le fouet : on l'employait, il est vrai, du matin jusqu'au soir, non seulement pour corriger les apprentis de la faute la plus légère, mais pour les stimuler au travail, pour les tenir éveillés lorsque la fatigue les accablait. A la fabrique de Litton... une des gentillesse consistait à leur pincer l'oreille entre les ongles assez fort pour la traverser... » Le contremaître « imagina de suspendre Blincoe par les poignets au-dessus d'une machine en mouvement dont le va-et-vient l'obligeait à tenir ses jambes repliées... de lui limer les dents », et ce n'était pas tout « le malheureux avait reçu tant de coups que sa tête était couverte de plaies : pour le soigner, on commença par lui arracher les cheveux au moyen d'une calotte de poix » ²⁵.

L'organisation intérieure des usines était incroyablement sévère et, comme on le voit par les citations précédentes, véritablement féroce. Pour prouver que nous n'exagérons pas, nous citerons de nouveau Mantoux : « La discipline était féroce, si l'on peut appeler disci-

23. Louis Blanc, *Organisation du travail*, p. 11.

24. Mantoux Pauo, l'ouvrage déjà cité, p. 428.

pline le déploiement d'une brutalité sans nom, et parfois d'une cruauté raffinée qui s'assouvissait à plaisir sur des êtres sans défense. » ²⁶.

Les adultes n'en enduraient pas moins : les ateliers insalubres, le salaire dérisoire, la longue journée de travail qui atteignait quelquefois 16, 18 heures. « A partir de 1770, écrit Gustave Schmoller, jusqu'en 1850, l'offre de la main-d'œuvre était toujours plus grande que la demande qui provoqua une baisse de salaire. Déracinés subitement de la campagne, enrégimentés dans les fabriques, logés dans des logis insalubres, isolés dans les villes, dans les prisons industrielles, les ouvriers dépérissaient physiquement, spirituellement et moralement. »

Les femmes, dont la faiblesse de constitution rivalisait avec celle des enfants les plus développés, ne manquèrent pas de fournir des efforts surhumains. Assujetties à un régime de travail continu, elles furent même quelquefois blessées dans leur pudeur. Les paisibles filles de la campagne et des bourgs qui émigrèrent vers les agglomérations industrielles durent accepter des conditions de travail dont le patronat était le maître absolu. Le *primum vivere* leur imposa de se faire embaucher (et bien souvent de se laisser abuser par les employeurs et employés) ou de se livrer à la prostitution.

Les vivres suffisaient à peine à entretenir le corps dans un état de faim chronique. Hébétés par le travail, sous-alimentés, les travailleurs furent affligés des plus terribles maux.

Les ouvriers d'alors cherchaient une aide, un appui quelque part : il fallait arrêter autant que possible les abus ; il fallait se préserver des pouvoirs absolus du patronat. La misère, l'insécurité des conditions d'existence, la faiblesse dues à l'isolement avaient besoin d'un soutien, d'un abri.

Les travailleurs encasernés trouvèrent un moyen : la coalition, l'entente concentrée en vue d'arrêter le travail

25. Mantoux, ouvrage déjà cité, pp. 431-432.

26. *Idem.* p. 431.

et d'exiger en commun les améliorations relatives aux salaires et à la journée du travail. Ces accords contrarièrent le patronat et les pouvoirs publics. La liberté de travail et de commerce étant proclamée et légalement soutenue, les coalitions furent dissoutes et les meneurs punis. Peu à peu, toutefois, les gouvernants s'émurent. La douloureuse existence des ouvriers les inclina à admettre le droit de grève. Le premier succès fut remporté.

Des années s'écoulèrent. Les doctrinaires économiques critiquaient le régime existant, les doctrines travaillaient les esprits ouvriers. Les éclaircisseurs socialistes, les individus qui répugnaient à l'état social de leur époque, tels que Saint-Simon, Fourier, Robert Owen, Louis Blanc, Rodbertus, etc..., formulèrent des reproches et critiques contre l'individualisme ravageur. D'autres, après eux, s'attaquèrent au régime capitaliste confusément, tels que : Pierre-Joseph Proudhon, plus violemment et plus fougueusement, tels Karl Marx et Frederic Engels, Bakourine, Kropotkine, etc..., etc... Chacun avec son accent stigmatisa les injustices, les iniquités, les crimes anti-sociaux. Les ouvriers trouvèrent en eux de sincères, francs, loyaux défenseurs qui leur apprirent à voir et à comprendre. Les ouvriers se rapprochèrent davantage les uns des autres ; la solidarité s'accrut, les cercles concentriques s'élargirent de plus en plus ; les ouvriers broyés par les circonstances se ressaisirent. Des coalitions, à l'origine, provisoires gagnèrent en constance. devinrent permanentes. Le législateur, dont on réclamait l'intervention intervint enfin en consacrant les règles relatives aux groupements ouvriers de défense des intérêts professionnels et aux groupements syndicaux. Les travailleurs acquirent enfin leurs groupements propres, autonomes et indépendants des groupements patronaux adverses. Les associations professionnelles, les syndicats devinrent exclusivement ouvriers, facultatifs et libres. Les groupements, à base idéologique et réaliste, furent enfin dotés du droit d'association à base revendicatrice,

d'une association qui leur permettra dorénavant de demander satisfaction à leurs justes droits et à leurs légitimes aspirations.

Ni *eranos*, ni *collegium*, ni corporations, ni compagnonnage, le syndicat est un groupement suscité par de nouvelles conjonctures économiques précédemment inexistantes et inconnues. Ni groupements à buts religieux, ni groupements des maîtres seuls, ni organisations purement mutualistes, les syndicats ouvriers apparaissent, principalement, comme un groupement de défense, un groupement de co-travailleurs, un groupement économique, professionnel. Les lois sociales sont intervenues, le sort ouvrier va en s'améliorant, les effroyables scènes de la vie ouvrière de jadis se raréfient, le standard ouvrier devient meilleur. Les syndicats ouvriers peuvent revendiquer une bonne partie de cette œuvre. C'est, peut-on dire, une créance non peu importante parmi tant d'autres, que cette partie, cette fraction dont le syndicat est créancier. L'interventionnisme de l'Etat, engendré et provoqué par les facteurs différents dont le syndicat n'est pas le moins important, résulte des lois ouvrières, du Code du Travail. La vie des travailleurs est rendue meilleure, mais les syndicats ne s'arrêtent pas aux acquisitions réalisées, ils ne se contentent pas des concessions obtenues, ils poursuivent toujours de nouvelles réformes, en attendant la révolution ouvrière syndicale. De jour en jour, les groupements professionnels d'ouvriers s'accroissent, leur importance grandit. Les groupements des co-intéressés... « loin de se limiter à la classe prolétarienne comme facteur économique aspirant à la domination politique, s'étendent à toutes les classes »²⁷. Effectivement, les syndicats, les groupements des co-intéressés absorbent de plus en plus la vie économique, transformant de plus en plus la vie politique et juridique de l'Etat.

Où s'arrêteront-ils ?

27. José de la Vega, *Démocratie et Soviétisme*, p. 104.

Après ce bref exposé de l'évolution dans le temps des groupements professionnels, notamment des groupements ouvriers, nous passerons, premièrement, à l'étude des systèmes juridiques des associations professionnelles pour entrevoir leurs sens évolutif, et deuxièmement aux conceptions qui entretiennent et qui développent la pensée, l'action syndicale, le syndicalisme.

PREMIÈRE PARTIE

L'EVOLUTION DU DROIT SYNDICAL

Généralités

L'introduction nous a permis de suivre la marche des institutions successives qui, toutes, comme nous l'avons vu, répondaient à des stades déterminés du développement économique pour aboutir enfin à la naissance d'un groupement tout à fait différent de ses prédécesseurs, le syndicat, association de co-professionnels, expression évidente et tranchante du partage capital-travail.

Comment est apparu le syndicat ?

Le syndicat naquit le jour où les concentrations passagères du moment, les coalitions, se transformèrent en organismes durables, permanents, les syndicats. C'est là la genèse de l'évolution qui, en droit, était extrêmement pénible, excessivement lente. Les gouvernants de la Révolution, comme du cortège qui l'avait suivie, éprouvèrent une animosité à l'égard des syndicats, les confondant avec les corporations abolies.

Voyons maintenant comment cette évolution de la corporation à la coalition, de la coalition au syndicat s'est effectuée et quelle est la plus récente étape de l'évolution du droit syndical.

L'évolution du droit syndical compte parmi les plus curieuses, les plus intéressantes. C'est, en effet, dans ce droit que se reflète et se réfléchit comme en un miroir l'attitude générale du législateur permettant aux juristes d'en déduire l'attitude des pouvoirs à l'égard des syndi-

cats (quelle qu'elle soit), de la seule connaissance des lois et des règlements qui régissent l'action légale et les procédés juridiques relatifs aux groupements d'essence professionnelle.

D'un pôle à l'autre, l'évolution juridique en matière syndicale fut, au début, frappée de lenteur (l'abolition des corporations eût lieu en France en 1791, l'autorisation des coalitions en 1864, la réglementation légale des syndicats en 1884). A peine généralisée dans ce sens, elle prit un aspect révolutionnaire aux mouvements multiformes (l'U. R. S. S., l'Allemagne social-démocrate, l'Autriche pré-dolfussienne, la Yougoslavie, l'Italie fasciste, l'Espagne de Primo de Rivera...) pour tendre enfin, et c'est l'étape la plus récente, à une uniformité toute contraire au type du premier stade d'évolution (l'Allemagne hitlérienne, l'Autriche de Dolfuss-Stahrenberg, le Portugal, la Bulgarie de Gueorguiev...).

Nous nous expliquons.

L'évolution du droit syndical, prise dans ses lignes les plus générales, présente trois étapes nettement délimitées.

La première, partie du point de la suppression du système corporatif et de la proclamation de la liberté absolue du travail, de l'industrie et du commerce, se caractérise par l'analogie des aspirations : la formule en fut la liberté syndicale.

Tout comme l'Etat napoléonien, l'Etat libéral qui succéda à la Restauration, admettait la constitution des associations en droit commun et à objet politique, mais il conservait l'intransigeance absolue en ce qui concerne les associations professionnelles. Le paradoxe est flagrant ; évoquant les principes de la liberté individuelle, on s'efforçait, aveuglément il est vrai, de l'écraser. Voulant laisser les mains libres aux ouvriers et aux patrons pour qu'ils s'entendent mutuellement sur les conditions du travail, on agissait contre la liberté en ne voyant pas la différence, presque incroyable, entre le vouloir patro-

nal et le vouloir ouvrier. Ce dernier fut obligé de se dépersonnaliser pour ne pas mourir de faim. Alors les ouvriers se concentrèrent d'une façon provisoire et en vue d'un seul bénéfice ; ce fut la coalition. Les législateurs ne la voulaient pas. Les digues qui lui barrèrent la route furent les lois pénales (la loi française : l'article 414 et 415 du Code pénal, les lois anglaises de 1799 et de 1800 contre la « Conspiracy in restrain of trade »). Ces heurts qui obstruèrent le libre accès à la liberté syndicale vinrent donc de l'interdiction d'association et du délit de coalition.

Le libre essor de la liberté syndicale naquit de la permission des coalitions et de l'abolition des sanctions pénales. L'Angleterre comprit la première toute la portée de la prohibition syndicale ; elle l'abolit en 1824 ; les autres pays suivirent son exemple, et, au cours du xix^e et du xx^e siècle, les restrictions, une à une, furent levées. La coalition, groupement passager, brève transition, va pouvoir se transformer en un groupement cohérent, uni, permanent, le syndicat.

C'est au nom de l'individualisme que les corporations étaient enterrées, au nom de ce même individualisme que les syndicats seront reconnus. Aussi, comment pouvait-on proclamer la liberté individuelle, sans laisser les individus en disposer ? La réglementation juridique de la liberté syndicale va s'édifier. Elle sera inspirée de la liberté d'association et de travail, de la liberté individuelle tout court.

Le groupement des coprofessionnels sera reconnu par le droit privé. Il aura les moyens légaux nécessaires à la défense et à la sauvegarde des intérêts professionnels d'individus concourant à la même production, à des branches analogues ou connexes. Ainsi, la division en classes trouvera un terrain pour s'affirmer. Cette division était d'ailleurs provoquée par la grande industrie et force était de la respecter.

Bientôt les pouvoirs publics eux-mêmes solliciteront le concours des associations professionnelles. Sans les

assimiler à ses organes propres, aux services publics proprement dits, l'Etat s'adressera à eux pour les consulter au sujet des questions d'ordre social ou économique.

Avec la prise du pouvoir par les Soviets, il va se déclencher une nouvelle étape révolutionnaire ou évolutionniste des plus hardies. Cette étape, que nous avons dénommée le stade de ramification, verra les syndicats jusqu'alors uniformes, ou presque, se disperser en plusieurs types d'associations professionnelles et de droit syndical. Les syndicats remplaceront, pour un certain temps, dans la Russie soviétique, les propriétaires, et agiront en maîtres au détriment des anciens privilégiés, des anciens protégés.

La puissance syndicale s'accroîtra ; les timides groupements d'activité chétive passeront à l'action ; l'Etat cherchera à s'en préserver en les absorbant : ce sera le cas de l'Italie.

En vue de répartir les compétences et d'éviter les discordances, l'Etat prendra des mesures qui vont permettre aux syndicats d'agir et de se contrebalancer sans qu'ils puissent toutefois compromettre l'ordre établi. Cela aura lieu, par l'institution, soit de la conciliation, soit de l'arbitrage obligatoire, soit des deux procédés réunis, en Australie, Danemark, Nouvelle-Zélande, Norvège, Canada, Chine...

D'autres législateurs réprouveront l'opposition aux syndicats. Ils tâcheront de les rendre agissants, mais dans un cadre plus précis, et avec des pouvoirs plus larges. Le champ de l'autonomie syndicale sera délimité. Les moyens d'action des syndicats seront fonction de l'importance qu'ils revêtiront. La priorité des groupements sur les individus sera reconnue. Les pays qui s'engageront dans cette voie seront : l'Autriche social-démocrate, la Yougoslavie et le Luxembourg.

La liberté syndicale devenant menaçante pour un Etat conservateur et autoritaire, il cherchera des subterfuges pour la limiter et la rendre inutile ou mortelle. La

toute-puissance de l'Etat tâchera de l'écraser et de la soumettre à sa volonté sans bornes. L'intégration forcée dans les cadres de l'Etat, en raison de prétendus intérêts publics, généraux, nationaux, assurera « le salut » des institutions menacées. Une corporation renouvée réunira brutalement les antagonistes et l'Etat dominateur et absolutiste en prendra, pour l'étouffer, la suprême direction. C'est bien la généralisation du corporatisme. L'Allemagne, l'Autriche, le Portugal, la Bulgarie... vont instituer dans leurs cadres territoriaux des syndicats à parenté fasciste. Ils s'y acheminent déjà. Leur édifice du système corporatif n'est pas encore achevé, mais les tendances que manifestent ostensiblement ces pays laissent entrevoir la réalisation de ces prévisions. Qu'ils s'appellent Etat corporatif fascisé, nazifié ou chrétien-socialisé, le qualificatif ne fait rien à l'affaire. C'est celui de l'Etat totalitaire, omnipotent, de l'Etat policier, politico-économique. La tendance actuelle est, par conséquent, au corporatisme, c'est-à-dire l'abandon du syndicalisme de classes et de la lutte entre les catégories sociales.

La question de l'avenir se pose dans ces termes ; la Carta del Lavoro aura-t-elle les influences sournoises de la Déclaration des Droits de l'Homme ou celle de la loi de Waldeck-Rousseau ; ou bien les lois sur les syndicats de la Russie des Soviets dépasseront-elles, les unes et les autres, et monopoliseront-elles pour leur seul compte toutes les influences du domaine syndical ; ou encore le dilemme entre ces quatre principaux postulats du droit syndical peut-il se résoudre en un compromis atténué, timide, ou plat et sordide, mais au moins viable ?

Bibliographie : Les documents pour la partie législative ont été puisés en majeure partie dans les publications du Bureau international du travail. Nous nous y sommes reportés en raison de l'objectivité de leurs allégations en appliquant la plus grande libéralité, à nos recherches. A la base de notre documentation sont : la *Revue internationale du travail* (janvier 1921-juillet 1934) ; les *Informations sociales* (rubrique : Organisation patronale et ouvrière) ; la *Série législative* (volume I-X), *Recueil international de Jurisprudence du Travail* (volume I-VI) ; *Annuaire international de Travail* (volume III « Organisation ouvrière ») ; et en particulier *Les Etudes et Do-*

cuments (série A, n° 28-32 « Vie sociale ») : La *Liberté syndicale* (volume I « La liberté syndicale, rapport et projet de questionnaire » ; volume II « Grande Bretagne, Etat libre d'Irlande, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Suisse ». Volume III : « Allemagne, Ancienne Autriche-Hongrie, République Tchecoslovaque, Pologne, Etats Baltes, Danemark, Norvège, Suède, Finlande ». Volume IV : « Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Royaume des Serbes Croates et Slovènes, Bulgarie, Roumanie ». Volume V : Etats-Unis, Amérique Latine, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle Zélande, Indes, Chine, Japon ». *L'organisation de l'industrie et les conditions du travail dans la Russie des Soviets* (série B n° 14). *Les relations industrielles aux Etats-Unis*, par M. Butler (Série A, n° 27). *Législation et conditions du travail dans l'industrie au Japon* (Série B. n° 16), *Premier congrès international des syndicats des travailleurs de la terre adhérents à la Fédération syndicale internationale* (série K. n° 1). *La liberté syndicale en Hongrie* (Etudes spéciales). *Bibliographie des questions ouvrières et sociales dans la Russie des Soviets* (Etudes spéciales).

Nous tenons à souligner que l'étude de la législation comparée que nous avons entreprise nous a été grandement facilitée par l'abondance des données documentaires des publications ci-dessus énumérées, auxquelles nous devons notre plus grande reconnaissance. Nous nous sommes efforcés, dans la mesure de notre pouvoir, d'exposer les législations des différents pays, avec l'aide précieuse des documents objectifs de l'Institution genevoise. Nous lui exprimons à cette occasion toute notre gratitude.

CHAPITRE PREMIER

LES REGIMES JURIDIQUES RETARDATAIRES EN MATIERE DE SYNDICATS

L'interventionnisme n'est plus contesté par personne. Tous les législateurs, quels qu'ils soient, ont compris leur devoir impérieux, voire même obligatoire, de s'interposer entre les différentes catégories des nationaux et d'équilibrer, par ce moyen, l'inégalité des situations individuelles.

Malgré la nécessité de réglementation du droit syndical, reconnu par tous les faiseurs de la loi, par tous les législateurs, certains refusent d'y faire droit. Malgré l'urgence admise, même par les plus opiniâtres des libéraux, un certain nombre de pays restent en marge de la législation ouvrière en matière syndicale.

L'étonnement est grand quand on apprend que la place d'honneur appartient à la plus puissante nation de l'Extrême-Orient, au Japon. Quoique son potentiel économique et le nombre de ses travailleurs puissent se mesurer à ceux des Etats les plus industrialisés, où le machinisme est le plus poussé, le Japon persiste dans une attitude récalcitrante.

Un autre de ces pays est la Bulgarie ; certes, sans pour cela la vouloir excuser, elle n'est qu'un pays éminemment agricole, dont l'industrie n'est qu'au début de son développement.

Viennent ensuite la Turquie, l'Egypte, l'Albanie, la Perse, l'Afghanistan, ainsi que les pays de l'Amérique Latine, exception faite des principales républiques telles que le Brésil, l'Argentine, le Chili, le Pérou, où s'exerce fortement l'influence de la législation industrielle fran-

çaise et où les lois syndicales sont assez avancées ; le Venezuela, l'Equateur, l'Uruguay, la Bolivie sont en train d'édifier leur structure juridique des syndicats s'inspirant principalement des lois françaises, argentines, brésiliennes et, en second lieu, des lois américaines.¹

Le Japon. — Le Japon fut longtemps le gardien jaloux du rempart féodaliste ; ce n'est qu'à la deuxième moitié du XIX^e siècle qu'il s'en émancipa. Le retard dans la suppression de ces institutions politiques usées et vieilles se serait répercuté, pourrait-on croire, sur la réglementation du droit syndical et aurait mis « le statut légal des syndicats en suspens ». ²

La vraie raison en est dans l'impérialisme panaméricain et européen de la fin du siècle dernier et l'impérialisme japonais du XX^e siècle. Obligé d'abord de faire face à la concurrence étrangère sur ses propres marchés, le Japon passa ensuite à l'offensive et chercha à concurrencer les produits étrangers sur les marchés neutres et, en dernier lieu, sur les marchés des pays envahisseurs impérialistes.

On tomberait dans une erreur impardonnable si l'on prétendait que le Japon, dont les progrès de l'industrie nationale n'ont plus de secrets pour qui que ce soit, ne connaît pas de groupements professionnels. Car, il ne faut pas se le dissimuler, le Japon à lui seul comptait, vers 1929, environ cinq millions de travailleurs, une belle armée de producteurs, un contingent véritablement important de l'économie nationale.

L'antithèse entre l'absence du droit d'association professionnel et l'existence des groupements ouvriers de pro-

1. Comme rien de spécifique n'y était à signaler nous n'avons pas cru nécessaire d'y insister dans la suite de notre exposé. Nous dirons tout simplement qu'une parenté les rapproche de l'ancien système bulgare et japonais ; que les trois courants principaux s'y disputent les effectifs : le mouvement panaméricain, d'Amsterdam et de Moscou ; que le syndicalisme anarchiste qui avant la guerre y comptait un nombre respectable de représentants a perdu, depuis, beaucoup d'adhérents.

2. *La liberté syndicale*, t. V, p. 434.

tection n'est qu'apparente. Le Japon ignore la réglementation légale et spéciale des syndicats, mais il n'ignore pas le droit commun en matière d'association. La Constitution de 1889 dans son article 29 ainsi conçu « les Japonais jouiront de la liberté... d'association dans les limites fixées par la loi », prévoit exclusivement la faculté de groupement de ses sujets, plutôt que de ses citoyens. Le Code Civil a son tour la certifie irréfragablement ; mais il enlève sa protection aux groupements professionnels. En conséquence les syndicats pourront invoquer la Constitution, s'ils veulent se constituer. Dans cette possibilité constitutionnelle nous n'aurions rien de spécial à remarquer. Mais le mal provient de ce qu'une foule de lois différentes restreignent l'aide que la Constitution promettait d'offrir. Comme la Constitution comportait « dans les limites fixées par la loi », le législateur japonais s'était empressé de ne pas se contredire en édictant plus volontiers des limites que des autorisations. Il imposait des limites de deux sortes, les unes expressees par les lois de protection de l'Etat et les autres, tacites, par son silence³.

Ainsi le syndicat, le groupement professionnel qui arrive à se constituer jouit d'une existence de fait et non de droit ; existence peu solide et fort précaire. La reconnaissance de la capacité juridique ne lui étant pas accordée on s' imagine aisément quelles conséquences dommageables s'en déduisent. La situation est à son comble. Le syndicat reste privé du droit de posséder, d'ester en justice, enfin sans aucune capacité contractuelle. On reconnaîtra que sa position n'est nullement enviable, d'autant plus qu'elle est juridiquement intenable.

On chercha à remédier à cette anomalie dans le cadre de la légalité et on trouva une solution. Les biens qu'un syndicat possède se font enregistrer au nom du di-

3. A ce propos nous remarquerons que les organisations patronales, spécialement les Chambres commerciales et industrielles bénéficient de statuts légaux, dont la compétence et l'étendue sont bien déterminées et libéralement accordées.

recteur, son dirigeant. C'est un bien mauvais palliatif. Si pour une cause ou une autre un dirigeant malveillant, profitant de sa situation de propriétaire légalement reconnu, détourne les biens qui lui sont confiés, ou s'en empare tout simplement, le syndicat n'a pas de moyens légaux de le poursuivre. On pourrait nous objecter que le « trustee », en Angleterre, est dans une situation analogue. Rien ne serait plus faux que cette objection. Le « trustee » est juridiquement, par « common law », admis comme gérant des biens syndicaux ; au contraire le pseudo-propiétaire des biens syndicaux des associations professionnelles japonaises n'est pas considéré légalement comme gérant, mais comme propriétaire proprement dit des biens en question.

Les syndicats japonais se seraient passés de cette imprévoyance législative si le patronat avait été plus disposé à conclure des contrats collectifs. Mais il s'y refuse catégoriquement, invoquant à son appui des lois positives : lois négligeant systématiquement les ouvriers.

Pour que la situation du salarié soit encore plus difficile, l'ingéniosité patronale exige très fréquemment que son personnel ne soit pas syndiqué, et en cas de grève il le poursuit en dommages-intérêts.

Tout cela atteste l'état d'incertitude, les fluctuations, le danger permanent auxquels sont exposés les groupements syndicaux qui sont arrivés à s'organiser en dépit de l'insouciance législative et des poursuites patronales. De ce fait ils n'obtiennent guère que les bénéfices insignifiants que leur consent bénévolement le patronat et la liberté du mouvement malgré les lois pour la défense de l'Etat.

La meilleure image de cette situation anormale sera l'évocation d'un bel ouvrage de Villermé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (T. I et II, Paris, 1840) où sont dépeintes la misère et la cruauté d'un milieu économique et social où les ouvriers sont sans protection syndicale.

Pour terminer, nous résumons ainsi : le syndicat japonais est un groupement de fait, qui s'organise sous le bénéfice des seules dispositions de l'article 29 de la Constitution, n'ayant pas de recours ni au droit commun en matière d'association ni aux lois spéciales du droit syndical ⁴.

La Bulgarie. — L'apparition des syndicats présuppose une industrie développée, un capitalisme assez poussé ; quand ces conditions initiales présentent un certain retard, les organisations professionnelles portent la même empreinte. C'est bien le cas de la Bulgarie, dont l'industrie est encore à l'heure actuelle voisine de l'état embryonnaire, si on la compare aux Pays d'Europe occidentale ou centrale. Au ralentissement du progrès industriel, s'ajoutent les événements troublés d'après-guerre, qui agitèrent longtemps le royaume bulgare (entre autres l'insurrection de 1923 et le coup d'Etat de 1934).

La petite industrie et les métiers manufacturiers ayant subi l'évolution générale, le législateur bulgare légiféra à deux reprises. La loi du 20 juin (3 juillet) 1903 amendée par la loi du 27 mars (9 avril) 1910 concernait cette petite industrie et les corps professionnels, laissant pour plus tard la réglementation syndicale proprement dite ⁵.

L'accroissement du nombre des salariés exigea bientôt l'établissement du statut légal du syndicat. Le législateur bulgare refusa d'intervenir. Mais, en possession d'une Constitution fort libérale du 16 avril (29 avril) 1879, le syndicalisme put se développer sans beaucoup d'obstacles légaux, jusqu'à ce que le législateur prit certaines mesures pour l'entraver ; on vit ainsi une série de lois

4. Plusieurs projets étant à l'étude chez le législateur japonais, nous ne savons pas si jusqu'à présent des changements ne sont pas survenus : nous en doutons (T. V, *La liberté syndicale*).

(Note Japon). — Au 31 décembre 1931, il y avait au Japon 377.219 syndiqués répartis entre quatre groupements syndicaux différents (7^e *Annuaire de la F. S. I.*).

5. Pic Paul, *Traité élémentaire de la législation industrielle*, pp. 330-331.

dont la plus sévère est celle du 21 janvier (3 février) 1924, la loi dite pour la défense de l'Etat. Les syndicats se voyaient limiter la jouissance de la liberté d'association que la Constitution de 1879 leur avait largement concédée.

Quel est le statut juridique des syndicats bulgares ? Il faut le reconnaître, il n'y en a pas. Les groupements professionnels de la Bulgarie souffrent des mêmes maux que ceux du Japon. Sauf les associations de fonctionnaires « les syndicats bulgares ne jouissent pas de personnalité morale »⁶. Cette privation ne manque pas, comme on s'en doute, d'entraîner des répercussions fort gênantes sur la capacité d'action des groupements et sur la liberté du mouvement syndical. Atteints d'une aussi grande infériorité, les syndicats se voient réduits, *volens nolens*, soit à une activité révolutionnaire, soit à une activité subordonnée au gré de quelques individus détenteurs de capitaux. C'est pour cette raison même qu'une grève prend l'aspect d'une insurrection et que le simple désir de conclure un contrat collectif apparaît comme une opposition à la loi.

Dépourvu de la capacité juridique qui lui aurait permis d'ester en justice, de contracter ou de posséder des biens, le syndicat bulgare, défenseur des intérêts ouvriers, ne constitue qu'une digue illusoire devant les empiètements patronaux ou l'arbitraire gouvernemental.

En cas de grève, et c'est le pire, toute la responsabilité incombe aux grévistes ; pris isolément ou en groupes « de complot » ils peuvent être punis pour leur « attitude déraisonnée ». Le gréviste encourt donc le risque de responsabilité civile, le syndicat n'ayant pas de capacité juridique, et de plus l'application des lois d'exception.

En dépit de ces tendances, l'utilité des syndicats n'a pas échappé aux gouvernants bulgares car on a fait entrer au Conseil supérieur du travail des représentants syndicaux et on ne manque pas de les consulter quand

6. *La liberté syndicale*, t. IV, p. 364.

des questions d'ordre social se posent. De même un certain nombre de délégués syndicaux sont admis auprès des bureaux de placement. En concluant on peut dire que le syndicat bulgare a une existence de fait fort précaire, toujours sous la menace de l'arbitraire des gouvernants⁷

La Bulgarie s'apprête à abandonner la manière dont elle voyait jusqu'à présent ses associations professionnelles et à adopter un système corporatif. En effet, selon les informations de la presse et au dire du président du Conseil bulgare, M. Gueorguiev le régime syndical sera changé : la Bulgarie se serait dirigée vers un système corporatiste. Quelles seront et comment seront organisées les corporations nous en aurons les preuves d'ici peu. Pour le moment nous ne pouvons que constater l'intention du gouvernement.

7. Les tentatives de syndicalisme agricole n'ont pas eu de succès dans le pays des Bulgares; par contre le syndicalisme ouvrieriste a groupé les travailleurs dans plusieurs groupements tels « l'Union générale syndicale de Bulgarie » (social-démocrate); « La centrale syndicale » (communiste, dissoute en 1924); « l'Union des 19 unions » (comprend le personnel des services publics) (*La liberté syndicale*, t. IV).

(Note-Bulgarie). — Au 31 décembre 1931, la Bulgarie avait 46.776 syndiqués dont 19290 appartenaient aux Syndicats libres, 6.840 aux Syndicats communistes, 926 aux Syndicats anarchistes et enfin 19.720 aux autres groupements syndicaux.

CHAPITRE II

LES REGIMES JURIDIQUES DES SYNDICATS GROUPEMENTS DE DROIT PRIVE

« ... l'association professionnelle
perd sa raison d'être si elle ne peut
pas agir en vue de la réalisation de
ses fins. »
(*La liberté syndicale*, v. I. p. X de
préface.)

Sous ce signe, tout le xix^e et le début du xx^e siècles assistent au développement de la liberté syndicale, pour le triomphe des idées démocratiques et libérales. La Grande-Bretagne et la France sont à la tête du mouvement. Leurs législations servent de modèle dans les pays continentaux ou extra-européens.

La France, plus encore que l'Angleterre grâce à son esprit de précision et de logique minutieuse marque de son influence les lois des pays désireux d'améliorer les conditions sociales, économiques et morales de la classe ouvrière. Pendant que l'influence britannique reste à l'arrière-plan, celle de la France éclaire la voie des législateurs, montrant la route à suivre, donnant les définitions claires et limpides de la façon suivant laquelle on peut résoudre les questions posées tant par la réalité que par la théorie.

C'est donc dans l'évolution des lois syndicales françaises que, jusqu'en 1914, se reflète le mieux l'évolution juridique de la réglementation sociale ; après la guerre, l'influence française devient moindre, sans toutefois disparaître complètement.

Pour ces raisons d'influences prédominantes et en quel-

que sorte monopolisatrices, nous examinerons tout d'abord les lois sociales en matière syndicale de la France, et ensuite celles de l'Angleterre, pays qui s'engagea le premier dans cette voie, pour exposer enfin celles des autres législations voisines des premières. Néanmoins, nous tenons à formuler au préalable les caractères essentiels du système syndical d'associations professionnelles groupements du droit privé.

Les principes juridiques de ces régimes syndicaux se manifestent principalement dans les rapports de l'individu au groupement ; de groupement à groupement ; du groupement à l'Etat.

L'individu et le groupement sont l'un en face de l'autre dans la situation du facultatif : est seul syndiqué qui le désire ; le syndiqué n'est obligé de suivre les ordres du groupement, que s'il les accepte ; le syndiqué perd son caractère d'associé quand il lui plaît. Le groupement ne peut exercer aucun droit non prévu par la loi. La gestion est confiée aux dirigeants élus, librement, par les syndiqués. De même les syndiqués peuvent s'accorder à imposer aux dirigeants des prescriptions nouvelles. En bref, l'Etat protège la liberté d'action individuelle, à l'égard du groupement, et entrave la tyrannie du groupe à l'égard de l'individu.

L'association ouvrière et l'association patronale se trouvent, du point de vue juridique, sur le même plan, d'égale à égale ; aucune différence ne les sépare. On peut organiser autant d'associations que les individus disposés à se grouper jugent indispensables, utiles ou adéquates. En droit, les associations d'ouvriers et de patrons ont donc les mêmes facultés d'expression, mais en fait la force matérielle, numérique, financière peut avantager les uns au détriment des autres. L'Etat s'inspire de la volonté de trouver un point d'équilibre entre elles pour les entraîner à un compromis, qui, en réalité, sera bien souvent défavorable aux uns et profitable aux autres. C'est alors qu'on parle des échecs des syndicats ouvriers ou patronaux (de ces derniers bien rarement). Admet-

tant la superconcentration, l'Etat laisse le soin aux syndicats de s'entendre entre eux, n'intervenant que lorsque l'accord ne peut s'établir.

L'Association et l'Etat sont dans le rapport du législateur au légiféré ; les lois privées consacrent la compétence et les droits des syndicats ; l'administration se contente d'un simple contrôle, ayant toutefois les pouvoirs nécessaires pour prendre des mesures coercitives quand l'anfagonisme patrono-ouvrier met en danger la sécurité et l'ordre publics. Mais quand ce danger n'a rien d'imminent, l'Etat n'entre aucunement dans la vie syndicale ; il a même l'air de s'en désintéresser entièrement. L'Etat laisse ainsi une large autonomie aux comportements syndicaux jusqu'à ce qu'ils se dressent contre lui. C'est alors qu'interviennent les répressions, perquisitions, dissolutions.

Sous l'application de ces principes, le syndicat devient un groupement du droit privé, institué dans le seul but des intérêts de l'individu, pour le protéger contre les agresseurs de la liberté personnelle et celle du travail. Tel quel, le syndicat est tout à fait dépourvu d'autorité sur la profession, prise dans son ensemble ; il n'en dispose que dans la mesure que lui concèdent les individus.

Voilà donc, sommairement exposés, les principes sur lesquels reposent les syndicats du vieux monde (au cours de leur mise en application plusieurs modifications furent apportées, nous les ferons observer au moment pice).

*La France*¹. — Les règlements corporatifs pleuvaient à seaux, les marchés se démunissaient de produits, la

1. La législation industrielle française est extrêmement bien explorée par de nombreux auteurs de marque : MM. Pic Paul, *Traité élémentaire de législation industrielle, Les lois ouvrières* ; Bry G. *Législation ouvrière*, Paris, 1921, 6^e édition ; Foignet R. et Dupont E., *Manuel élémentaire de législation industrielle à l'usage des étudiants en droit de 3^e année*, Paris, 1925 ; Qualid William, *Répétitions écrites de législation industrielle*, Paris, 1929 ; Scelle Georges, *Précis élémentaire de législation industrielle*, Paris, 1927 ; Capitan et Cuhe P., *Précis de la législation industrielle*, Paris, 1927 ; Dupin A., Desvaux I., *Précis de législation ouvrière et industrielle*,

cherté du coût de la vie ruinait les consommateurs : c'est l'âge de la dégénérescence corporative. Le favoritisme qui comblait les maîtres, essoufflait et affamait les non privilégiés, compagnons et apprentis. Il fallait mettre un terme aux abus, il fallait permettre aux travailleurs, aux sans-gains, de gagner leur pain ; c'est aux protagonistes physiocrates et libéraux en général que le triomphe va appartenir. La concurrence illimitée du « laisser-aller, laisser-faire », de « l'équilibre naturel » sera leur conquête. Et on a cru un moment que tout irait mieux, que la panacée était découverte !

La corporation tant prisée par les privilégiés, les favorisés, et tant maudite par les opprimés, les écartés, s'écroulera et les vieux cadres corporatifs seront brisés. Les physiocrates auront de quoi remplir leur cœur. D'un côté la ruine du déshérité, de l'autre l'abondance du privilégié. La suppression des communautés de métiers fut obtenue par le vote de la loi du 2-17 mars 1791 qui dans son art. 3 ainsi conçu : « il sera libre à tous citoyens d'exercer tel profession ou métier qu'il trouvera bon... » proclama la liberté du travail et par son art. 2 donna le coup de grâce aux corporations «... droit de réception des maîtrises et jurandes et tous les privilèges de professions sont supprimés ».

Si les corporations étaient abolies, il n'en était pas de même pour les groupements professionnels qui en différaient. C'est seulement le 14 juin 1791 que furent votés les huit articles du projet Le Chapelier. Ce projet sera pour les travailleurs une des lois les plus nuisibles qu'on ait jamais pu concevoir. Effectivement on peut lire dans l'exposé des motifs que Le Chapelier présenta à la Constituante, une des plus grandes erreurs de l'époque : « il ne doit pas être permis aux citoyens de certaines pro-

Paris, 1925; Rouast, *Répétitions écrites de législation industrielle*, Paris, 1929; Paynaud B., Maday A. de, Dufourentelle M., Louis P... Pour éviter les mêmes répétitions déjà tant de fois exposées, de la législation ouvrière française, nous nous limiterons aux points généraux renvoyant le lecteur s'intéressant aux détails, aux remarquables traités, manuels et précis ci-dessus cités.

fessions de s'assembler pour leurs prétendus intérêts communs ». L'article 2 de la dite loi traduira textuellement la suggestion déjà notée » les citoyens de même état ou profession, les ouvriers... ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble se nommer de présidents ou secrétaires..., former des règlements sur leurs prétendus intérêts... » Ainsi fut votée la défense d'instituer des organisations professionnelles. Le législateur d'alors prouva irréfutablement son incompréhension et la confusion qu'il commettait entre les corporations et les syndicats.

Pour sévir contre « les fauteurs » le Code pénal viendra renforcer les interdictions prononcées à l'égard des associations professionnelles ; les contrevenants seront désormais sévèrement punis (art. 414 à 416 de la loi du 22 avril 1803).

L'inégalité matérielle ne suffisait pas aux libéraux. Ils y ajoutèrent l'inégalité juridique, car les groupements patronaux furent moins lourdement frappés que ceux des ouvriers. On se rend compte à quel point l'individualisme outrancier pouvait profiter aux sans-abris, aux indigènes isolés.

L'Etat gendarme, individualiste à l'excès, fait tout son possible pour accuser les antagonistes : il y réussit. Mais c'est un contre-sens de croire que les individus de même condition et de même aspiration peuvent rester à tout jamais séparés par des cloisons étanches. Le paradoxe devra cesser tôt ou tard : il ne manquera pas de s'effacer graduellement. Les syndicats perceront, contre le gré même du législateur, la glace rigide des lois et règlements et triompheront à son insu. Le vouloir du réel peut-être ajourné, voire contenu, mais le jour arrive où il se fait obéir.

Les débuts timides des syndicats se feront sous le manteau des sociétés tolérées, telles les sociétés d'entraide, de secours mutuel, de résistance.

La Révolution de 1848 passa comme un nuage d'espérances. Le gouvernement provisoire promit la liberté d'association professionnelle, mais l'assemblée consti-

tuante de 1848 maintint le *statu quo*. Les mesures répressives furent toutefois amendées : le patronat était mis au rang du salariat ! Mais le coup d'Etat de Napoléon III, de 1851, mit un terme à ces timides espoirs.

En 1864, un éclair. Le droit de coalition fut établi par l'abolition du délit de même nom. Comme la coalition est le germe même de tous les syndicats, ils ne pouvaient plus guère tarder à apparaître.

La III^e République réalisa enfin le vœu formulé depuis tant d'années. Le 21 mars 1884, la loi de Waldeck-Rousseau entra en vigueur. La portée de cette loi libérale, démocratique, et individualiste, fut considérable. L'un après l'autre, les remparts antilibéraux durent sauter.

Après avoir presque fait le tour du monde, la loi de 1884 deviendra impopulaire ; mais elle ne perdra pas cependant tous ses fidèles.

On peut être pour ou contre la loi Waldeck-Rousseau, ce n'est qu'une question de doctrine et d'interprétation de faits, mais ce qu'on est obligé de reconnaître, c'est qu'elle excelle à favoriser le libre développement des syndicats, leur évolution spontanée.

Outre cette loi de W. Rousseau nous mentionnerons la loi du 1^{er} juillet 1901, dite loi sur les associations, et la loi du 12 mars 1920, loi qui amenda celle de 1884².

Les conditions de forme sont d'une simplicité généreuse, en ce sens que la loi française attache aux formalités une importance des plus minimales. L'article 3, al. 1, de la loi de 1884 (amendée par la loi du 12 mars 1920 : Code du Travail, chap. III) est ainsi conçu « les fondateurs de tout syndicat professionnel doivent déposer les statuts et les noms de ceux qui à un titre quelconque sont chargés de l'administration ou de la direction ». Après quoi vient la publicité des statuts, pour que les tiers qui s'y intéressent puissent en prendre connaissance. « Ce dépôt, continue l'article 3, a lieu à la Mairie

2. Voir pour toutes les lois ouvrières le « Code du Travail », Dalloz, T. I et II.

de la localité où le syndicat est établi, et à Paris, à la Préfecture de la Seine ». Chaque changement dans les statuts est soumis aux mêmes conditions de forme. Une communication des statuts doit être adressée au Procureur de la République (art. 3, al. 3). La clarté de la rédaction nous dispense de longs commentaires.

Voulant éviter tout naturellement les confusions probables entre les syndicats légalement constitués et ceux qui se dérobent, aux formalités réglementaires, la loi française ne tolère pas les syndicats non déclarés. Considérant qu'un syndicat en exercice n'a pas besoin d'autorisation préalable, et peut ester en justice, posséder des biens et passer des contrats, il était plus logique d'exiger le dépôt des statuts, ce qui, en somme, n'est qu'une condition presque « inconditionnelle ». La moindre des choses eut été qu'il soit tacitement reconnu capable de faire face aux obligations et aux devoirs qui lui incombent. Si le syndicat veut se passer de la personnalité civile, ce qui lui rendra d'ailleurs très peu de services, il peut recourir à la loi du 1^{er} juillet 1901 (loi sur les associations).

Quant aux conditions relatives aux personnes et aux objets des syndicats, elles sont plus nombreuses.

Les personnes aptes à se syndiquer, sont celles qui « exercent la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes... ou la même profession libérale... » (Art. 2), à l'exception, de droit commun des personnes assujetties aux lois ou règlements spéciaux. Tel est le cas des fonctionnaires, pour lesquels un statut légal doit être élaboré. En attendant les fonctionnaires se sont constitués en une association, qui n'a pas manqué de s'affilier à la C. G. T. La controverse subsiste pourtant toujours. La loi syndicale exclut implicitement les fonctionnaires, et, en fait, les groupements des fonctionnaires, forment de véritables syndicats. Avant que le statut spécial des fonctionnaires soit voté, ils resteront dans cet état « incirconscrit », juridiquement non-résolu. M. Pic commente judicieusement la situation floue réservée aux

fonctionnaires en ces termes : « Souhaitons que le texte annoncé soit bientôt déposé et voté par le Parlement. La politique des compromis et des faux-fuyants n'a que trop duré »³.

Par ailleurs, le libéralisme de la loi française continue de s'affirmer. Le nombre des syndiqués n'est pas déterminé mais sa limite minimum doit être, celle de toute association, soit deux personnes. Le droit syndical est accordé aussi bien aux étrangers qu'aux nationaux avec deux exceptions : d'une part : « les membres de tout syndicat professionnel chargés de l'administration ou de la direction de ce syndicat, doivent être Français... » (art. 4) et d'autre part les ouvriers étrangers travaillant dans les colonies françaises ne peuvent faire partie d'aucun syndicat.

La jouissance « des droits civils » (art. 4) est demandée aux dirigeants syndicaux sans distinction de sexe, et pour les femmes, l'autorisation du mari n'est pas nécessaire (art. 5). En plus de ces deux conditions, d'être Français et de jouir de la capacité civile, l'administrateur ou le directeur du syndicat doit naturellement en faire partie (art. 4).

Pour les adhérents ordinaires, aucune condition spéciale n'est exigée, sinon que le mineur, pour se syndiquer doit être âgé de plus de 16 ans (art. 6).

Les objets syndicaux sont réglementés dans la loi française d'une façon très nette et très claire : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles (art. 1). Il s'ensuit que les objets hors compétence syndicale tels les objets religieux, politiques, les comptoirs d'achat et de vente, c'est-à-dire les objets d'une société commerciale sont interdits aux groupements d'étude et de défense des intérêts professionnels.

Aux objets initiaux, de l'activité syndicale, la loi a joint

3. Pic Paul : *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 250.

« la création d'habitations à bon marché et l'acquisition de terrains pour jardins ouvriers, éducation physique ou hygiène » (art. 12) ; l'institution « d'offices de renseignements pour les offres et la demande du travail », d'œuvres « professionnelles de prévoyance, laboratoires, champs d'expériences », et toutes œuvres d'éducation scientifique (art. 13) ; la subvention « des sociétés coopératives de production ou de consommation » (art. 14). Conformément aux statuts et sous la condition de ne pas faire de bénéfices, la loi autorise les syndicats à « acheter pour les louer, prêter ou répartir entre les membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession... » (art. 16, al. 2) ; « prêter leur entremise gratuite pour la vente des produits provenant exclusivement du travail personnel ou des exploitations des syndiqués... » (art. 16, al. 3). Les syndicats peuvent disposer des marques ou labels s'ils se conforment à la loi du 23 juin 1857 amendée par la loi du 3 mai 1890 (art. 19). Les articles 21, 22 et 23 règlent les conditions des créations syndicales, des caisses de secours mutuels et de retraites.

On voit dans cette brève énumération quelle est l'étendue du domaine d'activité syndicale ; mais ce n'est pas tout ni le plus important.

Les groupements professionnels qui satisfont aux conditions formelles et matérielles sont reconnus expressément comme ayant la qualité « de la personnalité civile » (art. 10). A ce titre ils peuvent accomplir les actes déjà mentionnés, auxquels s'ajoutent ceux que nous allons citer : « Le droit d'ester en justice et d'acquérir à titre gratuit ou onéreux, des biens, meubles et immeubles » (art. 10) ; les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent » (art. 11) ; le droit de passer des contrats ou conventions avec tous autres syndicats, sociétés ou entreprises » (art. 15) ; d' « être consultés sur tous les différends et toutes les questions se rattachant à leur spécialité » (art. 17).

Prenons séparément le droit de passer des conventions collectives, d'estimer en justice et enfin la possibilité d'être entendus lors des conflits collectifs.

L'établissement des rapports entre les employeurs et les salariés se faisait autrefois au moyen de contrats purement individuels ; mais de nos jours cela se fait beaucoup moins. Vu les règlements d'atelier, ces contrats étaient pour les ouvriers une simple fiction contractuelle et nullement un contrat proprement dit.

L'ouvrier qui voulait tenter d'entrer dans une usine, ou une entreprise, pour y travailler, se présentait au patron ou plus couramment à un employé de la Société anonyme. Celui-ci lui faisait connaître les conditions d'embauchage auxquelles l'ouvrier ne pouvait rien ajouter ou soustraire. Il avait un seul choix : entrer dans le cadre ouvrier de l'usine, si on voulait l'embaucher, ou s'en aller. C'étaient les jours tristes des règlements d'atelier, qui n'étaient que la personnification de la volonté patronale, la volonté ouvrière n'y collaborant en rien. Le libre jeu des volontés contractuelles étant exclu, l'ouvrier devait obéir ou chercher ailleurs du travail et du pain.

En l'absence d'autres lois et règlements le Code Civil était appliqué, en particulier l'article 1134 (« les conventions légalement formées tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites »). La volonté de l'ouvrier isolé apparaissait comme totalement négligée. L'instabilité des salaires, l'unilatéralité des contrats individuels influencèrent les travailleurs et leur firent chercher la force dans l'union et la sanction dans la loi. Le législateur français n'intervint qu'au mois de mars 1919 (Ch. IV *bis* : art. 31 à 32 du Code du Travail, Liv. I, Tit. II), créant une institution nouvelle : la convention collective de travail.

Comment la définit-on ? La convention collective est un traité, un accord, « le contrat » (selon le terme même de la loi française, art. 31) conclu entre un groupement, d'employeurs ou un seul employeur, d'une part, et un ou plusieurs groupements d'ouvriers d'autre part. Elle for-

mule les conditions du travail selon lesquelles seront passés des engagements ultérieurs, entre les ouvriers et le patronat faisant partie des syndicats signataires, ou simplement entre les signataires eux-mêmes (art. 31, al. 1 et 2). Le législateur français reste individualiste. La personne est au premier plan ; le syndicat n'est que son reflet. Le législateur n'admettrait pas un revirement de cette subordination. Tout est donc pour l'individu, tout lui sert pour autant qu'il veut en faire usage.

La convention collective partant de ces principes individualistes est imparfaite. Telle qu'elle est prévue, la convention collective permet des évasions, des insoumissions, *des contrats inter personam*. Le défaut d'adhésion au syndicat, ou la démission du syndicat suffisent pour la dénonciation de la convention collective. M. Brethe de la Gressaye écrivait avec juste raison qu' « il est indispensable que la convention collective du travail soit obligatoire pour tous les membres de la profession, à peine de nullité des conventions contraires » ⁴.

Ni contrat dans le sens du droit romain, ni convention dans le sens des juristes modernes, la convention collective de la loi française possède une forme hybride, intermédiaire. Le but véritable de la convention collective est de stipuler certaines clauses, sans aucune variation possible, ultérieure ni antérieure, pour tous les salariés d'une branche d'industrie ou d'une profession. La loi française n'atteint pas ce but. La concurrence des individus est remplacée par l'émulation des syndicats. La convention est valable pour les syndicats promoteurs de la convention, les syndicats signataires. Les autres syndicats ne peuvent s'en prévaloir s'ils n'ont obtenu au préalable la permission du syndicat signataire (art. 31 j). Au reste cet inconvénient est souvent écarté par la solidarité ouvrière qui tend à substituer l'autorité syndicale à la liberté individuelle illimitée.

4. *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 63 (voir pour les détails sur la convention collective, *idem*, pp. 52, 92).

Il y a bien des chances que les applications de la convention collective se multiplient dans la pratique : nous n'alléguerons que deux raisons. Une qui s'inscrit à l'actif ouvrier et l'autre aux avantages patronaux. L'ouvrier se rendra compte que les conditions du travail prévues par la convention collective sont supérieures à celles qu'il peut lui-même obtenir. L'entreprise de son côté devra la faire sienne à cause de l'uniformité et de la stabilité du taux des salaires qu'elle lui offre. L'un et l'autre seront plus à leur aise car ils auront par son intermédiaire un statut sinon invariable au moins assez stable. Il faut croire que la convention collective perdra d'autant plus son caractère contractuel, qu'elle sera mieux comprise des ouvriers et patrons, des syndicats et législateurs. Mais pour cela il est nécessaire que les syndicats arrivent à dire avec autorité et certitude : « nous représentons l'ensemble des ouvriers, l'ensemble des patrons ». Jusqu'alors la convention collective ne répondra qu'aux inspirations individualistes, c'est-à-dire qu'elle ne sera obligatoire que pour celui qui fait partie de la convention ou du syndicat qui l'avait passée, ou pendant qu'il reste membre du dit syndicat. Dans ces conditions, seulement, la convention collective sera autre chose qu'un acte précaire, une tentative philanthropique.

Il est de toute évidence que la sauvegarde du patrimoine syndical et des intérêts syndicaux doit avoir des sanctions légales et que l'intervention des tribunaux peut être déclenchée. Le législateur français est très large et fort logique à ce sujet. Dans l'art. 10 le principe d'action judiciaire est ainsi stipulé : « ils (les syndicats) ont le droit d'ester en justice ». L'article suivant consacre le même principe en y apportant bien des précisions ». Ils (les associations professionnelles) peuvent devant toute la juridiction, exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent » (art. II). Pour un syndicat, la capacité d'agir en justice est conditionnée par l'intérêt collectif

de la profession. Ce sont par exemple les préjudices provenant de la concurrence déloyale, du mépris des lois sociales, des fraudes, de la non-exécution de la convention collective, etc., etc...

La loi du 25 mars 1919 est allée encore plus loin ». Les groupements capables d'ester en justice (les syndicats y compris) qui sont partie à la convention collective de travail peuvent exercer toutes les actions qui naissent de cette convention en faveur de chacun de leurs membres, sans avoir justifié d'un mandat de l'intéressé... » (art. 31 v.). On voit par là que le syndicat peut se faire demandeur ou défenseur non seulement en cas de préjudice portant atteinte « à l'intérêt collectif de la profession » mais encore, selon la loi sur la convention collective, il peut se substituer à chacun de ses membres pour défendre ses intérêts, résultant de la convention collective. Le syndicat est donc considéré comme représentant des intérêts professionnels d'une part, et comme protecteur des intérêts (dans le cas prévu par l'art. 31 v) individuels d'autre part.

La tendance déjà exprimée dans la convention collective se confirme de nouveau à l'occasion de la capacité d'exercice des actions en justice. Elle consiste dans le passage du syndicat groupement d'intérêts purement privés au groupement des intérêts plus larges, de la profession, de la collectivité laborieuse. Les essais sont encore assez timides, mais ils affirment la direction vers une cohésion plus forte, plus unie des cointéressés, et la substitution des syndicats ent tant qu'organismes professionnels aux actes isolés des individus épars dans leurs agissements économiques.

La législation française sur les syndicats, atteste d'une manière éclatante que « le législateur a donné aux syndicats, d'une façon détournée, le droit d'exercer l'action publique concurremment avec le Procureur de la République » ⁵. Cette vérité qu'énonce M. Brethe de la Gressaye

5. Brethe de la Gressaye : *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 137.

ne laisse-t-elle pas place à aucun soupçon ? Ayant acquis la possibilité d'exercer l'action en justice pour défendre « l'intérêt collectif de la profession », le syndicat prend un rôle de gardien *sui generis* de cet intérêt, et fait valoir en son nom les injustices causées aux ouvriers et ouvrières que ceux-ci soient ou non syndiqués, peu importe. Car la question, pour qu'un syndicat intervienne, ne se pose pas ainsi : Est-ce qu'un individu, syndiqué ou non, a porté préjudice à un autre individu syndiqué ou non ? Elle se pose ainsi : Est-ce que le soi-disant préjudice a été effectivement porté à l'intérêt de la profession, de la collectivité professionnelle ? ou encore : Est-ce que la loi sociale a été justement appliquée ? (et peu importe que les ouvriers de telles ou telles usines aient été ou non syndiqués). Ou enfin : Est-ce que l'acte comme tel a porté atteinte à l'intérêt collectif de la profession ? Et si la réponse est affirmative, le syndicat sera appelé à démontrer l'inobservation de la loi et à obtenir sa conforme application.

Dans la solution des conflits du travail le législateur français se conforme à la voie tracée par l'individualisme libéral. On n'y voit pas un litige intéressant un groupe, une collectivité, mais on y retient le principe du procès de personne à personne.

La part des syndicats dans les conflits du travail quoique effective reste en dehors de la juridiction du travail proprement dite. La loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage « en matière de différends collectifs entre patrons et ouvriers ou employés », considère le conflit comme s'étant produit entre le patron et son personnel. Le syndicat en est tacitement exclu. Un tel point de vue est aujourd'hui désuet. Le syndicat doit avoir le droit de s'immiscer dans les conflits, car enfin n'est-ce pas lui qui est appelé à défendre les intérêts de la profession. Comment pourrait-il sauvegarder « des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » s'il n'intervient pas *ex officio* ?

Pour faire valoir la conciliation et l'arbitrage le juge

de paix n'a d'autre moyen que de les proposer; c'est aux parties de les accepter ou de les décliner. Le juge de paix n'a aucun pouvoir de décision en la matière.

Depuis 1929 le déclenchement de la procédure de conciliation ne demande que la volonté de l'une des parties, si toutefois celle-ci est formulée avant la grève ou le lock-out; il obligera dans ce cas l'autre partie à ne rien entreprendre avant la décision des conciliateurs. Mais comme le jugement rendu par le conciliateur n'est pas obligatoire, les parties ont toute liberté d'y donner la suite qui leur plaira, c'est-à-dire de l'accepter ou d'entrer en conflit ouvert. Ce pas en avant, bien que timide, n'en est pas moins significatif. Il promet, à coup sûr, une proche réglementation sur les conflits du travail, une réglementation conforme aux événements actuels.

La superposition des groupements aux simples syndicats professionnels est admise dans la législation française. « Les syndicats professionnels régulièrement constitués, d'après les prescriptions du présent titre, peuvent librement se concentrer pour l'étude et la défense de leurs intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » (art. 24 du C. T., L. III, t. II).

C'est un principe universellement reconnu que la liberté de former des unions syndicales; des modifications dans les détails subsistent dans la législation sociale comparée, mais le fond de l'institution ne fait pas défaut.

Les conditions de forme sont les mêmes que pour la création d'un simple syndicat. Ce sont le dépôt des statuts, les noms des dirigeants (l'art. 3) et en plus « le nom et le siège social des syndicats qui les composent » (art. 25 *in fine*).

La capacité des unions ne diffère pas de celle d'un syndicat ordinaire. « Les unions jouissent de tous les droits conférés aux syndicats professionnels... » (art. 26).

La collaboration des syndicats et des services publics est en France en constant progrès⁶. M. Charlier constate

6. Maxime Leroy : *Les nouvelles techniques du syndicalisme*, pp. 107, 126.

avec juste raison que « le droit syndical s'était d'abord fait accepter comme une forme de la liberté d'association... il est déjà devenu pouvoir, dans l'ordre économique tout au moins »⁷. En effet, quand le syndicat n'était qu'à ses débuts, il se limitait à protéger, principalement, les ouvriers à l'égard du patronat. Plus tard, il acquit, surtout par la voie de fait, un pouvoir sur la profession, un jugement autorisé et consultatif sur les affaires financières, sociales, économiques de l'État. De l'exercice des devoirs immédiats, il passa bientôt aux besoins de la collectivité nationale tout entière.

On est encore loin d'une législature professionnelle, d'un parlement économique, mais on a des corps consultatifs tels que le Conseil Supérieur du Travail et le Conseil National Economique, qui en sont les germes. D'autres corps, de moindre importance, sont ceux qui assistent le ministre de tel ou tel ressort et qui formulent les réponses à des questions techniques de leur compétence. Citons à titre d'exemple le Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie, le Comité consultatif des arts et manufactures, le Conseil national de la main-d'œuvre, l'Office national des recherches scientifiques...

Le Conseil supérieur du travail existe en France depuis 1891, mais sa composition actuelle, qui comprend des représentants des syndicats ouvriers et des Chambres de Commerce, respectivement 24 membres, ne date que du 31 janvier 1921. Les syndicats ouvriers élisent leurs délégués, les Chambres de commerce les leurs. Ce mode d'élection, est tout à fait caractéristique. Il reconnaît indirectement le caractère représentatif de la profession dans ces groupements ouvriers et patronaux. Les attributions du dit Conseil se rapportent à la discussion des projets de lois ouvrières et sociales.

Le Conseil économique national a été créé par le décret du 17 janvier 1925. Il assiste la présidence du Conseil des ministres et donne son opinion aux consulta-

⁷. *Le syndicalisme moderne*, p. 136 (Recueil des conférences. Charlier : *Le rôle politique des syndicats.*).

tions gouvernementales sur l'économie du pays. Il est composé de représentants de toutes les activités nationales, nommés par le gouvernement. Le choix du gouvernement se porte vers les organisations les plus représentatives.

La distinction entre les élections des délégués ouvriers par leurs syndicats pour le Conseil supérieur du Travail et la nomination par le gouvernement des assistants du Conseil Economique National a fait conclure à M. Brèthe de la Gressaye que l'aboutissement du « régime libéral de la loi du 21 mars 1884 » est « le syndicat libre, et il peut s'en former plusieurs en concurrence dans la même profession, mais lorsqu'il s'agit... de savoir qui présente la défense des intérêts généraux de la corporation devant l'Etat, la liberté est supprimée »⁸.

Pour terminer avec la législation française sur les syndicats, nous dirons quelques mots sur la question de leur dissolution.

La cessation de l'existence légale des syndicats peut être « volontaire, statutaire ou prononcée » (art. 9 C. T. L. III T. I.). Dans les deux premiers cas la disparition des syndicats va de soi. Etant une association facultative, le syndicat peut s'éteindre quand aucun des membres ne reste plus affilié au groupement. Quand les conditions de forme ou de fond ne sont pas respectées la dissolution forcée est ordonnée par le tribunal correctionnel sur la requête du Procureur de la République. La dissolution forcée fut appliquée à la C. G. T. à la suite de la grève générale en 1921.

Les biens syndicaux en cas d'extinction volontaire ou prononcée » sont dévolus conformément aux statuts, ou à défaut de dispositions statutaires, suivent les règles déterminées par l'assemblée générale. En aucun cas, ils

8. Brethe de la Gressaye : *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 157.

ne peuvent être répartis entre les membres adhérents » (art. 9 C. T.).

La Grande-Bretagne°. — Théoriquement la Grande-Bretagne permit de tout temps à ses nationaux la constitution des associations ; juridiquement elle n'exigea qu'une condition : l'objet poursuivi par l'association, devait être licite. La coutume voulait que les groupements d'essence professionnelle ne fussent pas compris dans le cercle des objets dits licites. C'est pourquoi tout groupement temporaire ou permanent de cette catégorie était dissous et les membres punis ou graciés.

L'interdiction des coalitions date en Angleterre de fort longtemps. Déjà, au xiv^e siècle, les lois de 1303 interdisaient des ententes entre cordonniers, celles de 1360 appliquaient les mêmes mesures aux ouvriers maçons. Dès qu'un groupement commençait à se former, la loi intervenait pour le supprimer de telle sorte que ces prohibitions allaient de pair avec la formation des nouveaux métiers (par exemple au xvii^e siècle, la loi de 1662 contre les ouvriers de la soie).

La Révolution industrielle accentua les tendances aux coalitions, mais en revanche, les gouvernants d'alors vo-

(Note. — France.) — Les syndicats sociaux-démocrates, communistes, sociaux-chrétiens se partagent le gros des effectifs ouvriers. La Confédération Général du Travail (la C. G. T.) — amsterdamiste avait en 1926 : 553.770 membres et au 31 décembre 1931, 676.765. La Confédération Générale du Travail Unitaire (la C. G. T. U.) — moscovite — accusait en 1925, 505.000 adhérents et au 31 décembre 1931, 287.988. La Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (la C. F. T. C.) comptait en 1925, 120.000 cotisants et au 31 décembre 1931, 102.000. Les anarcho-syndicalistes, n'étaient que 2.000 au 31 décembre 1931. Au total il y avait au 31 décembre 1931, 1.068.753 syndiqués, (la liberté syndicale, T. II et « Septième Annuaire de la F. S. I. »),

9. Historiquement l'Angleterre devait prendre la place de la France, mais à cause de l'obscurité qui règne dans les détails de la loi anglaise et dans la jurisprudence, nous avons préféré la mettre à la seconde place. Dans le système Anglais l'enchevêtrement des lois, du common law et de la jurisprudence font que le régime donne l'impression que tout y est provisoire et qu'on attend le moment favorable pour y apporter des modifications.

tèrent 2 lois restrictives : l'une, le Combination Act, de 1799, déclara nulle et illégale toute coalition ouvrière, et l'autre, le Combination Act de 1800, engloba dans la même interdiction les coalitions patronales, instituant des sanctions sévères contre les fautifs, ouvriers et patrons (« on n'a enregistré aucun cas où un employeur ait été puni »¹⁰). La règle traditionnelle s'étendit ainsi d'un coup à toutes les professions.

L'interprétation patronale de la liberté de commerce et de travail et de l'interdiction des coalitions se reflète admirablement dans le propos fort cynique qu'on attribue au Lord nommé Jeffrey « un patron individuel était à tous moments libre de renvoyer sur le champ tous ses ouvriers, qu'ils fussent au nombre de cent ou de mille, s'ils n'acceptaient pas les salaires qu'il leur plaisait de leur offrir. Mais il y avait infraction à la loi lorsque tous les ouvriers quittaient leur patron sur-le-champ si celui-ci refusait de payer les salaires qu'il leur plaisait de réclamer »¹¹.

En 1824 le Parlement mieux disposé que le patronat abrogea les interdictions de coalitions (Combination Laws), mais il s'empressa les années suivantes d'apporter des restrictions à cette mesure, interdisant l'emploi de la force et de la violence (l'intimidation, l'obstruction, la molestation). Ainsi le législateur anglais s'accommodait du Common Law. En 1871 la loi initiale sur les syndicats fut votée (Trade Union Act) ; elle rendait les syndicats légaux et licites en abrogeant les coutumes qui les proclamaient illégitimes. Cette loi avait une portée mondiale étant donné que c'était la première loi en la matière. La France elle-même s'en servit pour sa loi de 1884.

La loi de 1871 fut amendée plusieurs fois par des lois des plus importantes. Telles la loi de 1875 qui permit

10. *La liberté syndicale*, T. I, p. 14 (citation),

11. *Idem*, T. I, p. 17 (citation),

le picketing pacifique ; la loi de 1876, Trade Union Act Amendment, qui apporta des précisions à la loi de 1871 ; la loi de 1906, Trade Disputes Act, qui régla les conflits du travail ; la loi de 1913, Trade Union Act, qui accorda l'activité politique aux syndicats ; la loi de 1917, Trade Union Amalgamation Act, qui autorisa les unions intersyndicales et enfin une récente loi du 29 juillet 1927, qui changea profondément le système syndical de la Grande-Bretagne.

L'uniformité et la clarté propres aux dispositions légales françaises font ici défaut. Aussi les lois, les coutumes et la jurisprudence anglaises constituent-elles un ensemble fort imprécis. Nous essaierons d'en dégager les traits essentiels.

L'article 16 de la loi de 1876 donne la définition du syndicat : « Le terme « syndicat » désigne toute association, soit temporaire, soit permanente constituée pour régler les rapports entre ouvriers et patrons ou entre ouvriers ou entre patrons, ou pour mettre des conditions restrictives à l'exploitation d'une industrie ou affaire »... La définition englobe en même temps la coalition et l'association professionnelles, les personnes qui peuvent en faire partie et les objets assignés, le tout dans des lignes générales, permettant une extension facile, et avec très peu de limites. Des lois successives et la jurisprudence apportèrent des précisions quant aux objets, de telle manière que les syndicats britanniques ont maintenant les mêmes objets que ceux de la France, en y ajoutant les fins d'ordre politique.

Il est extrêmement difficile d'exposer toutes les équivoques provoquées par la pratique de la vie syndicale et la conformité des groupements avec les lois existantes ; une ébauche succincte se prête mieux à la compréhension générale.

Deux sortes de syndicats sont prévus. Les uns sont les syndicats enregistrés, et les autres les syndicats non enregistrés ou libres. Les premiers ont une personnalité

civile et les seconds, disposant toutefois de certaines facultés des personnes juridiques, n'ont qu'une quasi-personnalité morale. Les uns et les autres sont considérés couramment comme dépourvus de la pleine jouissance de la personnalité civile, telle qu'en dispose un syndicat français. Pour posséder, les syndicats d'outre-Manche, qu'ils soient enregistrés ou non, doivent recourir aux « trustees » qui sont en quelque sorte les gérants des biens syndicaux. Le « trustee » est légalement reconnu comme gérant sans aucune confusion possible car, si les biens syndicaux sont normalement inscrits à son nom, l'inscription mentionne que le trustee appartient à tel ou tel syndicat. Ce trustee est pleinement responsable des biens qui lui sont confiés.

Le groupement qui désire être enregistré (car de la sorte il aura une personnalité beaucoup plus large que non enregistré), doit présenter une demande à l'archiviste des sociétés de secours mutuels¹² pour se faire remettre un certificat de l'enregistrement établi conformément à la loi.

Pour être syndiqué, il faut avoir plus de 16 ans et ne pas être policeman (celui-ci peut faire partie d'une seule association « Police federation »).

D'après les lois de 1875 et 1906 et la jurisprudence britannique, les syndicats n'encourent pas de responsabilité criminelle ni civile. Pour les délits de l'une ou l'autre nature, les syndiqués qui les ont commis sont personnellement responsables.

La loi du 29 juillet 1927¹³ fut votée sous l'impression des troubles que la grève générale de 1926 semait dans le pays. Les changements apportés au système anglais antérieur sont très nets. Les grèves, de quelque impulsion qu'elles proviennent, sont soumises par l'article 1 de la dite loi à des restrictions dans ce sens : les grèves

12. Voir la *Liberté syndicale*, T. I.

13. *Séries législatives*, B. I. T., T. VIII, G, Br. 3.

n'ayant pas un but étroitement professionnel sont dorénavant interdites, et par suite illégales. La responsabilité civile qui pesait jadis sur les seuls syndiqués atteint depuis cette loi les syndicats eux-mêmes. Les picketings sont de beaucoup limités sinon complètement défendus. L'alimentation de la caisse politique par les syndicats doit s'effectuer, sous le régime de la nouvelle loi, conformément à une formalité auparavant inexistante. Désormais ils doivent avertir l'Union qu'ils ont décidé de lui envoyer une contribution en espèces. Les fonctionnaires sont depuis la publication de la loi de 1927 soumis au régime ainsi déterminé ; ils ne peuvent s'affilier aux groupements autres que ceux qui réunissent uniquement des fonctionnaires civils (art. 5 et 6).

Les syndicats anglais, qui avant la loi de 1927 disposaient de droits que les syndicats européens ne connaissaient pas, se rapprochèrent depuis du système continental.

Indes britanniques. — Les syndicats hindous se fonnent sur l'image des syndicats de leurs protecteurs ; mais ils sont encore bien loin d'atteindre leur stade de développement. L'Inde est un pays en période d'organisation et d'émancipation ; il lui faudra bien du temps pour être en état de disposer d'un régime en tout analogue à celui de la métropole.

La loi de l'Inde sur les syndicats, du 25 mars 1926 ¹⁴,

(Note. — Grande-Bretagne). Le Congrès des syndicats est en Grande-Bretagne ce qu'on appelle en France la Confédération du Travail, car c'est lui qui est affilié à la Fédération syndicale internationale et qui exprime les vues des travailleurs britanniques désignant les délégués au B. I. T. Il a groupé en 1926, 4.365.000 membres (y compris l'Irlande du nord). (*La liberté syndicale*, T. II). Au 31 décembre 1931, il groupait (Irlande non comprise) 4.610.701 membres, dont 3.612.701 sont affiliés à la F. S. I.). La plus forte fédération des Trade Union anglais est la (General federation of Trade Union) comptant en 1925 830.316 adhérents (*La liberté syndicale*, T. II.).

14. *La série législative*, T. VII, Ind. 1.

affecte principalement les conditions de forme, et en deuxième lieu celles de fond. Elle pose les fondements du droit syndical et règle son emploi. L'article 2 de la loi sur les syndicats nous donne la définition comme suit : « Syndicat (trade union) désigne une association, soit temporaire soit permanente, créée en principe dans le but de régler les relations entre salariés et employeurs, entre salariés, ou entre employeurs, ou pour imposer des conditions restrictives en ce qui concerne l'exercice d'une industrie ou d'un commerce, et comprend toute fédération de deux ou plusieurs syndicats ». La définition du syndicat hindou, se rapproche étrangement de celle du syndicat britannique et ne s'en différencie que par sa clarté et sa netteté.

L'Inde n'est pas un pays de centralisation ou d'unité il est composé de nombreux Etats ; pour cette raison l'article 3 de la dite loi ordonne que « chaque gouvernement local nommera une personne aux fonctions de greffier qui accorde l'enregistrement de la demande syndicale et en signe la reconnaissance juridique.

Les articles 5, 6, 7 et 8 règlent les conditions d'incorporation syndicale. Résumons ces articles. La demande d'enregistrement est adressée au greffier ; elle doit contenir les statuts syndicaux (comprenant les buts syndicaux, leurs objets, la liste des membres, etc.), le nom, la profession et l'adresse des membres créateurs, enfin les noms des dirigeants et leur adresse.

Le greffier peut demander tous renseignements complémentaires, en vue de se rendre compte si les buts sont légaux et licites. Après s'être convaincu que le syndicat est conforme à toutes les prescriptions de la présente loi, le greffier enregistre le syndicat et dès ce moment le syndicat acquiert l'existence légale. On reconnaîtra que les conditions de forme sont assez sévères.

Quant à l'activité des syndicats l'article 13 s'exprime ainsi : « Tout syndicat enregistré sera une personne morale... aura pouvoir d'acquérir et de posséder des

biens... de contracter des engagements, et il pourra poursuivre et être poursuivi... » Un syndicat enregistré peut même poursuivre « le développement des intérêts civiques et politiques » (l'art. 16).

Pour pouvoir agir légalement le syndicat hindou doit être enregistré ; tout le problème est là. Il faut qu'il soit enregistré et c'est l'obstacle le plus difficile à franchir. A part cela le syndicat hindou a la même capacité ou à peu de chose près, que n'importe quel syndicat du groupe des associations professionnelles du droit privé.

Le gouvernement de l'Inde admet la grève mais il faut qu'elle soit justifiée par le but de défense des intérêts purement professionnels. Au cas contraire les poursuites criminelles peuvent être engagées. Le procès est intenté en raison des actes de conspiration. C'est surtout le syndicat non enregistré qui encourt ce risque.

Le « Trade Dispute Act » de 1927 a été adopté par le gouvernement hindou en 1929. Cette loi, comme on le sait, édicte l'illégalité des grèves et lock-outs entrepris dans un but politique, de même que celle des grèves et lock-outs dans les entreprises d'utilité publique.

Le Congrès des syndicats est l'organisation centrale des associations professionnelles hindoues. Quoique considéré comme le représentant des syndicats hindous, le Congrès est privé de la faculté de désigner des membres délégués à la Conférence Internationale du Travail.

En définitive rien de particulier n'est à signaler aux Indes, sinon que le syndicalisme hindou strictement contrôlé et vigoureusement policé par les « protecteurs » ne doit pas s'occuper de l'activité nationale, mieux encore du nationalisme. Cette activité étant proscrite, pour le moment, les syndicats n'ont qu'une besogne, la défense de la profession, et c'est tout ; le « British Imperial » se souciera des autres affaires.

(Note. — Les Indes britanniques). Les Indes britanniques. L'effectif des syndicats hindous se partage entre les syndicats libres, communistes et d'autres tendances. Au 31 décembre 1931, les syndicats libres

La Belgique. — Les corporations des Arts et Métiers dépérissaient lentement quand l'occupation française apporta les innovations de sa Révolution nationale. Aussitôt soumise, la Belgique perdit ses anciennes institutions artisanales. La loi du 15 novembre 1795 y mit fin. Quelques années plus tard une autre loi française, le Code Pénal, fut promulguée en Belgique. Les articles 414, 415 et 416 y avaient les mêmes répercussions qu'au pays d'origine.

La Révolution de 1830 et le traité de Londres entraînèrent comme conséquence l'autonomie et l'indépendance de l'Etat Belge. La Constitution monarchique de 1831, dans son article 20, établit la liberté d'association, mais les restrictions afférentes aux coalitions restèrent inchangées. Les défenseurs des coalitions ne se lassèrent pas de cet insuccès ; ils réclamèrent à cors et à cris la liberté totale d'association à l'appui de l'article 20 de la Constitution. Finalement ils obtinrent l'abolition du délit de coalition par la loi de 1867. Un régime de tolérance mitigée s'institua ; car la liberté syndicale souffrait en effet de nombreuses réserves. D'une part les survivances de protection de la liberté du commerce, qui étaient encore bien enracinées, et d'autre part, l'art. 310, qui fut voté en même temps que la pénalité de coalition était abrogée. Le dit article interdisait et punissait « toute personne qui dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail, aura commis des violences, proféré des injures, des menaces, prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toute prescription quelconque contre ceux qui travaillent ou qui font travailler »¹⁵.

comptaient 173.000 membres ; les syndicats communistes 32.000 et les autres syndicats 57.000, au total 262.000. (*Septième annuaire de la Fédération Syndicale Internationale.*).

14. *La liberté syndicale*, T. II.

15. *Idem.*

L'influence de la législation française ne perdit pas ses droits en Belgique, même après sa libération de la Hollande. Le 31 mars 1898 une loi syndicale fut votée, sur le modèle de la loi française de 1884. Les quelques originalités de la loi sur les unions professionnelles, sont : le minimum légal du groupement professionnel est de 7 membres ; le dépôt des statuts s'effectue « au greffe du conseil de mine » ; la personnalité juridique est acquise le deuxième jour après la publication des statuts par le conseil de mine ; les acquisitions à titre gratuit nécessitent l'autorisation gouvernementale ; les sanctions de l'art. 310 restent en vigueur. Toutes les autres dispositions s'inspirent des mêmes principes que la loi française de Waldeck Rousseau.

Un fait curieux s'est produit en Belgique. Ce fait est dû à l'exclusion des buts politiques des objets syndicaux et à la non-reconnaissance légale des syndicats en tant que représentants officiels des travailleurs auprès du patronat. Le résultat fut que les syndicats s'abstinrent de requérir l'enregistrement prévu par la loi de 1898. La grande majorité des syndicats préféra rester hors de l'enregistrement pour avoir les mains libres et faire cause commune avec les partis politiques. C'est ce qui a eu lieu dans le mouvement syndical belge.

Le régime juridique que la loi de 1898 réserva aux syndicats fut complètement modifié par les lois du 24 mars 1921 ¹⁶. Depuis lors les syndicats belges sont entrés dans le droit commun en matière d'association. Dorénavant « la liberté d'association dans tous les domaines est garantie. Nul ne peut être contraint de faire partie d'une association ou de n'en pas faire partie » (art. 1). La loi édicta des sanctions contre les personnes qui par voie de fait violent les libres décisions des individus quant à leur affiliation aux syndicats (art. 3). Le syndicat belge est arrivé ainsi à l'entière liberté d'action, quitte

16. L'une sur la suppression des entraves, notamment de l'art. 310 du Code Pénal, et l'autre sur les nouvelles garanties de la liberté syndicale. (*Série législative*, T. II, Bel. 2 et 3).

de toutes les entraves que la législation antérieure apportait à son libre essor.

Quoiqu'en l'absence d'une loi spéciale sur les conventions collectives, le patronat se prête de bon gré à la réglementation de ses rapports avec les ouvriers.

L'évolution juridique du droit syndical belge décrit la courbe bien connue des pays aux syndicats groupements de droit privé. Après la suppression des associations corporatives et l'institution de sanctions contre les responsables du délit de coalition, la Belgique a abouti à la protection de la liberté d'association et aux sanctions contre ceux qui tentent d'entraver cette liberté. La courbe est nettement en spirale. Ce qui était interdit auparavant, ne l'est plus actuellement, et ce qui n'était pas sanctionné, l'est aujourd'hui.

Les organismes juridictionnels en matière du travail sont pour la Belgique des institutions de longue date. D'abord par la loi du 16 août 1887 le législateur belge organisa des tribunaux chargés de régler et d'aplanir les conflits patronaux-ouvriers ; ensuite, et c'est le stade actuel, la Belgique légiféra sur les Conseils de prud'hommes et les commissions paritaires. Les dernières nous concernent, car les syndicats y prennent une part active.

La rénovation économique d'après guerre dictait au législateur belge la création de corps pourvus de la confiance syndicale et de l'autorité judiciaire. On institua par le décret royal du 5 mai 1926¹⁷ les commissions paritaires. D'après ce décret les syndicats ouvriers et patronaux présentent au Ministre du travail et de l'industrie des listes sur lesquelles sont inscrits les candidats susceptibles de prendre place dans les commissions. Le ministre nomme le président et porte son choix, quant aux assesseurs, sur les noms de la liste présentée. La compétence de ces commissions paritaires comporte en premier lieu la délimitation des conflits résultant du

17. *Série législative*, T. VII. Bel. 5.

rapport ouvrier-patron, à l'aide de la conciliation, et en second lieu l'étude des questions sociales.

La participation des syndicats à la solution des questions économiques et sociales est organisée en Belgique dans le Conseil supérieur du travail. Entre autres membres, vingt représentants ouvriers y siègent. Le choix est fait parmi les dirigeants syndicaux.

Le libéralisme du droit commun en matière d'association, permet aux syndicats belges d'exercer librement leur activité dans les domaines économiques, sociaux, politiques. Les limites à cette liberté sont uniquement constituées par les délits du droit commun.

Or, le syndicat belge, favorisé par la loi, est arrivé à devenir un groupement tentaculaire, « à base multiple », pénétrant un peu partout, dans des coopératives aussi bien que dans la finance (Banque Ouvrière Belge), dans la production comme dans la consommation, absorbant de plus en plus la vie économique, promettant ainsi de se faire valoir comme un grand facteur d'organisation de la production et de la répartition.

La Confédération Helvétique. — La Suisse a connu, elle aussi, les corporations : les « Zünfte » ne sont rien d'autre que les maîtrises ou les jurandes. L'intervention française allait faire disparaître l'ancienne Confédération et influencer les institutions helvétiques. La loi de grande renommée, la loi de Chapelier, y fut diffusée ; l'un après l'autre les cantons suisses adoptèrent les prescriptions et les préceptes français.

L'industrie déblaya la route des organisations vieillies

Note : Belgique. — Quelques chiffres du recensement syndical nous donneront le véritable aspect de son importance. En 1914, il y en avait 125.177 membres, en 1920, 718.410, en 1925, 594.988 (sans tenir compte des divergences doctrinales, *La liberté syndicale*, T. II). Au 31 décembre 1931, les syndicats social-démocrates avaient sur leurs registres 559.910 adhérents ; les syndicats confessionnels comptaient 238.799 membres, anarcho-syndicalistes 200 et autres syndicats 36.000. Au total 834.909. (*Septième annuaire de la F. S. I.*)

et l'esprit démocratique écarta l'influence législative de la France impériale. Le corollaire du développement économique, les coalitions et les syndicats, ses compagnons fidèles, firent leur apparition. La Constitution de 1848 consacra le principe d'association. L'asile accueillant des novateurs sociaux, la Suisse¹⁸ savait toujours tirer profit de ses hôtes. La Constitution fédérale de 1874, dans son article 56, amenda le droit d'association de la Constitution précédente, sans en changer notablement le contenu.

La démocratie helvétique s'annonçait déjà dans le dit article ainsi conçu : « Les citoyens ont le droit de former des associations pourvu qu'il n'y ait dans le but de ces associations ou dans les moyens qu'elles emploient, rien d'illicite ou de dangereux pour l'Etat. Les lois cantonales statuent sur les mesures nécessaires à la répression des abus. Ce principe, édicté par le législateur fédéral a trouvé auprès des législateurs cantonaux une entière compréhension, dont les lois cantonales elles-mêmes constituent la meilleure preuve. Tous les cantons ont judicieusement appliqué le principe fédéral.

Le droit syndical va se perpétuer au sein de la Constitution démocratique, des lois du droit commun, de la jurisprudence et des coutumes. Les congrès syndicaux y jouèrent un rôle de premier plan.

A l'exception des fonctionnaires, toutes les personnes ont la capacité de se syndiquer. La même faculté est offerte aux étrangers qu'aux nationaux, mais à l'exception des garanties constitutionnelles, car les syndicats des étrangers peuvent être plus facilement dissous que ceux des nationaux. Pour les fonctionnaires un statut spécial fut élaboré. Il leur est possible de se grouper mais à la condition de ne pas user de la grève¹⁸.

Les conditions formelles sont presque inexistantes. La Suisse n'ayant pas de lois spéciales en matière syndicale,

18. *Série législative*, T. VIII, Suis, 2.

il était naturel que les syndicats se forment sous l'auspice du droit commun. La plupart des syndicats recoururent aux articles 60 et suivants du Code Civil. « Les associations politiques, religieuses, scientifiques, artistiques, de bienfaisance, de récréation ou autres qui n'ont pas un but économique (entendez sous l'économique les buts commerciaux, les buts de lucre, de bénéfice) acquièrent la personnalité dès qu'elles expriment dans leurs statuts la volonté d'être organisées corporativement » (art. 60).

Les statuts sont rédigés par écrit et contiennent les dispositions nécessaires se rapportant aux buts, aux ressources, et à l'organisation de l'association (art. 60 C. C. Suisse). Pouvait-on manifester plus d'esprit démocratique qu'on ne l'a fait en Suisse ?

Aucune formalité, même celle de l'enregistrement, n'est demandée aux associations poursuivant des buts « non économiques ». La rédaction des statuts suffit pour qu'une association devienne personne juridique, ce qui lui permet de se mouvoir dans la vie sociale, d'exercer tous les droits que le Code civil accorde aux personnes morales. Celles-ci « peuvent acquérir tous les droits et assumer toutes les obligations qui ne sont pas inséparables des conditions naturelles de l'homme, telles que le sexe, l'âge ou la parenté » (l'art. 53 du C. C.)¹⁹. Les syndicats suisses ont donc toute faculté de jouir de la personnalité qui ne leur est pas interdite expressément par la loi. Ils peuvent faire de la politique aussi bien que sauvegarder des intérêts professionnels, artistiques, religieux ou scientifiques. Ils n'ont même pas l'obligation de publier leurs statuts.

Les syndicats qui veulent poursuivre des buts commerciaux, « économiques », en même temps que professionnels sont tenus de se faire inscrire au Registre du Commerce. Les autres droits leur sont reconnus de mê-

19. *La liberté syndicale*, t. II, p. 378.

me façon qu'aux syndicats qui poursuivent des buts « non économiques ».

Les syndicats ont toute latitude pour l'exercice de leur activité pacifique. Ils peuvent créer des caisses de secours mutuels, d'assurances, se procurer les marques syndicales, fonder des bureaux de placement, des cours d'éducation.

Le référendum et l'initiative populaire rendent la participation des syndicats à la législation fédérale beaucoup plus accessible et beaucoup plus fertile que dans les autres pays qui méconnaissent ces institutions. A part cela les syndicats prennent une part active à l'élaboration, à l'application, et au contrôle des lois et règlements sociaux. Dans un grand nombre de commissions et de conseils, les représentants syndicaux siègent de pair avec d'autres membres patronaux ou gouvernementaux. Aux Commissions fédérales des fabriques, de l'assurance, de l'approvisionnement en pain, etc., etc., les syndicats respectifs envoient leurs délégués. De même ils ont leurs envoyés aux commissions d'arbitrage ou de conciliation. Toute une série d'institutions fertiles est à la portée des syndicats patronaux et ouvriers, et ils en profitent sans mesquinerie, largement. interdits et réprimés...

La grève, le lock-out, le boycottage, la mise à l'index sont raisonnablement réglementés, tous les excès étant

L'évolution récente laisse prévoir²⁰ que le syndicalisme suisse va se diriger vers l'institution de syndicats

20. Pic Paul, *Traité élémentaire de législation industrielle*.

(Note. — Suisse). Parmi les sept groupements syndicaux, nous citerons les plus importants : « Schweizerischer Gewerkschaftsbund » (l'Union syndicale suisse sociale-démocrate) avait, en 1925, 149.997 membres ; « l'Union ouvrière chrétienne sociale-suisse » comptait, en 1924, 52.200 membres ; La « Fédération des sociétés suisses d'employés », avait en 1924, 45.318 adhérents ; l'« Union fédérative du personnel fédéral et des entreprises publiques de transport » comptait, en 1923, 62.235 membres (*La liberté syndicale*, t. II). Au 31 décembre 1931, il y avait en Suisse, 273.190 adhérents des syndicats libres ; 42.000 dans les syndicats confessionnels et 3.000 dans d'autres syndicats ; au total : 318.190 de syndiqués.

obligatoires. La Cour fédérale fait entendre que la discipline et l'autorité syndicales peuvent s'exercer librement si elles ne tombent pas dans les exagérations. Pour le moment rien n'est encore décidé à ce propos.

La législation helvétique est à l'état actuel une des plus démocratiques, des plus libertaires, elle dépasse à cet égard celles de l'Angleterre, de la France, de la Belgique et de la Hollande. Elle incarne le type représentatif du libéralisme législatif et de la largesse administrative.

La Hollande. — La conquête de la Révolution, de même que le rattachement de 1810 à l'Empire français, ne restèrent pas sans engendrer des échos législatifs de même nature que dans le pays conquérant. Une des principales acquisitions hollandaises fut celle du Code pénal. Ce code qui proscrivait les coalitions et qui infligeait des sanctions aux contrevenants. Les articles 414, 415 et 416 se rendirent vite aussi impopulaires aux Pays-Bas, où il furent promulgués en 1811, qu'en France et en Belgique.

La Constitution de 1848 pose le premier et le plus important des jalons. « Le droit des habitants de s'associer et de se réunir est reconnu » (art. 9). La loi du 22 avril 1855 n'avait plus qu'à réglementer en détail le principe rigoureusement établi par la Constitution. Quant à la grève, il fallut attendre la loi du 12 avril 1872 (amendée à deux reprises en 1886 et 1903) pour la rendre licite, tout en interdisant « naturellement » les excès abusifs.

La loi du 22 avril 1855 est une loi de droit commun en matière d'association, c'est pourquoi les lacunes qui s'y rencontrent, sont comblées par le droit civil, si toutefois la coutume n'y apporte aucune dérogation. Tel est le cas des mineurs et des femmes mariées, qui d'après le Code civil acquièrent la capacité juridique à la suite d'une autorisation du père, du tuteur ou du mari, mais sont admis dans un syndicat sans aucune formalité, ex-

ception faite pour le mineur qui doit avoir 18 ans s'il ne veut pas être considéré comme un membre aspirant.

Les conditions de forme sont assez simples. Les fondateurs transmettent au Ministère de la Justice leurs statuts, qui sont approuvés ou désapprouvés en raison des buts que les syndicats se proposent. Si l'intérêt général et l'ordre public ne sont pas menacés et si la durée de l'association ne dépasse pas trente ans, un décret royal leur accorde la légalité, et par suite la personnalité juridique. Si par contre la durée dépasse 30 ans, une loi spéciale doit être votée. Empreints d'une grande largesse d'esprit le législateur et l'administration approuvent généralement les statuts qui leur sont soumis. Il est rare qu'ils usent des facultés que la loi leur offre, si au moins l'association ne s'avère pas comme un groupement principalement destiné à l'agitation et aux bouleversements sociaux.

Le régime des conventions collectives est analogue à celui qui est pratiqué en France. En d'autres termes, il est à base individualiste et non réglementaire, considéré la convention comme un contrat *inter personam*, liant les signataires et les membres, c'est-à-dire les seuls syndiqués et non les tiers étrangers aux syndicats, qui peuvent passer d'autres contrats particuliers. Il est superflu d'exposer les autres objets syndicaux qui sont communs et familiers à toutes les législations de ce groupe de pays auxquels les Pays-Bas appartiennent sans aucune réserve.

Depuis la guerre, les syndicats hollandais s'intéressent davantage à l'aplanissement des conflits, dont la loi du 4 mai 1923²¹ règle à titre conventionnel les moyens légaux de solution.

Les gouvernants ne répugnent pas au concours syndical. Ils y font appel bien volontiers. Le Conseil supérieur du travail créé par la loi du 4 octobre 1919 est un

21. *Série législative*, t. IV, P. B. 1.

organe sans initiative propre, qui sert aux consultations gouvernementales. Une part de l'administration est confiée aux syndicats : ainsi en est-il de l'assurance chômage et du contrôle des autres assurances (Conseils du travail).

Résumons. Pour juger de la largesse du législateur, il suffirait d'indiquer que les fonctionnaires s'associent en Hollande aussi librement que n'importe quelle autre catégorie de citoyens et que peuvent même se constituer des syndicats entre les personnes appartenant à l'armée de terre ou de mer. La Constitution et la loi sur les associations, bases du système, toutes deux extrêmement libérales, ont subi une large interprétation qui donna de grandes possibilités à l'extension et à l'action des syndicats. On rencontre assez souvent des clauses insérées aux contrats collectifs, stipulant expressément que l'adhésion préalable au syndicat conditionne l'embauchage. Ce cas est assez particulier et on ne le voit pas ou presque pas ailleurs qu'aux Pays-Bas.

En définitive, les Pays-Bas sont un des rares Etats qui ont une aussi large législation et une aussi grande compréhension de la liberté d'association et de la discipline syndicales.

La Tchéco-Slovaquie. — Les tributaires de la double monarchie austro-hongroise furent, avant la guerre, la Bohême, la Slovaquie et la Russie Subcarpathique (les régions de la République actuelle) ²². Elles n'échappèrent pas à l'emprise totale de la législation, soit autrichienne, soit hongroise ; suivant les provinces, l'une ou l'autre était appliquée ²³.

(Note. — Pays-Bas). Outre la « Fédération néerlandaise des syndicats », qui groupait en 1926, 190.179 membres et la « Fédération ouvrière catholique romaine » qui groupait en 1926 90.475 adhérents, il y avait cinq fédérations qui ne groupaient que 5.000 membres, à la même date (*La liberté syndicale*, t. II). Au 31 décembre 1931, les syndicats libres avaient 327.089 membres ; les syndicats confessionnels avaient 326.778 adhérents ; les syndicats anarchistes, 23.837 et enfin, les autres syndicats, 45.911 ; au total : 723.615 (*Sep-tième Annuaire de la F. S. I.*).

22. Exception faite d'une portion minime du territoire qui appartenait auparavant à l'Allemagne.

23. Voir la Yougoslavie pour la législation autrichienne et hongroise.

Le jeune Etat tchéco-slovaque ne pouvait pas effacer d'un seul coup d'éponge les usages créés par les lois antérieures ; il fut obligé d'en tenir compte. Pour cette raison, il préféra les garder en y adjoignant, par l'apport généreux et libéral d'une constitution démocratique, l'esprit d'une large compréhension et d'une bienveillante tolérance. De telle façon, les anciens cadres n'étaient pas effacés et la porte fut largement ouverte au libre épanouissement des mouvements syndicaux. A l'aide d'un grand respect pour les nationalités et les idéologies distinctes, le gouvernement sut se rendre populaire et s'assurer la loyauté des différents syndicats.

La rivalité des syndicats nationalistes, social-démocrates, chrétiens sociaux et des minorités nationales provoqua l'oppression des individus par les organisations professionnelles. Les syndicats essayèrent d'exercer leur contrainte sur les ouvriers en mettant des obstacles à leur embauchage. Le gouvernement publia un décret daté du 19 décembre 1919 dont le but était de conjurer les répressions syndicales. Ce décret institua les commissions paritaires, présidées par un juge professionnel. La compétence qui leur fut attribuée était de délimiter les conflits surgissant entre les syndicats et les personnes qu'ils tyrannisaient. Il fallait contrecarrer l'omnipotence syndicale et les abus qu'elle soulevait, ramener les groupements dans le cadre de leur activité normale. Pour cette tâche, les commissions paritaires se montrèrent insuffisantes. La loi du 12 août 1921 ²⁴, dite loi « d'anti-terreur », qui abrogea le décret de 1919 et qui remplaça les commissions paritaires par les tribunaux d'arbitrage ouvrier, réglant ainsi en détail le délit de contrainte syndicale et la procédure à suivre, attesta fermement la liberté de s'associer ou de s'abstenir au gré et à la volonté des personnes et soumit à de sévères sanctions les délinquants qui utilisaient la force syndicale pour contraindre les non-syndiqués ou les syndiqués eux-

²⁴ 24. *Série législative*, t. II, Tch., 4.

mêmes, exerçant sur eux une sorte de dictature syndicale. La loi d'anti-terreur est animée d'un esprit individualiste, comme d'ailleurs toutes les lois de ce groupe d'Etats, qui protègent la libre disposition de l'individu à l'égard des associations professionnelles et qui sauvegardent l'intégrité de la liberté individuelle.

La liberté d'association et en particulier la liberté syndicale sont garanties par la Constitution de la République du 29 février 1920. Les articles 313 et 314 s'y rapportent. Le droit de libre constitution des syndicats est formellement reconnu (art. 114) avec l'interdiction de « tous les actes, soit de particuliers, soit de groupements, qui apparaissent comme une violation préméditée de ce droit » (art. 114, al. 2). Les principes de liberté d'association et de formation syndicale, approuvés par la Constitution, sont les meilleurs gages de la solidité et de la fermeté des syndicats tchéco-slovaques. En vertu de ces principes, les associations professionnelles de la République peuvent agir librement et accomplir intégralement leurs droits et devoirs.

Les conditions formelles diffèrent suivant les régions qui furent jadis autrichiennes ou hongroises. Pour les premières, une demande écrite accompagnée des statuts doit être présentée à l'administration centrale ; et si le refus n'est pas opposé par l'administration, le syndicat entre dans ses fonctions légales, devient personne juridique, à partir de la quatrième semaine du jour de la déposition des statuts. Dans les territoires autrefois hongrois (la Slovaquie et la Russie Subcarpathique), la procédure est tout autre. On y demande la déposition de deux exemplaires des statuts ; l'un reste en possession de l'administration et l'autre, approuvé ou désapprouvé, est rendu aux fondateurs syndicaux. L'acquisition de la personnalité juridique des syndicats a lieu au moment de la constitution du dit syndicat. Au cas où l'administration déclinerait la demande, le syndicat perdrait sa personnalité acquise précocement.

Les personnes jouissant de la liberté syndicale sont de

toutes conditions et de toutes situations, qu'ils soient même fonctionnaires civils ou militaires. Les étrangers sont exclus des associations professionnelles en Slovaquie seulement. Dans d'autres régions au contraire, la liberté syndicale s'étend à tous les habitants des territoires tchécoslovaques.

Les lois particulières faisant défaut en matière syndicale, on a eu recours au droit commun. Ainsi l'âge d'admission est réglé par le Code civil. Il est assez bas, car on ne demande que quatorze ans aux individus voulant s'affilier aux syndicats.

Si l'association est contraire à l'ordre public ou au Code pénal, elle est inexistante ou dissoute.

Les statuts, une fois approuvés, et même auparavant, constituent la charte syndicale. Munis de personnalité, les syndicats exercent tous les droits décernés par le Code civil aux personnes morales et, de plus, tous les devoirs et droits qu'ils ont énumérés dans leurs statuts.

A l'égal de n'importe quel syndicat, personne de droit privé, les syndicats tchécoslovaques disposent de possibilités légales pour faire face aux tâches syndicales, des droits et devoirs que nous appelons classiques, c'est-à-dire passer les contrats, posséder, ester en justice, créer des institutions accessoires, tels que les bibliothèques, les cours professionnels ou scientifiques.

Les limites de la liberté d'action syndicale sont formulées par la loi d'anti-terreur et le Code pénal en général. Le souci des gouvernants tchécoslovaques, en établissant ces règles, était d'aplanir les conflits entre les syndicats maîtres de leurs forces et les individus isolés. L'individu qui n'accepte pas l'idéologie syndicale peut se soustraire à l'adhésion aux syndicats si bon lui semble. En même temps, la préoccupation législative vise les conflits entre les syndicats différents. Aussi, pour les premiers conflits, la loi prévoyait-elle les commissions d'entreprise et pour les seconds, les tribunaux d'arbitrage. C'est une des caractéristiques de la législation tchécoslovaque que de vouloir donner la compétence aux orga-

nismes de la juridiction du travail en matière de conflits pouvant troubler l'ordre public et mettre en danger l'état établi. Il va de soi que les délits de droit commun sont jugés par les tribunaux ordinaires.

L'activité syndicale étant replacée sous le signe de l'individualisme et soutenue par une législation favorable à l'exercice normal des devoirs syndicaux, laisse une grande marge à l'action politique des syndicats. Le domaine syndical embrasse l'éducation, le mutualisme, les différents secours, le sport, la participation à la préparation des lois, et le partage de quelques fonctions avec l'administration et la juridiction. Une spécialité tchécoslovaque est l'organisation des secours aux chômeurs. Le syndicat distribue à ceux-ci ses deniers propres auxquels s'ajoutent les subventions qu'il reçoit de l'Etat et qu'il transmet lui-même aux sans-travail. Un Conseil économique assiste le législateur, soixante délégués ouvriers y siègent. « C'est une coutume fréquente du Gouvernement que de discuter des questions économiques et sociales avec les mêmes associations ²⁵. »

La démocratie de l'Etat tchécoslovaque arrive à surmonter toutes les difficultés, grâce à son esprit de tolérance et de bon vouloir.

25. *La liberté syndicale*, t. III, p. 231.

(Note- la Tchécoslovaquie). Les principaux syndicats tchécoslovaques sont : « Odborové sdružení československé » (Fédération des syndicats tchécoslovaques) qui comptait, en 1925, 347.923 membres. L'activité de cette fédération dans le domaine intellectuel est fortement poussée. 52 journaux tchèques, 12 journaux allemands, 5 journaux hongrois et 3 journaux polonais suivent l'idéologie des syndicats libres. « Československá obec dělnická » (Centrale des syndicats socialistes nationaux) qui avait en 1925, 307.152 membres. Sa presse comptait 50 journaux. « Commission syndicale centrale de l'Union des syndicats allemands » qui avait en 1925, 226.911 adhérents. « Mezinárodní všeodborový svaz » (Union syndicale internationale communiste) qui comptait en 1925, 201.035 membres. Elle dispose de 18 journaux. « Všeodborové sdružení křesťanského dělnictva » (Centrale syndicale des travailleurs chrétiens) qui avait en 1925, 113.969 membres et 7 journaux. A côté de ces groupements primordiaux, il y a en encore 8 moins importants, dont l'effectif atteignait, en 1925, 300.000 adhérents (*La liberté syndicale* t. III). Au 31 décembre 1931, il y avait dans les syndicats libres, 618.995 cotisants; les S. Com. 130.498; les S. Confes. 118.390; et les autres S. 953.409; au total 1821.292.

La Pologne. — Divisée par la trinité des Etats, la Russie tsariste, l'Allemagne impériale et la monarchie austro-hongroise, la Pologne reconstituée se trouva, après la guerre, en présence de trois législations disparates. Le nombre des décrets, lois, coutumes et usages en vigueur lui préjudiciait plus encore qu'à la République tchécoslovaque ou au Royaume yougoslave. Unifier les législations par une mesure brutale fut considéré par les gouvernants polonais comme une impossibilité matérielle. Au changement radical, la Pologne préféra le réformisme progressif.

En présence des lois autrichiennes en matière d'association, les mêmes que l'on rencontre en Yougoslavie et en Tchécoslovaquie, la Pologne essaya de les modifier. Elle le fit par la loi du 4 juillet 1923 qui établit le régime polonais en matière syndicale. Des lois allemandes subsistent, sous réserve de modifications à venir, le Code industriel du Reich de 1867 (*Gewer Beordnung*), la loi sur les associations de 1908 (*Vereingsets*), les règlements du 23 décembre 1918 sur les conventions collectives, les conflits du travail et le comité d'ouvriers et d'employés, le Code pénal. Des lois russes, le Code pénal de 1903, « des prescriptions provisoires sur les associations et unions » des 4-17 mars 1906, amendées par le décret-loi du 3 janvier 1919 et la loi du 3 décembre 1924.

Nous nous limiterons aux conditions actuelles d'existence syndicale et à l'activité des syndicats, uniquement en conséquence de la législation proprement polonaise. La raison en est dans l'unification législative poursuivie par la Pologne, qui étend progressivement à tous ses territoires toutes les dispositions de sa législation propre. D'ici peu, les lois étrangères qui sont encore en application passeront à l'histoire de la législation polonaise.

Les lois intrinsèquement polonaises sont : la Constitution du 17 mars 1921, le décret-loi du 1^{er} janvier 1919 et la loi du 3 décembre 1924 pour la Pologne jadis russe, le décret-loi du 8 février 1919 pour l'ancien royaume de Pologne et la loi du 4 juillet 1923 mettant en vigueur le

même décret sur la région de la Pologne autrefois autrichienne.

La Constitution polonaise, s'appliquant bien entendu à toutes les provinces polonaises, stipule dans son article 103 : « Les citoyens ont le droit de coalition, de réunion, ainsi que celui de fonder des associations et des unions. L'application de ce droit est réglée par des lois ». La constitution, après avoir énoncé la liberté d'association, entérine les anciennes lois en tant qu'elles ne sont pas modifiées par ses lois propres, de telle sorte que les différenciations peuvent subsister sans être changées dans leurs détails.

Le décret-loi du 8 février 1919 (la loi du 4 juillet par la suite) ²⁶ définit le syndicat comme le groupement « des travailleurs dont la tâche consiste dans la défense et l'encouragement des intérêts économiques et culturels des travailleurs d'une branche déterminée du travail, de branches connexes ou similaires » (art. 1). Il en ressort que les objets syndicaux sont « la défense et l'encouragement des intérêts économiques et culturels », ce qui englobe un terrain très large, très étendu. Le syndicat polonais pourrait donc employer tous les procédés appropriés à la poursuite de ces tâches, et même, sous très peu de réserves, des moyens politiques.

Peut être syndiquée, toute personne n'étant pas fonctionnaire (un statut spécial du 17 février 1922 est accordé aux agents de l'Etat). Il n'existe aucune autre condition. L'étranger possède le même droit que les nationaux. Les personnes inaptes à se syndiquer peuvent constituer des associations autres que les syndicats. Les conditions formelles pour les syndicats ordinaires exigent l'enregistrement. On l'obtient toutes les fois que les statuts ne contredisent pas l'article 1 ci-dessus noté, c'est-à-dire quand les syndicats ne poursuivent pas d'autres buts que ceux assignés dans le contenu de cet article et quand les statuts ne sont pas en opposition avec les lois en vigueur. Un

26, *Série législative*, t. IV, Pol, 1

appel peut être soumis au tribunal ordinaire quand le refus n'est pas basé sur les conditions légales. La demande est adressée au ministre du Travail et de l'Assistance sociale. Les mêmes conditions de forme sont demandées aux Fédérations et aux Confédérations. L'enregistrement est habituellement accordé, car « les organisations syndicales, dont les statuts établissent comme programme maximum de leur activité la création d'un régime collectiviste, sont enregistrées par les autorités sans aucune difficulté ²⁷ » !

L'activité syndicale comporte, après l'enregistrement, qui est la reconnaissance de la personnalité juridique du droit privé, l'exercice des tâches normales, comme en France, en Belgique ou en Angleterre. Passer les contrats, posséder, ester en justice, créer des caisses de secours mutuels, habitations à bon marché, coopératives, établissements d'éducation professionnelle, etc.

L'autorité syndicale n'est aucunement enrayée, bien au contraire. Dans leurs statuts, les syndicats peuvent prescrire la discipline pour leurs adhérents et si les statuts sont approuvés, les syndicats peuvent exercer leur influence librement. L'article 15 accuse un progrès par rapport aux autres législations du présent groupe « lors de la création de toutes institutions collectives auprès du Ministère du Travail... les représentants des syndicats professionnels seront considérés comme les représentants des intérêts professionnels des classes laborieuses ²⁸ ».

Les syndicats sont ainsi « considérés comme les représentants » officiels des travailleurs et comme tels ils collaborent avec l'Etat dans le Conseil national de l'émigration, le Conseil de l'Assistance sociale, etc... La surveillance des syndicats est à la charge de l'inspection du travail ; les sanctions, la dissolution incombent aux tribunaux ordinaires.

27. *La liberté syndicale*, t. III, p. 263.

28. *La liberté syndicale*, t. III, p. 270.

Nous avons voulu présenter le régime purement polonais qui se caractérise par sa simplicité et sa netteté. Les sujets polonais ne s'en trouvent pas moins livrés à une grande confusion syndicale en raison des autres lois qui ne sont pas encore abrogées et de la présence d'un gouvernement autoritaire camouflé, derrière lequel se trouve la personne de M. (Général) Pilsudsky. L'avenir leur apportera l'uniformité de lois, mais, quant au Général, il reste incertain.

Les Etats Baltes. — La Lithuanie, la Lettonie et l'Esthonie étaient avant la guerre de simples provinces intégralement rattachées à la Russie. Leur histoire législative est donc étroitement liée à celle de la Russie pré-soviétique. Ce n'est qu'après l'évacuation de l'armée allemande que ces trois pays du nord-ouest européen acquièrent l'autonomie et l'indépendance nationale. Eminemment agricoles, elles comptent un effectif considérable d'ouvriers ruraux auxquels s'adjoignent les salariés de l'industrie naissante.

Le mouvement syndical lithuanien prit naissance lors de la scission avec l'Etat russe. La lutte contre le communisme entrava le travail normal des syndicats. En 1926, les passions politiques se calmèrent et le syndicalisme pacifique prit de la vigueur. L'article de la constitution de 1922 proclame le droit d'association. Le droit syndical fait partie du droit d'association en général. C'est le droit commun qui règle la vie syndicale. La personnalité privée est accordée aux groupements syndi-

(Note, la Pologne). Les syndicats principaux de la république polonaise sont : « Związek Stowarzyszen Zawodowych w Plosce » (l'Union des syndicats professionnels de Pologne) avait en 1925, 242.081 adhérents. L'Union dispose de 19 périodiques. « Zjednoczenie Zawowe Polskie » (l'Union syndicale polonaise) comptait en 1925, 221.330 membres et 10 périodiques. « Chrzescijanskie Zjednoczenie Zawodowe w Rzeczypospolitej Polskiej » (l'Union professionnelle chrétienne) avait un effectif de 73.825 membres en 1925 et 6 périodiques (*La liberté syndicale*, t. III). Au 31 décembre 1931, il y avait en Pologne, dans les syndicats libres, 214.617 adhérents; dans les syndicats confessionnels 180.000 et dans les autres syndicats 110.000. Au total : 504.617.

caux. « La loi sur l'assurance-maladie du 27 mai 1926 prévoit une représentation des assurés et des assureurs dans les organes de l'assurance ²⁹. » Le syndicat comme tel n'y entre pas. Nous ne trouvons rien de particulier à signaler sinon que le territoire de Memel, bien que rattaché à la Lithuanie, est régi par la législation allemande du 15 février 1920.

En Lettonie, les rapports entre syndicats patronaux et syndicats ouvriers se règlent à l'improviste. Aucune règle fixe n'existe. Le syndicalisme ouvriériste est à peine existant. Les dispositions juridiques en la matière changent fort souvent. Le droit syndical ressortit au droit commun. La loi du 18 août 1923 accorde la personnalité juridique aux syndicats (art. VII) ³⁰. Les persécutions ouvrières y sont beaucoup moins fréquentes qu'en Esthonie.

Après la Révolution Russe de février, la loi dite de Kerenski du 12 août 1917 fut bien accueillie en Esthonie ; mais l'occupation allemande, puis la terreur communiste ébranlèrent les bases du mouvement syndical. Le gouvernement national prit des mesures sévères pour réprimer le syndicalisme communiste. La Constitution du 26 mars 1926, dans l'article 18, place les associations professionnelles au rang des associations ordinaires. La personnalité civile s'acquiert avec l'enregistrement des statuts. « Il n'a guère pu se constituer encore de procédure pour régler les rapports du patron et du syndicat... La liberté de grève est entravée sous maints rapports ³¹. » En plus de la carence législative, l'administration apporte très souvent des restrictions au développement du mouvement syndical.

Nous pouvons conclure en disant que la Lithuanie, la Lettonie et l'Esthonie vivent sous l'appréhension « de l'ogre communiste », que le flottement législatif et la poussée révolutionnaire ouvriériste créent un état d'in-

29. *La liberté syndicale*, t. III, p. 310. Voir *Série législative*, t. VII, Lith. 1.

30. *Série législative*, Let. 1.

31. *La liberté syndicale*, t. III, p. 294.

décision et d'instabilité peu favorable à l'essor du mouvement syndical. A chaque modification des circonstances politiques, les mouvements syndicaux se trouvent, soit menacés, soit encouragés, suivant la faveur dont ils jouissent auprès des gouvernants.

*Les Etats-Unis*³². — L'histoire économique de la grande démocratie républicaine qu'est l'Etat fédéral d'outre-océan n'a pas la même physionomie que celle des Etats d'Europe. Elle ne connut pas les péripéties corporatives du vieux monde, ni le puissant réseau de règlements sévères et abusifs que les corporations artisanales engendrèrent à l'est de l'Atlantique. Les Etats-Unis déburent sur la scène économique lors du triomphe des idées individualistes, de la transformation révolutionnaire de la vie économique. L'indépendance américaine coïncide avec la révolution industrielle, la constitution fédérale avec la victoire du libéralisme, de l'individualisme, de la démocratie, de la grande industrie et avec les possibilités illimitées de nouvelles formations économiques. Les Etats-Unis s'engagèrent alors dans cette marche ascendante qui les amena vite à disposer d'une industrie à grande échelle et d'une masse prodigieuse de salariés.

Dans cet immense pays de colonisation où se croisèrent tant de races, de langues, de mœurs, parmi cet enchevêtrement de traditions, de connaissances, d'énergies, de richesses naturelles et d'applications scientifiques, sous l'influence prédominante de l'anglo-saxon-

(Note — Lithuanie, Lettonie, Esthonie). En Lithuanie, il y avait au 31 décembre 1931, 1.408 membres des syndicats. En Lettonie, à la même date, il y avait 28.466, cotisants des syndicats libres, 3.000 des syndicats communistes, 20.000 des autres syndicats; au total : 51.466 membres. En Esthonie, à la même date il y avait 10.645 adhérents aux syndicats libres et 5.200 aux autres syndicats, au total : 15.845.

32. Les six pays de l'Amérique centrale : Guatemala, Nicaragua, Salvador, Honduras, Costa-Rica et Panama, sont sous l'influence directe de la législation ouvrière des Etats-Unis. Essentiellement agricoles, ils dirigent facilement les quelques centaines d'ouvriers réfractaires.

nisme puritain, s'élabora peu à peu une vie particulière, une législation distincte, bref un droit syndical différent de celui qu'on rencontre en Europe.

Les Etats-Unis, comme on le sait, constituent un Etat fédéral composé de quarante-huit Etats particuliers. Une constitution fédérale et quarante-huit constitutions spéciales régissent le territoire des Etats-Unis. La réglementation détaillée en matière de législation industrielle incombe aux Etats ; le Pacte de l'Union pose les principes généraux. Le Pacte de l'Union stipule en termes explicites la liberté d'association, et les constitutions des Etats traduisent à leur tour ce même principe. Une loi fédérale de 1886 confère aux associations professionnelles incorporées, dont le siège social est à Washington, la personnalité civile. Il n'existe aucun code général du travail, tant dans l'Union que dans les Etats particuliers. (Le bruit court que le Gouvernement Roosevelt en prépare un.) Tel est en raccourci le droit syndical de l'Union et des Etats particuliers.

La liberté syndicale se définit aux Etats-Unis comme suit : les syndicats ne sont pas interdits par la loi, si toutefois leurs buts ne dépassent pas les objets légaux — illégal aux Etats-Unis veut dire prôner l'emploi de la violence. Le cadre d'activité légale des syndicats est soumis aux limites que lui imposent en fait la juridiction des cours d'équité et la force organisée du patronat. Les syndicats peuvent conclure des contrats ; mais il ne faut pas que le patronat s'y oppose, car il pourrait alors demander à la cour des ordres, des injonctions, qui interdisent aux syndicats sur le fondement de la liberté du commerce, l'emploi de tel ou tel moyen considéré comme illicite. Le tout est donc, pour le syndicat, de s'entendre avec les associations patronales. Tout est laissé au gré des parties ; si elles s'entendent, les pouvoirs ne s'en mêlent pas ; mais dès qu'il y a une plainte, les pouvoirs interviennent. D'habitude, c'est le syndicat ouvrier qui est alors lésé. Il n'y a pas lieu d'en être étonné si l'on se souvient que les Etats-Unis étaient le

pays du « laisser-faire — laisser-aller » et que la liberté personnelle y était, voici peu de temps encore, respectée au-dessus de tout. Cette pratique faisait écrire à M. W. G. Rice : « ... Les employeurs font constamment appel aux tribunaux pour qu'ils empêchent l'introduction de modifications au régime existant, soit en limitant les moyens d'action des ouvriers dans la lutte économique, soit en rejetant comme inconstitutionnelles les lois qui modifient l'ordre établi ³². »

C'est une caractéristique des Etats-Unis que la suprématie du pouvoir judiciaire. Les cours des Etats, les cours fédérales, ou la Cour suprême jugent, dans leur compétence respective, la constitutionnalité des lois, les conflits entre les ressortissants des Etats différents ou, ce qui est plus courant, dans le domaine syndical, le préjudice causé à la liberté du commerce entre les Etats. On peut dire avec raison que le droit syndical américain est posé en termes généraux par les constitutions et les lois en matière d'association, dont l'interprétation et l'application dans les détails sont élaborées par la pratique judiciaire des injonctions. Par ce moyen, on est parvenu à délimiter ce que les syndicats peuvent légalement faire et ce qui leur est défendu. Pour le patronat, par contre, rien n'est spécifié au sujet de leurs devoirs envers les syndicats ³³.

« La Fédération cherche à limiter les injonctions des cours fédérales, en faisant échapper entièrement les procès ouvriers à leur compétence ³⁴ », mais elle n'y parvient pas. Les injonctions, suivant la jurisprudence américaine, peuvent viser les personnes prises séparément, hors du syndicat, ou le syndicat, quand il est en liaison avec les individus coupables. Le syndicat accomplissant des actes légaux n'encourt aucun risque ; en revanche, tout acte illicite entraîne sa responsabilité. L'injonction

32. « La constitutionnalité de la législation du travail aux Etats-Unis » dans la *Revue internationale du Travail*, décembre 1926, p. 830.

33. *La liberté syndicale*, t. V, p. 130.

34. *Idem.*, p. 40.

constitue un grand obstacle à l'activité vigoureuse des syndicats comme à leur libre développement. La cour, sous prétexte de défendre la liberté du commerce, fait supporter de lourds dommages et intérêts aux coupables, individus isolés, ou syndicats, si ces derniers avaient provoqué l'acte punissable.

La liberté individuelle est mal comprise, en ce sens que l'atteinte même à ce droit « sacré », dans le cas des contrats individuels passés entre le patronat et l'ouvrier non syndiqué (comme les listes noires, tant en usage aux Etats-Unis) est considérée comme licite et légale. Au lieu de protéger la liberté individuelle, on construit des armes pour l'enterrer. La discipline syndicale se voit détruite, l'autorité syndicale anéantie. La possibilité même du patronat d'exiger de ses subordonnés, sous la forme contractuelle, le renoncement à l'affiliation syndicale, rend la liberté individuelle partiellement unilatérale. C'est une des plus grandes erreurs que de ne pas voir l'inégalité extrême des facultés contractuelles de ces deux parties, patron, ouvrier. Le système des injonctions contrecarre tout essor des syndicats, favorisant ainsi les usurpateurs de la liberté d'association et d'action syndicale. Le patronat de son côté jouit d'une indépendance totale à l'égard des syndicats et utilise largement l'intervention des juges. Malgré ces deux entraves, le droit syndical était appelé à se développer et à vivre. La liberté syndicale aux Etats-Unis se présente sous un angle différent de celui des pays européens. Des circonstances, tout autres qu'en Europe, influencèrent la formation du droit syndical américain, lui imprimant une empreinte anglo-saxonne, plus précisément anglaise.

Deux sortes de syndicats sont possibles : syndicat incorporé ou enregistré et syndicat non incorporé ou de fait. Le régime de la loi fédérale de 1866 prescrit, comme nous l'avons vu, l'enregistrement, mais les syndicats américains, en grande partie, préfèrent s'y dérober. L'opinion à ce sujet des dirigeants syndicaux est admirablement exprimée par le professeur Adams : « Le

leader ouvrier s'oppose, écrit-il, à l'incorporation pour plusieurs raisons : il craint qu'elle ne le conduise à des procès et il ne veut pas entrer en lutte sur le terrain judiciaire avec une association patronale, car il sait que les meilleurs talents juridiques du pays sont étroitement associés aux groupes patronaux, et il estime que les tribunaux sont inconsciemment prévenus contre l'action syndicale. En outre, derrière son opposition à l'incorporation de même que derrière la propagande de ceux qui réclament l'incorporation, se trouve le sentiment que la situation actuelle fournit aux organisations ouvrières le minimum de pouvoir ⁸⁵ ».

La personnalité civile fut reconnue tout d'abord aux syndicats incorporés, mais à la suite de plusieurs jugements portant sur les syndicats non enregistrés, on est parvenu à considérer ces derniers eux-mêmes comme ayant la personnalité juridique. Le doute, qui planait sur cette disposition jurisprudentielle et coutumière, fut levé complètement par une intervention de la Cour suprême en 1925 (jugement sur la capacité d'accusation des syndicats de fait).

L'activité syndicale se concentre sur les rapports de patrons à ouvriers, et de syndicats à ouvriers. Dans les rapports patronaux-ouvriers, la convention collective constitue à elle seule la plus grande préoccupation des syndicats. Les Conseils d'usines, organismes de coordination des ouvriers et de l'administration, sont bien vus du patronat. Leur compétence ne dépasse pas les consultations, toujours facultatives, d'ailleurs. Dans les rapports syndicats-ouvriers les statuts syndicaux servent de chartre directrice. L'individu est libre de se syndiquer dans les limites ci-dessus exposées, de démissionner, perdant en ce cas les cotisations qu'il a versées pour les secours mutuels, de rester dans le syndicat tant qu'il lui plaira. Les syndicats s'occupent des assurances maladie, de vie,

35. Citation prise de *La liberté syndicale*, t. V, p. 76-77.

des indemnités de chômage, de décès, des accidents, des bureaux de placement, de l'emploi des labels.

Les actes illicites sont les moyens révolutionnaires tels que le picketing, la grève générale, le boycottage par contrainte, la grève de solidarité, l'atelier fermé (l'embauchage soumis à l'appartenance aux syndicats), la conspiration, tout emploi de violence. Les injonctions sont immédiatement sollicitées par le patronat contre tout utilisateur de ces moyens. Dans les services d'utilité publique, les répressions sont encore plus rigoureuses et plus sévères que dans l'industrie privée.

Quant à l'arbitrage et à la conciliation : quarante Etats du territoire américain ont organisé un système de défense, d'arbitrage et de conciliation industrielles ; mais la plupart des comités prévus par ces lois ne fonctionnent pas ou n'existent que sur le papier ³⁶.

Les syndicats qui se proposent une activité révolutionnaire par l'emploi de violence sont formellement interdits. Ceux qui inclinent à la collaboration peuvent seuls avoir une existence légale. Les Trade-Unions américains se distinguent, comme ailleurs, suivant les buts qu'ils poursuivent : amélioration directe des conditions de la vie ouvrière, satisfaction des besoins immédiats, élévation du standard intellectuel des syndiqués, pour les Trade-Unions de collaboration ; bouleversement de la société actuelle, pour les syndicats de nuance révolutionnaire, les Trade-Unions des « Industrial Workers of the World » ; enfin, l'asservissement aux exigences patronales, pour les syndicats d'obéissance et de dépendance, les syndicats jaunes. Les premiers absorbent les quatre cinquièmes du total de tous les syndiqués.

Le progrès du syndicalisme ouvrier a été tenu pendant longtemps en échec par le libéralisme et l'individualisme des constitutions et des patrons. Tout effort en vue de l'affranchissement du libre essor syndicaliste a été maté, soit par les injonctions, soit par l'intransi-

36. *La liberté syndicale*, t. V, p. 87.

geance patronale. Le grand individualiste qu'est l'industriel américain, répugne aux interventions de l'Etat. Il préfère régler les conditions du travail sans avoir à se soumettre aux lois ou à la pression syndicale. Ce n'est que grâce à des circonstances spécialement favorables que l'industriel américain multiplia les marchés et les clients. Ses bénéfices léonins permirent l'accroissement des salaires, l'embourgeoisement des salariés qui ne demandaient « évidemment pas mieux » ; il leur est tout naturel dans ces conditions de souhaiter la bonne marche de l'industrie et la réussite des entreprises commerciales.

Bref, « l'organisation des syndicats est libre, dans la mesure où il n'y est pas fait obstacle par des listes noires, contrats individuels ou autres méthodes des entreprises patronales » ³⁷. L'inégalité de fait, entre les industriels et les ouvriers, maintenue par une jurisprudence étroite, dont le point de vue est celui du libéralisme économique, fait que la législation américaine nécessiterait encore bien des dispositions dans l'ordre des lois ouvrières.

Un statut légal conforme aux réalités économiques de la grande démocratie est en élaboration ; les signes précurseurs, et les réalisations partielles nous en sont offertes par la N. R. A. En effet, le gouvernement Roosevelt, avec son « Administration de Redressement National » fait appel à la collaboration syndicale et fait intervenir dans la direction des entreprises quelques rares représentants syndicaux. Une ère d'un interventionnisme *sui generis* vient d'être ouverte ; la N. R. A. a permis plus de libertés dans les agissements syndicaux et a resserré la direction de l'industrie avec le contrôle de l'Etat. Où s'arrêtera-t-elle ?

37. *La liberté syndicale*, t. V, p. 43.

(Note. — les Etats-Unis). Les ouvriers américains adhèrent plus volontiers à l'« American Federation of Labour » qui avait, en 1920, 80 % de tous les syndiqués (ne sont syndiqués que 21 % de tous les salariés). Les 20 % qui restent se syndiquent dans les associations professionnelles révolutionnaires, appelées d'Outre-Océan « les syndicats criminels » (*La liberté syndicale*, t. V)

La Hongrie. — Un droit syndical anachronique et périmé qui, dans son essence même, n'a rien d'un droit constitutionnellement garanti et légalement précisé, est profondément ancré dans un pays de l'Europe centrale, en Hongrie ³⁸.

Le caractère extraordinaire et particulièrement caractéristique de la législation hongroise, est que « le droit d'association professionnelle ne repose pas en Hongrie sur des textes de lois, mais sur un système de décrets ministériels ³⁹ ». Ce régime est éminemment critiquable. Alors que, dans d'autres pays, le droit syndical est réglé par le droit commun en matière d'association, ou par un droit spécial en matière syndicale, en Hongrie, c'est une trame de décrets et une gamme d'actes discrétionnaires qui sont à la base de la reconnaissance juridique des syndicats ouvriers. Il est inutile de souligner à quels excès un pareil système d'arbitraire administratif peut aboutir. Il suffit, en effet, que le ministre change pour que les décrets le suivent. « Ce qui règle la conduite, comme écrit si justement le rapporteur du B. I. T., des autorités à l'égard des associations professionnelles d'ouvriers, c'est plutôt leur caractère politique que tout autre chose. » ⁴⁰.

Une autre originalité magyare est la saisie des biens

Au 31 décembre 1931, il y avait dans les syndicats libres, 2.889.550 syndiqué^s et seulement 50.000 dans les syndicats communistes, ce qui fait au total 2.939.550.

38. Comment, pourrait-on s'écrier, la Hongrie trouve-t-elle sa place à côté d'Etats démocratiques et libéraux, quand elle n'a pas ce caractère ?

L'évolution du droit syndical hongrois n'a pas subi, à vrai dire, d'évolution; exception faite des quelques mois d'évolution brusquée du règne de Bela Kun, tout le reste marque un état stationnaire et retardataire. Le retard qu'elle présente est flagrant et douloureux. Les autres Etats de cette catégorie l'ont devancée de bien loin; tandis que la Hongrie reste traditionaliste, lisez récalcitrante et arriérée. Malgré son retard, la Hongrie entre dans ce groupe par le caractère prédominant qui détermina notre classification : le syndicat magyar est un groupement du droit privé. En dépit d'une évolution volontairement arrêtée, la Hongrie y entre tout de même par l'attribut qu'elle donna aux syndicats. La dernière place de ce groupe des législations lui vient de plein droit et de toute logique (voir *Les documents rapportés par la mission d'information du B. I. T.*, août-septembre, 1920. C'est un document précis de la situation précaire des ouvriers hongrois).

39. *La liberté syndicale*, t. III, p. 209.

40. *La liberté syndicale*, t. III, p. 190.

syndicaux et leur partage au gré de l'administration, lorsque celle-ci dissout un syndicat.

Quant aux groupements patronaux, ils sont privilégiés. Toute la liberté nécessaire de s'organiser et d'agir leur est généreusement offerte.

Le syndicat, à proprement parler, est, en Hongrie, une institution des ouvriers industriels et intellectuels ; les ouvriers agricoles et les artisans ont leurs corporations, particulièrement ménagées par les gouvernants magyars.

A la fin de 1918, un gouvernement populaire aux tendances républicaines et libérales abrogea les décrets restrictifs et proclama la liberté d'association. Le gouvernement de Bela Kun qui lui succéda n'y changea pas grand'chose, mais il fut de courte durée. La réaction gagna du terrain, s'empara des leviers gouvernementaux et remit de nouveau en vigueur les anciens décrets. On revint alors au pas « des ancêtres ».

La procédure de constitution des syndicats est soumise à l'autorisation préalable du ministre de l'Intérieur. Dès l'acceptation des statuts présentés par les syndicats, ceux-ci sont considérés comme une association du droit privé et assujettis comme tels au droit commun et aux restrictions des décrets. Pour avoir une idée nette de ce qu'est le droit syndical magyar, il est indispensable de savoir que « les personnes qui se proposent de fonder une association n'ont, encore aujourd'hui, aucun droit à cette autorisation, même si toutes les conditions nécessaires sont remplies »⁴¹. Pas de textes constitutionnels, pas de textes de lois ordinaires ou presque pas, un droit civil issu en majeure partie de la jurisprudence, des rédactions partielles ; de tout cela résulte une atmosphère touffue, manquant de précision et de franchise, dans laquelle le syndicat dispose d'une personnalité morale, mais fâcheusement mutilée.

Toutes les personnes jouissent de la possibilité de se syndiquer, à l'exception des fonctionnaires, employés et

41. *La liberté syndicale*, t. III, p. 198.

salariés de l'Etat. Les étrangers, en tant qu'ils ne constituent pas des éléments troubles, et en tant que la réciprocité existe avec leur pays d'origine, peuvent entrer dans les rangs des syndiqués. Les mineurs doivent obtenir l'autorisation du père ou du tuteur.

L'activité syndicale, suivant l'expression même de l'écrivain de la monographie, « est l'objet d'une surveillance policière extrêmement stricte »⁴². Les syndicats hongrois arrivent à se manifester dans des conventions collectives, procès syndicaux, à se faire consulter par les gouvernants, mais à grand'peine. L'activité politique est radicalement et définitivement supprimée (l'interdiction remonte à un décret de 1875).

On comprend facilement que, dans ces conditions, le ministre de l'Intérieur pouvant discrétionnairement interdire la création ou ordonner la dissolution, les syndicats subissent des fluctuations politiques loin de toute pensée de grève générale, de résistance ou de sympathie.

La Hongrie a, depuis toujours, préféré des organisations professionnelles obligatoires telles que les associations commerciales, agricoles, artisanales. Les mêmes tendances sont visibles dans l'ordre syndical.

Nous voudrions éviter de nous répéter davantage ; aussi énumérerons-nous simplement les pays qui pratiquent la liberté syndicale à l'instar de ce groupe d'Etats aux syndicats, groupements de droit privé. Outre les grandes républiques de l'Amérique du Sud, ce sont, en Europe, la Suède, la Finlande, la Grèce, l'Etat libre d'Irlande. Le Portugal se prépare à désertir ce camp ; l'Allemagne de Weimar n'y appartient plus, en quoi que ce soit.

42. *Idem*, p. 190.

(Note, la Hongrie). Le nombre des syndiqués dans les associations syndicales, atteignait en 1920, le chiffre de 152.441 et en 1925, celui de 125.024 (*La liberté syndicale*, t. III). Au 31 décembre 1931, il y avait dans les Syndicats libres, 88.029 membres, dans les Syndicats confessionnels, 52.100 dans les Syndicats anarchistes, 1.000 et dans les autres syndicats, 10.400, au total ; 151.529 (*Septième Annuaire de la F. S. I.*).

De cette succincte étude des législations à liberté syndicale, à groupements du droit privé, on est amené tout d'abord à constater que de nombreux Etats possèdent encore des syndicats libres, facultatifs et conçus selon les conceptions individualistes, principalement celle de la liberté personnelle. Bien que le nombre ne soit pas tout dans l'évaluation d'une conception, il n'en est pas moins vrai que ce facteur entre en ligne de compte.

D'après la conception que défend ce groupe de pays, la liberté syndicale est complément de la liberté individuelle. Elle est considérée comme une dépendance de l'individu, libérée de toute entrave, coercition ou obligation, et comme étant un dérivatif de sa propre volonté, lui permettant d'en user ou de la refuser. La direction des syndicats est réservée à des dirigeants indépendants de tous pouvoirs publics, dont l'autorité relève du nombre de leurs syndiqués et de la réussite plus ou moins brillante de leur activité. Le contrôle de l'Etat est réduit à la sauvegarde de l'ordre public. L'intervention de l'Etat vient à la suite d'un désordre dans le fonctionnement légal de la société. La discipline syndicale ne vient pas de l'Etat, elle est affaire propre à chaque syndicat. Tout est conventionnel, l'entrée, la présence, la sortie du syndicat, la convention collective, la juridiction du travail : le syndicat n'est qu'une expression contractuelle. L'individu est au premier plan. Le syndicat n'est que son reflet et ne peut imposer une volonté collective qui lui est propre. Tout est pour l'individu. Tout est à sa disposition pour autant qu'il le désire.

Le syndicat est, avant tout, une organisation volontaire, une association libre ; *il revêt, dans l'ordre actuel des Etats, la seule forme compatible avec la vraie nature et la véritable mission d'un défenseur, dont la consigne principale est la sauvegarde des intérêts communs en face de l'agresseur omnipotent.* On aurait dénaturé le rouage syndical en l'arrachant à ses buts réels, justifiés par une longue pratique, si l'on avait mis le syndicat sous la tutelle de l'Etat, qui est subordonné à

la politique du parti gouvernant. Sans syndicat libre, nous n'aurions pas eu l'immense Code du Travail dont les pénibles et progressives acquisitions se manifestaient dans des lois sociales, adoptées grâce à la persévérance des syndicats et à la prévoyance d'un Etat stimulé par ces mêmes syndicats. De longs efforts, des luttes acharnées nous ont donné ces grandes œuvres syndicales qui, sans liberté d'association, n'auraient été que de maigres concessions de la part du patronat et de l'Etat. L'autonomie dans l'activité est la seule garantie de la bonne gestion, des heureux résultats dans la défense des intérêts professionnels. La main-mise d'un facteur étranger à la profession aurait engendré une déviation, et les syndicats libres, indépendants, se seraient soumis à la dépendance de tel ou tel parti politique, aux abus des chefs d'entreprises ou des conseils d'administration. Les syndicats libres témoignent âprement, malgré les diverses tentatives de domination auxquels ils sont exposés, de leur volonté d'indépendance et d'autonomie. Ils ne veulent pas être pris en remorque par qui que ce soit, ils acceptent la collaboration avec l'Etat, mais ils refusent obstinément d'être absorbés par lui. Les syndicats des pays à liberté syndicale progressent. C'est un fait qui fait trembler les uns, qui répugne aux autres, mais il est certain que le syndicat est un élément constructif, qu'on le veuille ou non, de la société à venir. Si les syndicats accomplissent dignement leurs tâches immédiates, sans lesquelles ils tourneraient à vide, il ne leur est pas interdit, et toute prescription à ce sujet est condamnée à disparaître tôt ou tard, de s'occuper des jalons de l'organisation économique de l'Etat, telle qu'elle doit répondre aux exigences modernes de la vie sociale. Mettre fin aux pages glorieuses des agissements syndicaux, n'éliminera aucunement le syndicalisme ouvrier. Peut-on s'imaginer que tant d'efforts pourront être oubliés, rayés de la scène syndicale et de la vie ouvrière ?

Il est de toute évidence qu'on est obligé de tenir compte des grandioses mouvements que sont les mouve-

ments syndicaux. Originellement d'essence ouvrière, ils gagnent aujourd'hui toutes les professions. Tant que l'intérêt professionnel n'apparût pas comme l'axe de tous ses rouages vitaux, le syndicalisme fut déconsidéré, mais, dès ce moment, l'expansion du syndicalisme était inévitable.

Si le syndicalisme tend à englober toute l'économie nationale et internationale, il n'y faut pas voir un signe d'alarme, mais un vouloir d'ajustement des institutions sociales aux vrais besoins sociaux. Les faits économiques exercent une pression sur tout individu, le législateur, s'il veut faire œuvre féconde, doit suivre le courant et légiférer en conséquence.

Il y a un droit qui se forme, c'est le droit syndical ; il y a un droit qui progresse et qui se superpose au premier, c'est le droit social ; le syndicat deviendra un pilier de cet édifice du droit social, un facteur d'édification économique, une institution du droit public nouveau⁴³. M. Lucius écrit à ce propos « pour tout observateur impartial, le développement du syndicalisme, qui ne saurait être empêché parce qu'il est dans l'ordre des choses, crée un déséquilibre qui, tôt ou tard, nécessitera une réforme profonde de nos institutions »⁴⁴.

La liberté syndicale prépare le renouveau social ; est-elle pour cela appelée à disparaître ou à être favorisée ?

Que reproche-t-on à la liberté syndicale ?

Nous citerons deux hommes d'Etat français, Poincaré et M. Chéron. Le premier disait au cours d'un discours à Bar-le-Duc : « La notion de l'Etat a subi chez nous une sorte de décomposition et d'éparpillement »⁴⁵. Le second s'écriait à la Chambre en 1928 « ces petites souverainetés qui désagrègent peu à peu la souveraineté nationale »⁴⁶.

43. André Fougéaud, *Du code individuel au droit syndical*.

44. Pierre Lucius, *La faillite du capitalisme ?* p. 65.

45. Citations prises dans *La faillite du capitalisme ?* p. 65.

46. *Idem*, p. 65-66.

Les doctrinaires disent en général ceci : le syndicat n'a pas su organiser la profession ; il a seulement accusé la lutte des classes. Son autorité bien qu'indispensable à tous les coprofessionnels a marqué un échec, par suite de la proportion dominante de non-syndiqués. Le nombre des syndicats n'étant pas limité, ceux-ci peuvent se multiplier à leur gré, et par là même nuire à la cohésion de la profession. Les critiques des syndicats soulignent notamment le désir qu'ont ceux-ci de s'inféoder les pouvoirs publics à leur profit. En un mot, les syndicats risquent d'engendrer l'anarchie de la profession, dans l'économie et dans l'Etat. A quoi les syndicalistes d'Amsterdam répondent : est-on disposé de bonne grâce, de bonne volonté, à un remaniement dans la hiérarchie des forces réelles ? Dans ce cas on n'éprouvera pas de grandes difficultés à admettre la participation effective et véritable des représentants de toutes les professions à la direction économique du pays. Sinon il peut évidemment se produire ce que M. R. Alibert, professeur à l'Ecole libre des sciences politiques, formule judicieusement : « Si la force démocratique l'emporte, ce sera le bolchevisme, au contraire si la force oligarchique (les puissances d'argent remporte la victoire, nous aurons une dictature régnant sur un prolétariat presque universel » ⁴⁷.

A quoi aboutissait la liberté syndicale ?

Après la loi Le Chapelier, qui dans les autres pays, sans porter forcément le même nom, passait également pour un dogme, et était appliquée partout avec la même vigueur, des associations professionnelles d'une nouvelle forme prirent naissance. La loi de Waldeck-Rousseau consacra leur existence et dès lors les syndicats libres prirent leur essor.

Lors du débat de la loi de 1884, Albert de Mun prononça ces mots : « Vos syndicats séparés ne sont qu'une organisation de guerre, la guerre civile en sortira infail-

17. Citations prises dans *La faillite du capitalisme*, Lucius, p. 180.

liblement »⁴⁸. En effet les groupements syndicaux ne tardèrent pas à se faire des cellules puissantes de rénovation sociale ; cependant il est difficile d'affirmer que la guerre civile ne serait pas préparée par d'autres groupements, au cas où les syndicats auraient été organisés sous une autre forme que celle de la liberté syndicale. Toutefois, cette réserve mise à part, les syndicats se présentent comme des pelotons de combat économique et social bien entraînés et bien disciplinés. On a utilisé la liberté d'association professionnelle pour se syndiquer, et on se syndique pour s'opposer à un adversaire respectable, qui de son côté fait de même. Est-ce un mal ? De part et d'autre, on se dispute la prédominance. Les influences cherchent à se créer un monopole. Les forces antagonistes se mesurent de temps à autre, s'équilibrent quelquefois par un traité d'armistice, d'une durée plus ou moins longue. Quand la conjoncture le permet, on entre de nouveau en lutte ; le perpétuel recommencement des combats est ainsi déclenché.

En face de cette situation que faudrait-il faire ? Le dilemme est toujours le même. Laisser les syndicats se combattre mutuellement ou bien les faire entrer dans une organisation superposée, une organisation qui réunirait les combattants des camps différents dans une fin de collaboration et de bonne entente, sans toutefois abolir le principe de la liberté syndicale ; ou bien chercher une forme d'association nouvelle dans les limites des syndicats libres, à côté des autres groupements obligatoires ; ou encore intégrer les syndicats dans les cadres de l'Etat en faisant d'eux des services publics ou bien permettre aux syndicats l'appropriation de l'Etat. Ou enfin rendre la juridiction du travail, la conciliation, ou l'arbitrage obligatoires.

Pour le moment, surtout dans les pays démocratiques, on apprécie la phrase de Spinoza, devenue proverbiale,

48. Broissier, *La pensée sociale de Albert de Mun*, p. 165.

« ce sont les mécontents qui font avancer le monde » et chacun se prépare de son côté. De cette période d'attente, un certain nombre d'Etats sont déjà passés à la solution. Dans les pages qui vont suivre nous montrerons les solutions qui ont été apportées au problème syndicaliste, au problème « d'envahissement et de la menace syndicale ».

CHAPITRE III

LES REGIMES JURIDIQUES DES SYNDICATS A JURIDICTION OBLIGATOIRE DU TRAVAIL

Lors de l'apparition de la liberté syndicale, les législateurs se désintéressèrent de la juridiction du travail. Ce n'est que plus tard qu'ils réglementèrent les moyens et les procédures, laissant aux parties le choix entre les expédients guerriers ou pacifiques. Petit à petit l'activité syndicale déborda les cadres strictement professionnels ; de plus en plus les syndicats s'avérèrent redoutables dans les conflits du travail. La menace syndicale suivant l'expression consacrée, incita les gouvernants à tenter d'arrêter la poussée vers de nouvelles formes sociales, afin de conserver intact l'Etat politique. Les solutions adoptées sont différentes selon les pays.

Une groupe d'Etats a pris le parti pour les syndicats libres, facultatifs, mais en les réfrénant par divers obstacles opposés à l'activité révolutionnaire.

La grève et le lock-out sont des armes fort dangereuses. Les groupements ouvriers et patronaux s'en servent à titre de rançons mutuelles ou de chantages à l'égard des gouvernants. A elle seule, la rupture des rapports contractuels ouvriers-patronaux consiste en un bouleversement de la paix intérieure de l'Etat, un signe précurseur de menées révolutionnaires dans lequel un Etat conservateur et traditionaliste entrevoit sa disparition.

En effet les conflits du travail peuvent, par leur acuité et leur étendue, compromettre la sécurité de l'Etat, l'ordre établi. Pour les prévenir et y remédier, on a eu recours à la promulgation d'un certain nombre de lois,

concernant la juridiction obligatoire du travail. Les syndicats sont libres quant à leurs moyens d'y parvenir, ils sont soumis aux lois spéciales. Le différend du travail ne doit pas se résoudre ni par la grève ni par le lock-out, mais par l'intervention de juges arbitraux ou conciliateurs.

Le droit de coalition, si durement acquis, disparaît : plus de grève, plus de lock-out, plus de juridiction privée. Dorénavant la juridiction du travail se substituera aux moyens directs de règlement des différends entre ouvriers et patrons. Sept Etats se sont engagés dans cette voie : le Danemark, le Canada, l'Afrique du Sud et la Chine commencent à appliquer une réglementation complète sur les conflits du travail ; la Norvège, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande, sont allées beaucoup plus loin.

Le Canada. — Le Canada suivit en matière syndicale, l'évolution législative de la Grande-Bretagne et l'évolution de fait des Etats-Unis¹.

Mais la loi sur les différends du travail du 22 mars 1907, dite loi sur les enquêtes en cas de conflits industriels, attesta le divorce complet entre les Etats-Unis et l'Angleterre d'une part, et le Canada d'autre part. La dite loi fut amendée le 12 juin 1925². D'après cette loi, la grève et lock-out sont limités dans les entreprises d'utilité publique, en ce sens qu'ils ne doivent pas avoir lieu avant que l'enquête sur les conflits imminents soit terminée. Tout lock-out ou grève déclaré préalablement à l'enquête est considéré comme illicite, partant illégal. La partie lésée dispose devant la juridiction compétente, d'un recours en dommages et intérêts pour le préjudice causé par l'arrêt illicite du travail. L'efficacité de la loi n'est pas révélée telle qu'on l'espérait. Si l'enquête sur le litige probable doit être entamée dès la connaissance

1. Pour ne pas nous répéter sur ce que nous avons déjà exposé, nous renvoyons le lecteur à l'exposé de la législation américaine et anglaise.

2. *La série législative*, t. VI, S. 1.

du conflit qui se prépare, le dédommagement dépend de l'emploi de recours à la justice qui est donc en dépendance de la partie affligée par la grève ou lock-out.

Le Danemark: — Les législations sociales des Etats Scandinaves tels que la Norvège, la Suède, le Danemark et la Finlande ont beaucoup de points communs ; mais d'après le critère que nous avons accepté, la Finlande et la Suède ont encore aujourd'hui des lois sociales se rapprochant exclusivement de celles des pays à syndicats groupements de droit privé. Au contraire, la Norvège et le Danemark se sont nettement détachés de leurs voisins, pour entrer dans ce groupe de pays à juridiction obligatoire du travail. Il n'est pas audacieux de dire que ces deux législations influenceront probablement les législateurs des pays voisins. Actuellement les systèmes en vigueur se différencient nettement.

Le Danemark favorisa les ghildes au désavantage des coalitions de compagnons et de maîtres. Celles-ci furent expressément interdites à deux reprises, une première fois en 1681 et une seconde en 1800. La Constitution du 5 juin 1849 proclama la liberté d'association (art. 85). Quelques années plus tard, en 1857, les ghildes furent abolies. A partir de cette date le syndicalisme poursuivit sans entraves son développement, et les ghildes devinrent libres et facultatives.

Il est courant que le patronat s'oppose aux groupements de défense ouvriers, quand ceux-ci n'ont pas un caractère officiel dans la représentation des salariés. Dans ces conditions il ne suffit pas que la loi leur accorde en droit la liberté de formation, mais il faut que les chefs d'entreprises y donnent en fait leur consentement. Cette hostilité se manifesta longtemps au Danemark. Après de longs efforts les ouvriers arrivèrent enfin à ob-

(Note — Canada). Au 31 décembre 1931, les Syndicats libres avaient 190.753 membres les Syndicats communistes 27.726, les Syndicats confessionnels 250.151 et les autres syndicats 66.914 ; au total : 310.544.

tenir l'acceptation patronale pour leurs syndicats. Ce fut le « Concordat du 5 septembre 1899 ».

Les conditions de forme sont inconnues des citoyens danois ; toute association qui n'a pas d'objectifs illégaux, existe juridiquement du fait même de sa constitution et dès ce moment elle possède la personnalité morale. Sans aucune autorisation ou enregistrement, la simple constitution, sous réserve de buts légaux suffit aux syndicats danois pour obtenir la pleine possession de la capacité juridique.

L'activité pacifique ne rencontre au Danemark aucune barrière. Mais il n'en est pas de même des moyens violents et guerriers. Bien que la grève, le lock-out, la mise à l'index ou la liste noire aient cours au pays danois, le Code Pénal et la loi sur les conflits du travail n'en ont pas moins édicté une sévère répression dans certains cas. Déjà en 1910 la grève et le lock-out furent rendus illicites, quand ils allaient à l'encontre des conventions collectives. Un amendement du 4 avril 1919 confirma ce principe. C'est la Cour permanente d'arbitrage (*Der permanente Voldgiftret*) qui est compétente en matière de conflits du travail. Des dommages et intérêts sont alloués à la partie lésée quand la grève ou lock-out est déclarée avant la procédure juridictionnelle. La peine d'emprisonnement n'existe pas³.

La Chine. — Qui ne connaît pas la loi de 1929⁴ incline à penser que la Chine, ce pays confus et bigarré, un peu déconsidéré même, n'a pas de réglementation syndicale, ou, qu'au cas contraire, celle-ci est désuète ou périmée. Ni l'une ni l'autre de ces opinions ne correspond

3. Voir pour la conciliation, *La série législative*, t. VIII, Dan. 1.

(Note — Danemark). La « Fédération des syndicats danois » (*De samvirkendation Fagforbund i Danmark*) comptait en 1924, 198.444 hommes et 38.579 femmes (chiffres très respectables pour un petit Etat comme le Danemark) (*La liberté syndicale*, t. III). Au 31 décembre, il y avait dans les Syndicats libres 353.752 syndiqués (*Septième Annuaire de la F. S. I.*).

4. *La série législative*, t. X, Ch. 1.

à la vérité. La Chine, autant qu'on en peut parler comme d'un Etat, dispose d'une législation faite à l'instar des pays occidentaux de l'Europe, avec cette différence que la conciliation y est obligatoire pour toutes les entreprises qui ne sont pas d'utilité publique *et que pour ces dernières*, l'arbitrage est rendu absolument obligatoire. Le contrôle exercé sur les syndicats chinois est beaucoup plus rigoureux qu'en France par exemple, mais la Chine pense le justifier par la nécessité de réprimer les mouvements communistes.

Nous dirons quelques mots sur l'histoire des associations en Chine.

La Chine prérépublicaine proscrivit les associations pouvant être considérées comme révolutionnaires. Les associations professionnelles, lorsqu'elles étaient secrètes, se rangeaient dans cette catégorie de groupements. Si au contraire, elles se rendaient publiques, elles entraient dans le rang des ghildes dites « kongso », dont les coutumes régissaient leurs statuts d'association. Le Code de la dynastie des Tsing (la dynastie mandchoue qui régna jusqu'à la Révolution de 1911) était sans merci pour les associations secrètes. En voici la preuve : « toutes personnes qui, sans être parentes ni alliées par le mariage, établiront entre elles une fraternité par la cérémonie de goûter leur sang en brûlant de l'encens, seront tenues pour coupables de l'intention de commettre le crime de rébellion et le chef de cette association subira la mort par strangulation »⁵. Les associations professionnelles ne pouvaient pas par conséquent avoir une existence autonome ou indépendante ; tout ce qu'elles pouvaient faire était de se juxtaposer, ou plutôt de s'incorporer aux ghildes.

Depuis 1912 bien des gouvernements et des régimes se succédèrent. La Chine se divisa en deux parties, l'une ressortissant au gouvernement de Canton, et l'autre au gouvernement de Pékin. La législation est enchevêtrée.

5. *La liberté syndicale*, t. V, p. 377.

Une grande confusion des règlements, lois et décrets, marque cette époque de scission.

Le mouvement de la liberté syndicale prend surtout de la vigueur à la fin de la grande guerre. Plusieurs grèves furent alors déclenchées. Beaucoup de projets furent élaborés. Les revendications ouvrières ne cessèrent pas de harceler les gouvernants, proclamant l'urgence du droit syndical et de la légalité des grèves.

Le gouvernement nationaliste de Canton promulga en novembre 1924 une première loi sur la liberté syndicale ⁶. Cette loi permit la création des syndicats dans n'importe quelle profession ou métier. Le syndicat légalement institué est pourvu de la personnalité juridique (article 2). La capacité syndicale pour les affaires courantes, pour les besoins classiques des syndicats, s'ensuivit logiquement. Quant à la grève « le syndicat peut décider, à la majorité des voix de ses membres, des grèves, à la condition de ne pas porter atteinte à l'ordre et à la sécurité publics, à la vie et à la jouissance des biens particuliers » (art. 14).

Le gouvernement de Pékin trouvait toujours à régler des questions plus pressantes que le statut syndical. Les ouvriers mécontents réclamèrent incessamment une loi de la liberté syndicale.

L'unification des pays se fit en 1928 ; et une loi du 21 octobre 1929 ⁷ (entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1929) apporta la réglementation du droit syndical de la Chine unifiée ⁸.

La liberté d'association professionnelle est ainsi conçue : « les travailleurs des deux sexes âgés de plus de 16 ans, et engagés actuellement dans un métier ou

6. *La liberté syndicale*, t. V, ch. III, p. 405, Annexe I.

7. *Série législative*, t. X, ch. I.

8. Il est difficile de penser que « unifiée » signifie vraiment « compacte, intégrale » ; car il y a en Chine, des îlots d'agglomérations insoumises. La meilleure façon de comprendre cette loi est de se limiter à son application sur les principaux centres industriels ou les villes avancées (Kiang-Si, Chan-Si, Han-Yang, Tché-Kiang, Kiang-Sou, Hanyans, etc...)

une profession peuvent... se constituer en syndicats ouvriers » (art. 1).

Les conditions de forme se ramènent à ceci : une demande doit être adressée à l'Administrateur public ; celui-ci accorde l'immatriculation après avoir examiné la conformité des statuts aux lois du pays et principalement à la loi sur les syndicats ouvriers. L'article 3 exclut des syndicats « les travailleurs occupés dans les Administrations de l'Etat. » La loi chinoise ne tolère qu'un syndicat unique par industrie et par localité : « les travailleurs d'une même industrie ou d'un même métier situés dans une même localité ne peuvent constituer qu'un seul syndicat ».

Les attributions syndicales sont : le contrat collectif, le placement des membres, la création des caisses d'assurances sociales, l'intervention dans les conflits du travail...

Le syndicat est facultatif. « Les syndicats ne peuvent obliger les travailleurs à entrer au syndicat ni les obliger à s'en retirer (art. 20, al. 1) » Les membres du syndicat peuvent se retirer du syndicat à tout moment » (art. 21).

Jusqu'à présent les syndicats chinois se rapprochent du système de l'Europe occidentale. Mais l'article 23 les en sépare nettement. Voici son contenu : « En cas de conflits de travail, la grève ne peut être déclarée qu'après une procédure de conciliation et d'arbitrage, et à la condition qu'elle soit décidée au scrutin secret par les deux tiers de la totalité des membres ».

Examinons, maintenant la loi applicable aux conflits du travail.

La loi sur la solution des conflits du travail fut promulguée le 9 juin 1928 par le gouvernement de Nankin. La loi est invoquée toutes les fois que les conflits surgissent « ...à propos de l'exécution ou de la modification des contrats de travail » (art. 1). La conciliation est obligatoire, principalement pour toutes les professions n'entrant pas dans celles considérées comme étant d'utilité publique. La sentence, comme dans toutes les concilia-

tions, est facultative. « Les autorités administratives, en cas de conflits du travail, doivent, soit sur la demande de l'une ou des deux parties, soit d'office, convoquer la commission de conciliation pour résoudre le conflit » (art. 3, al. 1). L'arbitrage n'est obligatoire dans tous les cas que pour les conflits survenus dans les usines d'utilité publique : eau, électricité, gaz, P. T. T., Chemins de fer, navigation, transports en commun. La sentence est, sans aucune exception, obligatoire. Pour les autres entreprises, « l'arbitrage pourra être ordonné d'office par les autorités administratives si elles l'estiment nécessaire quand le conflit du travail atteint une certaine gravité, ou quand il a duré plus d'un mois (art. 5) ; ou enfin sur la « demande formelle des deux parties » (art. 6). La composition de la commission d'arbitrage est la suivante : trois représentants du Gouvernement, un représentant ouvrier, un représentant patronal.

L'Union de l'Afrique du Sud. — Le statut des syndicats sud-africains s'apparente au statut syndical de la Grande-Bretagne. Le divorce entre les syndicats anglais et les syndicats de l'Afrique du Sud survint à la suite de la loi sur la conciliation du 26 mars 1924⁹. La grève et le lock-out sont interdits. Toute intention d'y recourir doit être notifiée au conseil industriel ou au comité de conciliation. Avant que la sentence du dit conseil ne soit rendue publique, les individus qui recourent à la grève ou au lock-out sont passibles d'une amende, de l'emprisonnement, ou des deux peines réunies. L'accord, des conciliateurs du conseil industriel, de soumettre le conflit à l'arbitrage enlève toute possibilité de recours à la grève ou au lock-out. Alors donc que la conciliation est obligatoire sans réserves, l'arbitrage ne l'est qu'après accord des conciliateurs.

9. « La série législative », t. V, A. d. S. 1.

(Note-Chine). Au 31 décembre 1931, il y avait en Chine 61.200 syndiqués des associations professionnelles communistes, les autres syndicats groupaient 1.100.000 : au total 1.161.200.

La loi n° 11 du 26 mars 1924, concernant la prévention et le règlement par voie de conciliation des différends entre employeurs et salariés « est applicable à toutes les entreprises industrielles ou d'utilité publique » (art. 1). La formation des conseils industriels se fait par l'accord des ouvriers et employeurs. Une fois constitués, ils se font enregistrer auprès de l'Administration publique.

Il est interdit à tout employeur et à tout salarié de réclamer une modification dans les conditions d'emploi « à moins que la notification de cette modification n'ait été faite un mois à l'avance par l'employeur au salarié ou par le salarié à l'employeur (art. 10). La même notification doit être transmise au conciliateur, qui une fois saisi de la question, tâche de prévenir le conflit et de l'aplanir avant qu'il ne soit trop tard.

Quant à la grève et au lock-out, l'article 12 est explicite : Il sera interdit à tout employeur, organisation patronale ou syndicat professionnel, ainsi qu'à toute autre personne, de déclarer une grève ou lock-out jusqu'à ce que le conflit en suspens n'ait été soumis à l'appréciation des juges-conciliateurs, et qu'un rapport le concernant n'ait été fait (art. 12).

*L'Australie et la Nouvelle-Zélande*¹⁰. — L'immense étendue du territoire et des richesses naturelles, jointe à une constitution démocratique, au progrès économique et au petit nombre d'habitants, constitua les prémices les plus favorables à l'éclosion des syndicats professionnels. De très bonne heure la classe ouvrière prit une grande ascendance sur les gouvernants, de telle façon que « l'Etat et les syndicats cessèrent d'être antagonistes et

(Note — L'Union de l'Afrique du Sud). A 31 décembre 1931, il y avait dans les Syndicats libres 27.000 adhérents et dans les Syndicats communistes 3.600, au total : 30.600.

10. Nous avons groupé ces deux pays en raison de la grande analogie de leurs syndicats. (Voir pour la Nouvelle-Zélande : *La série législative*, t. VI, N. Z. I.)

le droit syndical s'incorpora dans le droit national »¹¹. La démocratie politique, dit-on, y est devenue une démocratie sociale. La soi-disant liberté du commerce et de l'industrie, y a pris une nouvelle forme dans la liberté syndicale consacrée par la loi de conciliation et d'arbitrage du 22 juin 1928¹². Quel rôle attribue-t-on aux syndicats ? Un rôle consultatif vis-à-vis des pouvoirs publics ; un rôle d'exécution et de surveillance vis-à-vis des ouvriers ; un rôle de cocontractants sur pied d'égalité vis-à-vis du patronat. C'est ainsi que dans le cadre des nouveaux projets de lois, les syndicats se font entendre au sujet de leurs opinions ; en cas de litige, ils plaident ; en cas de fixation d'un salaire minimum, les syndicats se chargent de le faire appliquer. Pour les conventions collectives, les syndicats traitent avec le patronat d'égal à égal. L'Australie est considérée, à juste titre, comme le premier pays qui ait résolument suivi les sillons du socialisme d'Etat.

Les premiers émigrés furent les anglo-saxons. Ils apportèrent avec eux les mœurs de leur pays lointain. Le souvenir des trade-unions anglaises les hantait fortement. Mais un nouvel esprit les détacha rapidement de l'évolution juridique des syndicats métropolitains. L'originalité des lois sur les syndicats consiste, surtout, dans deux institutions : la conciliation et l'arbitrage. La loi n° 18 modifiant la loi fédérale de 1904-1927 sur la conciliation et l'arbitrage fut promulguée le 22 juin 1928. Aux termes de cette loi, la grève et le lock-out sont déclarés illécites, la conciliation et l'arbitrage sont rendus obligatoires. La loi tend à prévenir et à régler les différends du travail, qui s'étendent au delà des limites d'un seul des Etats, par la création d'un tribunal fédéral de conciliation et d'arbitrage. Toute personne ou organisation qui se livrera « à un acte quelconque de la nature du lock-out ou de la grève, ou continuera un lock-out ou une

11. *La liberté syndicale*, t. V, p. 347.

12. *Série législative*, t. IX. Aus. II.

grève » (art. 6¹) est passible d'une amende. S'il s'agit d'une organisation ou d'un employeur, le montant de l'amende est de 1.000 livres ; pour tout autre individu, il n'est que de 50 livres. Les mêmes sanctions sont prévues pour ceux qui enfreignent les sentences du tribunal (art. 6 A).

En Nouvelle-Zélande, les amendes sont moins élevées ; les ouvriers y sont contraints à payer dix livres et les patrons et organisations 500 livres.

Le tribunal fédéral de conciliation et d'arbitrage se compose d'un juge président et des juges assesseurs, tous nommés par le Gouverneur général (art. 12). Ne peuvent être nommés au tribunal du travail que les avocats ou avoués ayant fait un stage de cinq ans auprès de la Haute Cour, ou de la Cour Suprême d'un Etat (art. 13).

Les rouages juridictionnels sont mis en mouvement chaque fois qu'un conflit menace d'éclater. La grève et le lock-out sont interdits et punis ; le tribunal d'arbitrage et de conciliation est obligatoirement appelé à se prononcer sur tous les différends du travail. La juridiction austro-zélandaise en la matière est donc entièrement obligatoire ¹³.

La Norvège. — La constitution de 1814 reconnût le principe de la liberté industrielle ; la loi de 1839 abolit le régime corporatif. La liberté d'association professionnelle fut donc longtemps le résultat du droit commun, des coutumes et usages répétés, car le législateur n'intervint qu'en 1894 pour la protéger contre un patronat intransigeant. Les conditions de forme sont inexistantes : pas d'autorisation spéciale, pas d'enregistrement. L'association aux buts légaux acquiert la personnalité juridi-

(Note. — Australie et Nouvelle-Zélande). Au 31 décembre il y avait en Australie 145.000 adhérents aux Syndicats libres et 130.000 aux Syndicats communistes : au total 275.000. A la même date, il y avait en New-Zealand 44.000 syndiqués.

13. Les législations sociales des Etats particuliers de Commonwealth of Australia sont modelées sur celles de l'Etat fédéral.

que sans aucune formalité. Les associations mixtes sont exclues (loi du 5 mai 1927) ¹⁴. Le syndicalisme ouvrier grandit dans cette atmosphère de confiance légale ; son libre essor ne rencontrait pas alors de sérieux obstacles.

« En présence des grands conflits industriels qui éclatèrent après 1900, le législateur dut cependant intervenir, ...à savoir, pour réglementer la conciliation et l'arbitrage » ¹⁵. L'intervention législative ne subit que des échecs. Les clauses, insérées dans les conventions collectives, relatives à la conciliation et à l'arbitrage eurent une meilleure fortune. La gravité des différends du travail qui surgirent pendant la guerre au moment où les marchés extérieurs absorbaient tous les produits norvégiens et où la production devait être régulièrement croissante, décida le législateur à agir fermement. L'arbitrage obligatoire fut institué par une loi transitoire du 9 juin 1916, amendée et prorogée en 1919, 1923 et 1927 (cette dernière prorogation fut faite pour deux ans).

Outre cette loi transitoire de 1927, une autre loi sur les différends du travail (*Low om arbeidstvister*) fut promulguée le 5 mai 1927 ¹⁶. Cette loi établit une distinction entre deux sortes de conflits du travail : les conflits de droit et les conflits d'intérêts. Les conflits de droit sont ceux qui concernent « ...la validité d'interprétation ou l'existence d'un contrat collectif » (art. 6) ». La grève ou le lock-out qui aurait pour cause une de ces questions est considéré comme illégale. Et lorsque le tribunal du travail a rendu un jugement constatant la rupture du contrat collectif pour les raisons ci-dessus mentionnées, le travail doit être repris dans les quatre jours qui suivent le jugement (art. 6, al. 2). Quand le jugement n'est pas suivi, « la partie lésée ou l'organisation dont elle est membre pourra présenter au tribunal du travail une requête en autorisation de grève ou lock-out » (art. 6, al. 2). Si le tribunal donne son consentement à l'emploi

14. *La série législative*, t. VIII, Nor. 1.

15. *La liberté syndicale*, t. III, p. 342.

16. *La série législative*, t. VIII, Nor. 1. A.

de la grève ou du lock-out, il devient par ce fait même licite. Mais les représailles sont interdites à l'autre partie, « la cessation du travail avec l'approbation du tribunal... n'autorise pas l'autre partie ou l'organisation... à déclarer ou à poursuivre une grève ou un lock-out en raison du différend » (art. 6, al. 5). Pour ces conflits de droit l'arbitrage est obligatoire.

Quant aux conflits d'intérêts... « concernant la réglementation des conditions du travail ou des salaires ou toutes autres circonstances touchant le travail qui ne tombent pas sous le coup du contrat collectif, la grève ou le lock-out ne pourra pas être tenté avant l'expiration (art. 63)... du préavis de congé, et en aucun cas, moins de quatre jours ouvrables après que le conciliateur aura reçu la déclaration... » (art. 29). Il en ressort donc que la conciliation doit être tentée à tout prix. Le conciliateur peut interdire le recours à la grève ou au lock-out pendant la procédure de conciliation. Après l'échec de la conciliation et l'expiration de tous les délais légaux, la lutte devient licite. C'est alors que la loi provisoire de 1927 peut être appliquée (art. 1 à 7). Le roi, sur la proposition du conciliateur, peut arrêter le conflit, en interdisant la grève ou le lock-out et en ordonnant aux parties de recourir à l'arbitrage, qui devient alors obligatoire. L'organisme de cet arbitrage n'est pas le tribunal ordinaire d'arbitrage, mais une cour arbitrale — trois membres sont nommés par le roi, et deux par les fédérations respectives.

Le tribunal ordinaire d'arbitrage ou le tribunal du travail se compose « d'un président et de six autres membres » (art. 10, 1). Le président et les six autres membres sont nommés par le roi, quatre d'entre eux étant choisis sur les listes soumises par les syndicats ouvriers et patronaux. « Tout syndicat patronal comprenant au moins cent employeurs, occupant ensemble un minimum de 10.000 salariés, et tout syndicat ouvrier comprenant au moins 10.000 salariés peut proposer deux membres du tribunal, et un nombre proportionnel de candidats en

supplément (art. 11). Les membres proposés ne doivent pas faire partie du comité directeur d'un syndicat ouvrier ou patronal, ni être à titre permanent au service d'un tel syndicat. Le président et l'un des deux membres doivent remplir les conditions requises des juges du tribunal suprême ; le septième membre ne doit pas être susceptible de partialité aussi bien en faveur des ouvriers qu'en faveur des chefs d'entreprises.

La rupture d'une convention collective ou la cessation illégale du travail entraînent l'obligation du paiement des dommages et intérêts à la partie qui a été lésée.

Les sanctions sont sévères pour tous ceux qui participent « ... à une entente en vue d'organiser, de poursuivre, d'entretenir au moyen de subsides, ou d'approuver une grève ou un lock-out illégal, ou y collaborent » (art. 40.1 A) de même pour « quiconque incite à déclarer ou à poursuivre une telle cessation du travail, la soutient, recueille des subsides ou distribue des subsides recueillis... » (art. 40.1 B). Les piquets de grève sont également soumis aux poursuites et aux mêmes amendes ou peines qui sont « de 5 à 25.000 couronnes, ou d'un emprisonnement de trois mois, ou les deux conjointement » (art. 40.1).

Pour ce qui est de la conciliation, les différends qui y sont soumis sont portés soit devant un seul conciliateur, soit, à la suite d'une demande des parties, devant la commission de conciliation. Les conciliateurs sont nommés par le roi, un pour tout le royaume et un par district. La commission de conciliation est composée du conciliateur permanent et des deux membres choisis par le roi sur les listes présentées par les syndicats respectifs.

En conclusion, nous pouvons dire que l'arbitrage est obligatoire pour tous les différends concernant la convention collective. D'autre part, le recours à la conciliation est obligatoire pour tous les conflits du travail qui

(Note. — Norvège). — Au 31 décembre 1931 il y avait en Norvège 183.972 syndiqués, dont 161.312 appartenaient aux Syndicats libres et 22.660 aux autres syndicats (7^e Bul. de la F. S. I.).

n'ont aucun rapport avec le contrat collectif. Dans cette dernière hypothèse, l'arbitrage ne devient obligatoire que lorsque les intérêts du pays peuvent être compromis (loi provisoire).

La caractéristique commune à l'organisation de tous ces pays est l'existence d'une juridiction spéciale au règlement des conflits du travail. Les uns, encore assez timides, et les autres, plus hardis, ont tous la même volonté : prévenir et aplanir les différends avant qu'ils n'éclatent. L'activité syndicale n'est pas proscrite mais elle est amortie par la suppression des possibilités de luttes sans merci. L'Etat ne tue pas les syndicats, ils restent indubitablement libres et facultatifs ; ce qu'il désire, c'est ne pas voir la violence à l'œuvre.

La juridiction obligatoire du travail peut satisfaire le pacifisme gouvernemental si le jugement rendu est considéré comme équitable par les intéressés. Mais sinon, le conflit surgira tôt ou tard, en dépit des amendes ou des emprisonnements.

Les tribunaux du travail ne peuvent aucunement élever un mur infranchissable aux revendications justifiées des syndicats ; ils peuvent tout au plus les obliger à réfléchir, sans avoir à se résigner *in fine*.

Il est intéressant de noter qu'après des luttes acharnées et des sacrifices douloureux, les syndicats perdent leurs moyens les plus efficaces : la grève et le picketing. Ces procédés ont-ils vécu pour toujours ou bien n'est-ce qu'une éclipse passagère ?

Quand les gouvernants prêtent une oreille favorable aux doléances ouvrières, les instances juridictionnelles sont un bienfait ; mais quand ils passent outre, les tribunaux du travail revêtent l'aspect de cours correctionnelles ou pénales. Tout n'est pas dans la juridiction du travail, mais dans les lois qui régissent la constitution et les règles positives de l'Etat. La juridiction est bonne ou mauvaise suivant les règles de justice et d'équité sociale dont elle s'inspire.

CHAPITRE IV

LES REGIMES JURIDIQUES DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Les Etats soumis au double système de représentation ouvrière sont : l'Autriche, la Yougoslavie, et le Grand Duché de Luxembourg. Pour l'Autriche il s'agit du passé, pour la Yougoslavie et le Luxembourg, du présent.

Le vote curieux d'avril 1934 dota la République fédérative de jadis d'un régime de fascisation appelé « l'Etat chrétien, corporatif, germanique et autoritaire ». Les perspectives du futur syndicalisme autrichien sont, d'après la nouvelle constitution, nettement orientées vers le corporatisme.

L'évolution du droit syndical autrichien mérite notre attention. De l'interdiction des coalitions, elle passa à la liberté syndicale, et de la liberté syndicale à l'interdiction des syndicats libres. De 1773 à 1867, ce fut la période d'interdiction des coalitions et le règne cruel des sanctions pénales. En 1867 les lois abrogèrent les proscriptions et les syndicats furent reconnus ; mais de nombreux obstacles se dressaient encore devant eux.

L'ancienne Autriche-Hongrie sombra à la fin de la grande guerre et la social-démocratie s'installa au pouvoir. La loi du 26 février 1920 innova un nouveau système, pratiqué en partie dans l'ancienne Serbie, celui de Chambres d'ouvriers et employés¹. Au-dessus des syndicats libres se formèrent ces Chambres professionnelles qui groupèrent tous les ouvriers et employés de toutes tendances syndicales et de toutes professions rétribuées

1. *Série législative*, t. I, Aut. 19-20.

par voie de salaires. Parallèlement aux syndicats, avec des attributions plus larges qu'eux, les Chambres du travail devinrent les représentants officiels des classes laborieuses. Les devoirs que la loi du 26 février 1920 mit à la charge des Chambres professionnelles sont, outre la défense des intérêts des professions, la représentation de tous les travailleurs et de tous les employés auprès de l'Etat, la contribution au développement de l'état culturel, social et économique de leurs membres (art. 1).

Les gouvernants d'alors surent utiliser le concours précieux des syndicats, en premier lieu des Chambres, et une large compréhension, un bon vouloir mutuel s'établit entre deux forces sagement coordonnées. Le gouvernement soumettait à l'appréciation des Chambres les projets de lois. Les Chambres de leur côté se prêtaient volontairement à cette œuvre de préparation ; elles donnaient leurs avis au gouvernement, en toute loyauté ².

Le mouvement syndical n'était pas moins respecté. Il avait son existence propre et pouvait se développer à son gré. « En sympathie avec les partis politiques, le mouvement syndical s'est divisé en trois tendances, une tendance social-démocrate, une tendance nationaliste et une tendance chrétienne... » ³. La dernière ébranla au mois de février 1934 la tendance social-démocrate et dirigea le syndicalisme, jusqu'alors libre, vers le fascisme chrétien-social.

Le Grand Duché de Luxembourg. — Le Luxembourg entre dans ce groupe de législation par sa loi du 4 avril 1924 ⁴. De même qu'en Autriche d'autrefois et en Yougoslavie d'aujourd'hui, le Luxembourg a « une Chambre professionnelle à base élective » ⁵, différente de la Yougoslavie et de l'Autriche par ce fait que les employés ne

2. Nous n'insistons pas davantage, car le système actuel de la Yougoslavie sera traité avec beaucoup plus de détails.

3. *La liberté syndicale*, t. III, p. 185.

4. *Série législative*, t. V, Lux. 1.

5. *La liberté syndicale*, t. II, p. 287.

constituent pas avec les salariés une même Chambre, mais ont une Chambre à part.

Le système luxembourgeois est plus perfectionné que le système yougoslave et plus avancé que celui de l'Autriche social-démocrate. En effet, les Chambres professionnelles, chacune dans son ressort de compétence technique ont « le droit d'initiative législative ; leurs propositions doivent être examinées par le gouvernement et soumises à la Chambre des députés »⁶.

La Chambre du Travail munie de telles prérogatives devient vraiment un représentant autorisé de la classe ouvrière. Nul doute qu'une institution aussi précieuse ne soit en voie d'être un centre important d'études, d'information et de centralisation.

Les syndicats dans un tel régime restent les forces animatrices, motrices des ouvriers, et la Chambre professionnelle constitue la force coordinatrice des aspirations ouvrières et des revendications syndicales.

Après ces indications sommaires nous nous consacrons au système yougoslave, très peu connu d'ailleurs, et nous l'exposerons avec tous les détails nécessaires.

La Yougoslavie. — L'Autriche-Hongrie se partageait avant la grande faillite de 1918, les terres yougoslaves autres que celles de la Serbie et du Monténégro. Le gouvernement de la double monarchie exerça pleinement et sans aucun égard, le pouvoir de l'Etat central sur ses « colonies » d'Europe orientale qui furent jadis la Slovanie, la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, et la Voïvodine. Toutes ces provinces se fondirent avec le Monténégro et la Serbie en un Etat, longtemps attendu et longtemps espéré, qui est l'actuelle You-

6. *La liberté syndicale*, t. II, p. 288.

(Note — Grand Duché de Luxembourg). Le nombre des syndiqués en 1920 fut de 27.000 (*La Commission syndicale*). Ce nombre représente 10 % de la population totale. En 1925 le chiffre des syndiqués atteignit 15.000 (*La liberté syndicale*, t. II). Au 31 décembre 1931 il y avait dans les Syndicats libres 11350 membres et dans les Syndicats confessionnels 2.238 : au total 13.593. (Septième annuaire de la F. S. I.).

goslavie. De la multiplicité des législations et des mœurs particulières, l'Union des Sud-Slaves, ne put réaliser d'emblée une loi positive et des mœurs homogènes.

Comment se présentent les syndicats yougoslaves, qui, multiformes suivant les provinces, ont dû subsister dans l'Etat unifié ?

Les syndicats yougoslaves, sans parler des modalités provinciales, sont de même essence que les syndicats groupements du droit privé. A ce sujet donc, rien de particulier n'est à noter. Mais ce qu'on doit avoir à l'esprit en parlant des lois sociales yougoslaves, c'est l'existence de Chambres du travail ou de Chambres des ouvriers et employés (*Radnicke Komore*). Elles sont le pendant logique des Chambres industrielles, artisanales, et des professions libérales. Ces Chambres des ouvriers et employés n'excluent pas les syndicats professionnels ; les uns subsistent à côté des autres, ou plutôt, les uns au-dessus des autres ; se complétant mutuellement, ils n'ont rien d'incompatibles.

D'ailleurs, le syndicalisme yougoslave se cherche encore. Aucune originalité nationale n'est à retenir. La plus puissante confédération « Les Syndicats nationaux des Ouvriers yougoslaves » (*Jugoslovenski Nacionalni Radnicki Sindikati*) porte l'empreinte des sections nationales affiliées à la F. S. I. dont elle-même fait partie.

La formation de l'Etat yougoslave a fait naître un particularisme dans les lois se rapportant au droit syndical. Il nous faut distinguer six régions : la Slovénie et la Dalmatie ; la Croatie et la Slavonie ; la Bosnie-Herzégovine ; la Serbie ; le Monténégro et enfin la Voïvodine.

Au nord-ouest du pays Sud-Slave est la région alpine, bien moins agricole qu'artisanale et industrielle ; très religieuse et fortement loyale, c'est la Slovanie. Les privilèges des anciennes corporations y furent abolis, comme en Dalmatie, par la loi de 1859, qui proclama la liberté du travail et du commerce. La grande industrie commença alors l'absorption des menus métiers. La détresse qu'elle engendra fut surtout ressentie par les artisans, les petits patrons autonomes.

Les associations professionnelles y sont façonnées selon le modèle autrichien, c'est-à-dire selon la loi du 15 novembre 1867. Cette même loi s'étendit sur les cotes Dalmates de la mer Adriatique. Elle était plus libérale que les autres lois des régions slaves de l'ex-Autriche-Hongrie, par le fait même qu'elle était appliquée dans la métropole. Une permission spéciale n'était pas exigée pour la constitution des syndicats. La dissolution se faisait à la suite d'un décret « quand les associations sont contraires aux lois, aux principes juridiques, ou quand elles sont malfaisantes pour l'Etat ».

« Jusqu'au milieu du xix^e siècle, la Croatie et la Slavonie étaient des pays aux rapports économiques féodaux⁷. » Une nouvelle division de classes suivit l'introduction de la grande industrie. L'ordonnance impériale (Carska Reskripta) du 26 novembre 1852 régla les conditions de forme et de fond des associations professionnelles. Au début, le préfet (Ban) accordait l'autorisation. Plus tard, cette prérogative incombait au ministre de l'Intérieur. Le contrôle gouvernemental fut très rigoureux. Les associations professionnelles jouissaient cependant de la personnalité morale.

Seule de toutes les régions slaves de la défunte Autriche-Hongrie, la Bosnie-Herzégovine fut dotée d'une « faveur ». C'est que la réglementation légale des associations professionnelles bosniaques et herzégoviniennes ne vint qu'en 1910, donc bien après toutes les autres. En effet, les maîtres absolus redoutèrent longtemps le groupement des hommes, susceptibles de se dérober à l'empiètement colonisateur. Jusqu'à la loi de 1910 qui fut modelée sur la loi autrichienne de 1867, le régime légal des associations professionnelles était réglé par les lois de l'Empire ottoman.

Les lois hongroises régnèrent sur la Mésopotamie yougoslave, la Voïvodine, pays foncièrement agricole qui ne connaissait que les artisans manufacturiers. La

7. Vitomir Korac, « Povjest Radnickog pokreta u Hrvatskoj i Slavoniji » (*L'histoire du mouvement ouvrier en Croatie et en Slavonie*), p. 71.

grande industrie était seulement en train de naître quand l'Union yougoslave vit le jour. Deux décrets ministériels y avaient réglementé les groupements professionnels. L'un de 1873 et l'autre de 1875. (Les mêmes qu'en Slovaquie et en Russie subkarpathique).

La Hongrie, liée au sceptre de la maison des Habsbourg, n'était que le fidèle satellite de l'Autriche. C'est pourquoi la meilleure façon de comprendre les lois ouvrières de l'Europe danubienne est de remonter à leur source initiale, l'Autriche.

Les idées libératrices, ou plutôt libérales, de 1791 ne parvinrent en Autriche que vers le milieu du siècle dernier. Ce qui fut fait en France en 1791 se produisit en Autriche dans la deuxième moitié du *xix*^e siècle. Les maux engendrés par la grande industrie se répandirent comme ailleurs, sur l'artisanat et le salariat. Il fallait y remédier. Vinrent alors une série de lois telles que la loi de 1867, de 1883 dite la loi de *Gewerbeordnung* (loi industrielle), amendée et révisée en 1885, 1897, 1907. Les artisans avaient leurs corporations obligatoires sur lesquelles un contrôle strict était exercé. Les ouvriers purent se syndiquer, mais en raison de la protection de l'Etat, les conditions de forme furent sévères. M. Pic dit avec raison : « La législation autrichienne a un caractère inquisitorial et policier ⁸. » On s'imagine aisément que les lois qui régissaient les corporations et les syndicats des pays autres qu'autrichiens pussent être encore plus « inquisitoriales » et encore plus « politicières ». L'aristocratie austro-hongroise s'arroyait, à l'appui de la loi, l'exercice d'une surveillance rigoureuse et d'un droit de dissolution et d'interdiction bien arbitraire.

La Révolution serbe de 1804 arracha aux maîtres de la Sublime Porte les quelques portions de son territoire propre. Le gros de la population était l'élément agricole. L'artisan et le petit commerçant n'avaient qu'une importance locale. Les produits du sol et de l'élevage faisaient

8. *Traité élémentaire de législation industrielle*, Paul Pic, p. 321.

vivre tous ces modestes individus. Le groupement virtuel de la Serbie d'alors était l'immortelle « Zadrouga ». Les corporations végétèrent paisiblement sous l'occupation turque et ne reprirent leur vivacité qu'après la constitution de la principauté⁹.

Le droit d'association fut reconnu expressément par la loi de 1847 ; mais on méconnaissait encore les syndicats. En 1859, on proclama la liberté du travail et du commerce. Les deux Constitutions, l'une de 1888 et l'autre de 1903, garantirent ouvertement le principe de la liberté d'association. La loi de 1891 sur les réunions et les associations institua le régime des syndicats libres (art. 32). La loi de 1910 sur les magasins en réglementa les détails. Quant à la grève, elle était en usage bien avant ces lois. M. Laptchévitch nous en donne des preuves (*L'Histoire du Socialisme en Serbie*.) Il s'agit des grèves des employés du transport. En période de conclusion des contrats d'enbauchage, les futurs employés se mettaient habituellement en grève. Ils tentaient leurs chances en vue d'obtenir les meilleures conditions du travail. En général, ils y réussissaient.

9. (Laptchévitch Draguicha, « L'Ancienneté de nos corporations ». La revue : *L'Economiste*. L'année VI, n° 10 octobre 1926). La réglementation des corporations serbes est rigoureusement influencée par les Codes byzantins. — Bien avant le roi Miloutine, les corporations médiévales des artisans serbes avaient une existence de fait ; plus tard elles seront régies par les coutumes. La loi n'intervint que bien plus tard. Le premier législateur des corporations fut l'empereur Stéfan-Dusan. Dans son Code (*Code de Dusan, Novakovitch*) les articles 152 et 153 en parlent indirectement. « Comme il était la loi de mon grand-père (nous-Miloutine) de mon Empire, du saint roi, les grands seigneurs formèrent le jury pour les grands seigneurs, les gens moyens pour les gens moyens dans leurs « Druzina » — corporations — (art. 152). Le jury pour le commerce extérieur se composait par moitié des représentants corporatifs du commerce étranger et par l'autre moitié des représentants de la corporation des commerçants nationaux (art. 153).

L'invasion turque n'apporta pas de nouvelle civilisation ; ce fut tout le contraire. La colonisation musulmane arbora le pavillon turc sur les institutions serbes déjà bien avancées et solidement établies, privant toutefois les Serbes d'en jouir. Pendant toute l'occupation les corporations serbes vivaient très péniblement. Ce n'est qu'à partir de la renaissance serbe qu'elles respirèrent librement. (*L'anniversaire de Nicola Tchoupitch*, livre XV, année 1895. « Les Esnaf-s (Les corporations) à Uskub » : il est curieux de noter qu'une ressemblance frappante existait entre les règlements des corporations anciennes serbes et celles de l'Europe occidentale.)

La première organisation syndicale établie à l'instar des groupements analogues de l'Occident fut créée en 1896. Ses adhérents étaient les ouvriers de la chaussure (des « opankés ») de Belgrade. Plus l'industrie se développa, plus le cadre du salariat s'élargit. Les syndicats accrurent parallèlement leur nombre et leur importance ¹⁰.

La petite principauté montagnarde du Monténégro ne s'attarda pas derrière les autres provinces slaves de l'Europe orientale, pour avoir sa loi propre en matière d'association. La Constitution du Monténégro, dans ses articles 212 et 213, permit toute association dont le but n'est pas incompatible avec la loi positive et avec la Constitution du pays. La liberté d'association fut confirmée et réglementée par une loi postérieure, la loi de 1907.

Lors de l'union, la complexité des lois et coutumes des régions, inspirées de principes juridiques différents, fit opter le législateur yougoslave pour une étape transitoire. Il fallait, disait-on, attendre l'action indispensable du temps et de la vie en commun. Le statut légal du droit syndical fut donc reconnu tel qu'il était, dans les provinces sud-slaves, avant l'Union.

Le premier pas vers l'unification de la liberté syndicale fut la Constitution de Vidovdan. L'article 33 garantit le droit d'association à tous les ouvriers, ce droit qui leur permettra d'obtenir les conditions de travail les plus favorables. La loi sur la protection des ouvriers du 28 avril 1922 (« Zakon o Zastiti Radenika ») alla un peu plus loin. Son seul article qui parle du droit syndical contient *in extenso* ceci : « Les ouvriers qui travaillent dans les entreprises prévues par l'article 1 de la présente loi, — ce sont « les entreprises artisanales, industrielles, commerciales, de transports, de mines, ... » — sans tenir compte à qui elles appartiennent, fût-ce aux per-

10. Les données statistiques sur l'effectif syndical de l'ancienne Serbie montrent bien l'humble état de son industrie. L'année 1903, il y avait environ 1.761 syndiqués; en 1911 ils étaient 8.337 et en 1913 ils retombèrent à 4.227. (Lapitchévitch, *L'histoire du socialisme en Serbie*, p. 197).

sonnes publiques ou aux personnes privées — exception faite des entreprises dont le personnel est constitué par les membres d'une même famille — peuvent s'organiser dans les associations spéciales, pour défendre leurs intérêts économiques, culturels et moraux » (art. 35, al. 1). « Ces associations peuvent être créées par les ouvriers de chaque profession distincte ou sans aucun égard à celle-ci ; de même ces organisations peuvent se grouper dans des fédérations locales et des confédérations nationales » (art. 35, al. 2). « Les membres de ces associations pourront être uniquement les salariés... sans tenir compte du sexe et de l'âge » (art. 35, al. 3). Pour dissiper le doute sur l'application des lois précédentes, l'article final, 126, est ainsi conçu : « Quand la présente loi entrera en vigueur, toutes les autres dispositions en contradiction avec elles seront considérées comme abolies. » Par conséquent, toutes les lois qui, par exemple, règlent les conditions de forme et la capacité des syndicats restent en vigueur. Quant aux objets syndicaux, la loi de 1922 y ajouta une innovation : « la défense des intérêts culturels et moraux ». Cet élargissement de la sauvegarde de la morale professionnelle et de la liberté d'éducation ouvrière reçut un bon accueil de la part des ouvriers yougoslaves. Le sens de la moralité professionnelle fut différemment commenté. Les uns l'expliquaient comme une survivance des règlements corporatifs, de ces règlements qui exigeaient des ouvriers un travail des plus minutieux, une production de petits chefs-d'œuvre. Les autres la firent comprendre comme une interdiction du sabotage, du picketing, du boycottage. Les coutumes et les bonnes mœurs, disaient-ils, s'indignent devant l'emploi de ces moyens immoraux. Etant donnée l'application de la loi sur la protection des ouvriers, la défense des intérêts moraux fut comprise comme la prohibition des attentats contre la moralité des ouvriers ou de leur famille.

Pour la défense des intérêts culturels, que la loi assigne aux devoirs syndicaux, le vouloir législatif est simple. Il est dans l'intention du législateur de sauvegarder

le patrimoine culturel des syndicats, y compris les nombreuses œuvres sociales, la liberté d'enseignement et la protection des biens des bibliothèques ouvrières.

Les syndicats, d'après la loi de 1922, peuvent grouper les ouvriers, soit par professions analogues, connexes ou similaires, soit sans aucun égard à la profession, pourvu que les intérêts à défendre aient quelque chose de commun. Si cette faculté est accordée aux ouvriers, c'est parce que la spécialisation des industries, comme la multiplicité des entreprises font défaut. (« En 1920, il n'y avait que 413 entreprises constituées en sociétés anonymes... ¹¹. »)

Les fonctionnaires sont assujettis à un statut spécial. La loi sur les fonctionnaires du 1^{er} avril 1931 détermine les conditions d'existence de leurs syndicats. « Les fonctionnaires ne peuvent pas s'organiser en association professionnelle s'ils n'ont pas l'autorisation formelle de leur ministre respectif » (art. 76, al. 1 de la loi de 1931). Il s'ensuit que les statuts doivent être soumis à l'examen du chef du secteur administratif dont les fonctionnaires constituent le personnel. Quand les statuts syndicaux ne prévoient pas de moyens de lutte révolutionnaires, le ministre compétent appose sa signature. Tout acte contre les intérêts de l'Etat commis par « les fonctionnaires est frappé par la procédure disciplinaire » (art. 76, al. 12) et si le syndicat l'a soutenu, il peut être dissous « d'un commun accord entre le ministre intéressé et le ministre de l'Intérieur » (art. 76, al. 13). Dans les cas plus graves, c'est la loi pénale qui intervient (art. 97 de la loi du 9 février 1929). Les syndicats de fonctionnaires n'adhèrent pas aux confédérations ouvrières ; ils ont leurs groupements propres, comme l'est la procédure de création ci-dessus présentée.

Dans le cadre des professions libérales, le législateur yougoslave discerne les professions libérales autonomes

11. *Le Temps*, p. 8, col. 2, 3, 4 du 2 décembre 1933, l'article de M. E. Ed. Tavernier.

et les professions libérales salariées. Ces dernières sont considérées de la même façon que le salariat ordinaire. Elles ont comme lui leurs syndicats indépendants et, comme lui, elles entrent obligatoirement dans les Chambres des ouvriers et employés¹². Pour chaque catégorie de professions autonomes, une Chambre est respectivement créée, telle que la Chambre industrielle, commerciale, artisanale, des médecins, des avocats... ; mais, concurremment aux Chambres, se sont constitués les syndicats des commerçants de cuir, des industriels métallurgiques, de l'industrie du papier, des médecins, etc... L'identité des intérêts vitaux les plus élémentaires ont incité les co-professionnels à se grouper en des associations plus restreintes, plus adéquates aux buts défendus. M. le docteur Smiljanitch, vice-président du Comité central provisoire du syndicat des médecins yougoslaves, nous donne à ce sujet les explications que voici : « Dans l'ordre, écrit-il, des médecins, se produisit une stratification, résultant de trois classes distinctes. La première est composée des médecins qui sont entièrement assurés... La deuxième comprend, en général, les médecins salariés... La troisième est celle dont les médecins sont mi-embauchés, ou chômeurs... Ces trois classes sont assimilées dans un corps obligatoire : la Chambre des médecins » et il en conclut : « Il est compréhensible qu'une telle organisation manque d'élan, d'enthousiasme, d'unanimité, car elle ne dispose pas d'une commune idéologie de classes¹³. »

La paysannerie yougoslave s'assemble plus volontiers dans les différentes coopératives que dans les syndicats. Les quelques rares syndicats agricoles sont : l'association des producteurs de houblon, de betteraves à sucre, de lin, des éleveurs de bœufs, des viticulteurs. « Le mou-

12. Les plus puissantes organisations syndicales d'employés sont « La Fédération des employés de la Yougoslavie » (siège social à Zagreb; elle est affiliée par l'intermédiaire de l'Internationale d'Amsterdam à la C. G. T. yougoslave; son journal est *L'employé privé*) et « La Fédération des salariés et employés » dont le siège est à Belgrade.

13. *Pravda*, p. 5, col. 5, 6 du 4 septembre 1933, Belgrade.

vement syndical dans l'agriculture, écrit M. Dragoljoub Yovanovitch, est chez nous à son début...¹⁴. »

Dans l'unification des conditions de forme, la loi sur les associations, réunions et conciliabules du 28 septembre 1931 joue un rôle primordial. Avant elle, comme nous l'avons vu, les conditions formelles étaient régies d'une façon disparate suivant la région ou la province. Depuis 1931, tout est changé. Dorénavant, tous les syndicats yougoslaves sont subordonnés aux mêmes conditions de forme. Les principes de la loi de 1931 sont : le dépôt des statuts à l'administration du deuxième degré (la Préfecture) et l'autorisation préalable et obligatoire. « L'Administration repoussera les statuts et interdira la création d'associations professionnelles si elles sont, d'après leur nom, leur but, ou leur organisation, contraires à l'ordre ou à la morale publique » (art. 4 de la loi de 1931). L'appel contre la décision administrative défavorable est admis suivant la procédure habituelle du contentieux administratif. Le contrôle gouvernemental est fort sévère et il s'exerce avec vigueur, non seulement lors de la création des syndicats, mais encore à l'occasion des congrès et des décisions. Un délégué du gouvernement peut assister aux réunions, et il peut suspendre les décisions adoptées quand elles sont dirigées contre l'ordre public (art. 7, 8 et 10). La dissolution de l'association peut être proclamée pour les mêmes raisons que le refus d'autorisation (art. 11).

Puisque le législateur yougoslave s'était engagé dans la voie de l'unification, il n'eût pas dû s'arrêter à mi-chemin. L'article 42 de la loi de 1931 montre sa timidité. « En même temps, stipule l'article 42, toutes les règles contraires à la présente loi sont abrogées... dans la mesure où elles la contredisent. » Ce qui veut dire qu'on n'est pas sorti d'une façon définitive et absolue du labyrinthe des lois et décrets particuliers. « La nouvelle loi

14. Dr Dragoljoub Yovanovitch, *Agrarna Politika* (La politique agraire), p. 415.

— (la loi du 28 septembre 1931) — unifie simplement la procédure de création des associations et de réunion des congrès, mais elle maintient toutes les autres règles sur les réunions et les associations et la loi serbe sur les magasins...¹⁵. »

En définitive, les syndicats yougoslaves sont plutôt négligés ; ils sont réglementés avec plus de confusion que de détails. Toutefois, ces défauts sont comblés par une réglementation minutieuse des Chambres du travail.

Les Chambres professionnelles yougoslaves ne sont nullement un produit d'importation. Bien avant la loi du 28 février 1922, l'ancien royaume serbe en avait institué une à Belgrade. Cette Chambre des ouvriers serbes fut prévue par la loi de 1910 dite loi sur les magasins (art. 117). Elle réunissait tous les travailleurs manuels en vue de la représentation de leurs intérêts auprès de l'Etat et du patronat. La loi de 1922 n'avait qu'à adapter ces prescriptions aux nouveaux besoins pour les étendre ensuite à tout le territoire yougoslave. C'est ce que firent les articles 39 à 69 *a* de la loi sur la protection des ouvriers.

Quelle est la définition que la loi du 28 février 1922 donne aux Chambres des ouvriers et employés ? Pour l'avoir, il nous faut glaner dans plusieurs articles. Les Chambres du travail ou Chambres des ouvriers et employés sont des personnes morales (art. 38, al. 1) de droit public, des institutions autonomes et indépendantes (art. 38, al. 2) à base électorale (art. 41, al. 1) ; des organismes obligatoires pour tous les ouvriers et employés soumis à l'assurance-maladie et accident — ce sont, d'après la loi sur les assurances sociales du 14 mai 1922, toutes les personnes qui louent leur force physique ou intellectuelle — et qui atteignent 18 ans (art. 41, al. 1), exception faite des ouvriers et employés qui exercent une fonction publique ; ce sont enfin les représentants offi-

15. Ilija Peritch, *Les lois ouvrières en Yougoslavie* (Radnicki zakoni u Jugoslaviji), p. 141.

ciels de l'ensemble de la classe des ouvriers et employés (art. 36, al. 1) il en ressort que les syndicats et les Chambres du travail yougoslaves sont, par leur définition même, deux institutions dissemblables, deux institutions distinctes. Les syndicats sont facultatifs, jouissant d'une personnalité privée limitée. Leur nombre ne dépend que des volontés individuelles, des ouvriers et employés et des gouvernants. Les Chambres du travail ont de tous autres caractères. Elles sont des institutions de droit public ; elles sont obligatoires ; réunissant tous les ouvriers et employés ou presque. Leur nombre est limité par la loi (huit, art. 36).

La cotisation des adhérents syndicaux ne dépend que d'eux-mêmes ; s'ils ne veulent pas la payer, ils en sont dispensés, et sont alors naturellement considérés comme démissionnaires.

Pour les Chambres du travail, il n'en est pas ainsi. Les ressources indispensables à leur entretien proviennent d'une taxe prélevée sur les salaires de leurs membres, par conséquent de tous les ouvriers et employés que l'article 41, alinéa 1 de la dite loi a obligatoirement enrégimentés dans les Chambres respectives. Cet impôt, car c'est bien un impôt, ne doit pas dépasser 0,5 % des rémunérations des ouvriers et employés qui servent comme base aux prélèvements obligatoires de l'assurance-maladie (art. 62, al. 1-4).

Le principe des syndicats libres avait fait naître une multitude d'organisations professionnelles, morcelant ainsi la classe ouvrière et provoquant des oppositions entre les différents groupements ouvriers. L'homogénéité de la classe ouvrière en avait souffert. Les Chambres du travail permettent au contraire l'amalgamation dans un même organisme de tous les ouvriers salariés, laissant toutefois aux groupements syndicaux devenus inférieurs les querelles de tendances et de teinte. Leur caractère facultatif ne permit pas aux syndicats libres de s'assurer une autorité puissante, irrésistible.

Les systèmes yougoslave et luxembourgeois associent

les syndicats et les ouvriers non syndiqués dans un même organe. Aux syndicats libres se superposent les Chambres du travail, obligatoires et publiques.

La compétence des Chambres est territoriale. La loi a divisé la Yougoslavie en huit régions. Chaque région dispose d'une Chambre. Celle de la Serbie a son siège à Belgrade, de la Serbie du Sud à Uskub, du Monténégro à Podgoritzza, de la Croatie et de la Slavonie à Zagreb, de la Slovénie à Ljubljana, de la Bosnie et de la Herzégovine à Sarajevo, de la Voïvodine à Novi-Sade. Deux d'entre elles ne sont pas encore constituées, ce sont les Chambres de Podgoritzza et d'Uskub.

La constitution des Chambres du Travail est subordonnée à la loi sur la protection des ouvriers qui pose les principes généraux, et aux statuts qui devront être adoptés par l'Assemblée générale de la Chambre et homologués par le ministre de la Prévoyance sociale. La création est donc *ex lege* ; les modalités d'application sont réglementées par les statuts.

Le mécanisme et les rouages des Chambres du Travail rappellent beaucoup le système de la représentation démocratique. Chaque Chambre des ouvriers et employés comprend à titre d'électeurs tous ouvriers et employés, de l'un ou l'autre sexe, payant leur cotisation d'assurance-maladie et accident, âgés de 18 ans et dont la situation professionnelle se rattache au territoire de la Chambre considérée. L'occupation professionnelle, comme nous l'avons vu, ne doit pas avoir un caractère public (art. 36 et 41). Le nom et l'âge sont transmis par les caisses d'assurance au Comité directeur de la Chambre, chargé d'établir les listes d'électeurs. Le vote est secret et proportionnel (art. 41, al. 3). Les organes de la Chambre sont : l'Assemblée générale, le Comité directeur et le Secrétaire général. L'Assemblée générale se compose des représentants élus par les ouvriers et employés. Leur nombre varie entre trente et soixante. On les choisit parmi les ouvriers et employés de professions différentes, en tenant compte toutefois des professions les plus repré-

sentatives. L'Assemblée générale constitue en quelque sorte un parlement de classes en miniature. Peuvent être élus « députés » tous les électeurs (art. 36 et 41), citoyens yougoslaves, âgés de 25 ans révolus, et domiciliés depuis au moins un an sur le territoire de la Chambre.

La députation est une charge honorifique (art. 42), mais si elle comporte des frais, tels que perte de salaire en cas d'abstention de travail ou frais de transport, ceux-ci sont remboursés (art. 43). Le mandat de députation dure trois ans (art. 44), mais peut cesser avant ce délai. Tel est le cas lorsque l'élu décède, démissionne, perd la jouissance de ses droits civiques ou le caractère d'ouvrier salarié, ou quand il est exclu par ses camarades pour s'être mal acquitté de sa fonction (art. 45).

Le Comité directeur et le Secrétaire général sont élus par l'Assemblée générale. Ils constituent les organes exécutifs. A la tête de la Chambre des ouvriers et employés est le président de la Chambre, élu par le Comité directeur, assisté par un vice-président et un caissier, également élus par le Comité.

Le secrétaire de la Chambre du Travail est rémunéré. Il ne peut cumuler ses fonctions avec celles de membre du Comité directeur. De préférence, on désigne à ce poste un homme de loi, afin qu'il soit au courant de la politique économique et sociale. L'élection du secrétaire est soumise à la confirmation du ministre de la Prévoyance sociale (art. 58).

Les sessions de l'Assemblée générale ont lieu selon les besoins de la cause. Le droit de convocation appartient au président de la Chambre ou à son défaut aux membres de l'Assemblée générale, mais dans ce dernier cas, l'acceptation de la moitié au moins des élus est nécessaire. Les sessions sont généralement publiques.

Le Comité directeur se réunit au moins une fois par mois (art. 52). Ses résolutions sont prises à la majorité des voix. Si les voix sont partagées en nombre égal, la proposition est considérée comme rejetée.

Bref, les ouvriers et employés peuvent à leur gré voter,

s'abstenir, se présenter à l'élection. Le vote désigne les membres de l'Assemblée générale. Celle-ci, à son tour, nomme les membres du Comité directeur, ainsi que le secrétaire de la Chambre. Enfin le Comité directeur accorde sa confiance à ses élus : le président, le vice-président et le caissier de la Chambre. L'analogie entre ce système et le régime des pays démocratiques est bien curieuse. L'Assemblée générale correspond au Parlement, dont le pouvoir est statutaire ; le Comité directeur au gouvernement, doté des pouvoirs limités ; le président de la Chambre au premier ministre et le secrétaire de la Chambre au sous-secrétaire d'Etat. On a raison de dire que le système des Chambres du travail est « un petit régime parlementaire ».

On ne peut pas dire que le système yougoslave soit un régime corporatif, le patronat n'ayant rien à voir dans les Chambres du travail qui ne groupent que les ouvriers et employés. La Chambre de Travail est une Chambre propre à la classe des salariés.

La capacité juridique des Chambres yougoslaves est très étendue. Disposant de la personnalité légalement reconnue, « elles peuvent acquérir des biens, en tant qu'ils leur sont nécessaires pour les buts assignés par l'article 37 ; elles peuvent ester en justice et y être poursuivies. Les obligations assumées par les Chambres sont garanties par leurs propres biens » (art. 38, al. 1). Les devoirs des Chambres englobent la défense des intérêts économiques, sociaux et culturels des ouvriers et employés, et surtout la présentation de rapports, avis et motions aux organes directs ou indirects de l'Etat sur toutes les questions intéressant les ouvriers et employés ; le contrôle de l'application des lois ouvrières et le signalement aux pouvoirs compétents des cas de violation ; l'intervention dans l'élaboration des conventions collectives, dans les conflits du travail et auprès de l'Etat ; la surveillance des agissements syndicaux dans un esprit de bonne intelligence ; la création des œuvres sociales, etc., etc. (art. 37).

Dans les rapports avec les gouvernants les Chambres du Travail sont obligées de répondre à toutes les questions concernant leur travail quand les pouvoirs publics le leur demandent (art. 39, al. 1). Mais ce qui est le plus intéressant c'est que « les pouvoirs publics sont contraints de soumettre, avant toute sanction législative, à l'examen des Chambres des ouvriers et employés, tous les projets de la loi se rapportant directement ou indirectement aux intérêts des ouvriers et employés » (art. 39, al. 2).

Les Chambres du travail sont assujetties uniquement au contrôle du ministre de la Prévoyance sociale. Celui-ci l'exerce par l'intermédiaire des commissaires spéciaux (art. 67, al. 1).

Est-il nécessaire de dire que les Chambres des ouvriers et employés sont libérées de toutes les taxes habituellement requises par l'Etat (art. 69 a).

La dissolution des Chambres peut survenir après consultation de la part du ministre de la Prévoyance sociale, de ses organes subordonnés, quand l'Assemblée générale ou le Comité directeur sont coupables de violer d'une façon flagrante la loi sur la protection des ouvriers ou les statuts de la Chambre. Un autre cas de dissolution est prévu à la suite de la diminution des 2/3 des membres du comité directeur (art. 65). Des nouvelles élections suivent.

Toutes les chambres professionnelles de la Yougoslavie ont un secrétariat commun à Belgrade (art. 69). De cette façon, l'unité d'action est grandement facilitée.

Le jeune Etat yougoslave a donc deux organismes ouvriers bien délimités. Le syndicat, l'institution primaire, qui est à la base des Chambres professionnelles. Les élections qui ont lieu tous les trois ans se font sous la direction des syndicats et, avant tout, de ses dirigeants. Les listes des candidats sont présentées par les confédérations des différents syndicats. L'idéologie des syndicats décide les ouvriers et les employés à voter pour tel ou tel candidat, suivant qu'il est présenté par tel ou tel syndicat.

Pour l'action publique, le syndicat reste derrière les Chambres, il n'est qu'un groupement officieux. Le syndicat est une association purement professionnelle ; les principes des syndicats libres et facultatifs y sont évoqués. Leur contenu est celui des syndicats libres de France, de Belgique ou d'Angleterre.

La Chambre professionnelle est une institution publique, obligatoire, un organisme de coordination. Bien que la Chambre professionnelle soit juxtaposée aux syndicats, elle ne les écrase pas. Les uns et les autres peuvent vivre ensemble sans trop se gêner, si toutefois le réformisme des Chambres n'étouffe pas la fougue insoumise des syndicats ¹⁶.

L'auteur de la monographie sur la législation en matière d'association professionnelle du Grand Duché de Luxembourg écrit à juste titre « ... on peut dire que

16. Il est bon d'exposer le mécanisme des Chambres professionnelles et des syndicats yougoslaves, mais il est mieux de parler le langage de la vérité. C'est pour cette raison qu'il faut rappeler que plusieurs lois spéciales pour la protection de l'Etat arrêterent le libre mouvement de l'idéologie syndicaliste. Les années troubles telles que 1920, du mouvement communiste et 1929 de la crise politique ébranlèrent pour un moment l'activité déployée par les syndicats et les Chambres professionnelles. Il est probable que « la sécurité de l'Etat et l'uniformité de la vie économique feront disparaître les restrictions et les derniers obstacles » (*La liberté syndicale*) et que la vie syndicale reprendra son cours normal.

(Note, — Yougoslavie). Actuellement les syndicats communistes sont illégaux mais à part ceux-là il y a huit confédérations nationales : « Ujedinjeni Radnicki Sindikalni Savez Jugoslavije » (L'Union des Syndicats yougoslaves) avec 42 fédérations nationales. Son syndicalisme est celui de la social-démocratie d'Amsterdam. « Opci Radnicki Savez Jugoslavije » (l'Union générale des ouvriers de la Yougoslavie) ; sa tendance est faciste. « Opci Radnicko, Namestenicki Savez Jugoslavije » (l'Union générale des ouvriers et employés de la Yougoslavie) avec la tendance réformiste. « Jugoslovensko Strukovna Sveza Delavska » (l'Union du travail yougoslave) ; sa doctrine est celle des syndicats chrétiens sociaux. « Jugoslovenski Nacionalni Radnicki Sindikati » (Les Syndicats ouvriers nationaux yougoslaves). Les syndicats qui entrent dans cette dernière confédération prêchent le syndicalisme jaune. « Jugoslovenski Strukovni Radnicki Savez » (l'Union des syndicats yougoslaves) ; les syndicats chrétiens sociaux sont ses membres. « Jugoslovenska Radnicka Zajednica » (La Communauté des ouvriers yougoslaves) ; son syndicalisme réformiste. Enfin « Narodni Radnicki Savez » (l'Union populaire des ouvriers, le syndicalisme jaune). Les chiffres des syndiqués de chacune de ces confédérations nous manquent mais nous pouvons donner des chiffres sommaires des membres des Syndicats libres au 31 décembre 1931 : 36.412 adhérents ; des Syndicats confessionnels 3.800 adhérents et des autres syndicats 5.500 adhérents, au total 45.712 membres.

l'institution des Chambres professionnelles constitue une réalisation des plus hardies en matière de représentation directe des intérêts professionnels... »¹⁷. En effet, le système yougoslave et le système luxembourgeois offrent aux esprits désireux d'expériences sociales un nouvel édifice de construction syndicale encore très peu éprouvé par la courte pratique et l'observation continue.

Il est préférable que, les intérêts des ouvriers et des employés étant éparpillés entre les nombreux syndicats, les Chambres professionnelles puissent arriver à les souder dans un seul intérêt de classe.

Les syndicats, par leur objet final, sont plus ou moins révolutionnaires. Ils se présentent comme des lutteurs de l'avant-garde prolétarienne. Les agitateurs syndicaux y trouvent un champ fertile à leur démagogie et aux promesses nébuleuses. Les syndicats se voient bien souvent poussés aux luttes subversives et aux bouleversements, perdant ainsi le contact avec les besoins immédiats.

Les Chambres du Travail, au contraire, s'occupent principalement des besoins matériels, des acquisitions immédiates, des lois sociales et deviennent, de ce fait, progressivistes et réformistes. Les revendications sont formulées et transmises dans un esprit d'apaisement et de transition.

Les pouvoirs, à leur tour, sont plus disposés à entrer en pourparlers avec les organisations ouvrières d'esprit conciliant qu'à se laisser surprendre par l'insoumission des syndicats, prodigues en réclamations et en doléances ayant toujours une arrière-pensée révolutionnaire.

L'utilité des deux institutions simultanées ne fait pas de doute. Les syndicats libres tiennent en haleine les espérances, et les Chambres professionnelles montrent les possibilités immédiates. Le syndicat groupe les individus d'après la profession et les préférences idéologiques ; la Chambre professionnelle d'après le fait d'appartenir à la classe des ouvriers et employés, prise d'une façon

17. *La liberté syndicale*, t. II, p. 289.

plus large, ayant des exigences immédiatement réalisables.

En France, la C. G. T. est considérée comme le représentant qualifié des intérêts ouvriers. Pourquoi la C. G. T. plutôt qu'une autre ? Tandis que le système des Chambres professionnelles présente cet avantage d'offrir à l'Etat un délégué autorisé de l'ensemble des ouvriers et employés.

L'autonomie accordée aux Chambres des employés et ouvriers, nécessaire et même indispensable, ne fait pas de celles-ci des services publics, mais des personnes de droit public, indépendantes et pleinement responsables de leurs actes. En outre, les Chambres professionnelles assurent la stabilité et la continuité de la défense et de l'amélioration du sort de l'ouvrier et de l'employé. Le syndicalisme, de ce fait, peut se consacrer au développement purement idéologique de ses membres. L'avance spontanée dans ce sens est grandement facilitée par l'absence de soucis concernant les menus devoirs syndicaux.

Le système yougoslave et luxembourgeois étant tout récent et ayant peu servi, ne permet pas qu'on se prononce nettement sur son efficacité. *Mais on peut craindre que l'activité syndicale ne s'efface devant l'activité des Chambres professionnelles et que le syndicat, par ce fait même, ne perde sa raison d'être.*

CHAPITRE V

LES RÉGIMES JURIDIQUES DES SYNDICATS COLLABORATEURS DE CLASSES

« Les syndicats, ne sont que des cellules étatiques dans lesquelles le parti fasciste assure sa dictature de fer; elles sont protégées dans l'Etat corporatif et vivent dans l'orbite du fascisme. »

(Tirée du discours du 31 juillet 1926 de M. Benito Mussolini.)

Devant le problème syndical, tel qu'il se posait de par sa force de réalisme économique et de par sa volonté de persister et de s'affirmer, quelques Etats ont pris une position nettement anti-syndicaliste et y ont apporté des dispositions législatives qui transformèrent les syndicats libres, indépendants et facultatifs en organes du droit public, en organisme corporatiste. Le signal d'alarme contre les aspirations légitimes des syndicats fut donné premièrement en Italie, ensuite en Espagne, Roumanie, et tout récemment en Allemagne et en Autriche ¹.

Le corporatisme fasciste fut traité assez longtemps comme un phénomène purement italien, pour ne pas dire un phénomène de la Renaissance « romaine ». Cependant, il eût une bonne publicité grâce à l'incompréhension du dit corporatisme. Au lieu d'y voir un fait de réaction susceptible de naître et de se répandre dans tous les Etats du capitalisme à bout de souffle, on y voyait un spécimen curieux spécifiquement fasciste, ne pouvant s'enraciner dans d'autres pays. Et si, aujour-

1. Bien que ces deux derniers pays ne sont qu'au début de l'ère corporatiste, les signes du fascisme s'y font nettement percevoir.

d'hui, on se le dispute (voir les différentes couleurs de chemises telles qu'au Portugal, en France, en Angleterre, en Irlande...) l'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie et l'Espagne, sans parler des régimes politiques semi-fascisés de l'Europe balkanique et de l'Amérique du Sud, se sont engagées plus résolument dans la marmite bouillonnante du fascisme dont les termes, hitlérisme, dollfussisme, différent, mais portent son honorable étiquette de fascisme, tant envié et convoité par tous les éléments de la gent réactionnaire.

En ce qui nous concerne, le corporatisme italien, ou les corporatismes de son inspiration, sont apparemment et généreusement appliqués hors d'Italie, en Espagne, dite sociale-chrétienne, et en Roumanie.

Qu'est-ce donc que le corporatisme ?

M. Nitti, ne ménageant pas les termes, s'exprime ainsi : « Au lieu de prendre les ouvriers par la main et de les persuader, il est plus simple de les prendre par la gorge. »² En termes plus descriptifs, le corporatisme est la rupture de l'évolution spontanée de l'émancipation syndicaliste et de son aboutissement logique aux cadres syndicaux de l'affranchissement du travail. Juridiquement parlant, les syndicats à base de liberté individuelle et d'usage du droit d'association sont crûment remplacés par les organismes obligatoires, publics et de collaboration de classes imposée et forcenée. Plus d'associations autonomes, plus de défenseurs indépendants des intérêts professionnels, mais des encerclements dérivant de la contrainte et de l'obligation, des charpentes rigides et strictement délimitées.

De l'évolution générale en matière syndicale se sont donc détachés des obstruteurs qui ont intégré les syndicats dans l'armature de l'Etat, enlevant toute possibilité à ceux-là de se faire reconstituer ou de se faire entendre. Ces Etats ont brusquement rompu avec ceux dont ils partageaient les tendances hier, et ont mis un terme au

2. Nitti, *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*, p. 64.

libre développement des associations d'essence professionnelle, devenant ainsi les seuls et les irréfutables juges de vérité officielle ou de vérité tout court. La lutte de classe est désormais considérée comme une atteinte à la sécurité de l'Etat absolutiste, comme sa dégradation, voire même, et ce n'est pas moins vrai, comme le fait qui peut sonner son glas. La collaboration de classes est portée à un tel point que chaque contestation verbale ou d'action réelle est sanctionnée comme un crime contre la nation et son intégrité. Pour garantir cette collaboration et préserver le national-chauvinisme, on a institué les corporations, la juridiction du travail obligatoire, les syndicats publics.

Successivement, nous présenterons les trois législations corporatistes : celle de l'Italie, de l'Espagne et de la Roumanie, pour mentionner sommairement, autant que les lois positives nous le permettent, les systèmes corporatistes de l'Allemagne et de l'Autriche.

L'Italie ³. — Le fascisme est né de la volonté de conjurer par exorcisme et de diriger par la violence de la riposte la résistance contre le léninisme, la social-démocratie, le pacifisme, l'individualisme, la démocratie politique et économique. Le leit-motiv fut l'ogre bolcheviste ; la marche sur Rome celui du scénario ou du canevase révolutionnaire. ⁴

Il y a douze ans que la première dynastie fasciste

3. Dissocier la doctrine fasciste du corporatisme des institutions du même nom est vouloir faire une double et inutile description d'un seul et même fait. Le fascisme est dans les institutions ; hors d'elles il ne représente rien, sinon une anomalie, un engouement, un snobisme : les lois sont la force du fascisme. Sans possibilité de légiférer, la doctrine fasciste est impuissante. Il est donc logique de faire une démonstration de la doctrine fasciste par l'exposé des institutions ayant reçu son empreinte. Ni plus ni moins, la doctrine fasciste, est la résonnance des institutions portant le même frontispice ; l'autre ne sera qu'un vain verbiage de salon ou un dictionnaire de termes habilement alignés. Pour ne pas nous répéter, nous ne séparerons donc pas la doctrine des faits, la structure juridique de la conception fasciste, ce n'est à titre d'introduction, autrement dit à titre de preuve des allégations que nous venons de faire.

4. Gorgolini Pietro, *La Révolution fasciste*.

s'installa au pouvoir. Depuis le mois d'octobre 1922, elle menace le milieu doctrinaire du vieux monde ; depuis peu, elle triomphe dans les fauteuils gouvernementaux des autres pays.

« Le fascisme n'a pas de doctrine »⁵ a écrit Nitti ; Mussolini lui-même a dit : « Toute doctrine est une prison », c'est justement pour cette raison que la doctrine fasciste ne se compose que d'une mystique, de nombreuses lois sanctionnant généreusement l'emploi de la violence, de la biographie et de la bibliographie de son promoteur Duce. Reprenons, élément par élément, chacun de ses composants.

L'archi vieille mystification du nationalisme intégral s'empare de nouveau des débris épars des patriotes-chauvins, créant un étourdissement sans égal. « On y retrouve tous les germes de la violence, l'esprit de réaction, l'antisémitisme, la xénophobie, les vieilles formes du cléricalisme. »⁶ Bref, un ensemble d'anachronismes erronés est la plate-forme doctrinale du fascisme. Ce spiritualisme confessionnel, car il n'a rien du matérialisme, procède à l'éducation des esprits, dite « bourrage de crâne », en vue du militarisme impérialiste. Un tel décalogue du mysticisme fait renaître les dévotions repoussées par la science, se plaçant hors du domaine de l'évolution scientifique actuelle.

Les lois fascistes, provenant de l'Etat-major fasciste, du directoire du parti fasciste, du Grand Conseil fasciste, etc. (on remarque que le mot fascisme se répète sans cesse) sont nées d'un Etat militaire dans lequel on a voulu voir un Etat corporatif italien ou un Etat économique, tout au moins un Etat dualiste économico-politique. A présent, ce n'est qu'un Etat militaire « incapable de se placer au-dessus des forces syndicales ; il essaie de les annuler ; il corrompt les chefs syndicalistes ; il décore les chefs du syndicalisme patronal ; il

5. Nitti, *Bolchevisme, Facisme et Démocratie*, p. 88.

6. *Idem*, p. 45.

agit avec eux comme avec les chefs des comités électoraux »⁷. Que ce soit un Etat militaire, M. de Stafani, ancien ministre aux Finances fascistes, nous en donne l'affirmation : « Le rapport, disait-il, entre le citoyen et la nation est du même type idéologique et éthique que le rapport entre le soldat et l'armée... »⁸ L'irréductible adversaire du fascisme, l'irréconciliable M. Nitti définit ainsi l'Etat fasciste : « Actuellement, en Italie, c'est seulement la personne de Mussolini et de quelques-uns de ses amis ou partisans. »⁹ Les lois qu'un tel Etat totalitaire, absolutiste, absorbiste et policier édicte sont, on s'en aperçoit aisément, absolument dépourvues de légalité démocratique. On les subit, mais on ne les a pas faites. De cette façon la plus simpliste et la plus courte, l'Etat fasciste « tend à n'être qu'un appareil militaire, policier et juridique, qui abolit la vie civique et la vie syndicale pour laisser le champ libre à une bourgeoisie d'affaires »¹⁰.

Le troisième élément de la doctrine fasciste, non moins important, est la biographie et la bibliographie de Benito Mussolini. Quel que soit l'écrivain sur le fascisme, il est toujours tenté de rappeler la vie de Mussolini¹¹, de s'y arrêter longtemps et de parler de sa carrière doctrinaire et politique. M. André Revetz, rédacteur en chef de l'A. B. C. de Madrid, avait interviewé M. Mussolini sur ses fondements éducatifs dans la question de doctrine. Nietzsche, William James et Sorel sont ses maîtres avoués. « C'est à Georges Sorel que je dois le plus, c'est à ce maître du syndicalisme qui, par ses rudes thèses sur la tactique révolutionnaire, a contribué, de la façon la plus décisive, à former la discipline, l'énergie et la puissance

7. Valois Georges, *Le nouvel âge de l'humanité*, p. 74.

8. Bergamo Mario, *De l'Etat barbare ou l'arbitraire comme conception juridique dans la législation fasciste*, citation, pp. 16-17.

9. Nitti, *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*, p. 81.

10. Valois Georges, *Le nouvel âge de l'humanité*, p. 142.

11. Sarfatti Marguerite, *Mussolini, l'homme et le chef*, préfacé par M. Mussolini. Traduit par Croci et E. Marsan.

des cohortes fascistes »¹². En effet, Mussolini a utilisé Sorel pour brider le Sorélisme ; cela n'enlève rien à la possibilité de détournement d'une doctrine, au contraire, cela prouve les multiples usages d'une conception doctrinale, de même que la culpabilité du faussaire. « Le parti fasciste est né aux premiers jours de 1919 comme organisation personnelle de Mussolini, directeur du *Popolo d'Italia*, ancien socialiste révolutionnaire, ancien neutraliste, ancien interventionniste »¹³, aujourd'hui nationaliste farouche. Le Duce a changé toutes les couleurs pour s'arrêter à l'étendard du patriotisme chauviniste¹⁴.

Dans le programme fasciste, quand Mussolini était républicain révolutionnaire, du mois de mars 1919, l'article 12 était ainsi conçu : « ...l'exploitation des industries, des transports et des services publics... » doit être « confiée aux syndicats des techniciens et travailleurs ».

Les écrits de M. Mussolini consistent, en grande partie, dans des articles de presse et dans des discours¹⁵. Sa doctrine se résume ainsi, à son propre dire : « Tout est dans l'Etat, et rien n'est dehors et surtout rien n'est contre l'Etat » ; « Une conception spiritualiste, née de la réaction générale du siècle présent contre le positivisme matérialiste et dégénéré du XIX^e siècle. »¹⁶ Cet homme « providentiel » transforma l'esprit italien, institua la dictature, écrasa le syndicalisme libre et inspira la législation corporatiste. Il en résulta le mussolinianisme, qui, pour être caractérisé brièvement, peut se résumer en une pensée de Pascal : « Certains auteurs, écrivait Blaise Pascal, parlant de leurs ouvrages, disent : mon livre, mon commentaire, mon histoire, etc. Ils vantent

12. *Le Temps* du 12 avril 1926, p. 1, c. 6. Voir pour les prophéties de Sorel au sujet de Mussolini dans *Georges Sorel* de M. Pirou.

13. B. Buozzi et V. Nitti, *Facisme et Syndicalisme*, p. 70.

14. Francesco Luigi Ferrari, *Le régime fasciste italien*.

15. Benito Mussolini : *Le Fascisme, Doctrine, Institution*; *Les paroles italiennes*; *Mussolini parle* (les principaux passages des écrits et des discours, réunis et traduits par Suzanne Dauguet-Gérard); *Mon Journal de guerre*, etc.

16. Mussolini, *Le Fascisme, Doctrine, Institution*, p. 14.

leurs bourgeois qui ont pignon sur rue... Ils feraient mieux de dire : notre livre, notre commentaire, etc., vu que, d'ordinaire, il y a plus en cela du bien d'autrui que du leur »¹⁷.

Quelle est cette législation du corporatisme fasciste ? La formule que M. Brèthe de la Gressaye nous donne est, à ce sujet très heureuse : « Le syndicat obligatoire dans l'Etat corporatif »¹⁸. Pour nous rendre plus clairs, nous l'expliquerons par toutes les modalités et les détails nécessaires.

L'Italie préfasciste, libérale, n'ignorait pas les mouvements syndicaux libres. Le 4 février 1899, la liberté d'association fut reconnue ; la grève et lock-out firent lentement leur chemin. La Confédération générale du Travail à tendance nettement sociale-démocrate, fut instituée en 1906. Le sorélisme aboutit à l'Union syndicale, en 1907. Les doctrines sociales-chrétiennes groupèrent les ouvriers dans la Confédération syndicale chrétienne. Après la guerre, une partie d'ouvriers organisa la Confédération bolcheviste. Le premier syndicat fasciste naquit au moins de janvier 1921, à Ferrare.

Comment justifie-t-on l'apparition du parti fasciste, par conséquent de syndicat fasciste ? On a l'habitude d'évoquer à propos l'activité syndicale qu'on appelle activité bolcheviste, entre 1919 et 1922. Ce sont les années troubles. La terre et les usines furent assaillies, en partie occupées, il est vrai, mais on gonfle démesurément ce fait.¹⁹ Il ne faut pas y voir le danger imminent que le fascisme seul avait écarté, car les gouvernants d'alors parvinrent à apaiser les luttes et à l'emporter sur les agissements bolchevistes. Que cela ne soit pas une hypothèse gratuite, mais un fait le prouve, la lecture du *Popolo d'Italia* du 2 juillet 1921. Mussolini lui-même y a écrit ceci : « Vouloir soutenir qu'il y ait encore un

17. Pascal, *Les Pensées*, p. 17, n° 35, l'Edition Bossut, supplément 2.

18. *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 215.

19. Voir : Sfortza, *Les dictateurs et les dictatures*; F.-L. Ferrari, *Le Régime fasciste italien*.

danger bolcheviste en Italie équivalait à vouloir échanger pour des raisons d'intérêt la peur contre la volonté. *Le bolchevisme est vaincu...* »²⁰.

Parallèlement à l'ascension du mouvement politique fasciste, le syndicalisme corporatiste s'accroissait en nombre et en importance. Venu au pouvoir, le fascisme ne pouvait pas anéantir d'un seul coup l'édifice syndical bâti depuis des années et des années, il dut se faire d'après le modèle des syndicats antérieurs, pour procéder à l'absorption de la Confédération de l'agriculture, passant ensuite aux émiettements des autres centrales syndicales²¹. La part de la légalité fut assurée à deux reprises. Premièrement, par l'accord du Palais Chigi du 19 décembre 1923 qui permit d'entrevoir la prochaine fin du syndicalisme libre et l'existence légale des seules associations professionnelles fascistes. Deuxièmement, par l'accord de Vidoni, du 2 octobre 1925, qui se prononce résolument sur le monopole de la représentation

20. Buozzi et Nitti, *Fascisme et syndicalisme*, citation, p. 67.

21. « La pacification des syndiqués et des syndicats » fut des plus douces. Le rapport de la Confédération générale del Lavoro italiana, soumis au premier ministre italien dit à ce sujet ceci : « Loin de s'apaiser, l'acharnement des fascistes contre les syndicats fédéraux et contre les hommes qui les dirigeaient se manifesta avec plus d'intensité et d'âpreté » (p. 4).

Ni le passé syndicaliste de Mussolini, ni la force réelle des syndicats confédéraux, ni le Traité de Versailles n'empêchèrent les gouvernants de créer un état de marasme contre les non-facistes. Un exemple va nous illustrer cet état de choses. Dans la province d'Emilie — l'espèce de Molinella —, « Ce qui est arrivé et qui arrive aujourd'hui encore à Molinella pourrait donner matière pour des volumes de dénonciations. Tous les locaux des organisations confédérales ont été occupés; les boycottages ne se comptent pas; les persécutions sont inouïes. Des bâtonnades se poursuivent quotidiennement; sans trêve ni mesure; on menace et on frappe sans distinction les hommes et les femmes, les enfants et les vieux, les mutilés et les veuves de guerre. Il suffit d'être affilié aux syndicats confédéraux pour être condamné à la bastonnade. En janvier 1923, vingt personnes au moins ont été frappées de la sorte » (p. 41-42).

Ce n'est qu'un des cas nombreux où les bandes fascistes agirent par voies de fait sur les organisations syndicales et les syndiqués des autres tendances. Milan et ses environs, provinces de Cond, Piémont, Ligurie et beaucoup d'autres, surtout les centres industriels, furent les scènes de massacres, d'incendie, de dégradations de toutes sortes.

En terminant le rapport la Confédération générale del Lavoro italiana, s'exprime ainsi : « Les faits que nous venons de citer ne représentent qu'une partie minime des violences (heureusement) qui ont été consommées et qui se renouvellent sans cesse » (*Pour la défense de la liberté*, édition de la F. I. S.).

ouvrière, pour les syndicats fascistes (ils groupaient, à ce moment, 2 % d'ouvriers)²². « Sur ces ruines — (celles des syndicats social-démocrates, soréliens, sociaux-chrétiens et communistes) — naît, artificiel et arbitraire avec son caractère totalitaire, le syndicalisme d'Etat fasciste. »²³ La loi organique sur les syndicats et les rapports collectifs du travail fut projetée dans le grand Conseil fasciste, le 7 octobre 1925, et promulguée le 3 avril 1926. La réglementation du corporatisme intégral fut abandonnée et laissée pour plus tard. Donc, une réglementation fragmentaire du régime corporatif prit place (ce n'est que par les décrets du mois de mai 1934 que huit corporations virent jour, bien que l'Italie fasciste porte le louable emblème de l'Etat corporatif depuis bien longtemps, il n'est pas encore, même après douze ans, tout à fait réalisé). Cette loi comporte trois principes fondamentaux²⁴ :

1. L'autorisation préalable des syndicats uniques par catégorie, ayant la charge de représenter la profession sans aucun autre rival.

2. La convention collective est obligatoire pour tous les membres d'une même profession ; elle doit être passée par le syndicat détenteur du monopole de la représentation professionnelle.

3. Les litiges collectifs du travail tombent dans la compétence de la juridiction obligatoire. Ainsi la grève et lock-out deviennent illicites.

Il n'est pas difficile de reconnaître que cette réglementation, diffère énormément, profondément de ce que nous avons vu dans la législation en matière des syndicats libres. Avec celles de la Yougoslavie et du Luxembourg elle a un point commun et, c'est de bien loin, le caractère public des organisations professionnelles. Les pays à la législation obligatoire du travail ont évidemment

22. Buoizzi et Nitti, *Fascisme et Syndicalisme*, p. 133.

23. *Idem*, p. 139.

24. *La liberté syndicale*, t. IV, p. 46 et suivantes; *La réforme syndicale en Italie*; *Série législative*, It. 2 et 5, t. VII.

une communauté avec la réglementation italienne : c'est l'illégalité des grèves et lock-outs.

Passons en revue les trois principes ci-dessus énumérés.

Pro forma, trois conditions sont exigées pour la reconnaissance légale des syndicats (art. 1)²⁵:

a) Les associations patronales qui demandent la reconnaissance doivent certifier que les employeurs, futurs membres, « emploient au moins le dixième des ouvriers travaillant dans les entreprises de l'espèce, pour laquelle l'association est constituée » ; quant aux syndicats des travailleurs « les ouvriers qui y sont inscrits, représentent au moins le dixième des ouvriers de la catégorie pour lesquels l'association est constituée »...

b) Outre les buts économiques l'association doit se proposer des fonctions « d'assistance, d'instruction, d'éducation morale et patriotique à l'égard de ses membres ».

c) Le dirigeant syndical, aussi bien que les membres ordinaires (art. 4), doivent offrir « des garanties de leurs capacités, de leur moralité et de leurs convictions patriotiques ».

Bref tout se réduit à être fasciste avant d'entrer dans un syndicat ou de se mettre à sa tête²⁵. Le décret royal approuve la légalité du syndicat après la proposition du... « ministre compétent de concert avec le ministre de l'Intérieur, le Conseil d'Etat, entendu » (art. 4). Les considérations d'ordre politique président au triage des demandes de constitution des membres initiateurs des futurs syndicats. Ce *modus vivendi* fasciste inspira à M. Ferrari la suggestion de la définition d'un syndicat : c'est « une association dont l'existence juridique dépend du caprice, mieux que de la volonté des gouvernants, qui doit accepter les dirigeants imposés par la toute-puissance de l'exécutif, qui ne jouit d'aucune autonomie, une association dont le gouvernement peut modifier à son

25. Exception faite des fonctionnaires qui ne peuvent jamais avoir leurs syndicats (l'art. 11, l. du 3 avril 1926).

gré les statuts, les règlements, les chefs... »²⁷. Nous ne voudrions pas paraître à qui que ce soit ni pamphlétaires ni partiaux, c'est pourquoi nous abuserons peut-être de citations, mais c'est en raison, et uniquement pour cela, de la vérité que nous avons voulu trouver dans les arguments mêmes de partisans du fascisme, pour approuver les idées émises, sarcastiquement quelquefois par ses adversaires. Voilà par exemple ce qu'on lit dans le rapport présenté à la Chambre des Députés par le rapporteur de la loi du 3 avril 1926, M. Belloni. « Nous n'hésitons pas s'écria-t-il au Parlement italien, à reconnaître qu'en *aucun pays* (souligné par nous) les associations syndicales ne sont soumises à un contrôle d'Etat aussi rigoureux que celui qui est prévu dans le présent projet »²⁸. Les syndicats non fascistes, les syndicats neutres comme les syndicats anti-fascistes sont proscrits dans le pays d'outre Alpes. Un pareil syndicat perdra vite son élan ; le manque de combativité va lui enlever la grande marque qui est l'empirisme, le dynamisme. La vie de ces syndicats s'anémie, tôt ou tard elle dégénérera sous le poids du bureaucratisme et de la routine archiviste.

M. Mussolini a écrit dans *Encyclopédia italiana* l'article sur la doctrine fasciste et entre autres il y élève un monument au fascisme qui... « est contre le syndicalisme de classe »²⁹. Tandis que la loi du 3 avril 1926 reconnaît expressément le syndicalisme de classe : « les associations dont il s'agit aux articles précédents (les articles 1 et 2 sur les syndicats d'ouvriers, d'employés et des professions libérales) ne peuvent comprendre que des patrons seulement ou seulement des ouvriers » (art. 3, al. 1). Est-ce une contradiction, assurément, mais peu importe. Ce n'est qu'une preuve parmi tant d'autres de non conformité avec la vie réelle : en fait la réalité était plus forte que la plume du patron, du

27. F. L. Ferrari, *Le Régime fasciste italien*, p. 259.

28. *La Réforme syndicale en Italie*, p. 83.

29. *Le Fascisme, Doctrine, Institution* (les traducteurs sont inconnus) p. 21.

« créateur ». Cela ne change en rien les desseins pré-établis, c'est-à-dire l'impuissance des syndicats qui n'ont pas reçu l'encens fasciste et la soumission des syndicats ouvriers aux syndicats patronaux que M. Valois a si bien exprimée dans *Le nouvel âge de l'humanité* en disant que « le syndicalisme ouvrier l'envahit (l'Etat) par le nombre. Le syndicalisme patronal le gagne (l'Etat) par l'argent. L'argent l'emporte tout d'abord, et l'argent achète la force de l'Etat contre le syndicalisme ouvrier »³⁰.

Il y a encore une injustice, malheureusement elle n'en est qu'une parmi beaucoup d'autres. L'article 6 *in fine* dit ceci : « en aucun cas ne peuvent être reconnues les associations qui, sans l'autorisation du gouvernement, ont de quelque façon des rapports de discipline ou de dépendance avec des associations de caractère international ». La suspension des relations entre les syndicats ouvriers italiens et ceux de l'étranger est conçue en raison de la défense de la solidarité nationale ; au contraire pour les trusts, concernes, puls ou tout autre organisme de concentration horizontale ou verticale, non seulement les rapports internationaux ne sont pas proscrits, mais ils sont favorisés et on justifie cela par un argument de solidarité nationale. Il est bon de dire que la solidarité nationale est plus forte et que la solidarité internationale l'est moins, mais il n'est pas compréhensible que la suspension des relations pour les premiers soit faite en raison de la solidarité nationale et que pour les seconds l'autorisation soit donnée au même titre ! Il est bien superflu de signaler cette inégalité de traitement entre les organisations ouvrières et les organisations patronales : le fait est aussi apparent que possible.

Un syndicat, qu'il soit ouvrier ou patronal, légalement reconnu est considéré comme représentant officiel de la catégorie qu'il englobe. Le dit syndicat est l'institution publique et comme telle il représente « tous les patrons, ouvriers, artistes et personnes exerçant les professions

30. *Le nouvel âge de l'humanité*, p. 75.

libérales de la catégorie... qu'ils y soient inscrits ou non, dans l'étendue de la circonscription territoriale où elles opèrent » (art. 5, al. 1). L'innovation du système italien analogue sur ce point au système soviétique, est l'obligation de se soumettre aux règlements syndicaux des organisations professionnelles uniques dans les circonscriptions et la non obligation d'entrer dans le cadre syndical. Le pouvoir syndical est plus étendu en Italie que dans les pays du vieux continent (en général). Il consiste dans la possibilité de réglementer la profession, en particulier de passer les conventions du travail qui deviennent obligatoires pour tous les membres de la profession. De plus un syndicat dispose de la faculté d'imposition ou de taxation qui ne doit pas excéder « pour les patrons la rétribution d'une journée de travail pour chaque ouvrier employé par eux, et pour les ouvriers, artistes et personnes exerçant une profession libérale, la rétribution d'une journée de travail » (art. 5, al. 2). Pour le recouvrement de ces contributions « on appliquera les dispositions établies par la loi sur le recouvrement des impôts communaux... » (art. 5, al. 4).

Tout exercice des droits et devoirs prévus par la loi du 3 avril 1926, aussi bien que par le règlement d'application du 1^{er} juillet 1926, qui la complète, est réservé uniquement aux associations légalement reconnues. Quant aux syndicats de fait, auxquels l'article 12 fait allusion, ils n'ont aucune fonction légale, aucune attribution les dotant d'une action légale sur la marche de la profession ou de son contrôle. Les syndicats de ce genre ne sont que des illusions quand on sait que « ne pas adhérer au fascisme et à ses syndicats c'est de la provocation »³¹, ou que le contrat conclu par eux est nul (art. 47). Le syndicat reconnu, le syndicat favori, a tous les pouvoirs et le syndicat de fait n'en a aucun. Le premier, et seulement lui, peut conclure les contrats, ester en justice, représenter les catégories professionnelles devant l'Etat

31. Buoizzi et Nitti, *Fascisme et syndicalisme*, p. 106.

et ses organes, faire placer la main-d'œuvre, créer les institutions d'assistance, d'assurance ou de prévoyance. Le second reste un spectateur oculaire mais totalement muet. La nécessité de l'organisation de la profession ne fait plus de doute, tout le monde est unanime à ce sujet, seulement alors « qu'après la guerre la liberté syndicale a été reconnue à peu près par toutes les législations, en conformité des principes posés par le Traité de Versailles, l'Italie revient au régime de l'autorisation administrative, et même l'aggrave puisque la reconnaissance légale ne peut être accordée qu'à un seul syndicat par profession »³². Le pire dans la reconnaissance légale d'un syndicat, c'est que l'acte qui lui est relatif, est un acte discrétionnaire ; même, donc, si les conditions légales sont satisfaites, l'autorisation peut être refusée pour des raisons purement politiques ce qui veut dire arbitraires. Et si encore un recours pour excès de pouvoir pouvait être utilisé, le mal serait moins grave, mais sur ce recours la loi fait silence.

L'organisation intérieure du syndicat est réglementée par l'article 7. Le syndicat fonctionne sous la direction d'un secrétaire ou d'un président. La nomination ou l'élection de ces dirigeants « n'a pas d'effet si elle n'est pas approuvée par le décret royal, sur la proposition du ministre compétent, de concert avec le ministre de l'Intérieur. L'approbation peut être retirée à tout moment » (art. 7, al. 2). Tout se traduit donc en réalité par le contrôle sévère de cette puissance, de ce manie-tout qui est la volonté du parti politique fasciste. Etant service public le syndicat fonctionne comme une entreprise publique non autonome. La vie syndicale est un dérivatif de la vie du parti fasciste ; ayant par conséquent les pouvoirs d'une succursale, elle est sous la surveillance constante des gouvernants. L'organe secondaire des syndicats est le conseil de direction (art. 8, al. 1). Les dirigeants poli-

32. B. de la Gressay, *Le Syndicalisme. l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 217.

tiques peuvent « dissoudre les conseils de direction des associations et concentrer tous les pouvoirs entre les mains du président ou du secrétaire » (art. 8, al. 3). Dans les cas jugés comme particulièrement graves on peut confier l'administration syndicale à un commissaire nommé par le gouvernement.

Sur un point le législateur italien ne se montre pas avare. Les associations professionnelles d'après l'article 6, al. 1, peuvent s'étendre sur le territoire de la commune aussi bien que sur celui de l'arrondissement, ou de la province ou même de la région, inter-région et nation.

Au-dessus des syndicats ordinaires s'élève la fédération et ensuite la confédération des syndicats. Rien de spécial n'y est à retenir sinon que les mêmes règles qui sont appliquées pour les syndicats se rapportent à elles. Antérieurement à la décision du Comité corporatif du 9 mai 1934 il y avait 13 confédérations ouvrières, 6 ouvrières, 6 patronales et une des professions libérales ; désormais il n'y en aura que 9.

Les organes de la Confédération générale des syndicats fascistes sont : le Congrès national qui se réunit tous les deux ans ; il se compose des délégués des syndicats provinciaux ; le Président élu par le Congrès national — il est l'organe exécutif permanent, c'est lui qui est le trait d'union le plus important entre les syndicats et le parti fasciste aussi bien qu'avec les institutions internationales admises par le fascisme ; le Comité exécutif et enfin le Directoire national ³³. Le contrôle rigide qui s'exerce antérieurement à la création de syndicats, fédérations, confédérations est suivi d'une surveillance vivace — suivant la compétence du territoire que l'association comporte — soit du ministre, soit du préfet (art. 8, al. 2). ou du Conseil administratif provincial. Partout les trois mots en vogue sont appliqués à la lettre : « ordre, hiérarchie et discipline » ³⁴. Même dans l'ordre contractuel la hié-

33. Voir pour les détails : *La liberté Syndicale* T. IV.

34. *Mussolini parle*, réunit et traduit par Suzanne Dauguet-Gérard, p. 290.

rarchie administrative a remplacé la liberté dans la conclusion des conventions collectives. En effet, l'administration supérieure dispose d'un contrôle et d'une autorisation à l'égard des contrats qui ont été passés par les groupements inférieurs. Quand une convention est au stade des pourparlers, le syndicat de compétence provinciale soumet le projet à l'organe central, et c'est celui-ci qui juge si le dit contrat est conforme ou non aux directives reçues des gouvernants ; sa réponse est en conséquence celle que le gouvernement veut bien décider. L'administration centrale, bien souvent, établit des règles générales auxquelles les contrats à venir doivent se subordonner. Cette uniformisation dans le mécanisme fasciste sauvegarde l'unité d'action et l'efficacité du contrôle. D'autre part il facilite l'égalité des conditions de travail et supprime la concurrence nuisible à la profession et aux membres de la profession. Le fait même qu'on exerce une profession suffit pour que la convention légalement passée devienne la loi de la profession ; aussi bien pour les syndiqués que pour ceux qui ne sont pas enrégimentés dans les organisations professionnelles (art. 10, L. d'avril 1926 et art. 9, de la Charte du Travail). On discute beaucoup sur cette façon d'uniformisation contractuelle ; on lui reproche d'avoir lié les ouvriers qui n'ont plus la liberté de s'opposer aux clauses de la convention collective officielle. Le principe même de la réglementation uniforme des conditions du travail a bien des avantages car il fixe uniformément les clauses d'embauchage, mais ce qu'on voudrait bien savoir c'est ce qui est le plus avantageux pour les ouvriers : débattre avec le patronat et par l'intermédiaire des Syndicats libres les conditions d'entrée dans une usine ou bien laisser ce droit aux syndicats comme cela se fait en Italie ? La statistique relative aux salaires montre éloquentement que les taux de rétributions sont plus élevés dans les pays pourvus de syndicats libres qu'en Italie. Pour être juste, il faut bien le dire, le système fasciste place le salarié avec son régime des contrats collectifs

dans une position d'employé de service concédé. Les fluctuations de salaires sont moins brusques, la stabilité partant, est plus forte. On peut haïr, le fascisme, être neutre à son égard ou s'enthousiasmer pour lui, cela importe peu, mais on doit reconnaître que l'évolution générale, en ce qui concerne la convention collective du travail, transforme le facultatif en obligatoire. On peut nous reprocher que c'est une prophétie mal calculée, qu'elle est puérile ou ridicule cela nous est complètement égal. Les faits parlent. Est-ce que les dérogations aux conventions collectives de la part du patronat sont bien vues ou tolérées de la part des Syndicats libres ou inversement ? Est-ce que les mêmes syndicats ne s'efforcent pas d'étendre les conventions conclues par eux au plus grand nombre d'ouvriers ? Est-ce qu'enfin les Syndicats libres ne tâchent pas d'obtenir du patronat le consentement qu'il embauchera aux mêmes conditions les syndiqués que les abstentionnistes ? Evidemment tout cela ne peut être contesté. Alors...

Comme tout acte public la convention collective est portée à la connaissance de tous et elle est annotée dans les registres administratifs. Ce dépôt s'effectue dans la préfecture du territoire où la convention est appliquée. « Les patrons et les travailleurs qui n'observent pas les contrats collectifs... sont responsables civilement... aussi bien envers l'association patronale qu'envers l'association ouvrière: qui ont établi le contrat » (art. 10, al. 5).

Si le système italien s'était limité à la réglementation des syndicats du premier, du second et du troisième degré, on serait contraint de dire que c'est un syndicalisme de classe et non le corporativisme. Depuis longtemps déjà l'Italie fasciste parle avec éloquence réthorique d'un Etat corporatif ; réellement elle n'y est pas encore parvenue : depuis 1926 jusqu'en 1934 les corporations existèrent uniquement sur le papier. La loi du 3 avril 1926 a donné des indications annonçant ce que seraient les corporations. Dans l'art. 3, al. 2, on lit ceci : « les associations de patrons et ouvriers peuvent être réunies

au moyen d'organes centraux de liaison... » Le décret royal du 1^{er} juillet 1926, portant le règlement d'application de la loi précédente, est tout de même allé un peu plus loin qu'elle. Les articles 42 à 46 du Titre III en parlent. Le mot corporation y figure. La corporation doit grouper « les organisations syndicales nationales des divers facteurs de la production, employeurs, travailleurs intellectuels et manuels, pour une branche déterminée... » (art. 42, al.1). Il est inutile de prolonger davantage l'analyse de cette loi puisqu'elle a été entièrement refaite par la loi du 20 mars 1930. Le décret royal du 2 juillet 1926 a créé un nouveau ministère dit des Corporations et un nouvel organe dit le Conseil national des Corporations. Les lois sur les corporations aussi bien que sur le Conseil national des Corporations restèrent sans aucun effet parce qu'elles n'avaient jamais trouvé d'application. La Charte du Travail du 21 avril 1927 rappelle sommairement l'institution corporative (l'article VI)³⁵. « Lorsqu'une partie de la construction qu'il échafaude — le fascisme — s'avère défectueuse, le fascisme la défait et recommence »³⁶. C'est ce qui est arrivé aux lois précédentes auxquelles le fascisme substitua la loi du 20 mars 1930 sur les Conseils nationaux des Corporations, la loi de décembre 1933 et enfin le décret du Comité Corporatif du 9 mai dernier. Nous nous limiterons aux règles actuellement en vigueur.

Dès la loi de 1930, l'Italie avait un Comité Corporatif ; dorénavant elle aura aussi ses corporations. Les syndicats ne changent pas de physionomie, ils seront ce qu'ils étaient jusqu'à présent, c'est-à-dire « les cellules constitutives ». 22 corporations viennent d'être instituées. Elles se groupent en trois catégories. La première englobe huit corporations : celle des céréales ; de l'horticulture,

35. La Charte du Travail (La Carta del Lavoro) est le manifeste de la « nouvelle ère du fascisme ». Elle est en quelque sorte la constitution économique de l'Italie. Aux dires des fascistes elle est de la même valeur que la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen ou la Déclaration de Lénine.

36. *Le Temps*, l'article de M. P. Gentiron, p. 2, c. 3.

fleurs et fruits ; du vin ; des huiles ; du sucre ; de la zootechnie et de la pêche ; du bois, des produits textiles. La seconde comprend le même nombre. Ce sont les corporations de la métallurgie et de la mécanique ; de l'industrie chimique ; de l'habillement ; du papier et de la presse ; des constructions ; des eaux, du gaz et de l'électricité ; des mines ; du verre, et de la céramique. La troisième n'en a que 6. La corporation de la prévoyance et du crédit (banque d'émission, instituts ordinaires de crédit, caisses d'épargne, sociétés d'assurance, banques privées) ; celle des arts et des professions libérales ; de la mer et de l'air ; des communications intérieures (navigation fluviale et lacustre, tramways, chemins de fer) ; des spectacles (radio, théâtres, cinémas, sports) ; du tourisme.

Les corporations seront administrées par un nombre de rien moins que 739 employés, dont 268 délégués des patrons ou des entrepreneurs, 268 des ouvriers, 137 des techniciens et 66 du parti fasciste. Tous ces délégués, exception faite des représentants du parti fasciste proprement dit, seront désignés par les syndicats respectifs (les syndicats fascistes) et seront nommés par le chef du gouvernement. Dans chaque corporation le principe paritaire est respecté. Le nombre des assesseurs des diverses corporations est inégal, suivant l'importance qu'elles présentent pour l'économie du pays, mais il y a toujours le même nombre d'ouvriers et entrepreneurs. Quant aux délégués du parti, ils sont trois par corporation. La présidence de toutes les corporations incombe au ministre des Corporations. Le mode de nomination et le patronage du parti fasciste annoncent, comme auparavant, l'action monopolisatrice du dit parti et l'éloignement de tous les indésirables. Comme le parti fasciste s'est assuré le contrôle permanent et la direction générale, il a tracé les fonctions et les tâches principales de l'activité corporative, laissant à la pratique de se prononcer sur les modalités et les limites extrêmes. Le syndicat n'est pas complètement éliminé de la vie économique mais la plus

grande partie de son action passe aux corporations. Or, ces nouvelles corporations doivent établir les normes de la profession, les normes relatives à la quantité, à la qualité des produits, à l'horaire du travail et au salaire. C'est elles qui vont discipliner, organiser, diriger l'ensemble de la profession, gardant le dessus dans tous les rapports du travail et du capital. Même pour les litiges surgissant entre les ouvriers et employeurs la corporation tâchera de les aplanir avant que la nécessité d'une intervention de la juridiction du travail ne paraisse évidente. De cette façon on escompte arriver à une collaboration en vue de la discipline unitaire et uniforme de la profession, apaiser les antagonistes et faire naître la solidarité, pour fondre plus tard les opposants dans une communauté nationale implacablement solidaire. Les corporations en attendant ce but final, seront consultées toutes les fois que le besoin s'en fera sentir. En outre toute fonction corporative doit passer par les rouages gouvernementaux, qui disposent d'un veto relatif aux décisions corporatives³⁷. On a abouti en fin de compte à l'étatisation des corporations et des syndicats.

M. Gentiron se demande si ce système sera capable d'enlever tout ce qu'il y a d'humain dans les conflits entre le capital et le travail. Sa réponse à ce sujet est judicieuse. « La révolution, écrit-il, doit être intégrale c'est-à-dire à la fois matérielle et spirituelle »³⁸.

Le Conseil national des corporations prévu par la loi du 2 mars 1930, entra en fonction au printemps de la même année. Ce conseil est l'organe central de l'économie italienne. Les articles 9 et 12 en parlent. Le Conseil national des corporations d'après l'article 12 formule les règles pour la coordination de l'activité en matière d'assistance et des rapports du travail ; en même temps il fixe les règles qu'on doit appliquer aux rapports économiques collectifs entre les différentes catégories de la

37. *Le Peuple* du 11 mai 1934, p. 3, c. 2 et du 24 mai 1934, p. 1, c. 1 et 2 et p. 2, c. 1 et 2.

38. *Le Temps* du 7 juin 1934, p. 2, c. 4.

production, et d'après l'article 9 ce Conseil est chargé de donner son avis sur la mise en exécution et mise au point des principes contenus dans la Charte du Travail, de donner son opinion sur les projets de lois et sur l'activité des associations syndicales, etc.

Ce Conseil intégrera la représentation des corporations et du gouvernement, en attendant il dominera³⁹ ainsi toute la vie économique avec des pouvoirs consultatifs, délibératifs et réglementaires en matière économique (avant le décret du 9 mai 1934, quand les corporations n'existaient pas, c'était aux confédérations syndicales d'y envoyer leurs délégués⁴⁰). C'est effectivement l'organe suprême dans la réglementation des rapports collectifs — en attendant d'être appelé à devenir la Chambre législative. Les décisions du Conseil sont soumises au veto du chef du gouvernement, et sont obligatoires pour tous les membres de la profession⁴¹. A l'aide du Conseil national des corporations l'économie italienne centralise les exigences disparates et crée des ententes obligatoires et des règles générales de la conduite patronale-ouvrière. Le Conseil se prête gracieusement à toutes les consultations du gouvernement.

Pendant que le fascisme procède par étapes à rendre l'Etat italien intégralement corporatiste (avec une Chambre corporative compétente pour les questions économiques, un Sénat et le Grand Conseil Fasciste pour les questions d'ordre politique) « la majorité sceptique ou

39. Le Duce a annoncé à plusieurs reprises que la Chambre des députés élue cette année, sera la dernière dans son genre. Selon ses propres paroles la dite Chambre « décidera de son destin », autrement dit elle signera au moment voulu son arrêt de mort; et c'est alors le Conseil national des corporations qui viendra se mettre à sa place.

40. Voici comment le Conseil national des corporations était constitué — il est probable comme nous l'avons signalé désormais les corporations seules enverront leurs représentants. En tout il y avait 150 membres, 25 étaient choisis parmi les plus hautes autorités de l'Etat. 115 représentaient les confédérations syndicales et 10 personnes étaient considérées comme experts en matière syndicale.

41. Le Bureau international du travail a publié dans les *Informations sociales* du 14 avril 1930, p. 74 et suivantes une étude très détaillée de la loi du 30 mars 1930.

indifférente, submergée par l'éloquence des rhéteurs farcis de proclamations dannunziennes, attend de voir à l'œuvre cette organisation corporative »⁴².

Le régime corporativiste aurait été poussé à la dérive si la loi ne l'avait pas muni de garanties matérielles. Il fallait donc prévoir que les obligations impératives de la loi du 3 avril 1926 fussent exécutées à la lettre. D'autre part, la logique même du régime exigeait que la conception d'autorité, d'obéissance et de discipline pût trouver des défenseurs assidus et légaux. Le fascisme les a trouvés dans les magistrats du travail, dans la juridiction obligatoire du travail.

Lorsque déjà la liberté syndicale fut enterrée, la liberté de grèves et de lock-outs dut subir le même sort. Les tribunaux du travail furent créés pour prendre leur succession. La loi du 3 avril 1926 comme le règlement d'application du 1^{er} juillet 1926 et la Charte du Travail, en sont les postulats légaux.

Tous les conflits relatifs aux rapports collectifs du travail, aussi bien ceux concernant les conventions collectives que ceux des nouvelles conditions du travail sont obligatoirement soumis « aux cours d'appel, remplissant les fonctions du tribunal du travail » (art. 13, al. 1). Le Président de la Cour essayera tout d'abord de trancher le litige par la conciliation ; s'il n'y réussit pas, le conflit sera porté au tribunal du travail, dit tribunal d'arbitrage. L'importance de ces moyens est énorme, Mussolini les appelle « le point crucial du régime ». La disposition de l'article 13 comme on le voit soumet obligatoirement à la magistrature du travail tous les différends collectifs provenant des rapports capital-travail (quant aux conflits individuels c'est le juge de paix ou les tribunaux civils qui en décident). « La juridiction des intéressés eux-mêmes par les grèves et lock-outs est interdite » (article 18). L'agresseur qui violera l'interdiction est passible d'une amende, voir même d'emprisonnement (art.

42. Ferrari, *Le régime fasciste italien*, p. 421.

18 à 21). L'instance compétente en matière de juridiction du travail est une section spéciale instituée auprès de chacune des seize cours d'appel. Elle se compose de trois magistrats « auxquels sont adjoints dans chaque cas, 2 citoyens versés dans les problèmes de la production et du travail... » (art. 14, al. 1). Dans la désignation des juges les associations professionnelles sont entièrement inactives ; l'administration supérieure s'en charge. Le droit d'estimer en justice en matière de travail est le privilège des syndicats reconnus (art. 68 à 72 du règlement). L'inégalité de traitement des patrons et des ouvriers est apparente. Pour les patrons qui, sans motifs justifiés... « suspendent le travail, ils sont punis d'une amende de 10.000 à 100.000 liras » (art. 18, al. 2). Pour les ouvriers il n'y a pas de motifs justifiés ou non ; ils sont punis de 100 à 1.000 liras toutes les fois qu'ils « abandonnent le travail après s'être concertés au nombre de trois ou plus » (art. 18, al. 3). Rien n'empêche les patrons de congédier les ouvriers quand le besoin de l'industrie le commande. Bien que cela ne soit pas un lock-out proprement dit, les répercussions sont les mêmes. Le nombre des licenciements dépendra donc de la marche de l'industrie a-t-on l'habitude de dire ; mais quand les conditions sont favorables à une hausse de salaire, les ouvriers ne peuvent pas procéder par la manière *o contrario*, car c'est un délit ; ils sont obligés d'attendre le verdict des magistrats du travail.

Il faut savoir si les juges de la magistrature vont statuer suivant les considérations politiques ou bien suivant les considérations économiques ? Politiquement ils sont enchaînés au régime fasciste, économiquement au régime corporatiste. L'un et l'autre sont fascistes ; comment feront-ils ? Les véhémentes protestations des Syndicats libres sont à ce sujet certainement justifiées, attendu que tout est entre les mains du fascisme.

Rendons à César ce qui est à César et retenons lui ce qui ne lui appartient pas.

Le mérite du corporativisme fasciste est « d'avoir com-

pris » un des premiers, la grande portée du syndicalisme ; d'avoir entrepris la recherche de l'autorité dans la profession ; d'être logique et conséquent avec soi-même, de tendre à l'organisation intégrale de l'Etat corporatif. Ce n'est qu'un côté d'artifice qu'édifie le fascisme. Sa faiblesse, qui pèse sur lui, est le feu du syndicalisme qui couve sous la cendre. On ne résout pas un problème en l'éludant ou en l'ensevelissant. Le fascisme se trompe fâcheusement en croyant que les illusions suffisent pour passer dans la réalité. Un problème englouti n'est pas un problème résolu. C'est bien là la méthode corporatiste : elle pêche donc par sa base. Comment veut-on que les syndiqués plutôt que les syndicats disparaissent par le seul fait que le fascio et les chemises noires emploient la force, qu'ils tachent de justifier par la loi positive ? Il ne faut pas oublier que les lois économiques sont plus fortes que la vindicte organisée. Les masses interminables des syndiqués jadis enrôlées dans les organisations professionnelles libres, aujourd'hui commandées de haut, ne peuvent pas être enterrées vivantes. Momentanément elles obéissent ou elles se résignent ce qui ne diminue pas le nombre des déportés ni la signification des paroles mussoliniennes « les Italiens qui sont nos ennemis... ne circuleront pas » ⁴³. Quelle erreur que de vouloir par la réaction violente embourber à tout jamais le syndicalisme ! La violence ne peut être soutenue perpétuellement : elle sera secouée tôt ou tard. C'est alors que le problème syndical, pour l'instant ajourné par l'expédient qu'est le corporativisme renaîtra inévitablement. Les fascistes eux-mêmes se rendent à l'évidence. M. Schauzer, rapporteur au Sénat de la loi du 3 avril 1926 disait en termes précis : « Le syndicalisme dans la vie économique moderne est un phénomène qui ne peut pas être supprimé » ⁴⁴. Le syndicalisme assassiné non seulement n'emportera pas dans la tombe tout ce

43. *Paroles italiennes*, p. 140.

44. *La Réforme syndicale en Italie*, p. 141.

qu'il a fait précédemment, mais il créera un symbolisme qui s'affirmera un jour.

Les vieilles corporations, désuètes de nos jours, que la France, la Belgique, l'Angleterre, la Hollande, la Suède et bien d'autres pays ont abolies, le fascisme s'est mis à l'œuvre de les exhumer. Ne craint-on pas outre-Alpes que le sort des corporations fascistes soit le destin des corporations de Louis XVI ? Une phrase sujette à réflexion est celle de M. Joseph Caillaux qui parlant de la condamnation des corporations par la Révolution Française allègue judicieusement leurs défauts : « Rebelles aux innovations, férues de routines, imbuës d'exclusivisme, elles constituaient le plus formidable obstacle qui se puisse voir au développement économique »⁴⁵. Qu'a-t-on appris du passé ? On répond en se précipitant que les corporations préfascistes ne sont pas les mêmes que les corporations fascistes. Evidemment. La première différence est dans la date, dans les cadres qui sont moins rigides et dans l'incorporation intégrale par l'Etat. La deuxième on la cherchera en vain, si ce n'est que « l'Etat fasciste a liquidé le syndicalisme ouvrier dans un corporatisme livré aux organisations patronales »⁴⁶.

La résurrection des corporations doit être recherchée ailleurs. D'après beaucoup d'écrivains le fascisme sut gagner la confiance des détenteurs de fonds⁴⁷, et « comme celui qui te nourrit peut te battre » dit le vieux dicton yougoslave, celui qui te paye t'achète. En d'autres termes le capitalisme libéral est remplacé par le capitalisme dictatorial ; le relatif par l'absolu ; le privé par le parti politique. Si cela est vrai M. Compolonghi aura raison : « Le fascisme est surtout un moment, un aspect de la lutte des classes »⁴⁸.

45. Préface, p. XX, de M. Joseph Caillaux du *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale* de Emile Cazalis.

46. *Le nouvel âge de l'humanité*, Valois Georges, p. 141.

47. Voir : Gaëtan Pirou, *La crise du capitalisme*; Nitti, *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*; Compolonghi Luigi, *Avec l'Italie? Oui! Avec le Fascisme? Non !*; Catois Gustave, *Comment barrer la route au fascisme*, etc.,

48. Compolonghi, *Avec l'Italie? Oui ! Avec le Fascisme? Non !*

(Note, — Italie). Au 31 décembre 1930 il y avait en Italie 3.662.000 syndiqués dans les syndicats fascistes.

L'Espagne. — Le régime corporatif espagnol est très peu connu ; nous dirons même qu'il est presque complètement ignoré. La raison en est dans le grand tapage que le corporativisme italien a fait pour son propre compte, à tel point que l'étranger avait assimilé le corporatisme au fascisme romain et vice versa, et c'est à tort. Quoique le régime des corporations espagnoles ait bien de la parenté avec celui de l'Italie, ces deux corporatismes ne sont pas les mêmes, bien plus le corporativisme espagnol, s'il n'est pas un système tout à fait original, l'est d'assez près. Disons tout de suite — dans les grandes lignes bien entendu — ce qui les rapprochent et ce qui les différencient. Commençons par le deuxième point. En Italie, un seul syndicat par profession et par région peut recevoir « le baptême divin » de la légalité. Ce syndicat unique doit être fasciste. Le législateur espagnol a pris le contre pied. Le syndicat de l'Espagne est libre et facultatif. Il peut exister autant de syndicats différents, en principe certainement, que de syndicalistes. La coexistence de syndicats de nuances diverses, est admise. On s'en aperçoit sans peine dans la dissemblance fondamentale qui sépare ces deux systèmes. L'un est autoritaire dès le stade du syndicat ; l'autre ne l'est pas. Le fascisme décerne la personnalité publique à l'association syndicale ; le corporatisme espagnol s'en tient au droit privé. La similitude des deux systèmes est dans la structure des organes superposés aux syndicats. La corporation est obligatoire ; elle est un groupement du droit public. Au temps du Directoire de Primo de Rivera il y avait une autre ressemblance frappante avec le fascisme. C'était la tutelle administrative stricte et rigoureuse qui s'exerçait sur l'enregistrement et sur les agissements syndicaux. Avec la République, les brides gouvernementales sont plus lâches. Les mouvements syndicaux sont beaucoup plus indépendants, étant donné que les citoyens ont reçu de la Constitution même beaucoup plus de libertés pour la jouissance des droits politiques. L'Espagne monarchiste a réalisé les vœux de l'école

chrétienne sociale mais elle y avait ajouté quelques éléments fascistes. La République espagnole a conservé l'édifice corporatif monarchiste, en écartant le fascisme tortionnaire. De telle sorte, la conception de l'école sociale catholique⁴⁹ du « syndicat libre dans la corporation obligatoire » se voit plus purifiée et plus adéquate-ment appliquée⁵⁰.

Passons sur la description du régime corporatif espagnol. Le système juridique des corporations est dualiste. Les syndicats sont la base et les organes corporatifs et la corporation elle-même sont ses dérivés. Le syndicat est donc la pierre angulaire du système. On ne pouvait pas faire autrement, étant donné que la combativité et l'audace farouches des révolutionnaires espagnols, s'y seraient fortement opposés. En effet l'association professionnelle a une tradition fortement conservée. Déjà au début de la première Internationale, l'Espagne avait une Section de l'Association internationale des ouvriers. Dès 1872 les anarchistes sont les plus nombreux parmi les syndiqués. La Constitution de 1876 posa les bases juridiques des syndicats ; la loi de 1887 régla les modalités d'association. La grève et le lock-out furent permis

49. Il n'était pas étonnant que la conception de l'école catholique l'ait emporté sur toutes les autres. Sur 23 millions de la population espagnole, seulement 35.000 n'appartiennent pas à l'Eglise romaine. Si l'Espagne perdit son Roi le 14 avril 1931 elle conserva ses catholiques et avec eux l'échafaudage corporatif des chrétiens sociaux. Car « les partis républicains sont anti-cléricaux dans la même mesure que l'Eglise catholique est anti-républicaine. (*Rapport de l'Internationale des libres penseurs prolétaires*, p. 29.)

50. Au dire du premier ministre du Travail de la jeune république l'ouvrier Largo Caballero le système corporatif n'est changé que dans la mesure ci-dessus notée (Adolphe de Falgairolle, *L'Espagne en République*, pp. 145-149). Une autre preuve nous est donnée dans le même sens par M. P. Armand dans son livre, *La Constitution espagnole de 1931 et ses précédents*, p. 55. Nous y trouvons *in extenso* ceci : « Le gouvernement provisoire reconnaît comme un des principes juridiques modernes la personnalité syndicale et corporative, base de nouveau droit social. » Quant à la Constitution, elle, donna des garanties en conséquence. L'article 39 stipule que « les Espagnols pourront s'associer ou se syndiquer librement aux diverses fins de la vie humaine selon les lois de l'Etat. Les syndicats et les associations sont tenues à se faire inscrire conformément à la loi au registre public correspondant ». (Posada A., *La nouvelle Constitution espagnole*; Mirkine-Guetzevitch et Egidio Reale, *L'Espagne*).

en fait dès la loi de 1887, mais en droit ce ne fut que par la loi du 27 avril 1909. La personnalité privée fut accordée aux syndicats par deux fois. Ce sont les décrets du 18 août 1916 et du 15 août 1923. Pays de grèves sanglantes, l'Espagne et son législateur aspiraient à leur limitation. Le décret du 24 avril 1920 institua des commissions paritaires pour l'applanissement de conflits surgissant entre les employés et les employeurs du commerce de Barcelone. Peu à peu la même institution fut étendue aux autres branches de l'industrie espagnole. L'activité économique fut alors appréciée comme susceptible d'une organisation plus complète des professions et c'est alors que le décret du 26 novembre 1926 implanta le régime corporatif. Le dit décret rallia favorablement une grande partie des ouvriers et patrons espagnols. Selon les écrits du Compte de Altea une « très large approbation collective a rencontré sa promulgation »⁵¹. Qu'est-ce donc que ce nouveau système corporatif de l'Espagne ? Au bas de l'échelle sont les syndicats électeurs et sources des organes corporatifs hiérarchiquement juxtaposés. D'abord, au-dessus des syndicats sont les commissions paritaires locales et inter-locales. Les deuxièmes organes de superposition sont les commissions mixtes du travail réunissant les comités paritaires des professions similaires ou complémentaires. Au troisième degré sont les corporations, qui sont au nombre de 27. Et enfin au sommet de l'édifice est la délégation des conseils de corporation. Elles siègent auprès du ministre du Travail⁵².

« La organizacion corporativa del trabajo » suivant les termes de la loi et en particulier de l'article 9 repose sur une classification des industries, travaux, métiers et professions. Elle comprend 27 corporations, divisées en

51. De Altéa, « L'organisation corporative nationale en Espagne », *Revue internationale du travail*, v. XV, n° 6, p. 882.

52. Brèthe de la Gressay, *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, ch. III, § 2, pp. 266-286.

trois groupes principaux ainsi composés : Dans le premier stade de la production il y a 2 corporations. La corporation des mines, carrières et salines ; exploitation de toutes catégories de gisements, recherches de sources. La seconde est la corporation de la pêche. Dans le deuxième, entrent 16 corporations. Les corporations d'électricité gaz et eau ; sidérurgie, métallurgie et industries dérivées ; matériaux de construction ; métiers de la construction ; industrie du meuble ; industrie textile ; industrie de vêtements et de coiffure ; industrie de luxe ; industrie du matériel électrique et scientifique ; arts graphiques ; industries chimiques ; panification ; industries de conserves ; industrie de l'alimentation ; sucres et alcools ; presse et travaux d'édition. Enfin le troisième groupe intitulé services, commerce divers, comprend 9 corporations. Ce sont les corporations des transports terrestres ; transports maritimes, fluviaux et aériens, y compris les services dans les ports ; communications ; spectacles publics ; industries hôtelières ; services de l'hygiène ; commerce ; bureaux, banques et les établissements analogues de caractère commercial ; industries et professions diverses. Le travail à domicile, les services domestiques et ceux des bureaux privés aussi bien que les professions libérales sont exceptés de l'application du présent décret (art. 57, al. 1). Il en est de même pour les services publics. Quant à l'agriculture, un décret-loi spécial du 12 mai 1928 en règle l'organisation corporative.

Après avoir mis de l'ordre dans la classification générale des industries et professions, le législateur du Directoire se consacra à édifier le corporatisme chrétien social. Il échelonna sur quatre groupes, et hiérarchiquement superposés, les institutions corporatives. Les premiers groupements corporatifs sont les comités paritaires locaux et interlocaux ou interprovinciaux. Chaque groupe corporatif déjà énuméré est représenté dans la localité ou les localités relatives par autant de comités

paritaires qu'il comporte de professions ou de métiers spécialisés (art. 10, al. 1). Si la rareté ou le petit nombre des métiers dans une localité peut démesurément encombrer l'appareil corporatif, il est prévu qu'un comité paritaire englobera les métiers analogues de plusieurs localités, c'est alors le comité paritaire. Pour cette délimitation le ministre du Travail, du commerce et de l'industrie est seul compétent (art. 10, al. 2 *in fine*). Dans le rang des personnes prenant place à la direction du comité paritaire local, entrent cinq représentants ouvriers et cinq représentants patronaux, auxquels s'adjoignent le même nombre de suppléants. Un président et un vice-président du dit comité sont nommés par le ministre du Travail, du commerce et de l'industrie sur la proposition du gouverneur civil de la province respective. Les membres représentants élisent le deuxième vice-président, le secrétaire, le comptable et le trésorier, tous pris dans le comité même (art. 11). Le suffrage pour les délégués patronaux et ouvriers est corporatif, ce qui veut dire que le choix est fait par les associations ouvrières et patronales. Les syndicats ayant la capacité électorale sont ceux qui disposent de la reconnaissance légale, c'est-à-dire, qui sont, conformément à la loi syndicale, inscrits sur le registre public. La Direction générale du travail et de l'action sociale dresse une liste des associations professionnelles légalement constituées (art. 3). Il va de soi qu'avant que les syndicats se prononcent sur leur choix, les syndiqués se réunissent pour l'élection des candidats. En d'autres termes les syndiqués des associations professionnelles respectives votent tout d'abord pour la détermination des personnes qu'ils désireraient voir dans les comités paritaires. Ensuite, et c'est le vote du deuxième degré, les différents syndicats décident quelles personnes vont entrer au comité paritaire local (art. 12). Les comités paritaires inter-locaux se différencient des comités paritaires locaux sur un point, c'est qu'au lieu de 5 représentants par ouvriers et patrons ils en ont 7.

Les électeurs et les éligibles sont les ouvriers et patrons des deux sexes qui ont atteint leur majorité ; qui jouissent de la capacité de remplir des fonctions publiques et qui ont la nationalité espagnole (art. 15, al. 1).

Au cas où le comité paritaire local ou inter-provincial n'arrive pas à fonctionner normalement, à cause des oppositions ou des intransigeances patronales-ouvrières, le ministre suspend les représentants élus de leurs fonctions et nomme d'office les représentants, à son gré (art. 16).

Les buts assignés aux comités locaux et inter-locaux sont : la réglementation du travail, par conséquent ils ont le pouvoir réglementaire sur la profession ; la prévention et l'applanissement des conflits, donc ils ont un pouvoir juridictionnel ; l'établissement et l'organisation des bourses du travail et toutes autres fonctions sociales (art. 17) qu'ils jugeront utiles à la profession représentée. Les comités inter-provinciaux ont un pouvoir un peu plus large, car ils peuvent faire des propositions aux gouvernants en raison d'améliorations ou de perfectionnements des moyens techniques ou des conditions sociales indispensables à l'industrie et à ses facteurs. Les comités paritaires sont des groupements du droit public et des institutions obligatoires (art. 5). Leur création s'effectue à la suite d'une ordonnance présidentielle — auparavant royale — du ministre du Travail (art. 7).

L'assemblée des représentants des comités paritaires des industries de même nature ou des industries concourant à la production d'un même produit ou des industries connexes, peut être réunie dans un organe corporatif supérieur qui est la commission mixte du travail (art. 19). Chaque comité paritaire envoie 6 représentant, 3 ouvriers et 3 patrons. Le président, vice-président, etc. sont nommés par le ministre. De même que pour la création, il faut un décret présidentiel seulement : tandis que pour les comités paritaires le ministre ordonne la création *ex officio*, pour les commissions mixtes le

ministre approuve ou désapprouve la demande des comités paritaires. L'initiative pour la création des premiers revient aux gouvernants ; pour les secondes aux comités paritaires. La commission mixte se présente donc comme un groupement volontaire, facultatif.

Les commissions mixtes du travail sont chargées de coordonner, de discipliner, de canaliser les agissements des comités paritaires. Pour qu'elles atteignent ce but, toutes les décisions concernant les conditions du travail qui ont été contractées par les comités paritaires doivent passer par l'organe des commissions mixtes qui les approuvent ou qui les rejettent. Les commissions mixtes prêteront en outre leur médiation en vue de résoudre les différends du travail. Le caractère de la hiérarchie apparaît évidemment avec ce deuxième organe corporatif ; il ira en s'accroissant avec les autres organes corporatifs.

Tous les organes paritaires sont les composants de leurs corporations respectives. Comme le nombre de ces comités entrant dans une corporation peut être plus ou moins élevé, partant plus ou moins facile à entendre ou à manier, chaque corporation dispose d'un conseil dit corporatif qui est organe central de la corporation. Les assesseurs du conseil de la corporation sont 8 envoyés patronaux, 8 envoyés ouvriers, élus par les comités paritaires ; un président et un vice-président nommés par le ministre. Le président décide de l'opportunité ou de l'inopportunité de la réunion des conseils de corporations. Il communique au ministre du Travail l'ordre du jour de la réunion à venir, et quand elle prend fin, les décisions qui ont été arrêtées.

Les attributions du conseil de corporation sont : l'examen des réclamations soulevées par les décisions d'un caractère général se rapportant aux branches d'industries qu'il représente ; il a la charge de réglementer les conditions du travail, d'aviser le gouvernement des moyens d'amélioration de l'industrie ou du sort des ou-

vriers et patrons, de répondre aux consultations du ministre du travail ou de la délégation du conseil, de favoriser l'esprit corporatif et de travailler à son intensification, de régler les différends entre les comités paritaires ou les malentendus dans les comités eux-mêmes, d'étudier les réclamations formulées contre les décisions des organes corporatifs inférieurs (art. 32). En un mot, le conseil a le devoir de coordonner le travail des institutions corporatives dont il est le porte-parole et l'instance supérieure ; de contrôler les agissements des comités paritaires de son ressort ainsi que des commissions mixtes du travail ; de veiller à l'exécution des accords et à la bonne entente patronale-ouvrière. Encore une fois, le conseil de corporation est l'organe exécutif de la corporation, ayant le pouvoir réglementaire et juridictionnel sur la profession, il est pour les gouvernants un organe consultatif.

La centralisation des organes corporatifs dispersés dans les différentes localités se fait premièrement dans les commissions mixtes du travail, deuxièmement dans les conseils de corporations et en dernier lieu dans la délégation des conseils de corporations. L'article 33 justifie la raison d'être de la délégation : « Il est institué une commission des conseils fonctionnant comme organe de liaison entre les différents conseils corporatifs. » C'est en même temps sa première mission, mais elle n'est pas la seule. « Cette commission interviendra poursuit toujours le même article, à titre d'organe consultatif immédiat institué auprès du ministre du Travail, dans toutes les questions de caractère paritaire et corporatif » dont l'initiative appartient au ministre. A part cela, elle est l'organe suprême du système corporatif. Elle est tenue au courant de tout ce qui se passe dans les organes corporatifs subordonnés.

Chaque conseil de corporation délègue un représentant patronal et un représentant ouvrier, qui, réunis à Madrid nomment les 14 membres de la délégation dont 7

ouvriers et 7 patrons (art. 34). Le ministre nomme le président et le vice-président (art. 33, al. 3). Quand la nature des objets de discussion présente une véritable importance pour l'ensemble des professions ou pour l'intérêt général du pays, le ministre du Travail prend *ex officio* la présidence de la délégation des conseils.

Jusqu'à présent nous n'avons parlé que de l'ossature corporative, voyons maintenant l'organisme corporatif en action.

Sans se dissimuler, les groupements corporatifs du bas en haut et de haut en bas ne sont que des organes d'administration de l'Etat. Le parti politique au pouvoir dispose librement, par l'intermédiaire de fonctionnaires..., « nécessairement étrangers à la profession »..., qui le nomment à la présidence des institutions paritaires, et surtout par la suspension des postes des comités paritaires, des délégués patronaux et ouvriers, que le ministre peut remplacer par les représentants désignés de son propre gré (art. 16). A part cela, le gouvernement peut toujours intervenir dans les décisions des organes corporatifs et s'il le juge opportun, il peut casser toutes les résolutions, demandant qu'elles soient prises autrement qu'elles l'ont été. Le fonctionnement devient évidemment périlleux pour l'autonomie corporative et pour l'efficacité du système. De plus, il est délicat, à cause de la hiérarchie excessive des organes eux-mêmes. Les comités paritaires sont obligés de soumettre à l'approbation des commissions mixtes du travail toutes leurs décisions « faute de quoi elles ne pourront être mises à exécution » (art. 42). Les mêmes décisions sont obligatoirement communiquées à la délégation des conseils, « dans le double but de vérifier si elles sont prises conformément aux lois et de déterminer le rôle de l'inspection dans leur exécution » (art. 43, al. 1). Le gouverneur civil de la Province peut lui aussi, sans attendre l'avis du Ministre, suspendre l'application des résolutions des comités paritaires. On voit facilement cet enchevêtrement

des pouvoirs civils et des organes corporatifs, aussi bien que l'arbitraire des pouvoirs publics.

Ce contrôle hiérarchique se poursuit donc d'un organe corporatif à l'autre. Les décisions de la commission mixte de travail peuvent être attaquées à leur tour par le recours hiérarchique et cela continue jusqu'au ministre. D'un bout à l'autre, les rouages corporatifs n'ont aucune autonomie, aucune indépendance ; tous n'ont qu'à prendre leurs décisions à tâtons, car c'est aux supérieurs de décider la suspension, ou de donner un veto éphémère, puisque le Ministre du Travail est libre-arbitre de toutes les décisions corporatives. La franchise du fascisme à l'égard des syndicats est dans le système espagnol adoucie par la soi-disant liberté syndicale, la soi-disant liberté électorale des syndicats. On croirait au premier abord, et par l'apparence, que le corporativisme espagnol est démocratique, égalitaire. Rien de pareil. Le régime corporatif est entièrement autoritaire, car bien qu'on ait l'impression que le courant corporatif vienne d'en bas, la vérité est toute autre. La main-mise du ministre du Travail n'a pour limites que son appréciation personnelle. Tout de même, il faut être juste et reconnaître que la République a donné plus de liberté aux mouvements syndicaux ; seulement les associations professionnelles libertaires répudient volontairement encore ces organes corporatifs, dont ils ont souffert à l'époque du Directoire. Si l'on tient actuellement à conserver le corporatisme chrétien social, on doit donner plus d'autonomie aux institutions corporatives et plus de tâches légales aux syndicats, qui en réalité, selon la loi de 1926 ne font que voter une fois tous les cinq ans. On rendra au moins de telle façon le corporatisme espagnol un peu plus près de la doctrine chrétienne-sociale.

55. Falgairolle, *L'Espagne en République*.

(Note. — Espagne). Au 31 décembre 1931 il y avait en Espagne 800.000 syndiqués dans les Syn. lib. ; 40.000 dans les Syn. conf. et 250.000 dans les Synd. anarchistes.

Autrement on aura très peu de chances de garder même les syndiqués de l'Union des syndicats catholiques ⁵³.

L'Allemagne. — La contagion corporative envahit les Etats. Les régimes les uns après les autres trébuchent, tombent, restent à la superficie qu'ils se noient. L'Allemagne fut, il y a très peu de temps, sociale-démocrate, socialiste-chrétienne ; elle est aujourd'hui hitlérienne. Les syndicats allemands s'en aperçoivent. L'Allemagne de Weimar et de la sociale-démocratie vient de succomber. Cette Allemagne qui avait, depuis la proclamation des délégués du peuple du 12 novembre 1918, un régime de liberté syndicale, où le droit d'associations fut reconnu sans aucune restriction sévère, est actuellement le troisième Reich de Hitler dont la prise de pouvoir au mois de janvier 1933 a mis terme aux Syndicats libres (le 2 mai 1933 les Syndicats libres furent occupés, *Le Mouvement Syndical International*, n° 1 à 4, 1934, p. 14). Les syndicats furent dissous, expropriés, enfin intégrés dans l'Etat, au profit du « Deutsche Arbeitsfront » qui correspond à ce que nous appelons la Confédération étatisée. Plus de syndicats libres plus de syndicalisme proprement dit. L'Etat, le parti politique en réalité, en endosse la charge. Le « Deutsche Arbeitsfront » est l'axe de défense des intérêts ouvriers.

Au mois de janvier de l'année courante une loi dite sur le règlement du travail fut publiée ; elle n'entra en vigueur que le 1^{er} mai 1934, son but principal, facile d'ailleurs à découvrir, est de préparer les esprits à un futur régime corporatiste. M. Adolf Hitler ne brusque pas ; il imite M. Benito Mussolini qui a attendu douze ans avant d'introduire les corporations. Une méthode qui s'est avérée fructueuse outre-Alpe s'escompte à bon marché outre-Rhin.

Les dispositions de la loi de janvier 1934, se résument ainsi : les chefs d'entreprise sont les maîtres chez eux. « Le chef d'Entreprise, dit la loi, décidera vis-à-vis de

son personnel de toutes les questions ayant trait à l'exploitation de son entreprise »⁵⁴. Mais il lui est adjoint, pourvu qu'il emploie au moins dix personnes, un conseil de confiance dont la mission est d'affermir et d'approfondir la confiance mutuelle. Outre cela, ce conseil délibère « sur toutes les mesures servant à améliorer le rendement, à organiser et à appliquer les conditions générales du travail, à assurer l'application du règlement de l'entreprise ». Le conseil de confiance est encore un organisme d'aplanissement et de prévention des conflits du travail. Tout concourt donc à affirmer que ce conseil d'apparence innocente est un germe prémédité pour les corporations à venir.

L'analogie du racisme avec le fascisme est encore plus apparente quand on passe aux conditions d'admission au dit conseil. Réellement, ne peut être membre du Conseil de confiance que l'individu appartenant au Front du Travail Allemand, se distinguant « par des qualités de caractère spéciales » et offrant « toutes garanties quant à son ralliement sans réserve à l'Etat National ». De plus, un contrôle exigü est exercé par le parti nazi, étant donné que « le chef des cellules nationales socialistes du district » dresse la liste des conseillers. Les ouvriers d'entreprise n'ont qu'à se prononcer « par un vote secret » — c'est authentique — pour ou contre. On est un peu surpris de ce vote secret. Mais cette concession est bien une affirmation que tous les opposants, et on les connaît, car enfin les ouvriers qui travaillent ensemble se connaissent, seront renvoyés ou s'il le faut « adressés » au camp de concentration. Pour être plus sûr le parti national-socialiste a créé une institution dite « le commissariat du travail » prononcez : le commissariat de police dans les entreprises. L'organe du commissariat est un certain commissaire nommé par l'Etat. Il

54. La traduction de la loi de 1934 de « *Kreuz Zeitung* », Berlin dans *Lu* du 26 janvier 1934, p. 6, col. I-IV.

tranche les oppositions pouvant se produire dans l'entreprise, il veille sur le conseil de confiance, il nomme ou révoque les conseillers, il examine les plaintes soit des ouvriers, soit des patrons. Enfin le point primordial de ces préoccupations est « de tenir sans cesse au courant le Ministre du Travail et le Ministre de l'Economie, de l'évolution politique et sociale au sein de l'entreprise ».

Comme il convient toujours quand un seul parti et l'Etat font un, les grèves et lock-out sont supprimés. Inutile de rappeler que cela s'était produit dans le Reich allemand. Les infractions provenant de la violation des règles qui défendent la grève et lock-out sont sévèrement punies.

Le pas décisif est fait. L'acheminement vers un système corporatiste ne peut être interrompu que par un miracle. L'Allemagne a abandonné les principes syndicaux de la sociale-démocratie et les associations professionnelles libres pour se ranger aux côtés du corporatisme.

L'Autriche. — La nouvelle constitution autrichienne envisage un prochain Etat corporatif ⁵⁵. L'organisation n'en est pas encore effectuée, mais la constitution prévoit sept corporations qui vont être réglementées par une loi postérieure. Les sept corporations seront : la corporation de l'économie agricole et forestière, de l'industrie et des mines, des arts et métiers, de commerce et des transports, des banques et assurances, des professions libérales, et enfin des services publics.

Si l'Autriche sociale-chrétienne est en voie d'édification, une fois édifiée elle le sera d'après les principes de la constitution. Voilà donc encore un Etat plongé dans le corporatisme. Il ne sera pas le dernier.

⁵⁵, L'article du *Journal des Nations* réédité par *Lu* du 11 mai 1934, p. 6-7

La Roumanie. — Le système corporatif roumain est intermédiaire. Ni purement fasciste, ni entièrement chrétien-social. Il a un peu de l'un et un peu de l'autre. Du fascisme, il a pris la sévérité dans la surveillance des syndicats ; de l'Ecole catholique le principe « le syndicat libre dans la Chambre obligatoire ». Ce mélange est la suite de la loi du 24 mai 1921⁵⁶, dite loi sur les syndicats professionnels, complétée par la loi du 6 février 1924, et par la loi du 20 avril 1927⁵⁷ sur les associations professionnelles, enfin par la loi sur les Chambres du Travail du 13 avril 1927⁵⁸.

Issu des corporations médiévales, le syndicalisme roumain s'en émancipa à peine après la grande guerre. La raison de ce retard prolongé doit être recherchée dans la structure économique et sociale du pays. Longtemps artisanale, quasi féodale, pourvue d'un suffrage censitaire, la Roumanie ne se préoccupa des syndicats qu'au hasard et en second lieu ; mais quand l'industrie accrut le nombre des travailleurs et des non-protégés, le législateur roumain ne tarda pas à se prononcer. L'effervescence ouvrière de 1920, qui dégénéra en grève générale avait mis le législateur au pied du mur ; alors il confectionna les lois relatives aux syndicats.

Lorsqu'on lit les lois roumaines, les lois concernant les conditions de fond on est amené à se demander : Sont-elles bien roumaines ou françaises ? Quelques articles suffiront pour illustrer cette pensée. La loi du 24 mai 1926 dans son article premier, stipule : « Les syndicats professionnels ont comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts professionnels. Les intérêts professionnels sont limités par leur nature à ceux d'ordre industriel, commercial, agricole, technique, économique et culturel. » Pour les personnes aptes à se syndiquer, les

56. *Série législative*, t. II, Roum. 1.

57. *Série législative*, t. VIII, Roum. 3.

58. *Série législative*, t. VIII, Roum. 2.

mêmes conditions sont prévues que dans les dispositions légales de la France, il en est de même pour les dirigeants syndicaux.

Quant aux conditions de forme, elles se rapprochent par leur rigidité du système fasciste. L'autorisation préalable à la constitution du syndicat est obligatoire. Elle est accordée après examen minutieux des statuts ; l'examen est effectué par le juge du tribunal de première instance. De son appréciation, plus que de la loi elle-même, dépend la reconnaissance juridique des syndicats. Au contrôle juridictionnel s'adjoint la tutelle administrative. Le syndicat une fois reconnu est considéré comme un groupement du droit privé.

On dit couramment que la législation roumaine ne s'oppose pas à ce que les syndicats existent, tout en n'étant pas reconnus. C'est vrai et c'est faux. A quoi bon cette existence de fait, foncièrement précaire, en butte d'une façon permanente à la dissolution et aux poursuites ? Sans aucune possibilité de fonctionnement en vue d'accomplir ses fins, une telle existence ne rime à rien. Seuls les syndicats reconnus sont appelés à remplir des fonctions précieuses, telles que l'élaboration de toutes sortes d'œuvres sociales, la direction des institutions de l'enseignement professionnel et technique, l'acquisition des biens mobiliers et immobiliers, la passation des contrats ou la représentation en justice.

Jusqu'à présent dans tout ce que nous venons de dire, il n'y a rien de particulier, sinon que les syndicats roumains sont soumis à un contrôle très sévère de la part des pouvoirs publics. La particularité apparaît avec la loi du 13 avril 1927 dite loi sur les Chambres du travail.

Que sont les Chambres du travail ? La réponse nous est donnée par l'article 1 de la loi de 1927 : « Les Chambres du travail sont des organes de représentation et de protection du travail industriel et commercial. Elles possèdent la personnalité juridique et sont placées sous la

surveillance et le contrôle du ministre du Travail de la coopération et des assurances sociales. » La décision de la création d'une chambre du travail appartient au roi (art. 2, al. 1). C'est en effet par un décret royal que la Chambre prend naissance. Le même décret détermine sa compétence territoriale. Le nombre total des Chambres dépend donc des décisions royales (art. 2, al. 2).

Les attributions des Chambres du travail sont, outre la collaboration avec les pouvoirs publics, le devoir d'établir de bons rapports avec le patronat, la prévention et l'aplanissement des conflits du travail, le droit de choisir les délégués pour les conseils de districts et les conseils communaux, l'élection d'un certain nombre de sénateurs dont le chiffre est fixé par la loi (art. 3). Sur ce dernier point, le système roumain, bien qu'encore assez rudimentaire, a devancé tout de même le corporativisme fasciste.

L'organisation des Chambres du travail est déterminé par les articles 4 à 33. Deux sortes de membres forment la Chambre du travail. Les uns sont des membres de droit et les autres sont des membres élus. Parmi les premiers, l'article 5 comprend le délégué du conseil communal, le médecin principal de la commune, le médecin des assurances ouvrières. « Parmi les postes destinés aux membres élus, la moitié sera réservée aux représentants de l'élément salarié » (art. 6, al. 2). Toutes les Chambres du travail comportent deux sections ; l'une industrielle, pour les ouvriers et patrons industriels, et l'autre commerciale, pour les ouvriers et patrons commerciaux. Les organes de la Chambre du travail sont l'assemblée générale, la séance des sections, le comité directeur (art. 16 et 21), le président, le vice-président et le secrétaire (art. 23). Les adhérents obligatoires de la Chambre sont tous les ouvriers et tous les patrons industriels et commerciaux, des entreprises privées aussi bien que des entreprises publiques. C'est eux qui sont les électeurs des Chambres du travail (article 24). Les listes électorales

sont établies par les mairies intéressées. Le vote est obligatoire et secret (art. 30, al. 1). Le budget de la Chambre doit être soumis à l'approbation du ministre du Travail, de la coopération et des assurances sociales, au début de chaque exercice financier (art. 34). Le caractère public des Chambres s'affirme par la subordination de la gestion financière des dites Chambres aux prescriptions de la loi sur la comptabilité publique (art. 35, al. 2) et par l'entretien des mêmes Chambres par un impôt additionnel s'ajoutant à l'impôt sur les revenus provenant des salaires et de l'exercice de la profession (art. 36a). Le taux de la taxe perçue au profit des Chambres est déterminé par l'assemblée plénière de la Chambre elle-même. La décision sur ce sujet doit obtenir l'approbation du ministre du Travail, de la coopération et des assurances sociales (art. 36, al. 2).

Le gouvernement a préféré avoir la mainmise sur les Chambres et le législateur roumain a légiféré en conséquence. « En vue, dit l'article 38, de l'établissement d'un contact permanent entre le ministre du Travail, de la coopération et des assurances sociales et les Chambres, le ministre nommera des fonctionnaires supérieurs » qui veilleront sur la conformité de l'application des lois et des décrets.

On pourrait croire que la corporation organe du droit public entraîne nécessairement l'interdiction absolue de la grève et du lock-out. En Italie il en était ainsi, mais en Roumanie cela ne se fit pas. La loi sur les solutions des conflits du travail du 5 septembre 1920⁵⁹ exige la tentative de conciliation pour toutes les entreprises, tandis que l'arbitrage n'est obligatoire que pour les services publics ou les industries de l'Etat, des départements, des communes ou d'industries d'utilité publique.

Les critiques que les syndicalistes roumains adressent à leur système corporatif se résument dans ces deux

59. *Série législative*, t. I, Roum. 4.

observations ⁶⁰ : dans les Chambres industrielles et commerciales, disent-ils, l'élément ouvrier n'a pas d'accès tandis que dans la Chambre du travail le principe paritaire est appliqué ; ou bien, poursuivent-ils, l'égalité doit être respectée dans toutes les Chambres ou bien la Chambre du travail doit être une Chambre réservée aux seuls ouvriers. La seconde objection se rapporte à la liberté syndicale. En droit, il semble que les syndicats de toutes les tendances peuvent se faire enregistrer ; en fait ce ne sont que les syndicats de la Confédération générale du travail réformiste et évolutionniste ; les autres syndicats flottent et végètent entre l'illégalité et la dissolution.

Le corporatisme fasciste a donné le ton et le mode breveté des organismes vieillots de la collaboration de classes. Les déserteurs du camp général du droit syndical augmentent tous les jours. L'Italie, l'Espagne, la Roumanie sont suivies de près par l'Allemagne et l'Autriche. Le Portugal ⁶¹ de Oliviera Salazar et la Bulgarie de Georguiev annoncent leurs préférences et leurs intentions dans les réformes qu'ils élaborent. Ils s'inspirent des mêmes principes de l'Etat corporatif que leurs prédécesseurs. Le groupe des Etats corporatifs s'étend. Deviendra-t-il le point de rassemblement du futur droit syndical ? Le syndicat, groupement du droit privé, a toujours plus de tendances à devenir personne autonome du droit public (la tendance des syndicalistes modérés), à englober l'Etat dans ses cadres (le désir des syndicalistes intégraux), à intégrer les syndicats dans l'Etat existant, (le réformisme d'en haut). Le principe facultatif dans le droit syndical risque de disparaître. Le groupement obligatoire promet de s'affirmer. Que l'avenir soit unique-

60. *La liberté syndicale*, t. IV.

61. Voir : *Le mouvement syndical international*, n° 1-4, 1934, p. 13

(Note. — Roumanie). Au 31 décembre 1931 il y avait en Roumanie 30.783 syndiqués dans les syndicats libres ; pour les autres syndicats la statistique n'était pas établie.

ment placé sous le signe de la Carta del Lavoro serait insensé et fâcheusement trompeur à soutenir, mais que son influence s'exerce de près ou de loin sur le marché doctrinal et surtout pratique passe pour l'évidence. « Si vous voulez être moderne, conseille M. Joseph Barthélémy avec un cynisme à propos, si vous voulez être de votre temps, si vous aspirez à être rangé parmi les vivants, soyez corporatistes » ⁶². C'est bien là la plus grande force psychologique et la plus grande vérité sur la valeur du corporatisme fasciste, hitlérien, dolfussiste et bien d'autres qui n'ont pas encore trouvé de nom.

⁶². *Le Temps* du 12 juin 1934, p. 1 C. 6, l'article de M. Joseph Barthélémy.

CHAPITRE VI

LE REGIME JURIDIQUE DES SYNDICATS A UNITE DE CLASSE

« Les syndicats doivent s'attacher principalement au travail dans le domaine économique, dans le domaine d'organisation et d'éducation. Les syndicats doivent accomplir ces tâches, non comme une force se suffisant à elle-même et organiquement isolée, mais comme un des organes fondamentaux de l'Etat soviétique dirigé par le parti communiste » (Yaroslavky : *L'histoire du parti communiste*, p. 331, la citation prise de la résolution du ix^e Congrès du parti communiste d'avril 1920).

Le droit syndical de la Russie des Romanoff fut en retard sur les Etats d'Europe occidentale. La liberté de coalition et la liberté d'associations professionnelles y étaient proscrites et pourchassées¹. La Révolution de 1905 arracha quand même quelques concessions au régime tsariste, mais la réaction les subjuga rapidement car le mouvement syndical se montra bien vite comme un adversaire de l'autocratie gouvernementale et de la ploutocratie industrielle et financière. Les organisations clandestines prirent la place des syndicats proclamés de nouveau illégaux. Quant aux corporations, le tsarisme les soutenait volontairement; elles ne disparurent de la société russe qu'avec la Révolution d'Octobre.

1. Pic Paul, *Traité élémentaire de législation industrielle*, p. 336.

La Russie révolutionnaire changea bien des choses. Ce n'est plus le syndicat enfant prodigue que le tsarisme persécuta, c'est un syndicat prodigieusement vigoureux qui secourut la Révolution et qui se fait un support respectable de la nouvelle construction économique et sociale. Après avoir passé de la table rase au code du travail, le soviétisme retrouve de nouveau dans le syndicat une source précieuse de montures révolutionnaires. Les changements successifs du syndicat russe n'ont en aucune manière affaibli ses chances futures ; tout au contraire ils ne font que les affirmer. La force de vitalité réelle et le droit de cité ont résisté aux attaques qu'on avait livrées contre les syndicats. Les acquisitions syndicales ne se firent pas sans grosses difficultés au cours des différentes péripéties de la Révolution. Dans l'ordre des idées syndicalistes, bien des fanatiques identifient leurs désirs avec les réalisations en U. R. S. S. Des fantoches, charlatans ou mal informés ceux-là, regardent à travers la doctrine ou à travers leurs inspirations, y voyant ce qui leur plaît ou ce qu'ils croient être la réalité. Une méthode adéquate sera d'éloigner à tout jamais les nébuleux, les enthousiastes sans fond réel, et de prendre d'une part les faits syndicaux de l'U. R. S. S., les lois positives, et d'autre part les préceptes doctrinaires qu'on dénomme habituellement le syndicalisme communiste dans les pays capitalistes. Dans le langage courant, on appelle le syndicalisme communiste en U. R. S. S. le syndicalisme constructif ou le syndicalisme en conflit avec la réalité et la pratique opportuniste, et le second (le syndicalisme communiste dans les pays capitalistes) le syndicalisme destructif ou d'abolition du régime capitaliste. Ici nous étudierons la législation sur les syndicats et dans la partie doctrinale nous exposerons le syndicalisme communiste hors l'Union soviétique.

Dans l'évolution syndicale, depuis la Révolution de février-mars jusqu'à nos jours, quatre étapes sont à dis-

tinguer. La première, l'étape sociale-démocrate, remplit les mois agités du gouvernement provisoire de Kerinsky. La deuxième partit de la Révolution d'octobre 1917 et s'acheva avec l'introduction de la Nouvelle Politique Economique de Lenine dite l'époque du communisme de guerre. La troisième est celle de 1921-1922 à 1928, dénommée la période de N. E. P. Enfin la quatrième, qui n'est pas certes la dernière, est celle de 1928, qu'on appelle le stade de l'économie dirigée et planée de Joseph Vissarionovitch-Staline. La durée de cette dernière époque sera certainement prolongée jusqu'à nouvel ordre dans un avenir proche ou lointain.

A chacune de ces périodes correspond un statut syndical différent, une position distincte des syndicats russes. Les droits et devoirs syndicaux étant en relation directe avec le régime juridique auquel ils sont soumis, leurs statuts changent en même temps que le régime.

La grève économique du 18 février (3 mars) de 1917 dans les chantiers Poutiloff mit le feu à la machine syndicale secrète et le mouvement révolutionnaire se répandit à travers tout le pays. Les sociaux démocrates prirent le pouvoir. Un stimulant énergique vint alors vivifier les ouvriers et l'accroissement des cadres syndicaux alla en augmentant². La liberté de s'organiser en syndicats n'avait pas eu au début de la période révolutionnaire des bornes légales ; mais quand l'influence des éléments communistes fut manifestée de plus en plus au sein des syndicats, le gouvernement provisoire effrayé avait décrété l'enregistrement obligatoire de tous les syndicats organisés, aussi bien que de ceux qui allaient se constituer à l'avenir. La vague révolutionnaire n'obéit pas. La mollesse des gouvernants provisoires laissa une grande partie des syndiqués qui passèrent dans le camp bolcheviste. La Révolution d'octobre substitua les soviets aux sociaux-démocrates. La période du communisme de guerre commença. La politique syndicale revêtit un nou-

2. A. Chlapnikoff, *Les syndicats russes*, pp. 7-8.

vel aspect. « Du moment, écrit M. Chlapnikoff, que le pouvoir politique était entre les mains de la classe ouvrière, il devait avoir pour base les organisations économiques du prolétariat... ainsi la participation à l'exercice du pouvoir devint une tâche très active des syndicats³. » En effet, ce furent alors les jours glorieux du syndicalisme russe. Les associations professionnelles partagèrent le pouvoir étatique avec les gouvernants politiques. Elles les secondèrent de leur mieux dans la direction de la politique générale du pays et en particulier dans la gestion des entreprises, le recrutement des soldats pour l'armée rouge, dans la nationalisation des industries... Proches des travailleurs comme l'étaient les syndicats, ils traduisirent le mieux les battements révolutionnaires de la masse mue par des perspectives féériques. Le syndicat s'acquittait honorablement de sa tâche de propagateur du communisme, d'éveilleur et de conservateur de l'enthousiasme révolutionnaire. Le parti politique communiste avait tout intérêt à alimenter les caisses syndicales, à s'appropriier tous les syndicats en tant que représentants du prolétariat. Les fonctions du ministre du Travail furent accomplies en majeure partie par les syndicats, ce qui augmenta beaucoup leur autorité. Le travailleur fut alors obligé de se syndiquer. Les conditions du travail se débattirent entre le gouvernement et les syndicats. Lorsque la loi était un article confectionné par les seuls communistes, les syndicats de la même doctrine statuaient sur la matière qui les concernait, par le procédé de l'auto-réglementation ; c'est pourquoi les syndicats n'étaient pas, d'une manière rigoureuse, *de jure* les organes de l'Etat, mais ils l'étaient *de facto*.

L'organisation syndicale du communisme de guerre fut spontanée et simple. L'ébullition révolutionnaire de février à novembre inquiétait beaucoup les propriétaires et les dirigeants industriels. Ces derniers trouvèrent qu'il

3. *Les Syndicats russes*, p. 14.

était plus sage de s'éloigner de la direction des usines et même d'émigrer. Les usines restèrent aux mains des ouvriers. Il fallut que quelqu'un assurât leur marche. On procéda à l'élection d'un certain nombre d'ouvriers d'une même entreprise par leurs propres camarades et on confia la gestion de l'usine à ce comité d'entreprise. (C'est ce petit comité d'entreprise que les historiens dénommèrent « l'enfant de la Révolution ».) Les Soviets ne le supprimèrent pas. Ils le prirent comme tel, en le plaçant à la base de l'organisation syndicale et en lui superposant le syndicat par branches d'industries. L'organe de l'ensemble des syndicats par industries devint le Congrès panrusse des syndicats. Les principes qui s'en dégagent sont les suivants : les syndicats uniques par industries et non le syndicat par professions, le syndicat obligatoire pour tous (et cela en considérant non seulement leurs décisions, comme c'est le cas en Italie, mais l'appartenance effective), le syndicat, organe de l'État.

Le contrat de travail et les conflits du travail n'avaient plus lieu. Le pouvoir et les industries appartenant aux ouvriers, il y avait nécessité de concorde (avec qui doit-on s'entendre sinon avec soi-même) entre le parti politique et les syndicats communistes. Pour cette raison, le parti communiste avait travaillé avec beaucoup d'acharnement pour pénétrer les esprits des syndiqués des préceptes doctrinaux dont il s'était fait le porte-parole. A la pénétration idéologique des syndicats, s'adjoignit la pénétration des éléments sûrs parmi les dirigeants syndicaux. Le Comité exécutif des Soviets reçut aussi dans son sein les représentants des syndicats russes, d'abord 4 ensuite 35. Le Commissariat du travail et le Conseil suprême de l'économie nationale eurent de même un certain nombre de délégués syndicaux. Le premier, en plus, fut en grande partie dirigé par les syndicats eux-mêmes. Les syndicats n'avaient donc qu'à s'accorder avec le parti communiste et à agir en maîtres dans l'industrie pour sa direction, le recrutement du personnel et la fixation du taux de salaire. « Ainsi, durant la période du

Communisme, le syndicat étendait son emprise économique partout, dans l'Etat, dans la profession, dans les entreprises ⁴. » De cette façon, la politique syndicale tracée par le premier et le deuxième Congrès des syndicats panrusses, ceux du 7 au 14 janvier 1918 et du 10 au 25 janvier 1919 se voyait réalisée ⁵. Ce n'est qu'un côté du syndicalisme du communisme de guerre ; l'autre, qui avait un plus grand poids, dépassera les avantages du premier et le submergera en définitive. Les comités d'entreprises étant inexpérimentés et dépourvus des connaissances nécessaires dans la technique et dans la science de la gestion des affaires provoquèrent des maux incurables : un désordre industriel et commercial, agricole et financier. Le chaos régna sur les marchés, dans les usines ; tout était boiteux, trébuchant, on allait vers l'abîme. On dut chercher une issue, même au prix de sacrifices doctrinaux, et on la trouva dans la Nouvelle Economie Politique. Le calcul des logarithmes doctrinaires du communisme pur se voyait éclipsé par une réalité puissante, toute fluctuante et mouvante. Les hypothèses gratuites durent échouer. La Révolution russe, ou plutôt ses dirigeants, dès qu'ils se rendirent bien compte que le communisme intégral expirait peu à peu, étaient obligés de passer à la N. E. P. — On ne sait pas beaucoup pourquoi on prit le nom de cette économie politique nouvelle, car rien de nouveau n'y était inventé. — La N. E. P. était une volte-face léniniste, un tournemain qui consterna tous les coureurs de la longue piste, tous les braves communistes évangélistes. Cette N. E. P., que les justificateurs opportunistes appelèrent la tactique communiste, la manœuvre de Lénine, fut en somme un retour au propriétaire et au capitalisme partiel (les décrets du 21 mars 1921 et du 18 juin 1922). Le commerce partiellement libre entraîna la concurrence ; l'employeur privé s'efforça d'obtenir un profit ; les industries de l'Etat (car

4. B. de la Gressay, *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 190.

5. Chlapnikoff, ouvrage déjà cité, pp. 15-24.

l'Etat avait gardé pour lui la grande et la moyenne industrie), appelées les trusts, durent elles-mêmes tendre, si elles voulaient subsister et prospérer, aux bénéfices. Le profit des industries renaît. Une plus-value sera donc de nouveau la convoitise des syndicats. Le rôle des syndicats dut s'accommoder à la N. E. P. Le statut syndical devint une nécessité indispensable ⁶.

A mesure qu'on avançait dans cette « fraîche » voie, le parti communiste retira de jour en jour aux syndicats les fonctions précédemment partagées avec eux. Le parti communiste imposa en effet la direction individuelle des entreprises. Ainsi le syndicat fut poussé au deuxième rang, plus subordonné, plus subalterne. La production ayant tout primé, le gouvernement ne ménagea pas un instant les susceptibilités syndicalistes, aussi bien que la conception de l'Etat syndical de Boukharine.

La N. E. P. traça la nouvelle politique des gouvernants envers les syndicats aussi bien que l'attitude des syndicats en face des entreprises, aux employeurs de l'Etat et des entreprises aux employeurs privés (à l'instar des pays bourgeois). Les ouvriers furent à nouveau coincés entre les employeurs et l'Etat. Les syndicats durent par conséquent se faire les défenseurs traditionnels des intérêts professionnels et rechercher de meilleurs salaires. Cette nouvelle orientation faisait écrire au B. I. T. : « Après l'introduction de la N. E. P., on assigna aux syndicats comme rôle fondamental de défendre les intérêts des ouvriers ⁷. » Le onzième Congrès du parti communiste de 1921 posa les principes du nouveau statut syndical et du Code du travail correspondant au nouvel état de choses de l'an 1921. Ainsi les lois positives réglèrent en 1922 la situation des syndicats. Le syndicat devint alors facultatif, mais les cotisations des membres effectifs furent rendues obligatoires ; le syndicat ne fut plus l'organe de l'Etat ⁸.

6. *L'évolution des conditions du travail dans la Russie des Soviets*, B. I. T.

7. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, B. I. T., p. 43.

8. Brêthe de la Gressaye, *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, pp. 193-198.

La désillusion des syndicalistes devant ces mesures de la N. E. P. fut immense. Excommuniés de la direction des entreprises, de la répartition des biens, des organes de l'Etat, les syndicats et leurs dirigeants passèrent dans la coulisse de ce communisme lourdement mutilé et amputé. Ayant été les parties intégrantes de tout communisme, les syndicats ne devinrent que les simples annexes du parti communiste. On comprend que cette N. E. P., politique réactionnaire, entre d'autres, rencontra une opposition de la part des syndicats. Ayant aidé à bâtir l'Etat communiste, le syndicat se voit tout à coup devenu un petit livreur de quartier. Le choc était, il faut le reconnaître, assez dur. Le parti communiste déploya une vive persuasion, plus ou moins pacifique, auprès des dirigeants syndicaux : leur disant que l'Etat prolétarien fait tout pour le bien des prolétaires et que les syndicats n'ont qu'à s'incliner devant les perspectives meilleures que le parti communiste ouvre aux ouvriers. Les syndicalistes opportunistes se calmèrent, car les autres furent destitués. Le communisme de la N. E. P. fit aisément son chemin. En effet, il était manifeste que l'Etat soviétique, l'émanation des ouvriers et paysans, le propriétaire des grandes industries sous la direction des ouvriers, et de tous les autres moyens de la production, s'entend à la perfection avec les syndicats pendant la période du communisme de guerre. Mais quand l'industrie commença à travailler sur la base capitaliste du rendement effectif, elle exigea des sacrifices des salariés qui ne furent plus payés en raison de leurs besoins, mais en raison du travail fourni et de la capacité de paiement de la dite industrie qui, de son côté, fit tout pour avoir un bénéfice. Evidemment, cela ne se discute même pas, car lorsqu'on veut qu'une usine rapporte des bénéfices, on doit prélever sur quelque chose ; ce n'est aucunement une découverte, c'est la réalité et la vérité mêmes. Et alors on baisse les salaires ; on hausse le prix de vente, on perfectionne l'outillage ; tout cela se répercute sur le pouvoir réel des salaires, ou plus exactement aboutit à une retenue des

salaires. La discipline du parti communiste, c'est-à-dire l'épuration de son cadre comme du cercle syndical, enregistra une nouvelle victoire du parti sur les syndicats. Le Conseil central des syndicats — l'organe exécutif du Congrès des syndicats panrusses — de février 1922 dut consacrer la volonté du parti, les principes de la N. E. P. à l'égard des syndicats. L'obéissance brisa l'opposition, le parti communiste l'emporta sur le syndicat communiste.

Passons en revue les principes du Code du travail du 9 novembre 1922⁹. La liberté syndicale est un privilège sacro-saint des seuls ouvriers salariés. L'article 151 le dit bien : « Les syndicats professionnels (de production) qui réunissent les citoyens travaillant moyennant salaires dans les entreprises, établissements et exploitations de l'Etat, publics et privés... » C'est bien la marque originale du syndicalisme bolcheviste : une seule classe a le droit de se syndiquer ; c'est la classe ouvrière. Tout se soude en elle ; même ce qui ne se confond pas avec elle, c'est-à-dire les entrepreneurs d'industries privées, quoique admis par la N. E. P., n'avaient pas de possibilités légales de se syndiquer.

L'obligation de faire partie d'un syndicat n'existe pas. Les bolchevistes préférèrent une minorité révolutionnaire, mais sélectionnés, à la décision de rendre obligatoire l'entrée au syndicat de tous les travailleurs pêle-mêle. Cette préférence n'empêche pas que les actes syndicaux s'effectuent au nom de l'ensemble des ouvriers et paysans et que les décisions syndicales s'imposent aussi bien aux syndiqués qu'aux non-syndiqués.

Le syndicat de l'U. R. S. S. relève du droit public, mais il n'est pas l'organe de l'Etat. Pour bien comprendre ce caractère, il faut comparer les syndicats russes tout d'abord avec les syndicats d'Italie et ensuite avec les syndicats, groupements du droit privé. Les syndicats russes se confondent avec l'Etat, c'est-à-dire avec le parti communiste. On n'admet que les syndicats communistes

9. *Séries législatives*, t. III, Rus. 1.

et pas d'autres. En Italie, les syndicats fascistes sont dans l'Etat même, ils s'assimilent avec le parti fasciste. Mais, en outre, ils sont les organes auxiliaires de l'Etat. Quant aux syndicats du droit privé, — prenons par exemple le groupement professionnel de la Belgique, — les syndicats belges ne peuvent recourir qu'aux cotisations volontaires de leurs membres, tandis que les syndicats russes se procurent « les fonds nécessaires pour l'entretien du Comité d'ouvriers et employés » (art. 162) par une imposition des entreprises « d'après un budget approuvé par les syndicats professionnels compétents (art. 162).

L'armature des syndicats professionnels est restée la même que pendant la période du communisme de guerre avec cette différence que le Code du travail règle maintenant toutes les modalités de détails. Donc, comme auparavant, « l'organe primaire d'un syndicat professionnel dans les entreprises, un établissement ou une exploitation, est le Comité des employés et ouvriers (Comité de fabriques et d'usines...) » (art. 156). Tous les Comités d'entreprises forment un syndicat panrusse d'une branche d'industrie (en 1921 ils étaient 21¹⁰). Le Congrès des syndicats panrusses est toujours le pivot de l'organisation syndicale ; son organe exécutif, comme auparavant, reste le Conseil central panrusse des syndicats professionnels.

L'enregistrement des syndicats se fait de façon autre que dans les pays capitalistes. Dans la Russie des Soviets, l'enregistrement s'effectue auprès des organes syndicaux supérieurs. L'article 152 se rapporte à la matière... « ils sont enregistrés dans les organisations intersyndicales... »

Comme les syndicats « doivent défendre les intérêts du salariat vis-à-vis du capital, qu'il s'agisse du capital privé renaissant ou du capital d'Etat¹¹ », les fonctions syndicales sont en conséquence réglementées par l'article 154 : « Les syndicats professionnels peuvent : acqué-

10. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, B. I. T., p. 54.

11. *La vérité sur le syndicalisme russe*, Comité d'études économiques et sociales du Nord de la France, Lille, 1925, p. 2.

rir des biens et en disposer ; conclure tous contrats, actes, etc., sur la base de la législation en vigueur. » Il était tout à fait naturel, du moment que les méthodes de direction de la production étaient changées, que les rapports entre les syndicats et l'employeur prissent une autre apparence. La N. E. P. avait apporté en effet les conventions collectives précédemment inutiles. Le monopole de la capacité contractuelle est reconnu aux syndicats (art. 15, 16 et 18 des « articles séparés du Code du travail »). Le contrat collectif est, conséquence de ce monopole, un règlement pour toute la profession.

Avant la N. E. P., les conflits du travail déclanchaient les poursuites administratives puisque l'ouvrier et l'Etat n'étaient pas liés par un contrat, mais par un rapport de fonctionnaire à Etat. Depuis la N. E. P., l'ouvrier est soumis à la convention collective dont les parties contractantes sont, d'une part, l'Etat qui tend à obtenir la plus grande productivité et un bénéfice et, d'autre part, les ouvriers avec leurs intérêts professionnels, avec leurs intérêts de consommateurs. Cela pour les entreprises de l'Etat. Quant aux usines privées, il n'y a aucune différence avec celles des pays capitalistes. Par conséquent, dans le premier comme dans le deuxième cas, les intérêts étroits des membres de la profession peuvent être, ou plutôt sont en opposition avec les intérêts dits nationaux ou ceux des capitalistes. Les conflits en perspective furent attendus. Les grèves dans les entreprises privées furent supportées avec indulgence par le parti communiste. Pour les services publics, il n'en fut pas de même. Les grèves dans les usines de l'Etat furent mal vues et même sanctionnées. Des commissions paritaires de conciliation et des tribunaux d'arbitrage furent alors institués (art. 171 et 172 ¹²). Leur fonctionnement était détesté de tous. Lentes, bureaucratiques, ces commissions et ces tribunaux traînaient les affaires durant des mois et des mois.

12. *Le mouvement syndical dans le pays des Soviets*, B. I. T., p. 169 et suiv.

Les syndicats de la N. E. P. furent un point douloureux de la Révolution russe. Le parti communiste, pour les fins de la production, exigeait les plus grands sacrifices des syndicats. Les syndiqués durent obéir à leurs dirigeants, qui à leur tour obéirent au parti communiste. La nomination des dirigeants, le contrôle du fonctionnement syndical et l'activité elle-même du syndicat furent soumis au tout-puissant parti communiste. La bureaucratie syndicale fut en horreur à tous les syndicalistes sincères, c'est-à-dire les syndicalistes proprement dits. Le formalisme, l'irresponsabilité, la tutelle de l'Etat ensevelissaient l'effort du syndicalisme au sens propre du mot. Le fonctionnarisme syndical est ce syndicalisme qui classe les bulletins, qui envoie les circulaires, qui gratte le papier et qui détourne quelquefois les deniers publics. C'est cela le syndicalisme? Allons donc! M. Andréïev, le secrétaire du C. C. S., dans un discours prononcé en 1925, disait ceci : « Le principal danger qui menace le syndicalisme est la possibilité d'une scission complète entre les masses ouvrières et les organisations syndicales. Nous avons déjà constaté maints symptômes de cette scission, poursuit toujours M. Andréïev, et c'est pourquoi nous croyons indispensable d'améliorer immédiatement notre organisation¹³. » Les gouvernants comprirent enfin ce danger, car si quelqu'un a besoin des syndicats ouvriers, c'est bien l'Union soviétique. De la compréhension du syndicalisme par les dirigeants soviétiques dépend de beaucoup sa justification, sa raison d'être et même la condition *sine qua non* de l'existence même de l'Etat ouvrier. Militarisation des syndicats au lieu de syndicalisation, mais c'est là la perte, le meurtre de l'esprit ardent et fervent qui est celui du syndicalisme par définition, car l'encre noire ou rouge, peu importe, des ordonnances gouvernementales transforment le vrai syndicalisme en une bureaucratie paperas-

13. *La vérité sur le syndicalisme russe*, Le Comité d'études économiques et sociales du Nord de la France. Citation, p. 2 et 3.

sière. Pour la quatrième fois, on apporta un changement dans le statut syndical ¹⁴.

Une nouvelle orientation a conduit depuis 1928 l'économie soviétique à un régime d'étatisme basé sur un plan préétabli. La N. E. P. de Lénine a été abandonnée, l'économie du capitalisme d'Etat de Staline adoptée. Le nouveau régime économique où le potentiel de la production et la qualité des produits occupent la première place a introduit une nouvelle politique syndicale, laquelle par extension ne doit servir qu'aux fins des préoccupations énumérées plus haut. Le plan quinquennal règle toute la vie économique et sociale de la Russie des Soviets. Il était donc logique que ce plan fixât les conditions générales du travail. Les syndicalistes virent immédiatement dans le dit plan le but primordial, c'est-à-dire la production qui va « ... intensifier le travail sans améliorer la situation matérielle des salariés ¹⁵ ». Le huitième Congrès des syndicats panrusses de décembre 1928 consacra les principes de la politique d'étatisation et d'industrialisation planées, mais avec cette réserve qu'il exigea l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs. Son raisonnement consistait en ceci : les salariés seront obligés de se dépenser surhumainement pour accroître la production ; il faut donc qu'ils en tirent un avantage réel qui ne peut être autre que l'élévation des salaires. Mais ce qui indisposa surtout les syndicalistes, ce fut la politique de rémunération des travailleurs : l'abandon du principe fondamental du communisme, « le salaire selon les besoins » et l'acceptation de salaires selon les capacités productrices des ouvriers, le salaire aux pièces. Les syndicalistes tendaient dans leur politique à égaliser les salaires et la politique de Staline définie par lui-même en ces termes : « Nous ne pouvons pas admettre que, par exemple, dans l'industrie métallurgique, un mouleur reçoive le même salaire qu'un simple

14. Voir *Le Peuple*, organe officiel de la C. G. T. du 12, 19 et 26 mai, du 2 et du 9 juin 1934, p. 2, c. 1-7.

15. *Le Peuple*, du 26 mai 1934, p. 3, C. 4.

balayeur. Il est inadmissible également qu'un mécanicien des chemins de fer ne gagne pas plus qu'un copiste¹⁶ », fut en opposition avec les premiers. L'exclusivisme du parti communiste se révéla de nouveau. Les dirigeants syndicaux furent frappés à plusieurs reprises de destitution et même le président du Conseil central des syndicats, M. Tomnski, qui occupait ce poste depuis la Révolution, ne fut pas épargné. L'opposition ne fut enrayée définitivement qu'en 1932. « L'Avant-Garde » du prolétariat, le parti communiste sortit de la campagne une fois de plus victorieux et absolu.

La différence entre les chefs d'entreprise et les ouvriers exécuteurs du travail est dorénavant bien définie. Les premiers sont les directeurs responsables d'industries ; les seconds n'ont plus le droit de s'immiscer directement dans les affaires de gestion. Le chef d'usine est devenu autonome à l'égard des syndicats.

La réalisation des prescriptions du plan quinquennal hantait de façon obsédante les gouvernants politiques. Le besoin d'utiliser les syndicats pour atteindre ce but fut des plus pressants. Ayant balayé les « indisciplinés », le parti communiste subordonna à son pouvoir plus fortement encore les associations professionnelles des prolétaires. « Les syndicats redevenaient en fait des organes de l'Etat¹⁷ » ; ils acquéraient la fonction d'exécuter à la lettre les préceptes contenus dans le plan quinquennal. Parmi d'autres préceptes, en voici par exemple quelques-uns : la journée du travail, le taux de salaire, l'émulation socialiste, le travail de choc, etc. Les syndicats devinrent donc incapables de combattre pour hausser les salaires, puisqu'ils furent obligés de se soumettre à l'exigence de la production nationale et des ordres prescrits.

Il était dans la logique des choses que l'étatisation effectuée par le parti bolcheviste, par l'Etat prolétarien qui a défendu de toute ses forces la conception de l'Etat

16. *Le Peuple* du 2 juin 1934, citation, p. 3, c. 3.

17. *Le Peuple*, du 26 mai 1934, p. 2, c. 6.

d'une classe, rejette toute opposition des travailleurs par l'intermédiaire des syndicats, opposition qui se serait traduite par la non-obéissance aux décisions des délégués, mandatés, des personnes ayant la confiance des prolétaires eux-mêmes. D'où la suppression des conflits du travail. L'Etat prolétarien, dit-on, ne peut pas, et c'est une simple supposition, être en différend avec l'employé également prolétaire. Par ce fait, on croit lier l'intérêt de la production nationale aux intérêts des membres de la profession, citoyens et consommateurs. Vu l'emploi du dumping, on est amené à constater que l'intérêt national ne doit pas forcément être en accord avec les intérêts immédiats des ouvriers et paysans.

La plus importante des décisions dans l'état actuel des syndicats panrusses est le décret du Comité exécutif central de l'Union soviétique du 23 juin 1933 au sujet de la fusion des syndicats avec le Commissariat du travail¹⁸. Le Conseil central des syndicats assumera dorénavant toutes les tâches précédemment exercées par le Commissariat du travail, l'office des assurances sociales et des syndicats eux-mêmes. L'assemblée plénière du Conseil central des syndicats accepta cette innovation avec un légitime enthousiasme. A la suite de ce nouvel ordre, les syndicats « recevront de l'Etat quatre milliards et demi de roubles..., ainsi... qu'un réseau de maisons de repos, de sanatoria, de crèches, de plages, etc.¹⁹ ».

Le Conseil central des Syndicats disposera donc de l'application de la législation sociale, de la poursuite de la politique du travail, du contrôle avec responsabilité de la gestion des assurances sociales, et des conventions collectives. L'enrichissement des fonctions que les syndicats auront désormais à accomplir est suivi incontestablement d'une sécurité beaucoup plus grande pour le parti communiste, comme une participation au pouvoir étatique sera bien plus efficace qu'auparavant.

18. *Le Peuple* du 9 juin 1934, p. 3, c. 1 à 7.

19. *Lu*, traduction de la *Pravda* du 14 juillet 1933, p. 9, c. 4.

Enfin, les syndicats pan-russes sur lesquels « ...repose le gigantesque plan quinquennal...²⁰ » gagnent de plus en plus le terrain gouvernemental en s'affirmant tous les jours comme une force à respecter et à sauvegarder. Des épisodes se déroulent dans l'immense pays des Soviets ; l'un succède à l'autre à la vitesse du torrent, mais le syndicalisme acquiert progressivement sa place légitime. Quels seront les résultats de ces nouvelles expériences syndicales ? Il serait bien précaire d'en vouloir prophétiser ; le labeur patient et audacieux des constructeurs hardis nous donnera dans l'avenir les prémices nécessaires, car « ...quels que soient les torts qui puissent lui être attribués, le gouvernement des Soviets reste un grand fait historique mondial — tout à fait contraire — à la réaction italienne qui n'est qu'un sujet de chronique, car elle n'est guidée par aucun idéal et ne repose que sur la violence »²¹.

En termes brefs et concis nous dirons plus bas, pour être plus compréhensifs dans la suite, les constatations tirées de la première partie de notre étude, c'est-à-dire de l'évolution du droit syndical.

La liberté syndicale, telle qu'elle est sortie de la Révolution française, plus exactement de la Révolution économique ou encore de la loi de Waldeck-Rousseau et des principes démocratiques, souffre actuellement, sur bien des points, des exceptions différentes.

La Russie des Soviets, l'Espagne, l'Italie, la Roumanie, le Portugal, la Bulgarie, l'Allemagne, l'Autriche, la Yougoslavie, le Grand Duché de Luxembourg, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Canada, le Danemark, l'Union sud-africaine, la Chine, sont des pays qui ont abandonné, soit en partie, soit entièrement, les principes de la liberté syndicale à base des données

20. Camille Drevet, *De la place des syndicats dans la contraction soviétique*, p. 5, Paris, 1932.

21. Nitti, *Bolchevisme, fascisme et démocratie*, p. 63. (Note Russie des Soviets). Au 31 décembre 1931, il y avait en République soviétique, 16.504.000 syndiqués dans les syndicats communistes.

individualistes de l'économie libérale, du chacun pour soi et Dieu pour tous ; ces pays ont pris des directions nouvelles ou renouvelées. Chacun de ces Etats, par ses principes juridiques sur les syndicats, était classé avec d'autres de ceux qui s'en rapprochent dans les chapitres qui ont précédé. Nous n'en reparlerons plus. Mais ce que nous voulons faire ressortir à titre de principes et pour attirer l'attention, c'est une série d'abandons, de renonciations, de rejets dans l'ordre des idées sur les associations professionnelles, que les dits Etats, pris dans leur ensemble et non un par un ou groupe par groupe ont fait, en ces derniers temps, plutôt depuis la guerre. Ce sont l'abandon du syndicat libre, de la liberté d'association ; le rejet du syndicat facultatif, de la liberté de se syndiquer ou de ne pas se syndiquer ; la renonciation de la juridiction privée dans les conflits du travail, de l'emploi de la grève ou du lock-out ; l'abolition de l'indépendance et de l'autonomie syndicale, de la représentation hétérodoxe, hétérogène et chaotique des intérêts professionnels, considérées comme erronées ; l'exclusion des syndicats de luttes ; l'exclusion des syndicats groupement du droit privé. En d'autres termes, on a accepté le syndicat administratif, obligatoire ou quasi-obligatoire. On a introduit les persécutions contre les réfractaires qui violent « l'intangible dogme » de la collaboration de classes. Les différends du travail sont portés devant des tribunaux d'Etat. Il y a acceptation plus ou moins prononcée du syndicat étatisé. Bref, le droit privé, qui régissait jadis tous les syndicats, est remplacé aujourd'hui dans un certain nombre d'Etats par le droit public.

D'autres Etats, tels que la France, la Grande-Bretagne, la Suisse, la Hollande, la Belgique, la Grèce, la Tchécoslovaquie, la Suède, la Pologne, les Pays Baltes, la Finlande, les Etats-Unis, les Grandes Républiques de l'Amérique du Sud, l'Etat libre d'Irlande, les Indes... ont refusé de faire des réformes portant sur le fond de la réglementation des syndicats et sont restés fidèles aux préceptes de la liberté syndicale.

DEUXIEME PARTIE

LE CONFLIT DES DOCTRINES SYNDICALISTES

Le syndicalisme est un « ... grand ressort de vie, intellectuelle et morale. Il est tout ensemble l'idée et le fait, la pensée et l'action, le présent et l'avenir ».

Jean JAURÈS.

Généralités.

On n'aurait pas eu une connaissance complète du syndicat si l'on s'était borné uniquement à étudier l'ossature juridique des organisations professionnelles, comme nous l'avons indiqué précédemment, car ce n'est qu'un côté du syndicat dont le pendant logique constitue la partie doctrinale. C'est pourquoi, après avoir envisagé le syndicat sous l'angle purement juridique, nous avons cru indispensable et nécessaire d'étudier le syndicat sous l'angle doctrinal. Il nous faut, par conséquent, parler des doctrines syndicales des différentes institutions et des différents mouvements aussi bien nationaux qu'internationaux. Notre tâche comportera dans la suite un exposé des doctrines syndicales dans le but de les faire comprendre plutôt que de les critiquer, de les traduire par leurs desseins propres que de les juger, de les amplifier ou de les amoindrir par un jugement personnel. C'est le seul moyen, croyons-nous, de nous préserver de la partialité, d'une objectivité de préférence, pouvant fausser la recherche de la vérité.

Toute la deuxième partie, non moins importante que la partie juridique des organisations professionnelles,

sera donc consacrée aux doctrines syndicales, aux syndicalismes.

Si le syndicat vit légalement de la législation en vigueur, il vit spirituellement et moralement des conceptions syndicales, ou, selon la terminologie de Sorel, « des mythes et utopies ». Les réglementations juridiques et les doctrines syndicales forment un tout, un ensemble indissoluble, inséparable, indivisible. Dans l'armature des lois et coutumes s'intercale cet assemblage doctrinaire, ce vouloir qui l'entretient, qui lui inspire l'action à poursuivre en vue d'un avenir qui sera meilleur ou qui lui appartiendra. Tenter un exposé purement juridique sans contre-partie, sans les doctrines économiques des syndicats, serait la description de la moitié d'un même fait. Seuls les deux exposés peuvent donner une claire compréhension de l'institution et de l'esprit qui l'anime.

La participation scientifique à l'élaboration des doctrines servant de base aux organisations professionnelles, leurs buts et moyens, cela va apparaître après les premières ébauches des groupements de défense des intérêts professionnels, des intérêts économiques identiques aux co-travailleurs. Les ouvriers contraints à chercher un refuge pour se préserver contre la toute puissance patronale et l'indifférence étatique, vont trouver, sur leur chemin de lutte, des aides précieux de la part des doctrinaires économiques de valeur scientifique différente, mais tous chercheurs et conseillers appréciables. Les uns après les autres, les doctrinaires économiques formuleront les visées d'activité syndicale, les moyens appropriés et les buts à atteindre. Aussi, comment pouvait-on négliger les groupements professionnels dont l'intérêt et la curiosité auraient éveillé les esprits les moins portés aux faits de la réalité journalière.

Les intellectuels amplifieront les appels jusqu'ici inécoutés des ouvriers, renforçant ainsi leur position, les élevant au niveau de la science sociale par leurs concours et leurs idéals.

Une pléiade d'idéologues va surgir ; une collaboration

tout d'abord distante, ignorée des ouvriers manuels, et ensuite toute proche et connue des travailleurs, va s'établir. Les travailleurs manuels et intellectuels se rapprocheront ; l'éducation ouvrière sera fortement, grandement influencée et presque monopolisée par les doctrinaires défenseurs des salariés, des prolétaires. Les préceptes que les doctrinaires feront valoir seront différents ; les interprétations de la réalité, les formules condensant les observations, les principes tirés des études auront des formes, propositions et conseils fort distincts, fort divergeants ; mais ils permettront aux individus — ouvriers — de se diriger selon leurs mentalités, leurs préférences et leurs aspirations vers des groupements syndicaux animés de doctrines propres.

La semence doctrinale tombera dans la vaste étendue du monde ouvrier ; les cercles concentriques ne tarderont pas à se resserrer en s'agrandissant progressivement. Les doctrines différentes se disputeront le marché ouvrier ; elles s'opposeront ou elles se rapprocheront les unes aux autres en provoquant des conflits, puisque chacune va tirer la couverture à elle, cherchant à se faire une position dominante, une situation de monopole.

Des associationnistes corporativistes, socialistes, communistes, anarchistes, chrétiens-sociaux, fascistes.... prêcheront chacun pour le compte de leur doctrine et tous pour le compte des groupements professionnels ; les organisations de défense des intérêts ouvriers auront leurs ressources doctrinales, leurs sèves idéologiques, leurs racines nourricières qu'elles assimileront plus ou moins à leur manière, mais dont toutes feront leurs, les arguments principaux des doctrines économiques générales.

Quelles sont donc ces forces doctrinales où les syndicats vont puiser leurs aliments ?

Ces doctrines sont de deux ordres distincts ; les unes qui restent hors de la connaissance des syndiqués, sans influence directe sur la marche des syndicats, hors enfin, de résonnance des milieux des membres syndicaux, ce

sont les doctrines académiques ou de la chaire ; les secondes qui marqueront profondément de leur empreinte les cadres de l'armée syndicale et les syndiqués, qui agiteront les syndicats actuels, les syndicalistes dirigeants, qui feront vivre moralement et spirituellement les syndiqués et les syndicalistes, ce sont les doctrines économiques dominant les syndicats contemporains. Deux chapitres suivront. Le premier qui traitera des doctrines académiques et le deuxième qui sera le chapitre consacré aux doctrines déterminant l'action et l'attitude des syndicats d'aujourd'hui ¹.

1. Il serait bien difficile de ne pas reconnaître que dans cette description doctrinale on ne doit voir que les lignes générales, les données principales sans analyses extrêmement détaillées, extrêmement disséquées ; la raison en est dans la concision et dans la synthèse que nous nous sommes imposées.

CHAPITRE I

LES DOCTRINES ACADEMIQUES

Nous présenterons trois des doctrinaires académiques : un qui est moraliste, Georges Sorel ; l'autre qui est juriste, Jean-Paul-Boncour ; le troisième qui est journaliste, Georges Valois. Ces conceptions permettront au lecteur la comparaison des syndicalismes vivants et des concepts de la morale syndicale, du fédéralisme économique et de la contradiction du mode de production et des régimes politiques. Bien que nous ne voulions pas trop dépasser les limites que nous nous sommes tracées, nous avons cru nécessaire, tout de même, de nous arrêter quelque peu sur ces trois doctrines qui, outre le nom de marque qu'elles portent, ont des caractères représentatifs et typiques, sur les conceptions syndicalistes des doctrinaires de la chaire ¹.

1. Les récentes études sur les idées socialo-syndicalistes de Léon Duguit et de Walter Rathenau, de M. Markovitch, *La doctrine sociale de Duguit. Ses idées sur le syndicalisme et la représentation professionnelle*, thèse, Paris 1933 (voir Cazalis, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale...*) et de M. Mohren Charles Georges, *La sociologie économique de Walter Rathenau*, thèse, Nancy, 1932 (voir Weinberger Eugène, *L'économie sociale de Walter Rathenau*, thèse, Paris, 1924 et Fuchs E., *Das Wirtschaftspolitische systeme Walter Rathenau*, Leipzig, 1926) nous dispensent de nous arrêter sur ces deux doctrinaires. Bien que présentées élémentairement et principalement par les deux docteurs en droit, leurs études n'en sont pas moins des esquisses documentées de l'œuvre sociale de Duguit et de Rathenau.

SECTION I

LA CONCEPTION DE GEORGES SOREL

« Pour résumer toute ma pensée en une formule, je dirai que tout l'avenir du socialisme réside dans le développement autonome des syndicats ouvriers ».

(Georges SOREL, *L'avenir Socialiste des Syndicats*, p. 60 ; *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 133.)

Le syndicalisme révolutionnaire à tendances anarchisantes du temps de Pelloutier, Yvetot, Griffulhes, Lagardelle, trouvait écho dans un esprit étrange, un esprit féru de spéculations philosophiques, adversaires de toute routine et de toute trahison envers le prolétariat : ce fut Georges Sorel.

Loin du champ des vrais batailleurs, des militants syndicalistes, Sorel ne fut qu'un moraliste. Amer et violent il ne le fut que dans les termes. Le syndicalisme sorélien reste avant tout une terminologie purement livresque pour ne pas dire : lettre morte.

Qu'est-ce donc que le syndicalisme de Georges Sorel ?

C'est un ajustement, un rapiècement fort intelligent, d'un moraliste profondément imbu de la valeur éthique de la violence, des idées de Proudhon et de Marx auxquelles s'ajoutent les faits observés dans le mouvement révolutionnaire du syndicalisme français au début du ^{xx}e siècle ainsi que les renseignements puisés dans l'enquête de Rousiers¹. En effet à ce sujet Martin Saint-Léon

1. Paul de Rousiers, *Le trade-unionisme en Angleterre*. Cf. *L'avenir socialiste des Syndicats*.

écrivit : « L'auteur — Georges Sorel — a su dégager et mettre en lumière l'idée révolutionnaire... idée où se combinent la critique marxiste et l'idée anarchiste »².

Comme Proudhon, Sorel a perçu l'importance et la signification de la morale dans l'idéologie révolutionnaire, le goût d'anarchie, la volonté de faire disparaître l'Etat.

La lutte des classes le préoccupe davantage. Il y cherche le côté moral, parce qu'il l'intéresse, et en tant qu'il produit des bienfaits moraux.

L'admiration qu'avait Sorel à l'égard de Pelloutier nous porte à croire qu'il n'ignorait pas son action syndicale, d'autant plus que la définition d'un syndicaliste révolutionnaire donnée par Pelloutier se rapproche étrangement de l'idée sorellienne. « Nous sommes, disait Pelloutier, des révoltés de toutes les heures, des hommes sans maître, les ennemis de tout despotisme moral ou matériel, des lois et des dictatures »³.

Ceci dit, nous déterminerons sommairement la conception sorellienne du syndicalisme révolutionnaire⁴.

Sorel est partisan de l'autonomie syndicale, d'une indépendance envers toutes infiltrations des politiciens professionnels et des intellectuels, dont il raille « la prétendue supériorité »⁵.

Il prêche l'éducation spartiate de « l'esprit de lutte et l'ardeur combative »⁶, comprise dans le domaine de la morale en raison de ses bienfaits de rénovation et de développement. Les espoirs imaginaires de la grève générale fournissent les stimulants.

2. Martin Saint-Léon, *L'histoire des corporations*, p. 740.

3. Citation prise de Edouard Berth, du *Capital aux Réflexions sur la violence*, p. 63 d'avant-propos.

4. Pour saisir sa conception, il faut prendre connaissance de ses principaux ouvrages, notamment : « Réflexions sur la violence », « L'Avenir socialiste des Syndicats », « La décomposition du Marxisme », « Matériaux d'une théorie du Prolétariat » ; les revues : *La science sociale*, octobre novembre 1900 et *Le mouvement socialiste*.

5. *Matériaux d'une théorie du Prolétariat*, p. 92 et *L'Avenir socialiste des syndicaux*, p. 17.

6. Pirou Gaëtan, *Georges Sorel, 1847-1922*, p. 30.

Les socialistes arrivistes lui font horreur; ils ne sont que des embusqués, ils ne font qu'embourber le socialisme. Et c'est alors aux syndicats qu'incombent la tâche de ne pas se laisser faire. Indépendants, maîtres de leurs propres moyens d'action, il faut qu'ils les utilisent tout seuls, sans aucune ingérence ou immixtion d'éléments étrangers au prolétariat. Convaincu de la malfaisance de telles interventions, Sorel reste en dehors du courant vivant des Syndicats, affirmant : « Nous regardons cette besogne, comme tout à fait capitale, et nous pouvons l'amener à bonne fin sans prendre jamais la direction du monde ouvrier » ⁷.

Les syndicats doivent être d'après lui une école, plutôt un ordre ⁸, des moralistes prolétariens, car ils sont « de puissants mécanismes de moralisation » ⁹.

Sorel veut épargner la plus pure force morale de la Société : le prolétariat. Il veut lui démontrer le sens moralisateur de la violence. Le progressisme avachi, rend blêche, amollit les prolétaires. Quant à la violence, elle leur donne la sainteté morale, elle les vivifie, elle n'a en somme, d'après lui, que des effets salutaires.

La lutte des classes n'est pour lui ni un plaisir qu'éprouve le spectateur du colosse, ni une nécessité inévitable, imposée. C'est en raison de l'amélioration et de l'élévation du genre humain et de la morale qu'il la prêche. La lutte des classes est pour lui par-dessus tout, uniquement, pédagogique ¹⁰.

Ce qu'il prévoit comme réalisation lointaine, c'est « l'atelier libre, où les ouvriers associés, volontairement soumis à une discipline joyeusement consentie, organiseront sans patron et sans contrainte la production » ¹¹. Quant à l'Etat, il est appelé à disparaître, une fois que la révo-

7. *Réflexions sur la violence*, p. 45.

8. *Idem*, p. 368, 407.

9. *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 129.

10. Garin René, *Histoire du mouvement syndical en France*, pp. 282-83.

11. Pirou Gaëtan, *Georges Sorel 1847-1922*, p. 33.

lution prolétarienne aura triomphé, car « les intellectuels qui sont l'Etat »¹² n'auront plus personne à servir. Actuellement ils ne font que gêner parce que « le prolétariat peut s'affranchir, sans avoir à recourir à l'enseignement des professionnels bourgeois d'intelligence »¹³.

Pour un sociologue tel que Henry de Mann, Sorel aurait ressemblé à un de ces enfants de province, qui devant une devanture illuminée de jouets d'étrences, ébloui, se précipite dans l'intention d'embrasser tout, pêle-mêle¹⁴ ; restant davantage, il se contente, le visage ahuri, d'emporter l'image des souvenirs. Les pensées de Sorel suggèrent la vision de forêts vierges inexplorées, désordonnées, mais elles dénotent une franchise sans arrière-pensée. On sent les suggestions résultant de sa riche lecture et de la volonté de compléter « la partie faible du socialisme... la morale »¹⁵.

Sorel ne crée pas, il approfondit, étudie, médite ; c'est un moraliste-idéologue du prolétariat ; c'est un « éclectique confus »¹⁶, dont l'idée directrice est « le souci de la moralité »¹⁷.

Son disciple, Edouard Berth, porte un jugement, douloureusement ressenti, sur « les chances du développement du syndicalisme révolutionnaire » que « la guerre et la Révolution (russe) ont tué »¹⁸.

Le sorellisme se voit donc éclipsé, emporté, par le marxisme-léniniste.

12. *La décomposition du Marxisme*, pp. 53-54.

13. *Réflexions sur la violence*, p. 45.

14. Il suffit de lire les *Réflexions sur la violence*.

15. *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, p. 124.

16. Lénine V., I, *Matérialisme et empirio-criticisme*, p. 413.

17. Pirou Gaëtan, *Georges Sorel, 1847, 1922*, p. 18.

18. Edouard Berth, du *Capital aux Réflexions sur la violence*, p. 31 d'avant-propos.

SECTION II

LA CONCEPTION DE JEAN-PAUL-BONCOUR

Une des plus intéressantes études qui ont été faites, dans l'ordre d'idées qui nous concerne, est sans aucun doute, la conception du syndicalisme fédératif de M. Jean-Paul-Boncour. Elle fut connue du grand public pour la première fois en 1900, lors de la soutenance de sa thèse à la Faculté de Droit de Paris.

Formé par une riche littérature technique-juridique, et par les belles-lettres, soutenu par un don prodigieux d'homme de loi et d'observateur, M. Paul-Boncour révolutionna les milieux intellectuels des années 1898-1905 et acquit vite leur sympathie enthousiaste. Il fut rapidement porté à la tête d'un cortège d'esprits hardis et clairs¹, ce qui fait dire à M. Henry de Jouvenel : « Les hommes de sa génération se reconnaissent en lui »². Tel est « le petit provincial »³ qui se révéla dans les premiers mois de 1898 à la Conférence des avocats stagiaires de la Bibliothèque du Palais de Justice, à ses débuts.

D'une franchise remarquable, M. Paul-Boncour reste syndicaliste convaincu, étant avocat stagiaire, secrétaire particulier du Président du Conseil, candidat au doctorat en droit, avocat à la Cour d'Appel, directeur du Cabinet Viviani, député, ministre, sénateur, président du Conseil⁴. Pas un instant M. Paul-Boncour n'eut d'hési-

1. Voir Henry de Jouvenel, *Pourquoi je suis syndicaliste* ?

2. Maurice Le Blond, *Les idées de M. J. Paul-Boncour*, p. 9 de préface de M. J. de Jouvenel.

3. *Idem*, p. 7.

4. *Le Temps*, décembre 1932-janvier 1933; notamment *La déclaration ministérielle* du 22 décembre 1932.

tations ou de méfiance à l'égard du syndicalisme et de son avenir; à tout moments, M. Paul-Boncour conserve sa passion vivace du syndicalisme; elle ne connut pas d'éclipses. Tel est le modeste collaborateur de Waldeck-Rousseau, au cours de sa longue carrière.

N'ayant rien d'utopique, rien de chimérique, rien de romantique, attaché toujours aux possibilités immédiates, ne signalant rien que des découvertes légitimes, fournies par la réalité juridique et les faits observés aux jours de ses écrits, telle est la marque personnelle du doctrinaire M. Paul-Boncour.

Présentons les idées de M. Paul-Boncour au sujet du syndicalisme. « Le Présent, le Passé, l'Avenir, des groupements professionnels, tel aurait pu être le titre du livre ⁵. Obligatoire sous l'Ancien Régime, interdite par la révolution, licite et légale aujourd'hui, que sera demain l'Association Corporative ? » ⁶. Ce sont les questions que M. Paul-Boncour avait traitées avec beaucoup d'autorité et de compétence juridique, dans sa thèse de Doctorat en Droit et par la suite, dans *Le Fédéralisme Économique*.

Partant des *Collegia* romains aux Guildes germaniques et aux corporations de l'ancienne France, M. Paul-Boncour a déjà un point acquis : « L'histoire nous montre leur (des associations d'ordre professionnel) éclosion spontanée, à toutes époques et dans tous les pays » ⁷.

Les rapports entre les groupements syndicaux et les individus membres des syndicats ou non, l'intéressent tout spécialement. Il y voit l'évolution constante du facultatif à l'obligatoire, de l'indépendance à l'interdépendance, dont l'aboutissement sera un syndicat obligatoire quant à ses décisions, mais où l'adhésion sera facultative. « Tels sont par exemple les groupements territoriaux,

5. Ce livre, c'est *Le fédéralisme économique*.

6. *Le fédéralisme économique*, préface de Waldeck-Rousseau.

7. *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, p. 7.

département, commune »⁸, c'est le deuxième point de la conception de M. J. Paul-Boncour.

Enfin le dernier, c'est que ces groupements professionnels, unissant le nombre et la technicité, « évoluent, en fait, vers une souveraineté économique »⁹. L'exercice du pouvoir syndical se manifeste tout naturellement sur ses propres membres, mais ce qui est plus important pour M. Paul-Boncour, c'est que ce pouvoir de se faire obéir s'étend sur les non-syndiqués, sur le patronat, les industries, et même sur les gouvernants politiques. Cette évolution aboutira, non seulement en fait, mais en droit, à la prise en main du gouvernement, et à l'institution du fédéralisme économique.

Ayant ainsi déterminé les possibilités d'un tel évolutionnisme, M. Paul-Boncour nous donne l'image du syndicalisme de demain. « Laisser chaque industrie et chaque région se gouverner suivant ses besoins propres, n'est ni plus ni moins que reconnaître enfin aux travailleurs organisés de chaque industrie et de chaque région, le droit de décider du régime qui leur convient »¹⁰. La souveraineté politique cèdera la place à la souveraineté économique ; la désobéissance des tiers aux ordres syndicaux cèdera à la soumission sans réplique : l'une et l'autre feront un tout : l'Etat Fédératif-Syndical.

Qu'il nous soit permis sans aucune prétention de notre part, de formuler quelques observations, qui poseront les problèmes traités par M. Paul-Boncour sur leur vrai terrain, de façon que toutes les équivoques et toutes les erreurs soient dissipées. Cela permettrait peut-être à la conception du syndicalisme fédératif, d'être mis à jour.

Dans la conception de M. Paul-Boncour il y a deux parties, l'une qui conserve sa valeur scientifique, la partie positive, et l'autre qui la perd, la partie négative.

8. *Le fédéralisme économique.*

9. *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, p. 333.

10. L'avant-propos de la deuxième édition du *Fédéralisme économique*, p. XXVI.

Une remarque préalable d'ordre général : la conception syndicaliste de M. Paul-Boncour ne renferme pas un système complet, un échafaudage ou un essai architectural de tout l'édifice de cette nouvelle construction de l'Etat fédératif syndical. Nous avons seulement quelques perspectives, lointaines ou proches, quelques lignes d'évolution et de conduite syndicales, une série de possibilités. C'est là la qualité originale de M. Paul-Boncour qui « est le contraire en politique de l'idéaliste »¹¹, ce qui le rapproche de son grand protecteur Waldeck-Rousseau qui écrivait : « Nous pensons que la Société n'est pas une œuvre de convention »¹².

La description analytique et scientifique du droit et des faits de l'époque, l'analyse juridique et l'analyse des faits sociaux du temps de ses livres : ce sont, nous le croyons, les éléments constitutifs, les éléments positifs de son étude. En raison de la souveraineté syndicale (économique) et du syndicat souverain, les problèmes qui surgissent demandent des précisions scientifiques et des déterminations nettes, qui font défaut à M. Paul-Boncour, surtout pour le droit public, plutôt à l'appui du droit public. Les critiques que l'on peut adresser à l'œuvre de M. Paul-Boncour sont d'une part, d'ordre exclusivement juridique, et d'autre part d'ordre sociologique. Les unes concernent la doctrine de la souveraineté, les autres les faits qui se sont produits hors de France et qui ne resteront pas sans engendrer des répercussions de même nature dans la France elle-même, ou au moins serviront de leçon d'expérience.

Pendant ces dernières trente années, il y eut beaucoup de changements. La conception de la souveraineté fut minée, et même rejetée à tout jamais, par l'éminent Doyen de Bordeaux. Les doctrines militantes des syndicats d'action s'imprègnèrent des idées nouvelles ou re-

11. *Les idées de M. J. Paul-Boncour*, Maurice Le Blond, p. 22.

12. Préface, *Le fédéralisme économique* de W. Rousseau, p. VI.

nouvelées, toutes plus audacieuses les unes que les autres. Les positions syndicales sont autrement plus puissantes que jadis. L'évolution doctrinaire et juridique décrit une courbe tout autre que celle qu'elle promettait il y a un quart de siècle. En présence de ces faits incontestables, la conception de M. J. Paul-Boncour n'apparaît plus ce qu'elle était autrefois.

Sans volonté bien arrêtée M. Paul-Boncour s'engage dans un labyrinthe de problèmes brûlants du droit constitutionnel. Sans définition précise et loin d'être dans le vrai, il use et abuse des expressions telles que souveraineté économique, souveraineté syndicale, souveraineté du travail. Autant de mots que de vaines expressions. Quoique M. Paul-Boncour sût être attentif et prudent, il n'a pas manqué de s'égarer.

Si l'on est porté à croire M. Maurice Le Blond « le terme de la souveraineté syndicale lui (à M. Paul-Boncour) valut d'être accusé de pencher vers une conception tyrannique du socialisme, et c'est là un malentendu »¹³. Un malentendu, c'est possible, mais M. Paul-Boncour écrivait lui-même, « la classe ouvrière organisée... *réglant souverainement les conditions du travail* »¹⁴ ; ce n'est nullement un malentendu.

Et pourtant on aurait commis une injustice à l'égard de la conception de M. Paul-Boncour, si l'on s'était arrêté à cette phrase. Le danger n'en resterait pas moindre si l'on voulait maintenir cette formule... « réglant souverainement les conditions du travail », car cela mènerait inévitablement les syndicats d'une nuance ou d'une autre à se voir dans la situation d'un seul maître, détenteur du monopole. Les privilèges et abus des anciennes corporations surgiraient par l'absence d'un élément temporisateur, d'un compensateur.

13. *Les idées de M. J. Paul-Boncour*, Maurice Le Blond, p. 19.

14. Avant-propos de la deuxième édition du *Fédéralisme économique*, p. XXVII (souligné par nous).

Comme il n'entre pas dans la discussion de la souveraineté économique, du travail, des syndicats, les vieux mythes de la personne morale, personne souveraine... ont pu suivre le libre épanouissement de leur défenseur. Comprend-il ces trois termes comme des notions analogues ou y voit-il des significations toutes différentes ? « Le Fédéralisme Economique » ne répond pas à cette question. Il est extrêmement difficile de s'imaginer que M. Paul-Boncour voulait y voir un droit subjectif « d'une personne » telle que le syndicat ; voulait-il que ce pouvoir de commandement appartint aux seuls travailleurs-salariés, ou bien à tous les facteurs de l'économie nationale ? (il faut bien se l'avouer, M. Paul-Boncour ne sort pas du cadre national).

Non seulement il lui paraît clair que « la souveraineté éveille l'idée de la plénitude du pouvoir »¹⁵, mais il l'applique comme telle aux syndicats « groupements obligatoires, dont l'entrée est libre, mais qui exerce sa souveraineté sur ses membres, leur impose ses décisions et force à s'y soumettre même ceux qui restent en dehors du groupement »¹⁶.

Défend-il la conception française de la souveraineté ?

Pour les syndicats, suivant M. Paul-Boncour, il ne peut s'agir que d'une « souveraineté limitée ». C'est alors que la difficulté, l'embouteillage surviennent. Qui dit « souveraineté limitée », est forcé de trouver les réponses aux questions telles que : est-elle indépendante, est-elle des individus formant un syndicat ? Vient-elle en annexe ou comme émanation de ceux-ci ? Les deux termes s'excluent. Quelqu'un est souverain ou ne l'est pas. S'il l'est, il ne peut pas y avoir de limites. S'il est par contre limité il ne peut pas s'agir de souveraineté. La contradiction n'apparaît pas à M. Paul-Boncour et cependant c'est l'évidence même. Le néant d'une telle terminologie

15. *Le Fédéralisme économique.*

16. *Idem.*

entraîne inévitablement tout ce chaos dogmatique de faux et d'irréal » qui a ses croyants et ses martyrs, comme un véritable dogme religieux »¹⁷.

En définitive, accepte-t-il la doctrine française de la souveraineté ?

Malgré tout ce que nous venons de dire, il paraît que M. Paul-Boncour la réfute fermement. D'abord parce qu'il la divise. Le syndicat exercera d'après lui la souveraineté « purement économique », ce qui veut dire qu'il y aura une autre souveraineté qui ne sera pas « purement économique »¹⁸. Elle sera donc exercée par un autre groupement qui ne sera pas le syndicat. D'autre part il attribue la souveraineté « à la région et au métier représenté par le syndicat »¹⁹.

Pourquoi donc ce langage métaphorique et imagé du Fédéralisme Economique ?

Le tort apparemment visible provient de ce que M. Paul-Boncour a voulu intégrer sa conception dans le droit public français, dont Esmein se faisait le porte parole. Et au lieu de se placer hors des équivoques et des erreurs des hypothèses gratuites de la souveraineté, il s'est enchaîné à elle. « Nous n'avons voulu dans cet ouvrage que systématiser des tendances..., vérifier leur conformité, aux principes de notre droit »²⁰. Ce conformisme intentionnel et volontaire valut à la conception de M. Paul-Boncour les contradictions apparentes et les subterfuges artificiels. Il aurait été plus simple de s'exprimer sans provoquer des difficultés inutiles et sans tomber dans des formules métaphysiques dépourvues de toute valeur scientifique, car le sentiment de M. Paul Boncour fut noble. Il voulait que le plus grand homme participât au pouvoir. Dans un Etat fortement centralisé cela est impossible. Un état décentralisé permet plus facilement et plus équitablement la répartition de la par-

17. Léon Duguit. *Traité du droit constitutionnel*. T I.

18 et 19. *Le fédéralisme économique*.

20. *Idem*.

ticipation des habitants et des travailleurs aux leviers du gouvernement.

En connaissance de cause, les termes employés par M. Paul-Boncour peuvent se traduire ainsi : le fédéralisme veut dire : décentralisation ; la souveraineté syndicale est celle de la sauvegarde des intérêts par les intéressés eux-mêmes et la direction de la production par l'intermédiaire des syndicats ; le syndicat obligatoire veut dire syndicat unique par industrie et par région.

Le vœu de M. Paul-Boncour secondé par l'évolution déjà démontrée ²¹, est que l'Etat politique se transforme en état économico-politique ; que ce vieil Etat traditionnel qui ne résulte que de démagogies effrénées et de mystifications fastidieuses, devienne un état syndicaliste décentralisé.

Quant aux prévisions de l'évolution syndicale, la conception du syndicalisme décentralisé a subi plusieurs échecs.

Parallèlement au développement des syndicats professionnels, les pays agricoles assistèrent à l'essor des corporations de toutes sortes. M. Paul-Boncour écarte les coopératives de production qui ne sont que la personification même de la participation de ceux qui travaillent à la même tâche à l'usine, à sa direction. Faudrait-il leur laisser au moins une place respectable aux côtés des syndicats ?

A l'époque où les syndicats russes, maîtres des usines dirigèrent la marche de la production (on ne peut s'empêcher de reconnaître l'évidence des faits), ils démontrèrent l'insuccès d'une organisation basée sur les seuls syndicats sans l'entremise d'un organe de centralisation et de coordination. Les ouvriers d'alors, mal éduqués dans les affaires de gestion, désorganisèrent la production, déréglerent et supprimèrent la cohésion nécessaire entre les différentes industries. Devant un pareil insuccès.

21. Voir la première partie de notre exposé.

le syndicalisme que M. Paul-Boncour nous conseille, se voit très mal à l'aise. Le syndicalisme par branche d'industrie et d'agriculture est complètement méconnu de la part de M. Paul-Boncour. L'organe de coordination est tout naturel dans son système décentralisé ; mais nous ne le voyons pas dans sa conception. Le besoin d'un tel organe est des plus impérieux, si l'on ne veut pas laisser les activités économiques devenir chaotiques.

Le but est atteint si M. Paul-Boncour n'a voulu montrer que la direction spontanée du droit syndical ; l'évolution justifiée par la législation en vigueur et les faits sociaux de son temps, mais quand il a écrit, l'horizon n'était pas couvert par un conflit immuable : celui du fascisme et du socialisme.

SECTION III

LA CONCEPTION DE GEORGES VALOIS

*
« Age de l'électricité ; âge socialiste. »
(*Un nouvel âge de l'humanité.*)

Quant à la doctrine, M. Valois a fort varié ; on peut même dire qu'il est fort multicolore¹. Au temps où il dédiait son livre « *L'Economie Nouvelle* » à M. Léon Daudet et exprimait sa confiance à Charles Maurras, M. Valois écrivait « Rien n'est plus faux que cette conception matérialiste de l'histoire. C'est la vie intellectuelle, morale et politique qui détermine la vie économique »².

1. Georges Valois, *Un nouvel âge de l'humanité*, p. 10 d'avertissement
« Né dans la République, c'est dans l'anarchie que, à vingt ans, je croyais pouvoir dissoudre la plutocratie ; à vingt-sept ans, je cherche à jouer l'alliance du peuple et d'un prince contre les magnats ; vingt ans plus tard, je reprends la place dans la république ».

2. Georges Valois, *L'Economie nouvelle*, pp. 15-16.

Neuf ans plus tard ³ ce n'est plus le même doctinaire.

Dans le « Nouvel âge de l'humanité », cette fois dédié à la mémoire de Georges Sorel, M. Valois se demande qui a raison ⁴ : « le matérialisme historique ou le hégélianisme ? » Il répond : « Marx beaucoup plus que Fustel de Coulanges » ⁵. Or, M. Valois accepte ce qu'il refusait catégoriquement, et il se sépare d'une grande partie de ce qu'il adoptait auparavant. Ainsi, après tant de chevauchées, M. Valois trouve enfin un cantonnement où il édifie les principes de sa doctrine syndicale.

Pour M. Valois — nouvelle manière — pour M. Valois rajeuni « la révolution scientifique qui a engendré une révolution économique nécessite une révolution politique et juridique » ⁶. C'est avec l'électricité que le nouvel âge débuta, mais la lenteur du législatif et l'opposition des intéressés ne permirent pas le progrès parallèle des institutions politiques. Caduques et périmées, celles-ci fonctionnent avec un rendement défectueux, d'où le déséquilibre et le grincement des rouages de l'Etat.

« Les conditions nouvelles de la production » ⁷ ne sont pas individualistes ; elles ont tout du socialisme. Prenant pour illustrer cette thèse les moyens de transport, il dit : « Le régime des diligences est conciliable avec l'individualisme économique » ⁸ tandis que « les chemins de fer ont déterminé » ⁹ une forme nouvelle de propriété à laquelle se superpose le contrôle et l'intérêt de l'Etat. Ce qui veut dire en d'autres termes, que la production est organisée sur la base, très étendue, de nombreux éléments et que tous participent effectivement à la pro-

3. Plus précisément cinq ans. Voir : Préface de *L'économie* et préface générale de *Notre République*, de *L'état syndical et la représentation corporative*.

4 et 5. Georges Valois, *Un nouvel âge de l'humanité*, p. 29.

6. *Id.*, p. 20.

7. *Id.*, p. 56.

8. *Id.*, pp. 30-31.

9. Georges Valois, *Nouvel âge de l'humanité*, pp. 30-31.

duction ; légalement ce n'est qu'un seul élément qui préside à sa destinée. L'Etat militaire suffisait largement à la technique individualiste ; aujourd'hui il se révèle comme insuffisant, mutilé. La nouvelle technique exige un nouvel Etat. Car en présence des deux syndicalismes, ouvrier et patronal, qui « se lancent à la conquête de l'Etat ¹⁰ », l'économique peut anéantir le politique. L'Etat politique s'effacera si les forces économiques agissent de concert : « la grève générale comprenant le patronat et le salariat ». La première conclusion est donc le renforcement de l'Etat politique qui devra se transformer en Etat principalement économique ? Les organes d'exécution d'un tel Etat seront, toujours d'après M. Valois « les syndicats patronaux et ouvriers » ¹¹.

Autant que M. Valois reste dans la critique, sa position peut être justifiée. Mais quand on le suit dans la partie d'édification syndicale, on s'aperçoit qu'il trahit son manque de connaissance des réalités vivantes. En fait, la formule qu'il aimerait bien voir se réaliser est la République avec « une assemblée de citoyens et une fédération de syndicats » ¹².

La formule en elle-même est bien séduisante, mais les détails le sont beaucoup moins, s'ils ne sont pas même complètement décevants. L'Assemblée civique sera une émanation de citoyens-producteurs ; l'Assemblée syndicale représentera les syndicats ouvriers et patronaux. La première votera le budget, la seconde règlera la production. Alors, ces principes posés, une poussière brumeuse de questions des plus importantes se soulève tout à coup. Quels sont les citoyens-producteurs ? Comment s'effectueront les élections ? Quels seront les rapports entre les Assemblées ? Pourquoi l'assemblée civique s'occupera-t-elle des finances et point l'assemblée syndicale ? Où

10. *Id.*, p. 73.

11. *Id.*, p. 76.

12. *Id.*, p. 152.

sont les limites de leur compétence ? Ces questions et beaucoup d'autres, peuvent être multipliées à l'infini.

On pourrait croire que M. Valois nous présente une conception arrondie et achevée de l'Etat syndical. Pas du tout. Il nous fait entrevoir les bienfaits, par la négation de l'état actuel, des syndicalismes de type semi-étatiste. M. de la Gressaye remarque à juste titre que l'Etat de M. Valois sera dépourvu d'attributions morales, sociales et internationales et que par conséquent le syndicalisme ne réunira que « les chefs d'entreprise en vue de la production »¹³.

Ni socialiste, — conservant la propriété privée —, ni capitaliste —, limitant la libre disposition dans la gestion de l'entreprise, — l'Etat de M. Valois est un cadre fermé, cloîtré de syndicats, qui en réalité ne s'entendront pas (les syndicats fascistes, chrétiens, communistes, etc...)

L'économique pour M. Valois ne renferme que la production ; la circulation, la consommation et surtout la répartition restent hors du système.

Sous le poids de ces défauts le système est condamné à devenir inopérant¹⁴.

L'aveu sincère de M. Valois « voici, aux termes d'une série d'exposés où je n'ai pas eu la prétention d'apporter un système complet »¹⁵, nous désarme. Comment pourrions-nous insister davantage, quand l'auteur lui-même reconnaît ses propres déficiences.

13. Jean Brèthe de la Gressaye, *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, pp. 208-209.

14. Le silence du parti républicain syndicaliste qu'il fonda en 1928 lors de sa séparation avec *l'Action Française*, nous fournit une des meilleures preuves.

15. Georges Valois, *Un nouvel âge de l'humanité*, p. 174.

CHAPITRE II

LES DOCTRINES PRATIQUES

La définition du syndicalisme a été longtemps controversée et pourtant il n'y a rien de plus familier, de plus net et de plus clair pour les syndicalistes et pour ceux qui les comprennent. La façon la plus simpliste de définir le syndicalisme est bien celle de M. Marty-Rolland. Dans un article du journal syndical de Toulouse, M. Marty-Rolland écrivait ceci : « ... Quand un syndicat marche — ...on dit qu'un syndicat marche lorsqu'il agit... — ...il fait du syndicalisme »¹. Rien d'obscur dans cette petite tentative de définition sans aucune prétention de la part de son auteur. Son défaut est d'être incomplète, par suite de sa concision, en ne donnant qu'un aspect du syndicalisme. Le président Joseph Caillaux apporte de son côté une contribution à la définition du syndicalisme en disant que les associations professionnelles « ...sont animées par les revendications, par leurs espérances, par leurs rêves... »². Cette contribution de M. Joseph Caillaux donne un autre aspect complémentaire du premier.

La définition la plus complète peut s'énoncer ainsi : le syndicalisme est une entité composée de l'action et de l'idéal, de méthodes d'action, de stratégie du combat et de l'idée, des buts qui inspirent aux syndicats l'atteinte des améliorations et d'un avenir meilleur. Le syndicalisme, c'est aussi l'idéologie qui inspire les données de la vie matérielle, spirituelle et morale des syndicats. En un

1. *Le Peuple*, l'article « Faire du syndicalisme » du 31 mai 1919, p. 1, c. 1.

2. Préface de l'ouvrage de M. Cazalis, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*.

mot et en allant au fond, c'est la doctrine dont le syndicat se fait le missionnaire, c'est la doctrine qui justifie ses actes, ses pensées, ses idéals ; c'est l'actuel, l'être et le devenir, l'avenir social qui se fondent en une unité, qui se soudent dans le syndicalisme.

Dans les études sur le syndicalisme faites jusqu'à présent, on avait toujours eu recours aux assises syndicales, nationales et internationales pour démontrer quelle était la doctrine de tel ou tel groupement professionnel. On transcrivit à cette occasion les résolutions ou on copiait tout simplement, puérilement les statuts de telle ou telle association professionnelle de compétence nationale ou internationale. Il faut se dire que cette méthode bien que stérile, car elle ne pénètre pas dans les bases initiales de la doctrine, les racines et les sources mêmes, ne fait que décrire l'action immédiate, faisant de très loin des allusions à l'avenir envisagé par les doctrines créancières. On saisissait le syndicalisme « fugace comme les nuées » de telle ou telle époque, sans pénétrer jusqu'au fondement profond de la doctrine, jusqu'à l'origine même de la doctrine. Nous inaugurerons une autre présentation plus scientifique à notre sens, ne négligeant pas toutefois la méthode traditionnelle, une méthode de recherches en remontant vers les origines doctrinales, les racines idéologiques des syndicalismes vivants, vers les doctrines dont les syndicats s'inspirent, dont ils se font les protagonistes, les amateurs et les partisans de défense, de prêche et de propagande. Cette méthode nous est apparue sinon complètement suffisante, du moins complémentaire, supplémentaire et même plus importante que la précédente, celle employée jusqu'à nos jours. Nous vous ferons arbitre de notre réussite ou de notre défaite.

SECTION I

LE SYNDICALISME DES « JAUNES »

Le syndicalisme « jaune » est d'origine française. C'est à Montceau-les-Mines, qu'il se fit connaître du public¹ et c'est dans le Haut-Rhin que travaillait son promoteur doctrinaire, Pierre Biétry².

Les menées des socialistes parlementaires, des Jaurès, Viviani, Rouanet et d'autres ; les échecs des grèves des années 1898, 1899, 1900 et 1901 ; le découragement et la déception qui en résultèrent produisirent une scission au sein de la Bourse du Travail. La fraction des mécontents organisa des bourses indépendantes du travail, et les syndicats jaunes³.

Quelques mots nous suffiront amplement dans l'énumération des leaders de la doctrine des « jaunes », ce sont : outre Pierre Biétry, Gaston Japy⁴, Paul Lenoir, Laroche-Joubert, de Guigné, de Bellaigne, Edouard Lecoq⁵, etc... tous aussi inconnus qu'insignifiants.

La conduite doctrinale fut exposée par l'animateur du mouvement, Pierre Biétry, dans « Leur socialisme », « Le socialisme et les jaunes » et « Les Jaunes de France et la question ouvrière ». Fragmentaire, dépiécée dans les

1. Dans le Café de la Mairie à Montceau-les-Mines l'an 1900, se sont réunis les briseurs de grève. Une émeute les mit aux prises avec les « rouges ». Assaillis dans le dit café, les « rouges » démolirent les vitraux, les assiégés trouvèrent des feuilles de papier jaune pour en remplacer les verres. « Ils étaient ainsi baptisés ». (*Le socialisme et les jaunes*, pp. 67-69). Comme leur insigne était le genêt, Pawlowsky, dans son livre *Les syndicats jaunes* ne sait pas au juste, si l'appellation « jaune » vient du genêt ou des feuilles de papier.

2. Voir *Henry Japy*, mai 1898, Pierre Biétry.

3. *Leur socialisme*, par Pierre Biétry.

4. Voir *Les idées jaunes* de Gaston Japy.

5. *Contre l'oligarchie, pour Marie-Georges, Picquard et ses amis*, préface de Pierre Biétry.

deux premiers livres, sa doctrine est ramassée, condensée à l'instar des manifestes dans le dernier. Nous pouvons donc écarter *Leur socialisme* et *Le socialisme et les jaunes* pour nous arrêter aux *Jaunes de France et la question ouvrière*.

Les principes de la doctrine sont au nombre de quatre : la renaissance de la corporation telle qu'elle fut pendant l'ancien régime, notamment au cours du XIII^e siècle ; la réfutation de la politique des syndicats ; la collaboration pour l'assimilation, le propriétaire contre tout étatisme, collectivisme et même internationalisme ; l'exclusivisme nationaliste.

Biétry évoque l'image idyllique des ouvriers médiévaux. La corporation était pour eux l'ange gardien ; le monde autour d'eux était rose et fleuri. On s'attend à lire l'adage bien connu « le bon vieux temps », suivi d'exclamations (ce plaisir ne nous est pas réservé ; Biétry s'en abstient). La faiblesse d'observation est nette ; comment pourrait-on transplanter les corporations médiévales dans la société contemporaine ?

Passe encore, s'il s'agissait d'une corporation médiévale ; mais ce qui est son idéal, c'est la corporation naissante ou dans l'âge de sa première jeunesse : la corporation du XIII^e et du XIV^e siècles. Le sens de l'évolution historique lui fait défaut ; il est insensé de vouloir comparer le XIII^e au XX^e siècle. Un tel idéal trouvera sa réalisation sur les scènes d'opérettes viennoises ; son utopisme est plus que maladif.

La leçon, si durement exécutée, de l'abolition des corporations n'a rien appris à Biétry. Il n'en voit que les bienfaits, il se refuse obstinément à étudier les corporations des siècles postérieurs aux XIII^e et XIV^e siècles. A quoi bon ! Hippolyte Blanc ⁶ dans son livre *Les corporations de métiers* et le Pape Léon XIII ⁷, dans son Ency-

⁶ et ⁷. *Les jaunes de France et la question ouvrière*, par Pierre Biétry, pp. 7-9.

clique du 15 mai 1891, ont prouvé toute leur grandeur ; il n'y a qu'à les faire renaître.

Le cynisme d'une telle négligence des faits est écœurante. La grande industrie a brisé les liens de fer des corporations ; si elles avaient pu satisfaire les conditions nouvelles, elles auraient subsisté.

Faut-il des preuves ?

Son suicide intellectuel, nous le trouvons dans les pages 10, 18, 79 et 81. Ayant cru avoir exposé le système corporatif de l'Ancien Régime, il se flatte d'en tirer la conclusion : « l'association libre,... d'ouvriers et de patrons, en dehors de l'ingérence de l'Etat,... a donné pendant des siècles des résultats excellents ». Une telle corporation où pourrait-on la trouver ? Nulle part ; car elle n'était pas telle qu'il voudrait nous le faire croire ⁸.

Tout le système change d'aspect, rend vaines et fausses les louanges à l'adresse des corporations, quand Biétry se voit aculé au pied du mur par la réalité économique, et admet « nous avons légèrement modifié cette loi (c'est la corporation de l'ancien régime) pour l'adapter à nos mœurs du xx^e siècle ; au lieu de grouper dans une association patrons et ouvriers, nous avons formé des syndicats de patrons et des syndicats d'ouvriers » ⁹. C'est un aveu explicite du syndicalisme de classes. Pressé, il se corrige « Réunis dans une fédération générale » ¹⁰.

Enfin après tant de confusions et de contradictions, il s'exprime clairement ; ce ne sera pas pourtant une corporation médiévale, mais un syndicalisme de chrétiens sociaux, et encore assez loin du type orthodoxe.

Biétry n'a nullement formulé un système. Dans le désir de voir renaître la corporation du xiii^e siècle, il ignore les siècles antérieurs à leur abolition. Tout le mal vient de là. Dans cette renaissance, Biétry s'empresse de signaler le perfectionnement et la haute valeur artistique des

8. Nous avons démontré dans l'introduction ce que fut la corporation ; nous y renvoyons notre lecteur.

9. *Les Jaunes de France et la question ouvrière*, par Biétry, p. 81.

10. *Id.*, p. 81.

produits. Quelle mesquinerie d'inobservation ? Que fera-t-on des machines industrielles ?

La seule qualité, dirions-nous, noble, est la modestie dans l'innovation. C'est beaucoup et ce n'est rien.

Pour rester fidèle à soi-même, Biétry continue de se contredire. Il reproche aux « élus socialistes », d'être venus « au Parlement, portés par les syndicats ouvriers ». C'est un fait acquis, écrivit-il, les syndicats ouvriers ont été détournés par les socialistes de leur but professionnel vers un but politique »¹¹. Cela ne l'empêchera pas de devenir membre du Parlement grâce au syndicalisme et aux syndicats jaunes, et de continuer le patronage des mêmes syndicats.

« Devenir le co-proprétaire de son instrument de travail, le co-associé de l'affaire où il travaille est le noble but que poursuit l'ouvrier jaune »¹². Ce but noble est une drogue des inconscients charmeurs ; comme s'il était possible à l'ouvrier, vu les moyens dont il dispose « de devenir un tel co-proprétaire ».

La doctrine est inspirée par la philanthropie. Le bon patron, bon organisateur de son industrie n'est qu'un *pater familias* pour ses ouvriers. Il faut lui être reconnaissant de ce qu'il lui convient de céder de bon gré ; toute pression est nuisible ; on n'a qu'à lui faire comprendre que les ouvriers sont ses enfants industriels et l'amélioration viendra d'elle-même. La bonhomie sentimentale de Biétry se heurte, quand il arrive qu'à côté des patrons charitables, il y en a d'autres qui sont récalcitrants. Que faire ? Attendre ou agir ? Nous trouvons la réponse dans les statuts de la fédération¹³.

Quand on enlève le symbolisme de Biétry et après l'avoir épuré des erreurs, on se trouve en face du principe chrétien social : « le syndicat libre dans le corps

11. *Les Jaunes de France et la question ouvrière* par P. Biétry, p. 39-40.

12. *Id.*, p. 94.

13. Autant que possible éviter les grèves ; s'il le faut inévitablement, un préavis de quinze jours doit être adressé à la partie adverse (aussi bien pour les ouvriers que pour les patrons, l'article 25 de la Fédération).

organisé ». Qu'a-t-on pu attendre d'une telle conception ? Un émoussement instantané des esprits ouvriers, suivi de calme et de désertion vers les syndicats chrétiens.

Le syndicalisme jaune n'est donc qu'une feuille d'automne, rudimentairement primaire, inspiré par le mauvais goût du fermier endimanché, il n'est affecté que de dilettantisme enfantin.

Peut-on parler de la pratique des syndicats jaunes ? (ce ne sera que dans la mesure où ils ont pu arriver à survivre à la guerre) ¹⁴. Unis avec le patronat, les ouvriers jaunes ramassent ce qu'accorde la bienveillance des employeurs. L'action propre des jaunes n'existe pas, ou bien peu ; tout passe par le veto patronal.

Les conflits entre les syndicats jaunes et le patronat sont rares, mais par contre, ils sont sanglants entre les syndicats jaunes et les syndicats socialistes. Récemment même, pendant la grève des taxis à Paris, on enregistra un mort dans le camp des syndiqués communistes. Les « rouges », avec leur tactique de l'action directe et l'ardeur combative entrent évidemment en lutte avec les « renards » ouvriers, désolidarisés de leurs compagnons de travail. Les « Jaunes » dont le caractère est paisible, et la nature satisfaite de l'état actuel, croient fermement au réformisme pacifique et à l'action légale dont leur indulgence escompte toujours les bienfaits.

Généralement mal considérés de leurs camarades de travail, les « Jaunes » se font huer et chamailler pour leur refus farouche à se mettre du côté des syndicats socialistes.

Le syndicalisme jaune a ses représentants dans l'Union des Syndicats Nationaux de la Yougoslavie, dans l'Union Fédérative des ouvriers et Syndicats professionnels indépendants de la France, ainsi qu'aux Etats-Unis et au Japon.

Quant à l'influence et les effectifs, les syndicats jaunes « n'ont pas cessé de diminuer » ¹⁵.

14. *Le syndicat pendant et après la guerre* par Pierre Paraf, p. 77.

15. *Le syndicalisme pendant et après la guerre*, par Pierre Paraf, p. 21.

SECTION II.

LE SYNDICALISME CHRETIEN

« Il vaut mieux que deux soient ensemble que d'être seul, car alors ils tirent de l'avantage de leur société ; si l'un tombe, l'autre le soutient. Malheur à l'homme seul ! car lorsqu'il sera tombé il n'aura personne pour le relever. » (Les Saintes Ecritures, voir *Rerum Novarum*, 37).

Avant l'Encyclique *Rerum Novarum*, qui fut le véritable étendard de ralliement de tous les catholiques désireux d'améliorer réellement les conditions de vie des masses populaires, les germes de rénovation corporative, sur une base accommodée aux nouvelles exigences économiques et sociales mûrirent principalement en France, aux Etats-Unis et en Angleterre¹. Ce fut la sincère conviction catholique de Léon Harmel au Val du Bois ; le conflit des Knights-of-labour aux Etats-Unis, et la grève des stockers à Londres.

L'institution corporative des catholiques remonte au moyen âge. Les confréries des artisans médiévaux sont l'incarnation de cet esprit corporatif de collaboration pacifique, sans divergences aiguës d'opposition et sans conscience de classes. Si l'institution corporative des chrétiens est déjà fort éloignée de nous, la doctrine du corporatisme chrétien est presque de nos jours, ou plus exactement, tout près de nous. Son quarantième anniversaire fut commémoré par la promulgation de la nouvelle Encyclique *Quadragesimo anno*.

1. Les Etats-Unis et l'Angleterre, pays à la religion protestante en grande majorité, aspiraient à un syndicalisme de collaboration. Ce trait les rapproche du syndicalisme catholique de la France.

Voyons ce qu'était le corporatisme chrétien avant l'Encyclique *de conditione opificum* ; ce qu'il est dans *Re-rum Novarum* ; dans *Quadragesimo Anno* ; et enfin ses ramifications principales dans la vie doctrinale ².

Repliée sur'elle-même l'Eglise accusait des pertes croissantes. La désertion de la nef sacerdotale se produisit à une cadence accélérée ³. En présence des sociétés qui se cristallisent en classes, la menace directe contre l'Eglise, l'obligea à agir, si elle voulait retrouver son prestige, de beaucoup diminué, dans la refonte, la rénovation et l'union des « frères chrétiens ». Les paroles de la chaire se montrèrent impuissantes ; on ne se contentait plus des paroles on demandait des actes, ou au moins des actions qui promettent l'espérance du réel. Mais alors il fallait convertir des chrétiens nominaux, des chrétiens par titre, en chrétiens de la Bible et leur montrer que l'Eglise peut donner un moyen efficace d'améliorer la vie ici-bas. Les feux nouveaux embrasèrent quelques individus isolés, industriels, commerçants ou intellectuels. Mais les masses perdirent leur crédulité comme leur religiosité ; pour les ramener on devait la leur réinculquer. Le réalisme les gagnait trop, réfutant toujours plus vigoureusement ce renouveau, à leurs yeux périmé et caduc.

L'effort fourni n'avait pas été vain ; il y avait encore des catholiques prêts à mener ou à suivre les fidèles à la religion du Christ.

Les adversaires ne reculèrent pas. Avec beaucoup d'insistance, les formules « la religion est l'opium des peuples », « le christianisme et le socialisme sont comme

2. Le futil bagage dogmatique est loin d'attirer notre attention, étant dépourvu de toute notion scientifique ; nous n'entendons pas entrer dans les données théocratiques. Nous exposerons la construction de son syndicalisme corporatif sans faire une description didactique du catholicisme social.

Il nous reste donc à décrire la conception chrétienne du syndicalisme, telle qu'elle est dans la doctrine et dans la pratique, comme les critiques qu'elle soulève. Cela allait sans dire, mais nous préférons le dire.

3. *Aux prises avec l'apostasie des masses* par Robinot-Marcy G., S. J.

l'eau et le feu »⁴, parvinrent de l'orateur propagandiste et de l'écrivain érudit, aux milieux ouvriers.

Le socialisme avait pour lui la science, le christianisme l'au-delà. Les socialistes promirent la société sans classe, la société à égalité économique parfaite, la société des grandeurs prolétariennes. Les sermons allèrent aux espérances ultra-terrestres, intangibles. L'attrait des socialistes était plus savoureux, à la portée de tous, des déshérités surtout. Rien d'extraordinaire, d'incompréhensible que le réalisme, le positivisme des premiers l'emporte de beaucoup sur le dogmatisme des autres. D'où la nécessité d'un réalisme religieux ; chose curieuse, le spirituel se marie au temporel, le contradictoire marche avec le contradictoire. ..« Si nous voulons, écrit le Cardinal Vannutelli à M. Georges Guitton, empêcher les ouvriers de se laisser entraîner en masse à l'apostasie, il fallait, en même temps qu'on les instruisait de leurs devoirs, reconnaître loyalement leurs justes droits »⁵.

Ce qu'il fallait fut fait.

La « Grande Nation catholique », la Fille aînée de l'Eglise », la France, présenta tout timidement ses praticiens et ses théoriciens du syndicalisme chrétien. Les hommes de religion catholique : Léon Harmel, René de la Tour du Pin, Robert et Albert de Mun⁶, Feron-Vreau,

4. Auguste Bebel, *Christentum und Socialismus*.

5. Georges Guitton, *Léon Harmel, 1829-1915*, la lettre du Cardinal Vannutelli à M. Guitton, p. 14.

6. L'action fomentée par Albert de Mun survint au lendemain de la Commune de Paris. Dans *Ma vocation sociale*, Albert de Mun donne nettement les contours de cet aspect passif de la chrétienté en face des problèmes soulevés par les questions ouvrières. C'est la confusion des bons catholiques qui voient la nécessité des gens religieux d'agir en vue d'apporter les solutions appropriées aux mouvements syndicaux des ouvriers. (Nous y reviendrons plus loin.)

L'animateur principal de l'œuvre des Cercles, Albert de Mun contribua avec son frère Robert et son ami de la Tour du Pin, à la préparation de la doctrine catholique sociale. C'est à eux qu'incombe la création des dits cercles où ils firent leurs premiers dessins d'un corporatisme catholique. Déjà en 1878, au cours d'un pèlerinage à Chartres, Albert de Mun présenta à l'auditoire cette formule : « L'association professionnelle : c'est la corporation catholique qui n'est pas un syndicat, ni un tribunal d'arbitrage, mais un foyer d'activité chrétien où l'antagonisme du maître et de l'ouvrier fait place au patronage chrétiennement exercé et librement accepté, où les

furent les premiers à promouvoir les principes du syndicalisme chrétien tirés des enseignements évangéliques. Dévoués à l'Eglise et à la Religion, ces hommes tentèrent des essais en vue d'une collaboration doctrinale conforme au Christianisme.

La présentation synthétique du syndicalisme corporatif partit de Léon Harmel, de son *Manuel d'une corporation chrétienne*. Harmel est un de ces rares hommes, qui tout en étant catholiques jusqu'à l'extrême fond de leurs pensées, imbus du mysticisme religieux, avaient un sens immense des réalités économiques. Parlant parfaitement le langage de Jésus, ne faisant rien sans consulter le Ciel, obéissant à la Providence, il ne perdit pas la terre dans l'excès de sa sincérité ou dans son intimité.

Harmel comprit que le socialisme est le cri de cette humanité déshéritée, de cette foule palpitante, de ces masses aux yeux affamés, qui n'ont plus besoin de Rome pour s'exprimer. « Aveugles qui ne voient pas que le socialisme n'est qu'une conséquence et que les effets subsisteront tant que l'on n'aura pas attaqué les causes qui les engendrent »⁷.

Dans une lettre d'une portée considérable en raison de sa netteté de sentiments profondément francs, Harmel écrivit « Jésus-Christ disait : Malheur aux riches ; en même temps qu'il disait : Bienheureux les pauvres. On répète timidement la seconde maxime, la première jamais. Vive le capital ! Vivent les oppresseurs ! Quant aux victimes, qu'elles s'en tirent comme elles peuvent. Nous ne pouvons leur « bien faire », et plus loin — aussi dans beaucoup de nos églises, il n'y a plus de place pour les pauvres, il faut payer pour prier Dieu »⁸.

C'était un, Léon Harmel, industriel altruiste, catholi-

droits de l'un et de l'autre trouvant dans l'accomplissement des devoirs réciproques leur légitime satisfaction. » (*La pensée sociale de Albert de Mun*, extraits recueillis et ordonnés par Ch. Broissier, pp. 148-149).

7. Léon Harmel, *La démocratie chrétienne*, discours prononcé le 5 juin 1897, au Congrès ouvrier de Tours, p. 26.

8. Citation de la lettre de Harmel à l'abbé G., le 28 janvier 1890, par G. Guitton, *Léon Harmel*, 1829-1915, pp. 44-45.

que pieux et philanthrope, mais il n'y en avait pas deux.

Sur un champ vaste d'expériences fécondes, Léon Harmel entreprit l'action dans laquelle il mettait tout son dévouement samaritain pour apporter les réformes inspirées du catholicisme.

Dans une série successive d'écrits, Harmel reste toujours fidèle à lui-même. Ses rapports au Congrès de Nantes de 1873⁹ et au Congrès de Lyon de 1874¹⁰, comme le *Manuel de corporation chrétienne* de 1877, répondent aux mêmes sentiments. « Le patron a pris l'enfant dans l'usine et lui a enlevé la protection du père ; ne doit-il pas en prendre la charge ? Vis-à-vis de la Société, le patron n'est-il pas tenu à réparer par tous les moyens convenables les désordres engendrés par l'atelier¹¹ ? »

Ce devoir précieux du patronat, de paternité sociale et du patronage chrétien obligea Harmel à veiller sur ses « enfants industriels » ; à leur donner des possibilités en vue de régénérer la société chrétienne et de les entendre « autrement qu'à travers les barricades des révolutions¹² ». C'est un *dictat* que de faire instituer : « Les associations, comprenant les patrons et les ouvriers, chacun à sa place¹³. » Tous les ouvriers de même industrie auront une association parallèle à celle des patrons, « ayant pour base la foi et la pratique catholique » ; ils traiteront « ensemble les intérêts professionnels, formant une corporation qui peut être considérée comme le type de l'organisation chrétienne du travail¹⁴⁻¹⁵ ».

9 et 10. Voir *Organisation chrétienne de l'usine* par Léon Harmel.

11. Citation par G. Guittou dans *Léon Harmel*, 1829-1915, t. 1^{er}, p. 230.

12. *Id.*, t. II, p. 18.

13. *Id.*, t. I, p. 133.

14. Léon Harmel, *Manuel de corporation chrétienne*, page 272, 1^{re} édition. Il s'agit de la lettre écrite par L. Harmel à la Tour du Pin, le 4 octobre 1880.

15. Que ce soit Harmel, de Mun, ou la Tour du Pin, l'idée dominante d'une union patronale-ouvrière traverse toutes leurs œuvres. Pour ne pas en douter nous esquisserons sommairement la conception de de Mun et de la Tour du Pin.

Pour le premier (accepté d'ailleurs par la majorité des catholiques sociaux français), la formule sur laquelle on a surenchéri est « le syndicat libre dans la profession organisée ». Cette formule fut rendue publique en 1897. Elle se résume ainsi : tous les membres de chaque profession sont portés d'office sur une liste. Tous ces gens là forment « le corps professionnel », dirigé par

En effet, le type originaire de la corporation préconisée par les sociaux chrétiens est resté le même, ce qui faisait écrire à M. Guittou « ces pages (le *Manuel de corporation chrétienne*) apparaissent toujours singulièrement actuelles ».

Harmel, tout en reconnaissant que l'idéal est la corporation, se contente, à cause de la difficulté de son établissement, des groupements séparés qui doivent se rencontrer dans des organismes de prévention de conflit. Partant, il n'attribue aucune signification au « nombre des associations, leurs noms, leurs formes », cela change; ce qu'il voulait voir, « c'est l'union et le gouvernement par des conseils ouvriers ¹⁶ », des groupements purement ouvriers. Mais ce qui incombe aux patrons et ouvriers réunis doit être tranché dans les conseils mixtes. Ces conseils syndicaux sont le pivot principal de l'organisation professionnelle. Composés des représentants ouvriers et de représentants de l'administration, ils seront compétents pour la prévention et l'aplanissement des conflits. L'élément patronal a son comité, l'élément ouvrier a le sien; tous les deux se régiront par eux-mêmes, écartant toute immixtion des autres éléments

un conseil composé des représentants délégués par les syndicats (ces derniers se constitueront librement, sans aucune immixtion de qui que ce soit, au sein de telle ou telle profession). C'est le conseil qui sera un organe corporatif doté du pouvoir réglementaire en ce qui concerne l'organisation du travail et la fixation des coutumes de la profession. Ces conseils nommeront la représentation de la profession au degré supérieur. (D'après la déclaration arrêtée en 1897 à la réunion des Revues catholiques d'économie sociale, assemblées à Paris. Voir : Brêthe de la Gressaye, *Le Syndicalisme, l'Organisation professionnelle et l'Etat*, pp. 255-256).

Pour la Tour du Pin (voir : *Vers un ordre social chrétien, jalons de route* 1882-1907, où il développa sa doctrine). C'est « la corporation libre dans le corps d'état organisé ».

Sa conception suppose trois échellons : le syndicat, la corporation et le corps d'état. Le syndicat reste tel qu'il est. La corporation est l'association des divers éléments de la même profession, comprenant par conséquent des différents syndicats ouvriers et patrons, sous une seule condition qui est l'appartenance à une même profession. Le syndicat et la corporation sont complètement libres; par contre, le corps de métier est une institution publique dans laquelle entrent tous les individus exerçant le même métier. La faculté d'union patronale ouvrière est offerte tout d'abord par la corporation et en second lieu par le corps d'état organisé, obligatoire, dont l'organisme dirigeant est le conseil corporatif élu par les corporations libres.

16. Léon Harmel, *Manuel de corporation chrétienne*, 1^{re} édition, p. 306.

étrangers aux ouvriers ou aux patrons. De cette façon, l'ouvrier aura à sa disposition les groupements d'intérêts essentiellement ouvriers, le patronat de son côté aura les mêmes groupements ; et pour les intérêts communs, existeront des organes communs. Pour y réussir, il faut agir : « si on ne veut rien faire, les corporations s'établiront néanmoins, mais elles seront dirigées contre l'Eglise ¹⁷ ».

Le premier sacrifice doit partir du patronat, sinon les objections ouvrières à la doctrine du syndicalisme chrétien seront plutôt la conséquence de négligences patronales que des travailleurs eux-mêmes. Harmel le savait, car il écrivit : « Beaucoup de patrons refusent nos doctrines qui sont en effet fort gênantes ¹⁸ » et encore à propos de son *Catéchisme du patron*, il disait : « ... Les patrons, lesquels, pour la plupart, ne voudront pas le lire ¹⁹. »

Le manque d'une doctrine uniforme, au but préétabli et rigoureusement déterminé, aux moyens d'action et d'organisation propres, sans recours aux doctrines adverses, était perçu dans tous les rangs sociaux et surtout parmi les intellectuels décidés à soulever les masses ouvrières au nom du premier Chrétien, Jésus-Christ.

Les différences sur les points de détail de la conception du syndicalisme catholique entravèrent souvent le développement voulu des associations professionnelles d'essence chrétienne.

Il fallait une charte du travail des chrétiens.

La solution des problèmes sociaux menaçait de se faire sans l'aide de l'Eglise, sinon, et c'est plus exact, contre son gré. Le socialisme grandissait pendant que le Saint-Siège écoutait les menaces aiguës et ininterrompues. Regagner le monde qui s'éloignait de la chrétienté fut l'impulsion des hommes croyants. A la haine qui se dressait entre les classes, demandant la rénovation dans

17. Léon Harmel, *Manuel de corporation chrétienne*, 1^{re} édition, p. 277.

18. Voir *Léon Harmel*, 1829-1915 par G. Guillon.

19. Voir *Catéchisme du patron* par Léon Harmel.

une révolution, l'Eglise voulait replanter, opposer la fraternité, la charité, la chrétienté tout court ²⁰.

Il fallait intervenir. Il fallait sauvegarder le rempart qui, après la poussée de la Première Internationale, commençait à se morceler. Ainsi apparut l'Encyclique *Rerum Novarum de opificum conditione*. Ainsi opportuniste, l'Eglise entérina les tendances associationnistes, leur donnant la Charte du « règne de la Justice et de la Solidarité chrétiennes ²¹ », qui fut et qui est « le fondement de toute activité chrétienne en matière sociale ²² ».

L'Encyclique fut accueillie avec un délire que le mysticisme religieux put seul réveiller, ainsi qu'expliquer ²³. Quelques mois après la publication de *Rerum Novarum*, 20.000 ouvriers français firent leur pèlerinage à Rome, suivis par les ouvriers d'Autriche, d'Allemagne, de Hollande, d'Espagne, de Belgique, d'Italie... Leur joie fut immense ²⁴.

Les historiens d'alors comparèrent Léon XIII aux papes du XI^e siècle, à Grégoire VII. Le deuxième s'était désolidarisé avec le régime féodal ; « ainsi, disaient les historiens, de nos jours un grand pape se rencontrait pour commencer à dégager l'Eglise de toute solidarité avec les excès du régime capitaliste ²⁵ ».

Gioachino Vincenzo Pecci, nonce à Bruxelles, archevêque de Pérouse, devenu le pape Léon XIII, fut l'homme qui coordonna, si c'est le mot, la réalité économique et la religion catholique dans les questions intéressant les travailleurs, dotant ainsi les syndicalistes chrétiens d'une doctrine qui, depuis lors, sert de terrain de ralliement à tous les catholiques sociaux.

20. Voir : 1891. *Une date dans l'histoire des travailleurs* par G. Guitton.

21. Harmel Léon, *La démocratie chrétienne*. Discours prononcé le 5 juin 1897 au Congrès ouvrier de Tours, p. 4.

22. *Quadragesimo Anno*, 42.

23. Voir G. Guitton, *Harmel Léon*, 1829-1915.

24. M. Guitton s'exprime sur les faits de l'Encyclique R. N. comme suit : « la lettre pontificale fut accueillie avec autant de faveur par les élites intellectuelles de toutes classes et de toutes religions », *Léon Harmel*, 1829-1915, tome I^{er}, p. 313.

25. *Id.*, t. I, p. 315.

Déjà, dans *Quod apostolici* de 1878, le Pape Léon XIII s'annonce comme un adversaire sans merci du socialisme ; en 1884, dans l'Encyclique *Humanum Genus*, le pontife recommande les corporations. L'impression est nette que le Pape voit dans les corporations des institutions favorites d'entente patronale-ouvrière.

Le pressentiment de beaucoup de catholiques fut que le Pontife allait incessamment publier une Encyclique en vue de mettre fin aux tâtonnements et aux égarements des doctrinaires chrétiens.

Les pèlerinages d'hommes d'affaires, des ouvriers et des prélats, organisés par Léon Harmel en 1885, 1887, 1889, précipitèrent les événements. Selon les paroles mêmes du Cardinal Langénieux, l'Encyclique *Rerum Novarum* « était la récompense des pèlerinages des ouvriers français ²⁶ ».

Or, après quatorze années de pontificat, le 15 mai 1891 fut publiée l'Encyclique *Rerum Novarum*, dont la conception du syndicalisme chrétien occupe la troisième section de la troisième partie 36-44.

Un aperçu général sur le contenu de *Rerum Novarum* nous permettra de mieux comprendre les conséquences auxquelles elle tend.

Le développement de l'industrie a engendré les modifications dans le rapport des ouvriers et des patrons, « la richesse a afflué entre les mains d'un petit nombre et la multitude a été laissée dans l'indigence » (*R. N.*, I). La solidarité entre les ouvriers, s'étant considérablement accrue, les a mis dans une position égale du patronat, le conflit des parties devient imminent. Les corporations détruites, les ouvriers restèrent sans protection « livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée » (*R. N.*, 2). L'individualisme prit toute sa force ascendante « des hommes avides de gain et d'une insatiable cupidité » (*R. N.*, 2). L'abri pour l'ou-

26. G. Guitton, *Léon Harmel*, 1829-1915, t. I, p. 203.

vrier devenait une nécessité irréfragable. Il s'offrit un faux remède, le socialisme qui, « pour guérir ce mal, pousse à la haine jalouse des pauvres contre ceux qui possèdent » (R. N., 3). La réfutation est catégorique et sans aucune réserve, de tout ce qui est socialiste, notamment du collectivisme, de l'étatisme, de la domination intégrale du règne libre du prolétariat.

L'Encyclique recommande « ... les vrais remèdes... » qui sont au nombre de trois : l'Eglise, l'Etat interventionniste et, « en dernier lieu, les patrons et ouvriers eux-mêmes... par toutes les œuvres capables de soulager efficacement l'indigence et de rapprocher les deux classes » (R. N., 36) parmi lesquelles « la première place appartient aux corporations ouvrières qui en soi embrassent à peu près toutes les œuvres » (R. N., 36). Une nostalgie des anciennes corporations domine toutes les réformes préconisées. Toutefois, les remaniements devenus indispensables par suite de l'état actuel ne font pas de doute. « Aussi voyons-nous avec plaisir se former partout des sociétés de ce genre, *soit composées des seuls ouvriers, soit mixtes, réunissant à la fois les ouvriers et les patrons* » (R. N., 36) (souligné par nous). Il s'ensuit que la première règle d'une association professionnelle chrétienne est le syndicalisme de classes ou le syndicalisme mixte²⁷ ; l'un et l'autre sont admis. Une telle association est du droit privé sous la protection de l'Etat (R. N., 37 et 38) ... il faut « que toutefois il ne s'immisce point dans leur gouvernement intérieur et ne touche point aux ressorts intimes qui leur donnent la vie » (R. N., 41).

Le but assigné à un syndicat chrétien ... « consiste dans l'accroissement le plus grand possible, pour chacun, des biens du corps, de l'esprit et du patrimoine familial » (R. N., 42). Mais le but intégral, la morale catholique, qui

27. Avant la lettre pontificale, on hésitait beaucoup dans les milieux de syndicalistes catholiques entre le syndicalisme de classes et le syndicalisme mixte.

est propre au syndicalisme confessionnel ... « est avant tout... le perfectionnement moral et religieux » (R. N., 42).

Sachant qu'une corporation de l'Ancien Régime n'aura pas de pendant formé des mêmes pièces dans la société actuelle, un organe de conciliation et d'arbitrage a plus de possibilités d'exister et de fonctionner. « Pour le cas où l'une ou l'autre classe se croirait lésée, il serait très désirable que les statuts chargeassent des hommes... tirés de son sein de régler le litige en qualité d'arbitre » (R. N., 43). L'Encyclique, dans son article 31, constate « la présence des dommages voulus et concertés qu'on appelle des grèves ». Sans s'exprimer ni pour ni contre, elle met au compte des préoccupations étatiques sur le solde des fonctions de l'Etat, « de porter un remède ». Considérant comme moyen le plus efficace la prévention du mal et la suppression des causes qui sont de nature à l'exciter, l'Encyclique *Rerum Novarum de opificum conditione* trace les lignes générales du syndicalisme chrétien.

L'Encyclique *Rerum Novarum* est une ébauche de traits bien rudimentaires, désirant laisser aux conditions réelles de chaque pays la possibilité de régler et de compléter les détails. Elle est loin d'une réglementation intégrale de l'organisation syndicale. La vérité est qu'elle se révèle comme une charte de la doctrine chrétienne sociale, avec le syndicalisme corporatif comme titre. Dans un mélange abondamment chargé d'éléments hétérogènes, elle reste fidèle et conséquente aux visées réactionnaires, conservatrices, traditionnalistes et au-dessus de tout, confessionnelles, voulant assimiler la religion et la réalité économique.

Rerum Novarum, par sa modération, par sa mesure « de juste milieu chrétien », et la volonté de persister et de subsister, rallie le réformisme social dépourvu de tout esprit de lutte, à la chrétienté.

Le vœu de l'entente juste, non définie, ou plutôt indéfinie et indéfinissable, des ouvriers et des patrons, pose la condition *sine qua non* de la conviction religieuse pour l'appartenance aux syndicats confessionnels.

Accusant les anomalies et les méfaits du régime libéral individualiste, l'Encyclique se déclare pour la conservation de l'ordre social, toutefois régénéré par la suppression des injustices imméritées.

La fermeté des expressions, comme la persévérance dans la réussite, ramenèrent les syndicalistes cléricaux dispersés de ci de là à une voie uniformément établie et chrétiennement logique et adéquate. Les syndicalistes cléricaux ont saisi l'occasion offerte par l'Encyclique et ont vu pousser et développer les syndicats confessionnels dans toutes les régions et dans tous les milieux dévoués à l'Eglise.

Alertés, les syndicats catholiques s'adonnèrent au labeur de recrutement et d'organisation syndicale suivant les préceptes de la lettre pontificale. Les centristes d'Allemagne, qui avaient déjà leur parti politique solidement constitué, redoublèrent leur propagande en vue d'augmenter les rangs ouvriers par les syndicats chrétiens. La Belgique, la Hollande, l'Espagne, l'Italie, l'Autriche et la France ne tardèrent pas à traduire dans la réalité ce que les articles formulèrent dans l'Encyclique *Rerum Novarum*. Leurs syndicats adoptèrent trois groupes de principes fondamentaux : l'autonomie de mouvement et d'association dans le cadre des conseillers patrons et des conseillers clercs ²⁸ ; la reconnaissance de la chrétienté, de la famille, de la propriété privée et de la patrie, toutes infaillibles et immuables ; la réalisation de la pacification des esprits et des cœurs. On dénomma cela la démocratie chrétienne. Quant à la démocratie de l'usine, nous la montrerons à l'aide du tableau renfermant les institutions ouvrières et patronales de la filature du Val-des-Bois ²⁹.

28. Les associations professionnelles d'essence chrétienne reçoivent avec reconnaissance les conseils du Clergé, des patrons et des intellectuels mais tout en conservant leur indépendance (*sic* !) C'était l'opinion de L. Harmel exprimée dans *La démocratie chrétienne*, p. 7.

29. Si nous insistions sur l'œuvre pratique et théorique de L. Harmel c'est parce que son témoignage est la meilleure démonstration du développement de la pensée du syndicalisme cléricale et de sa réalisation (au moins jusqu'à présent).

Toutes les œuvres du Val-des-Bois sont pénétrées d'une devise qui « fait honneur » à son promoteur Léon Harmel : « Le bien de l'ouvrier par l'ouvrier, et avec lui, jamais sans lui, à plus forte raison jamais contre lui ³⁰. » L'organisation qui en découlait fut connue sous le nom de « Corporation chrétienne ». Elle embrasse tout un ensemble d'institutions professionnelles, économiques et sociales. En voici le mécanisme : un conseil syndical réunit six membres représentant le travail et six membres représentant le capital. Son rôle s'efface devant le conseil d'usine qui est le vrai centre de concentration des thèses opposées. Sa constitution comprend : les délégués de chaque sorte de travail (d'après la division du travail par salle) et un représentant du patronat qui occupe le siège de président. Ce conseil sert d'équilibre, de tampon, transmettant au patronat les doléances ouvrières et communiquant aux ouvriers les décisions prises en commun. Ses attributions sont : la sauvegarde de la sécurité du travailleur, le souci de l'hygiène, la conduite de l'apprentissage, les différents concours, les perfectionnements du travail, l'avancement des ouvriers-fils des patrons, enfin les salaires, les primes et les tarifs.

Les autres institutions professionnelles — nous ne ferons que les énumérer — sont : le contrat collectif permanent, le règlement d'atelier approuvé préalablement par le conseil d'usine, les cours du soir, la bibliothèque, différentes sociétés mutualistes. A part celles-là, il y a des œuvres économiques telles que les coopératives des boulangers, des agriculteurs, pour l'achat en commun ³¹.

« La communauté de conviction religieuse » et surtout la piété de Harmel ont grandement facilité l'établissement et le fonctionnement de ces différentes institutions ci-dessus mentionnées.

L'Encyclique *Quadragesimo Anno* de Pie XI est la

30. L. Harmel, *La démocratie dans l'usine*, p. 6.

31. Voir : *Tableau des institutions*, p. 274, t. II de Léon Harmel, 1829-1915 par G. Guittou.

suite logique de *Rerum Novarum*. N'inventant rien, elle met au point le corporatisme chrétien, précisant toutefois la dite représentation professionnelle au sein de la profession ; arrondissant et complétant tout de même le syndicalisme chrétien de la conception de Léon XIII.

S'inspirant de *Rerum Novarum*, elle fut une nouvelle garantie de l'orthodoxie syndicale chrétienne, prouvant une fois de plus le traditionalisme de l'Eglise romaine. Ainsi le syndicalisme chrétien eut sa charte éclaircie et nette sur le corporatisme semi-intégral.

L'ancienne corporation est l'institution chérie du Pape Léon XIII. Insistant à plusieurs reprises sur ses bienfaits sans égal, il la désire dans l'Etat moderne, mais adaptée aux exigences nouvelles de la vie économique et sociale. *Quadragesimo Anno* ne fait que répéter les mêmes convictions. Elle recommande aux gouvernants comme étant l'objectif à atteindre l'interruption des luttes de classes et l'institution des corps de collaboration de classes (Q. A., 89). Tous les soins de la politique sociale devraient tendre vers la reconstitution des corps professionnels (Q. A., 90). Répugnant à la lutte des classes qui foment et entretient la guerre civile, *Quadragesimo Anno* propose un « remède prompt » qui consiste dans les organismes corporatifs. « On ne saurait arriver à une guérison parfaite que si, à ces classes opprimées, on substitue des organes bien constitués, des « ordres » ou des « professions » qui groupent les hommes, non d'après la position qu'ils occupent sur le marché du travail, mais d'après les différentes branches de l'activité sociale auxquelles ils se rattachent » (Q. A., 90). C'est ainsi que la formule « le syndicat libre dans la profession organisée » fut consacrée³².

Les corps professionnels doivent se charger au nom de la communauté qu'ils représentent de diriger la profession et d'exécuter les lois suivant les directives générales de l'Etat, au contrôle duquel ils sont ainsi soumis.

32. Albert de Mun, *La question sociale, sa solution corporative*.

En définitive, deux groupements bien délimités : le syndicat, association libre et privée, au-dessous des organes superposés. Ces derniers sont « les corps professionnels dont les décisions sont obligatoires ». Ces corps demandent que leurs décisions soient strictement appliquées (Q. A., 90 et 94).

Dans ce qui précède, nous avons vu comment la conception syndicaliste chrétienne, catholique, s'était développée et comment elle était comprise de tel ou tel doctrinaire. Voyons maintenant, avant d'en terminer, la conception intégrale du syndicalisme clérical de M. Jean Brèthe de la Gressaye, professeur à Aix ³³.

L'intérêt public de la profession est assuré par les groupements privés ; lorsqu'une organisation publique aura, elle seule, l'autorité et la responsabilité nécessaires pour y faire face... ; « cette organisation publique, d'après M. de la Gressaye, ... aura les pouvoirs de... créer les institutions et établir les règles du droit corporatif ³⁴. »

La construction professionnelle préconisée par M. de la Gressaye doit se faire suivant la formule, proche de celle déjà citée de l'école catholique sociale, « le syndicat libre dans la corporation organisée », dont les conséquences sont en beaucoup de points égales à celles de la dite école.

Le syndicat doit subsister, car on s'y groupe sans obligation, volontairement, par affinité et concordance de vues et d'idées ; on doit y puiser la vitalité indispensable pour les corps organisés.

« Selon nous, écrit le professeur d'Aix, l'organisation professionnelle devra présenter trois caractères : elle devra réunir tous les professionnels, employeurs et employés ; elle devra comporter des autorités publiques corporatives et enfin jouir d'une large autonomie à

33. *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, pp. 315-352

34. *Id.*, p. 317.

l'égard de l'Etat ³⁵. » Ce sera alors la corporation dont il se fait le protagoniste.

Tous les individus exerçant la même profession sont inscrits sur une liste et, par ce fait même, ils entreront dans leur corporation respective. Le droit de vote leur permettra d'élire les membres du conseil corporatif, organe directeur et administrateur de la profession. Ce conseil aura des attributions d'ordre réglementaire, juridictionnel et de contrôle dans l'application des lois et règlements. « Le couronnement naturel de l'édifice serait un Conseil national des corporations... ³⁶. »

Dans un système comme celui de M. de la Gressaye, le syndicat aura un rôle effacé ; « mais qu'il soit bien entendu que nous ne prétendons pas apporter un plan complet, définitif et uniforme... ³⁷ », ajoute-t-il, ce qui nous permet de croire que ces réserves laissent le terrain libre aux modifications de détails qui vont se rapporter aux suggestions plus justes à l'égard du syndicat.

Telles sont les doctrines ou, plutôt, telle est la doctrine chrétienne du syndicalisme. Toutes, elles se ramènent à une même idée : trouver l'organe de conciliation et de collaboration pour pouvoir réunir les désunis, les adversaires : ouvriers et patrons. Que ce soit le conseil syndical de Harmel, le corps d'arbitrage de *Rerum Novarum*, le syndicat libre dans la profession organisée d'Albert de Mun, comme toute autre suggestion de même ordre des doctrinaires chrétiens, toutes, elles ne veulent qu'une et même chose : voir les patrons et les ouvriers réconciliés, marchant coude à coude sans rancune et sans haine ; toutes veulent abolir l'antagonisme des classes pour y édifier la solidarité chrétienne.

Si nous avons tant insisté sur les différents aspects doctrinaires du corporatisme chrétien, c'est parce que

35. *Id.*, p. 318.

36. *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 348.

37. *Id.*, p. 319.

les syndicats chrétiens de la Tchécoslovaquie et de la Belgique, aussi bien que ceux de l'Espagne et de la France, respirent un seul et même air. Malgré de légères variantes, « l'Ecole catholique apparaît partout une et identique à elle-même³⁸ ». Ce que M. Max Turman disait à propos de l'Ecole catholique reste également une vérité pour le syndicalisme chrétien. Le respect des directives tracées par les Encycliques *Rerum Novarum* et *Quadragesimo Anno* et « l'infaillibilité » de leurs auteurs font du mouvement syndical clérical un cercle embrassant tous les syndicats dits chrétiens.

La Confédération française des travailleurs chrétiens, par exemple, dans le premier article de ses statuts, atteste ce point de vue dans le domaine national : « La Confédération entend s'inspirer dans son action de la doctrine sociale définie dans l'Encyclique *Rerum Novarum*. » L'article 11 de la Confédération internationale des syndicats chrétiens : « la Confédération adopte les principes chrétiens comme base de sa doctrine et de son action » prouve la communauté d'aspirations des syndicats cléricals sur le terrain interétatique.

Voyons d'abord comment se conduit un syndicat chrétien national et quelle est son action, pour aborder ensuite l'institution syndicale internationale.

Les syndiqués chrétiens sont des patriotes, ils ne demandent que la prospérité nationale « par l'application des principes de justice et de charité chrétienne³⁹ », la satisfaction des « besoins matériels, intellectuels et moraux dans l'ordre individuel, familial et social⁴⁰ ».

Les transformations en vue d'améliorer « l'utilisation des forces productrices et une répartition plus équitable⁴¹ » doivent être obtenues non par la lutte de classes, qu'ils rejettent, mais par la collaboration et l'éducation des éléments concourant à la production, « réunis dans des groupes distincts reliés par des organismes mixtes,

38. Max Turman, préface du *Développement du catholicisme social*.

39. Les statuts de « La Confédération française des travailleurs chrétiens ».

40. *Id.*

41. *Id.*

où l'indépendance et les droits de chacun seront respectés ⁴² ». N'y a-t-il pas analogie concordante entre les doctrines précitées et les revendications des syndicats chrétiens ?

Les gouvernants politiques doivent réserver un bon accueil aux doléances syndicales et si possible reconnaître légitime une « représentation des intérêts professionnels et économiques », sans que les syndicats prennent part eux-mêmes à la politique. L'aide que les « forces religieuses, morales et intellectuelles » peuvent apporter à l'épanouissement des syndicats chrétiens sera toujours acceptée et bien vue. Rien d'autre que les conceptions déjà exposées dans la partie antérieure.

La grève n'est ni admise ni déconsidérée. Elle est un moyen de l'*ultima ratio*, quand toutes les autres armes sont vaines, quand la réconciliation est rendue impossible par l'intransigeance patronale en face de revendications justes et équitables. La grève pour la grève, aux buts subversifs et révolutionnaires n'est pas dans les habitudes des syndicats catholiques.

Les syndicats chrétiens sont réformistes, respectueux de la légalité, avançant à pas d'escargots, préférant la sécurité du présent à l'incertitude de demain. Antirévolutionnaires par essence, ils concentrent leur activité sur les possibilités légales et les concessions patronales. Ils se préoccupent largement des organisations de placement, des caisses de chômage, des ateliers pour l'emploi des sans-travail, des caisses de grève, des coopératives d'achats, des caisses de retraites, de prêts gratuits, caisses dotales, maisons de repos et de beaucoup d'autres institutions ⁴³. C'est un actif respectable que cette multitude d'institutions d'entraide et d'assurance réciproque.

Les hostilités battaient encore leur plein quand une assemblée réunit la Fédération française des syndicats d'employés catholiques et les syndicats chrétiens de Bel-

42. *Id.*

43. Max Turman, *Le syndicalisme chrétien en France.*

gique au Havre du 7 au 9 juin 1918. Le questionnaire de l'ordre du jour prévoyait un plan de collaboration internationale entre les Alliés de l'Entente.

Aussitôt la guerre terminée, les syndicalistes chrétiens se mirent au labeur, bien plus assidu, de reconstitution des syndicats nationaux et au rétablissement des liens internationaux.

Paris vit en 1919, du 16 au 19 mars, les représentants de la Belgique, de la Pologne, de la Suisse, de l'Italie, de l'Espagne, de la Hollande et de la France. Il y fut décidé qu'on établirait une Internationale dont le siège serait à Bruxelles.

L'Allemagne et l'Autriche, se voyant exclues, préparèrent une réunion semblable à Lucerne où, outre ces deux pays, prirent part encore la Hollande et la Suisse.

Après un congrès à Rotterdam, celui de La Haye du 15 au 19 juin 1920 réunit dix pays dont les confédérations respectives furent représentées : ce sont les confédérations des syndacts chrétiens de France, d'Espagne, de Hollande, de Belgique, de Suisse, d'Autriche, d'Allemagne, d'Italie, de Tchécoslovaquie et de Hongrie. La jeune Internationale chrétienne prit jour.

La Confédération internationale des syndicats chrétiens est dornavant son nom propre ; son siège fut tout d'abord en Suisse ; ensuite il fut transféré à Utrecht.

Comme toute organisation qui se respecte, la C. I. S. C. a ses statuts qu'elle arrêta au congrès de La Haye, par suite modifiés en conformité avec les nécessités de l'évolution et de la bonne entente.

Voulant ménager les sensibilités de larges autonomies, pour ne pas éveiller les susceptibilités des adversaires d'hier, les statuts stipulent dans leur article 1^{er} le respect de « l'autonomie des confédérations affiliées ». L'article VI souligne encore davantage en disant : « Si, sur des questions de principes, l'unanimité ne peut être obtenue, les Confédérations seront autorisées à faire une déclaration indiquant qu'elles ne sont pas d'accord ;

dans ce cas, l'exécution de ces résolutions ne leur sera pas imposée⁴⁴. »

Fâcheusement opportuniste, la C. I. S. C. sacrifie volontairement l'internationalisme pour le patrotisme invétéré.

Il allait de soi que l'Internationale chrétienne, composée des Confédérations ayant accepté les directives du Pontife, s'imprégnât à son tour des mêmes principes. L'article II des statuts est l'expression de cette fidélité et de ce loyalisme envers les préceptes chrétiens, pour ne pas dire catholiques ; ce dernier terme aurait écarté les protestants qui adoptent la doctrine chrétienne sociale. C'est le cas des syndicats protestants de la Hollande et de la Suisse.

Dans les buts de la ligue chrétienne, il n'y a rien d'illégal, de révolutionnaire, rien de rebelle ou de menaçant pour l'ordre social établi. Tout y est du réformisme de la pure opportunité chrétienne, parfaitement opposée aux autres syndicats, aux Internationales rouges, qui n'ont d'ailleurs rien de commun entre eux au point de vue doctrine.

Les objectifs principaux, on le devine facilement, ne sortent pas de l'exercice de l'influence sur la vie économique et sociale internationale, de la défense des intérêts sociaux et économiques des travailleurs, notamment dans le cadre de B. I. T. et de l'organisation économique de la S. D. N., des concours d'entr'aide moraux et matériels, de la propagation des idées syndicalistes cléricales. On conviendra tout de même que la route, quoique moins épineuse que celle des syndicats révolutionnaires, n'est pas complètement inutile ni infructueuse.

Les congrès de l'alliance des syndicats catholiques tels que celui d'Innsbrück en 1922, de Lucerne en 1925, sont la meilleure preuve de l'incompréhension des intérêts spécifiquement ouvriers. Les querelles ne furent pas rares, où les syndicats français et allemands se disputèrent

44. Max Turman, *Le syndicalisme chrétien en France*, p. 75.

aigrement sur les questions d'application du traité de Versailles ⁴⁵. Ce qui est fait courant dans les Internationales d'Amsterdam et de Moscou représente seulement un fait désiré dans l'Internationale d'Utrecht. On n'y a jamais vu le spectacle qu'offrit l'accolade de Sen-Katayama et de Plekhanov de 1905 au congrès d'Amsterdam. Il ne faut pas insister ; les syndicats chrétiens reconnaissent le cadre national comme légitime et immuable, ils entrent volontiers en pourparlers avec leurs confrères d'autres pays, mais ils ne veulent pas la suppression des frontières de l'Etat national. Leur internationalisme est plutôt un besoin d'échanges de vues que d'entente ferme et sans concession ; le terme d'internationalisme même ne convient pas, car s'ils se rencontrent de temps à autres (Congrès tous les trois ans, conseil tous les ans), c'est pour affermir leurs syndicats nationaux ; le reste seul est pour l'internationalisme.

En un mot, les syndicats chrétiens sont des syndicats des chrétiens patriotes, leur internationale reste un sentiment romanesque ⁴⁶.

Pour terminer, nous donnerons l'effectif de la C. I. S. C. au jour du congrès de Munich de 1928 et ensuite l'effectif en 1931. Les centrales affiliées apportèrent respectivement :

717.631	adhérents.	Confédération des syndicats chrétiens d'Allemagne.
76.000	—	Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique.
10.000	—	Confédération nationale des Syndicats catholiques d'ouvriers d'Espagne.
101.565	—	Confédération française des travailleurs chrétiens.
52.110	—	Confédération des syndicats chrétiens-sociaux hongrois.
1.300	—	Fédération des syndicats chrétiens du Luxembourg.
124.850	—	Confédération des travailleurs catholiques des Pays-Bas.
53.636	—	Confédération des syndicats chrétiens nationaux des Pays-Bas (protestants).
18.093	—	Confédération syndicale chrétienne nationale de la Suisse.
6.233	—	Fédération suisse des ouvriers et employés protestants.

45. Max Turman, *Le syndicalisme chrétien en France*, pp. 79-82.

46. Voir : *L'Internationale chrétienne dans les années 1922 à 1925*, Utrecht, 1926.

44.673 adhérents,	Commission centrale des syndicats chrétiens de Tchécoslovaquie.
24.129 —	Confédération des syndicats chrétiens pour le territoire tchécoslovaque (protestants).
5.500 —	Confédération syndicale yougoslave.

Le tableau ne serait pas complet si l'on n'y comptait pas les syndicats affiliés directement à la C. I. S. C. en raison de leur non-affiliation à leurs centrales nationales respectives.

146.754 adhérents.	Syndicats des cheminots allemands.
991 —	Syndicats des cheminots luxembourgeois.
460.739 —	Confédération des syndicats allemands d'employés.
20.000 —	Confédération des syndicats allemands d'employés allemands en Tchécoslovaquie.
1.260 —	Fédération protestante néerlandaise des P. T. T.
34.000 —	Fédération catholique néerlandaise des P. T. T.
11.117 —	Fédération des mineurs polonais d'Allemagne.
Le chiffre total atteint le nombre respectable de	
2.065.049	

En 1931, l'effectif fut de 1.939.573. Actuellement, la C. I. S. C. est en forte diminution. Elle est due à l'abolition de la liberté syndicale en Allemagne, qui, avec l'Italie pré-fasciste, avait les syndicats les plus importants.

Nous noterons à titre de mémoire, que le chiffre qu'on attribuera par évaluation aux catholiques inscrits à la Federation of labour, à cause de l'absence d'un syndicat catholique, comme à la Fédération des Etats-Unis pour la même raison doit être ajouté au nombre total ci-dessus indiqué. Les syndicats chrétiens des métiers sont des membres effectifs de l'Internationale cléricale. L'Amérique latine, le Canada et les Etats baltes, tout en ayant leurs syndicats chrétiens, ne font pas partie de l'Internationale.

L'internationale chrétienne ou, comme on l'appelle par dérision, l'Internationale noire, travaille à la consolidation du statut interventionniste. Poursuivant ce but, foute en étant à l'abri des tempêtes tapageuses que les autres syndicats supportent, se contentant souvent de se

résigner pacifiquement à ce qu'elle obtient par les moyens du réformisme graduel et tempéré, d'un lyrisme doux et calme, l'Internationale chrétienne est conservatrice, souvent réactionnaire, mais toujours confessionnelle⁴⁸.

SECTION III

LE SYNDICALISME ANARCHISTE.

« Les convictions des anarchistes se résument en ceci : que les hommes doivent être libres, qu'ils doivent s'appartenir à eux-mêmes. »

(W. C. Owen : *Les différents visages de l'anarchisme*, p. 21).

« ...l'Eglise et l'Etat sont mes deux bêtes noires... »

(Bakounine : *Dieu et l'Etat*, p. 33.)

La conception anarcho-syndicaliste dérive de la doctrine anarchiste collectiviste, par suite communiste, et de la doctrine anarchiste individualiste. Sans remonter à Godwin¹ ou à Proudhon², l'anarcho-syndicalisme doit être recherché dans les conceptions générales de l'anarchie et ceci dans l'anarchie individualiste d'une part, dans l'anarchie communiste d'autre part. Effectivement, les sources des deux anarchismes sont respectivement³ :

48. Duguit a su merveilleusement définir l'incontestable faiblesse de toute doctrine faisant appel au supra-terrestre. « On voit par là que toutes ces doctrines ont un vice irrémédiable : elles sont extra-scientifiques, puisqu'elles supposent l'intervention de forces surnaturelles » (*Traité du droit constitutionnel*, t. I, p. 413).

1. Pour William Godwin, voir Nettlau *Der Forfruhling der Anarchie*, Berlin, 1925 ch. VIII-IX.

2. Pour Proudhon, voir Nettlau, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkine*, Berlin, 1927, ch. I; Bourgeois Nicolas, *Proudhon, le fédéralisme et la paix*, Paris, 1923.

3. Voir : Johann Gaspar Schmidt, *Der Einzige und seine Eigentum*, 1^{re} édition, Leipzig, 1844. — Traduction : « L'unique et sa propriété », Paris, 1900. John Henry Mackey, *Max Stirner, Sein Leben und Seine Werk, Der Freiheitsucher*. Armand, *L'initiation individualiste anarchiste; Les ouvriers, les syndicats et les anarchistes; Le naturisme individualiste;*

Johan Gaspar Schmidt, dit Max Stirner, anarchiste métaphysicien, philosophe, qui n'a rien d'un économiste, encore moins d'un syndicaliste ; John Henry Mackey, poète de profession, admirateur et interprète du premier ; Armand, porte-parole des anarcho-individualistes-syndicalistes de France ; Tucker Benjamin, l'anarcho-individualiste intellectuel ; Voltairine de Cleyre, Alba Satterthwaite, Albert Libertad... En face d'eux, les anarcho-communistes, avec Michel Bakounine au premier plan. L'instigateur du collectivisme anarchiste, Bakounine, avait trouvé des interprètes fidèles dans James Williams, Elysée Reclus, Pierre Kropotkine, Nettlau, Malatesta, Cafiera, Jean Grave, etc., etc. Les syndicalismes, en tant qu'on peut parler du syndicalisme anarcho-individualiste, y vont donc puiser les arguments qu'ils placardent ensuite sur leurs affiches, qu'ils évoquent dans leurs discours, congrès, actions et démarches, brochures et tracts. Nous tâcherons de faire ressortir l'esprit anarchiste des syndicats par l'évocation d'un syndicalisme parent, l'ancien cégétisme français et d'un syndicalisme placé sous le patronage, à peu près le même, celui de l'Espagne actuelle.

Avant de nous engager dans cette voie, nous tenons à faire quelques remarques, afin de rendre plus claire la suite.

L'anarchie est née de négations véhémentes, exprimant la révolte à l'égard des systèmes, lois, devoirs sacrés ou civiques ; de l'indignation franche, ouverte, ancrée dans les cœurs d'hommes hardis, prêts à tous les sacrifices contre l'oppression de l'homme par l'homme, grâce à l'intermédiaire des convenances, sanctionnées par la force soi-disant légitime. En un mot, contre tout ce qui réduit la liberté individuelle et fait souffrir les uns pour le bien-être des autres.

Le Stirnerisme. Bakounine, Dieu et l'Etat; Œuvres; La Révolution sociale et la Dictature militaire. E. Reclus, L'Evolution, la Révolution et l'Idéal anarchiste; L'Homme et la Terre. P. Kropotkine, La morale anarchiste; L'organisation de la vindicte appelée justice; Communisme et anarchie; La conquête du pain; La science et l'anarchie, etc., etc...

De tous les temps, autant en Grèce qu'à Rome et en Egypte, il y eut des individus résolus à lutter contre l'autorité, non dans l'intention de la remplacer par une autre, mais de l'abolir, sans en mettre aucune à sa place⁴. Cette distinction, dont ils se paraient dans l'antiquité, n'a pas perdu son actualité : elles les décore même encore de nos jours.

Au moyen âge, l'anarchiste est surtout l'hérétique, l'athée, le négateur de Dieu. Plus tard, il se précise comme insoumis, négligeant l'autorité laïque sous toutes ses formes, pour nier enfin tout principe de gouvernement et d'autorité comme les accessoires qui l'accompagnent, comme les institutions secondaires, écoles uniques, groupements involontaires, organismes répressifs de toutes sortes, etc...

Les anarchistes, pour ceux qui les connaissent par leur quotidien préféré ou les bulletins judiciaires, sont des hommes déraisonnables, des exaltés, disons-le franchement, des fous. Comme ils ne s'entendent avec personne, ils veulent toujours ce que les autres ne veulent pas, il n'est rien de plus naturel que de les persécuter. Il est courant d'entendre : « Ce sont des voleurs, assassins, jeteurs de bombe ; si les lois d'exception leur sont largement appliquées, c'est qu'ils les ont méritées ».

Pour les autres, ce sont ceux qui rêvent à l'âge d'or, se nourrissent d'illusions à bon compte, des fantaisistes invétérés. Enfin, il y a une catégorie de critiques, qui admettent la noblesse de leurs aspirations, et qui y voient un état désirable pour l'humanité, mais leur adressent des remontrances justes et concevables, en leur reprochant d'aller au delà du réel⁵.

Ni fous, ni criminels de droit commun, sans parler des vulgaires anarchistes, ils sont des révoltés, des révolutionnaires de tout instant, des insurgés, des dénonciateurs des injustices, des stigmatisateurs d'iniquités et d'iné-

4. Kropotkine, *La science et l'anarchie*, p. 1-5.

5. Grave Jean, *L'anarchie, son but, ses moyens*.

quités sociales. Et alors, ils se rebiffent, clamant ouvertement, sans crainte, « ni Dieu, ni maître », « ni foi, ni loi » ; ils tentent un coup de force, isolés ou groupés, croyant toujours qu'il était mérité. On les voit donc respirer l'animosité, une hostilité vibrante, expressive, bien souvent désabusée, contre toute pression politique ou économique. Ils se présentent comme les ennemis de tout ce qui est discipline qui, pour eux, n'est qu'une résultante des préjugés, une copie sciemment déformée d'une réalité tout autre que celle façonnée arbitrairement. Ils assaillent l'Etat en l'accusant d'être oppresseur, tyran, usurpateur, caricature grotesque des exploités assoiffés de bonne vie au détriment des individus « poires », craintifs et imbéciles.

L'être humain est le centre de leur attraction ; son bonheur, son bien-être les intéressent par-dessus tout. C'est pour son libre épanouissement qu'ils trament des spéculations doctrinaires ; c'est pour l'épanouissement de la pleine personnalité, débarrassée des entraves légales. L'homme, disent-ils, doit jouir de la liberté complète. Quand on aura défini cette « liberté complète », et quand on saura, et c'est le plus important, la mettre réellement à exécution, l'anarchie ultra-idéaliste ne sera plus ainsi : alors elle aura un sens scientifique. Avant ce jour, — et il est beaucoup plus loin qu'on ne le croit, — l'anarchie restera une conception stratosphérique.

Pendant que nous sommes sur le terrain de la liberté personnelle, tout va bien. Les anarchistes-communistes, aussi bien que les anarchistes-individualistes, sont d'accord. Unanimes, ils reconnaissent que l'individu est intangible jusqu'à ce qu'un autre l'attaque, jusqu'à ce qu'un autre empiète sur lui. Cette unanimité, cet accord ne dureront pas longtemps, car la question de la propriété les partage irrémédiablement. Ils vont se séparer à tout jamais, sans aucune espérance d'une nouvelle rencontre ; ils seront des adversaires farouches, des opposants inconciliables. Les individualistes auront leur

camp, les communistes le leur. Les premiers batailleront pour certifier « en face du monde » que la propriété privée est une condition sans laquelle la liberté individuelle n'existera pas. Ils soutiendront que « la propriété des produits matériels est un corollaire de la liberté personnelle » ⁶. Les co-gêneurs, car ils se gênent mutuellement, affirment le contraire avec prodigalité. Ils s'attaquent à la propriété privée comme à un cadavre en décomposition, clamant que la propriété privée est ce qu'il y a de plus absurde, la cause de toute oppression. Ces chamailleries, c'est bien le cas de le dire, nous les laisserons aux intéressés eux-mêmes qui, tout en s'appelant anarchistes ne peuvent s'entendre à aucun prix. Leurs investigations vont les faire se disperser à deux extrémités opposées, nettement distinctes, pleinement divergentes et se contester mutuellement de ne pas être anarchistes. Dès ce moment, ils forment deux camps adverses, deux fronts ennemis.

Après avoir démontré, en traits généraux et sous forme d'ébauche ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent, ou plutôt ce qu'ils ne veulent pas, nous pouvons nous maintenir sur notre sujet strict de l'anarcho-syndicalisme-communiste et l'anarcho-syndicalisme-individualiste.

Commençons par les anarcho-communistes.

L'anarchiste-communiste et le syndicaliste apparaissent comme deux notions contradictoires. Pourtant, c'est concevable et conçu. Absolue à première vue, la contradiction n'est plus, quand on confronte ces deux notions, la doctrine et les faits ; comme l'atteste judicieusement Elysée Reclus... « les anarchistes, tout en « faisant ce qu'ils veulent », savent pourtant réunir leurs volontés individuelles dans un vouloir collectif » ⁷. L'association professionnelle est un groupement volontaire ; quand on y met les deux autres principes anarcho-communis-

6. Byington T. Stephen, « Ce qu'est l'anarchisme », dans *Les différents usages de l'anarchie*, p. 7.

7. Nettlau, *La bibliographie de l'anarchie*, préface d'Elisée Reclus, p. V.

tes, libertaire et socialiste, on a les groupements professionnels, le syndicat ; et c'est alors que les anarchistes peuvent s'associer sans crainte d'être en contradiction avec leur doctrine. Quant aux faits, le doute ne peut subsister, étant donné que les syndicats anarchistes ont possédé des membres et une forte activité, pleine de combats et de luttes. L'Espagne, la France, l'Italie, le Danemark, la Hollande, la Suisse, le Mexique, le Chili, le Portugal, l'Argentine... ont eu, tous, leurs groupements professionnels d'essence anarchiste et quelques-uns parmi eux les ont encore.

Rester hors des syndicats, à l'époque du syndicalisme montant, c'est se condamner à ne rien faire ou à ne réussir que médiocrement. Ne pas s'adresser au prolétariat, le seul élément dont on puisse espérer la rénovation sociale et l'aboutissement des idéals anarchistes, est perdre gros pour n'avoir rien. Les anarcho-communistes comprirent très vite leur besoin urgente et se mirent au travail de recrutement et de propagande. Sur plusieurs points du monde naquirent alors les organisations professionnelles anarchistes, ou bien les syndicats existants furent débordés par les anarcho-communistes qui surent prendre la direction dans leurs mains. Or, soit qu'ils aient pénétré dans les syndicats, soit qu'ils les aient créés, l'influence des anarcho-communistes grandissait progressivement.

Les syndicats offraient toutes les facultés désirées par les anarchistes, entre autres, la combativité et l'instinct révolutionnaires. Ils y développèrent librement leurs doctrines, prenant pour moyens les syndiqués et les syndicats, et pour but l'affranchissement complet du prolétariat et la liquidation totale de l'État bourgeois.

Etant persuadés que la nouvelle société serait due aux travailleurs, ayant l'expérience convaincue qu'isolés ils ne pourraient aboutir qu'au néant, ils trouvèrent sage d'établir leur camp dans les syndicats.

Pour illustrer ce que nous venons de dire, nous prendrons l'exemple français et espagnol.

Vers la fin du siècle dernier, un simple ouvrier, nommé Tortellier se faisait l'éloquent protagoniste de la grève générale. Avec une verve innée d'orateur et d'homme du peuple ouvrier, il était le premier porté-parole des syndicalistes révolutionnaires. Un autre, Fernand Pelloutier⁸, l'animateur et le vrai précurseur de l'anarcho-syndicalisme, qui sera connu en France comme syndicalisme-révolutionnaire, aura plus de résultats réels dans l'organisation et la diffusion de la pensée anarchiste que son prédécesseur.

Secrétaire général des bourses du travail, Pelloutier exercera une profonde influence sur la cristallisation des visées syndicales, et la nécessité de l'action commune avec la Confédération générale des syndicats, restée séparée jusqu'en 1902. Après sa mort, en 1901, et la création de la Confédération générale du travail, le monde ouvrier sera sous la domination des anarcho-syndicalistes, tels que Pouget, Yvetot, Greffulhes. M. Edouard Berth put dire alors avec raison que « le syndicalisme révolutionnaire... est né de l'irruption des anarchistes dans les syndicats ». Or, le syndicalisme révolutionnaire s'implanta puissamment dans les milieux syndicaux, put conduire librement les prolétaires, en vue de l'accomplissement de leurs idéals (il acquit, comme on le sait, la grande sympathie de Georges Sorel, qui lui adressa des louanges dithyrambiques).

Les illustres anarchistes Nettlau, Malatesta, J. Grave eurent de l'appréhension à l'égard des dirigeants syndicaux qui partageaient leurs idées. Ils craignirent que les anarcho-syndicalistes ne s'adonnent par trop à la besogne quotidienne de la vie syndicale, étroitement professionnelle, dont le but primordial est l'élévation des

8. F. Pelloutier, *Histoire des bourses du travail*.

salaires et la diminution de la journée de travail, et qu'ils ne négligent « les principes purs de l'anarchie ». Les dirigeants syndicaux, de leur côté, fournirent des preuves attestant qu'ils ne se perdaient pas dans la mesquinerie des buts immédiats, mais que, tout en étant les défenseurs des intérêts journaliers des salariés, ils les préparaient à la révolution sociale. La collaboration des classes est une « fumisterie », disaient les anarcho-syndicalistes français ; comment pourrait-on bien collaborer avec quelqu'un qui vous tient à la gorge ? La lutte des classes, et toujours la lutte des classes ! Rien sans cette lutte, qui est la personnification même de tout l'ordre économique d'un régime capitaliste. Si l'on s'en lasse, on perdra, non seulement ce qu'on aurait gagné, mais ce qu'on a déjà. La grève générale et tous les à côté, le boycottage, l'action directe sont en honneur. L'antimilitarisme, l'antiétatisme, l'anticolonianisme, l'antipatriotisme en sont la suite rituelle. La grève générale, image motrice, gymnastique révolutionnaire, destructrice des adversaires, est recommandée gracieusement à toute occasion. L'action directe, l'enfant chéri du syndicalisme révolutionnaire, montre à tous la présence de l'ardeur combative, de l'ardeur révolutionnaire, de la sûreté en soi-même. Elle développe le sens de la solidarité, fait aimer les combats, rançonne le patronat. Sans forces agissantes, on périt de passivité oisive ; avec elles, on se fait une morale, saine et vivace ; on accroit les soldats pour la lutte finale, pour la déroute de l'Etat capitaliste. Dédaignant l'infiltration, l'embourgeoisement, le réformisme « à quatre pattes », ils sont pour l'accélération des événements et la disparition rapide du capital, contre le fonctionnarisme des syndicats qui tarit le révolutionnarisme des dirigeants en les transformant en papperassiers réformistes. Ils préfèrent les dirigeants dont le mandat est court. Aucun conseil mixte, aucun centre de discussion avec les gouvernants politiques, pour régler les conflits, mais la lutte ouverte, acharnée, mâle, avec un traité d'armistice à la fin. L'autonomie syndicale, pour

éviter toute pénétration des politiciens, des parlementaires, des milieux ministériels, l'action propre, l'action syndicale, avaient acquis le droit de la cité au congrès d'Amiens, où ce point de vue a triomphé.

A l'avenir les syndicats serviront, d'après leurs prophéties, de cellules économiques des producteurs pour aboutir à un fédéralisme syndical. Cette « sorte de C. G. T. de l'avenir était, répondaient les anarchistes hors syndicats, faire du militarisme syndical »⁹.

Emportés par l'enthousiasme sincère et profond, les syndicalistes révolutionnaires apporteront de la vitalité, de la fraîcheur, de l'air purifié dans le cercle syndical. Leur règne ne sera pas bien long, les opportunistes vont prendre le dessus dans le mouvement cégétiste, les sociaux-démocrates vont pénétrer dans les postes dirigeants ; la création de la III^e Internationale, et la scission de Tours vont accentuer le séparatisme, nettement détacher les opportunistes et les jusqu'aboutistes. La C. G. T. du syndicalisme révolutionnaire de jadis, s'engagera seule dans « l'Internationale d'Amsterdam » et la C. G. T. U. entrera dans l'orbite de Moscou¹⁰. Les anar-

9. Chartier R. S., *L'anarchisme-communisme, sa lutte contre le marxisme et contre l'Etat et contre le Droit*, p. 40.

10. Une fraction des anarcho-syndicalistes communistes se sont séparés de leurs co-légionnaires de la guerre, des militants de la C. G. T. S. R. actuelle, pour s'affilier à la C. G. T. U. La raison pour laquelle ils ont renié la collaboration avec la C. G. T. S. R. est donnée par Ernest Girault : « Pourquoi les anarchistes-communistes français ont rallié la III^e Internationale ». Ils allèguent pour se justifier les citations de Lénine (*L'Etat et la Révolution* p83-84). « Sur la suppression comme but, nous sommes complètement d'accord avec les anarchistes. Nous affirmons, continue toujours Lénine, que pour atteindre ce but, il est indispensable d'utiliser provisoirement contre les exploiters, les instruments, les moyens et les procédés du pouvoir d'Etat, de même que pour supprimer les classes, il est indispensable d'établir la dictature provisoire de la classe opprimée ». Le caractère transitoire, disent les renégats anarcho-communistes, de la dictature du prolétariat est une étape nécessaire, mais elle n'est que passagère. L'extrême aboutissement sera la liquidation de l'Etat et c'est pourquoi rien ne nous barre la route pour nous rapprocher des adhérents de la III^e Internationale. A quoi les anarcho-communistes syndicalistes nous répondent : Bakounine a fortement défini notre attitude en face des communistes autoritaires, dans son livre, *La Commune de Paris et la notion de l'Etat*. Bakounine y écrit : «...Deux méthodes différentes. Les communistes croient devoir organiser les forces ouvrières pour s'emparer des Etats. Les socialistes révolutionnaires (les

cho-syndicalistes formeront La Confédération Générale du Travail des Syndicats Révolutionnaires, continuatrice de son grand prédécesseur ¹¹.

L'Espagne, pays de prédilection anarchiste, se présente tout autrement que la France dans la pratique du syndicalisme révolutionnaire. Son mouvement anarcho-syndicaliste dénote des tendances farouchement fougueuses, impétueusement violentes ; l'agitation qu'il emploie, lance des imprécations et sème la terreur parmi les conservateurs, les paisibles habitants et... tous ceux qui ne marchent pas de concert avec eux. Plus démolisseur, plus destructif, que l'anarcho-syndicalisme français, celui de l'Espagne se traduit généralement par les assauts hystériques des émeutes, le banditisme et le terrorisme. L'impression est nette ; l'anarcho-syndicalisme, échauffé par la mentalité du Sud déverse dans des passions féroces, sanguinaires, meurtrières. De 1917 à 1921 seulement, Barcelone a enregistré 400 morts, et cela rien que par les actes irréguliers des attaques anarchistes. D'une sensibilité émotive, les anarcho-espagnols dépassent toutes les bornes d'activité purement révolutionnaire et tombent dans l'erreur de la fausse tactique révolutionnaire.

L'anarchie est un article d'importation pour l'Espagne. Avant la I^{re} Internationale, et même avant l'entrée des Bakounistes (1867) dans son cercle, les idées d'émancipation comme d'anarchisation n'avaient guère de prise sur les masses populaires espagnoles. Mais en 1868, l'Espagne eût sa première section nationale de l'Internationale de Londres et quatre ans plus tard, les plus nombreux parmi les syndiqués furent les anarchistes. C'est l'année de schisme, quand les anarchistes se retirèrent de la

anarcho-communistes), s'organisent en vue de la destruction des Etats ». La différence est évidente et ne fait que souligner l'opposition déjà marquée par l'abdication des bakounistes de la I^{re} Internationale.

11. Voir au sujet du « syndicalisme pur » ou « la rationalisation syndicaliste » de la C. G. T. S. R., Pierre Besnard, *Les syndicals ouvriers et la révolution sociale*, édition de la C. G. T. S. R. A propos de « Syndicalisation individualisée » de M. André Colomer, voir Pierre Paraff, *Le syndicalisme pendant et après la guerre*, p. 47; Sébastien Faure, *Les anarchistes. Qui nous sommes. Ce que nous voulons. Notre révolution*.

première Internationale et quand ils créèrent à La Chaux-de-Fond la Fédération Jurassienne. Outre les délégués italiens, français, prussiens, russes et américains (de ces derniers, il n'y avait qu'un seul) qui prirent part à sa création, il y avait quatre envoyés espagnols. Ce furent : Alézini, Farga, Pellier et Marazo, qui une fois rentrés en Espagne allaient se consacrer à la diffusion des idées anarchistes. « Depuis, le syndicalisme espagnol évolue selon deux tendances principales : la tendance anarchiste révolutionnaire et la tendance réformiste »¹². Le champ de recrutement anarchiste devint l'Andalousie et la Catalogne, aussi bien parmi les paysans que parmi les ouvriers industriels.

Les « *sindicado-anarchista* » sont groupés dans « *La confederacion general de trabajo* » (La confédération générale du Travail), dont l'influence sur les prolétaires dépasse de beaucoup celle de la Confédération générale du Travail des Syndicats Révolutionnaires de France. Le coup d'Etat de Primo de Rivera mettra instantanément fin aux agissements anarchistes. Les mesures coercitives du général-dictateur endigueront, par la dissolution forcée des syndicats anarchistes et l'emprisonnement des meneurs, le mouvement anarcho-syndicaliste. Le moment devenu favorable, pendant et après la révolution, les anarcho-syndicalistes reprendront de nouveau leur ancienne vigueur (Voir la grève générale de fin 1933). « *L'union general de Trabajadores de Espana* » (L'union générale des travailleurs d'Espagne) a beaucoup de mal à échapper à la contagion des syndicats anarchistes. D'essence sociale démocrate, l'Union G. T. E. a su faire une part à l'idéal et aux nécessités réelles, ce qui est contraire aux syndicats anarchistes qui se rebiffent contre cette patience prudente. Pour les autres unions, telles que « *l'Union des syndicats catholiques* », la « *Fédération des Syndicats libres* », le danger de contagion anarchiste n'existe pas, étant donné qu'elles jouissent des faveurs particulières des gouvernants.

12. *La liberté syndicale*, t. IV, p. 193.

D'après Johan Maourine, syndicaliste-communiste, (« *Anapxo-cungukaluzm b Ucpanuu* », C. predislovnem A. Nin), « le fondateur de la nouvelle école » du syndicalisme révolutionnaire anarchiste récent est Ferrara, grâce à qui l'anarchisme perd son ampleur de masse, et porte l'empreinte des actions meurtrières individuelles.

L'organisation syndicale des anarcho-espagnols est primitive, fragmentée en petits groupements, souvent dépourvus de constitution ; ils se battent dans la confusion doctrinale, mettant en œuvre leur courage et leurs explosifs. Ces petits groupements s'unissent dans un groupe plus large qui siège à Barcelone. Les devises anarchistes présidant au mouvement d'anarcho-syndicalisme d'avant-guerre sont la culture, la civilisation, la révolution avec investigations et agitations individuelles. On y ajouta après la guerre le libéralisme à outrance qui suivant la parole même d'un leader anarcho-syndicaliste : « nous autres anarchistes, nous sommes plus près du libéralisme classique que du communisme »¹³, provoqua les scissions dans les groupements anarcho-communistes. Depuis lors des contre-courants s'entrechoquent. L'anarcho-syndicalisme est devenu de plus en plus individualiste et l'anarcho-syndicalisme-communisme proprement dit de plus en plus bolcheviste.

Quand l'Internationale Rouge fut fondée en 1919, une partie des anarcho-syndicalistes y adhéra, le reste s'abstint, pensant que plus tard une entente avec Moscou aplanirait leurs controverses. Peu de temps après, au mois de décembre 1920, le petit groupe des anarcho-syndicalistes allemands dit « des localistes » prépara une réunion à Berlin et convoqua les syndicalistes révolutionnaires à y prendre part. A l'ordre du jour était la discussion de la création d'une Internationale des anarcho-syndicalistes-communistes, Internationale qui serait indépendante aussi bien d'Amsterdam que de Moscou. La

13. Johan Maourine, *Anapxo-cungukaluzm b Ucpanuu*, p. 31.

majorité fut hostile à la séparation de l'Internationale Rouge et proposa la participation effective au Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge. Le malentendu entre les syndicalistes français et les communistes plaça le problème de l'Internationale Anarchiste parmi les questions de l'avenir.

« Les localistes » allemands trouvèrent opportun de répéter leur tentative. En octobre 1921, les représentants du syndicalisme anarcho-révolutionnaire mondial se réunirent à Dusseldorf. Ils arrêterent une conclusion ainsi conçue : « Etant donné, que le Congrès de l'Internationale Rouge n'a pas abouti à la création d'une véritable Internationale Syndicale Révolutionnaire... les délégués réunis en conférence décident de convoquer un Congrès International autonome des syndicats révolutionnaires »¹⁴. Ce qui fut décidé, fut réalisé. Au mois de décembre 1922, l'Internationale anarcho-syndicaliste vit le jour. C'est « l'Association Internationale des Travailleurs » (le nom fut emprunté à l'Internationale de Marx), dont la doctrine est celle du syndicalisme libertaire.

Selon M. A. Nin, les sections nationales de l'A. I. T. furent réparties comme suit : « Fédération ouvrière régionale argentine » (Membres : 7 à 8.000 environ) ; I. W. W. du Chili, (membres : 2 à 3.000 environ) ; « L'Union syndicale des Travailleurs Italiens », (membres : 25 à 30.000 environ, supprimés depuis l'avènement du Fascisme) ; « Noske Syndicaliste Fédération de Norvège », (membres : 2 à 2.500 environ) ; « La C. G. T. portugaise », (membres : 80.000 environ, réduits au silence depuis la dictature) ; « Centrale Syndicaliste suédoise », (membres : 32.000 environ) ; « La C. G. T. du Mexique », (membres : 15 à 20.000 environ) ; « Frei Allgemein Arbeiter Union Deutschlands », (membres 25 à 30.000 environ, supprimés depuis la prise du pouvoir par M. A. Hitler) ; « La C. G. T. S. R. française » (nombre indéterminé) ; « Le National Arbeider Secrétariat », depuis 1933 « Ne-

14. A. Nin, *Les anarchistes et le mouvement syndical*, p. 13-14.

derlandesche Syndicalistisch Vakverband », (6 à 7.000 membres environ) ; « Fédération Ouvrière régionale Uruguayenne », (nombre indéterminé) ¹⁵.

Les données statistiques du 7^e annuaire de la F. S. I. nous offrent un tableau plus récent des effectifs des syndicats anarchistes :

Membres			
Allemagne.....	35.774	Suède.....	32.910
Belgique	200	Argentine	40.000
Bulgarie	926	Bésil	6.000
Espagne	250.000	Guatemala	2.000
France	2.000	Uruguay	650
Hongrie	1.000	Indes Néerlandaises .	4.582
Pays-Bas	23.837	Japon	11.000
Portugal	15.000		
Total au 31-12-31 . 425.879			

L'anarcho-individualisme n'est pas moins opposé aux groupements professionnels que l'anarcho-communisme. M. Stephen Byington explique l'attitude des anarcho-individualistes envers les groupements dans ces termes : « Le gouvernement d'un groupement, d'une association volontaire quelconque n'est pas un gouvernement politique, car il ne cherche pas à exiger l'obéissance de tous, mais simplement à réglementer les actes de ceux qui désirent être réglementés : une forme semblable de gouvernement n'est pas opposée aux principes anarchistes » ¹⁶. Partant de ce principe, une association professionnelle, l'expression d'un groupement volontaire à la base conventionnelle est compatible avec la conception anarcho-individualiste. Mais la mégalomanie antisociale contre-carre l'anarcho-syndicalisme individualiste. Le dégoût du social, humeur bourrue de misanthrope, mit dans la bouche de Stirner ces termes : « La puissance et la force n'existent qu'en Moi, qui suis le Puissant et le Fort ».

15. *Idem* (La statistique de 1923).

16. Stephen Byington, « Ce qu'est l'anarchisme », dans *Les différents visages de l'anarchisme*, p. 5.

La haine du fait social, la considération de l'Unique fait individuel place les anarcho-individualistes dans une catégorie d'êtres obligatoirement sociaux, par le fait même qu'ils vivent en société, et volontairement, consciemment anti-grégaires. Cette pénétrante contradiction a influencé confusément les anarcho-individualistes, à ce point que les uns comprennent l'individualité comme un fait de la divinité terrestre agissant uniquement seul ; les autres se sentant co-habitants, co-travailleurs, cèdent devant la réalité sociale et entrent dans des escouades pseudo-syndicales, dans de soi-disant syndicats.

Les deux tendances sont parfaitement associées chez Armand : « Les Anarchistes, écrivait-il, ne déconseillent à qui que ce soit d'adhérer au syndicat... ils rappellent que ce ne sont que pis aller ou palliatifs transitoires à la gestion desquels ils ne prennent pas part »¹⁷. Et plus loin, ce qui est d'une signification spécifique, « ce qui les intéresse, ce sont les tentatives individuelles accomplies pour se soustraire au patronat ; les essais en commun tentés pour vivre d'une existence indépendante »¹⁸. Ce flottement entre l'action individuelle et l'action commune, entre les robinsonades et la sociabilité, explique la chevauchée de cette expérience qu'il est convenu d'appeler l'anarcho-individualisme.

Tout n'est pas sophisme dans cet essai anarcho-individualiste ; il y a, et c'est le pire, le confusionnisme qui le gangrène terriblement. On l'aperçoit, quand la question d'une société future se voit posée. « Tu trouveras devant toi, des êtres, libres et bons, forts, sains et beaux (*sic* !)... plus de codes, de constitutions,... de prisons... mais une atmosphère d'indépendance incomparable ! »¹⁹. Ce qui n'est pas comparable, n'est pas humain, pour les anarcho-individualistes cela n'a aucune importance car « tout cela sera arrivé » de soi-même, « contre la volonté des ennemis de la liberté et malgré eux, comme la consé-

17. E. Armand, *Les ouvriers, les syndicaux et les anarchistes*, p. 14.

18. *Idem*, p. 14.

19. E. Armand, *Qu'est-ce qu'un anarchiste*, p. 21.

quence naturelle de la destruction de cette puissance entre les puissances : l'Etat »²⁰. Allons donc, leur imagination suppose que tout va disparaître, sauf l'individu conscient de ses actes, de ses responsabilités, de ses capacités, propriétaire intangible de ses acquisitions. Malgré nous, nous serons humoristes : Ce sera alors la lune de miel pour toujours et pour tous. Cette société de légendes gratuites s'implantera suivant je ne sais quel principe de spontanéité, sinon de « droit naturel ». Tout cela ne rime à rien. Au lieu de prendre l'homme tel qu'il est et où il est, ils vont le chercher où il n'est pas et tel qu'ils voudraient bien qu'il soit.

Suivant l'aveu exprès et explicite de Edward Carpenter... « il n'existe pas le moindre « espoir » qu'un « idéal » de société, pure et simple (de l'anarchie individualiste), pût jamais être réalisé »²¹. Pourquoi donc d'illusoires verbiages, de vains amusements, de futilités distractions à propos d'un fait social de la vie en commun et dans le syndicat, fait qui n'est pas un sujet pour les pitres forains ?

Avec la meilleure volonté, nous avons serré de tout près les mouvements syndicalistes anarchistes, pour tirer quelques noms saillants de leurs syndicats. Nous sommes contraints à reconnaître que nous n'avons pas eu de chance ; nous n'en avons découvert aucun. Tous les anarcho-individualistes-syndicalistes, et ils ne sont pas bien nombreux, sont dispersés dans un petit nombre de groupes, de gens pensant de même, plutôt de piquets de camarades, loin d'un syndicat ou d'un groupement quasi-syndical. Ce fait est en même temps la preuve la plus poignante de la frivolité de leurs idéals, du vide de leurs tendances, de leur désintéressement des masses ouvrières. La conception anarcho-individualiste se présente plutôt comme un privilège des rares esprits exaltés,

20. J. Mackey, « Communisme ou individualisme anarchiste », dans *Les différents visages de l'anarchisme*, p. 47.

21. E. Carpenter, « La Société sans gouvernement », dans *Les différents visages de l'anarchisme*, p. 19.

des rares individus emportés par la magie dérégulée. Parler dans ce cas d'une Internationale anarcho-syndicaliste-individualiste est une plaisanterie grossière, une indélitescence burlesque.

SECTION IV

LE SYNDICALISME SOCIAL-DEMOCRATE ¹

...« L'idée socialiste est pour les syndicats comme l'oxygène au sang » (citation prise de *Sindicali muncitoressti*, Racovsky, 3^e édition, 1926, p. 31. Traduction dans *La liberté syndicale*, t. IV, p. 379.)

... « L'association en définitive, ne vaudra que ce que vaudra son chef » (Tarde, *Le foule et l'opinion*, édition de 1901, p. 127.)

Les syndicats à tendance sociale-démocrate plus ou moins prononcée, et plus ou moins différemment interprétée, ordinairement et vulgairement appelés syndicats libres, avaient groupé dans leurs cadres, en 1931, près de 20.000.000 de membres. Ce chiffre fort imposant ne peut laisser personne ignorer les doctrines et les buts qui inspirent et entretiennent les gens réunis dans les groupements des « Syndicats libres ». En effet ce nombre considérable d'hommes et de femmes encadrés doit suivre une idéologie doctrinale : mais alors quelle est elle ?

Tout ce monde de syndiqués, bien que répartis et dispersés entre 50 Etats, n'en est pas moins intéressant ; il l'est peut-être davantage. Presque la moitié de tous les adhérents syndicaux, et la majeure partie de tous les Etats du Monde, sont des compagnons d'une route à peu

1. Les affinités qui rapprochent les deux descendants du socialisme scientifique : les socialistes de la II^e Internationale et les syndicalistes de la Fédération syndicale internationale, nous ont déterminés dans la dénomination ci-dessus.

près commune. Les Syndicats libres inspirent déjà de ce fait une assurance confiante dans la valeur des doctrines qui les soutiennent (à savoir que le mot « socialisme a été employé pour la première fois il y a tout juste un siècle, par Owen ou par Pecqueur »², qu'actuellement il est sur les lèvres de tous les lettrés, et dans le cœur de millions et de millions d'êtres humains). Cette armée, car c'est bien une armée d'hommes et de femmes associés, s'exerce sous les ordres de différents chefs et inter-prètes, mais elle est réunie par une pensée commune à peu de chose près, par des aspirations qui se rapprochent, celles de l'affranchissement du travail ; autrement dit, le syndicalisme social-démocrate n'est pas une doctrine linéaire, une doctrine indivisible, en tant quelle est appliquée dans les divers pays ; mais il est certain, qu'on le veuille ou non, qu'un caractère se retrouve partout : la lutte de classes et l'émancipation complète du salariat. Tout comme une chaîne aux éléments innombrables, les idéals communs réunissent dans un même effort convergent l'Océanie, l'Asie, l'Afrique, l'Europe et les deux Amériques. Déjà Victor Considérant dit à ce propos dans son *Socialisme devant le vieux monde* : « Est-ce que tout le socialisme est contenu dans ces affluents ? » et il répond justement : « pas plus que l'océan n'est contenu dans les fleuves qui s'y déchargent ».

Deux questions se posent : ces gens-là, que veulent-ils dans leur ensemble ? les individus groupés dans les centrales nationales, à quoi tendent-ils ? En une seule phrase, on peut y répondre : c'est le syndicalisme social-démocrate qui gravite autour du socialisme, qui lui donne la vie doctrinale. Ce n'est là que le début de l'explication, il nous faut donc l'explication elle-même.

La clarté étant la condition de toute compréhension, nous exposerons premièrement les ressources générales du syndicalisme démocrate, les arguments généraux dont

2. Emile Vandervelve, *L'alternative : capitalisme d'Etat ou socialisme démocratique*, p. 258.

il se sert pour surmonter les obstacles et les difficultés qui lui barrent la route et pour édifier la société nouvelle, dont il se fait le missionnaire. Ensuite nous passerons aux principaux syndicalismes de parrainage social-démocrate, ceux de la France, de l'Angleterre et de l'Allemagne, pour terminer enfin avec le courant et le groupement international représenté dans la Fédération Syndicale Internationale. Sans trop nous encombrer des écoles et des disciples, des maîtres et des fidèles, nous tâcherons d'être concis et sommaires.

Le socialisme scientifique a connu au cours de son calvaire et de ses triomphes, de nombreuses péripéties, des interprétations et des accommodements divers. Toutefois, de façon générale, on peut soutenir que le marxisme s'est divisé en deux tronçons principaux : l'un est représenté dans la II^e, et le second dans la III^e Internationale. La II^e Internationale, qui fut fondée à Paris du vivant de Frédéric Engels, est l'Internationale sociale-démocrate, habituellement appelée : l'I. O. S. C'est elle qui continuera l'œuvre de l'Internationale de Marx, cette œuvre que la mort de Frederic Engels (1895) va pousser vers le socialisme dit de droite. Ce socialisme d'un marxisme tempéré, résolu par des éléments étrangers au marxiste outrancier, à la dialectique matérialiste conséquente, extrême, donnera la vie à un mélange, à une solution au liquide rose, étiquetée sociale-démocratie. La III^e Internationale par contre, s'inspirera d'un marxisme purifié, d'un marxisme orthodoxe, au rouge foncé, qui sera appelé marxisme-léniniste, dont les seules limites sont « les frontières de la classe prolétarienne ».

Quels rapports y a-t-il entre les Internationales et le sujet que nous traitons ?

Premièrement, une liaison historique. Deuxièmement une liaison doctrinale. Avant l'Internationale d'Amsterdam, et surtout avant le Secrétariat International des Syndicats, les syndicalistes, plutôt les délégués syndicaux, siégèrent aux côtés des délégués politiques, à la Première Internationale dite de Marx ; ensuite le même

fait s'est produit aux premiers congrès de la II^e Internationale.

Les Internationales et leurs assises ont eu une influence certaine, évidente sur les mouvements syndicaux nationaux, aussi bien qu'internationaux. Un Lénine, un Plékhanov, un Trotzky en Russie, un Kautsky, un Bernstein, un Adler en Allemagne, un Turati en Italie, un Jaurès, un Vaillant, un Guesde en France, un Mac Donald en Angleterre, un Vandervelde, un Henri de Mann en Belgique, un Otto Bauer en Autriche, un Massaryk en Tchécoslovaquie, un Laptchévitvh en Yougoslavie, etc... ont évidemment apporté chacun dans leur Etat, et tous dans l'Internationale, des estampes gravées du socialisme. M. Garmy s'exprime à ce sujet comme suit : « A ses débuts, la II^e Internationale étant par sa composition, à la fois politique et syndicale, les syndicats de la II^e comme de la I^{re} Internationale sont imprégnés du socialisme » ; et plus loin il constate : ...« à mesure que l'opportunisme se développe, il gagne fatalement le syndicat »³. Donc même au jour où les syndicats possèdent leur propre Internationale, l'influence de l'Internationale politique n'est pas complètement écartée ; seulement aujourd'hui elle est réciproque.

Quelles sont les racines (elles sont multiples) et les points doctrinaux généraux des syndicats libres pris dans leur ensemble ?

Les syndicats sociaux-démocrates suivent une doctrine, comme nous l'avons dit, du marxisme adouci, d'un marxisme moins grossier, par opposition au marxisme, lisez : aigri, exaspéré, finaliste, dit communisme. Le syndicalisme social-démocrate du marxisme altéré a fait des emprunts un peu partout, et ils sont nombreux : depuis les premiers associationnistes romantiques jusqu'aux socialistes de nos jours, étant donné que les mercantilistes, physiocrates et l'école classique n'avaient rien à leur prêter, puisqu'ils furent leurs adversaires.

3. René Garmy, *Histoire du mouvement syndical en France des origines à 1914*, p. 194.

C'est l'idée d'une organisation de la Société par les producteurs⁴ due moins à Saint-Simon, qu'à ses disciples, que les socialistes sociaux démocrates ont fait leur. Des socialistes associationnistes et idéalistes tels que Fourier, Louis Blanc, Robert Owen, les syndicalistes de la sociale-démocratie ont pris le caractère volontaire des groupements et le souci de préserver les individus d'une étatisation centralisatrice⁵. M. Gonnard constate en outre chez eux, un socialisme au caractère corporatif ; de même pour Hertzka et Oppenheimer en Allemagne. Les ateliers sociaux de Louis Blanc ne sont que les chantiers d'Etat qui auraient pour but la suppression des sans-travail et la rétribution certaine d'un travail assuré par l'Etat. C'est un peu cette idée que les syndicalistes sociaux-démocrates ont empruntée. Quant à la méthode d'exterminer les capitalistes par la concurrence, les syndicalistes l'ignorent.

Le « sergent de boutique », l'« inventeur du Phalanstère, Charles Fourier, se distingue par le grandiose de sa conception d'ensemble, par l'originalité, la fécondité, l'ingéniosité de ses vues de détail... »⁶, ainsi était-il considéré par Victor Poupin ; mais aujourd'hui, il serait insensé de s'exprimer dans ces termes. L'associationnisme de Fourier a un sens coopératif, une forme d'économie, d'épargne, il n'a rien d'un syndicalisme, mais tout de même quelque chose de la production sociétaire, volontaire ; pour le reste nous donnerons raison à Poupin. Charles Fourier se distingue dans « l'invention », plutôt dans « l'inventaire » du Phalanstère. M. Limousin disait avec raison « l'école sociétaire qui jeta autrefois un si vif éclat est maintenant un souvenir ; elle a été, mais n'est plus »⁷.

Le père du Trade-unionisme britannique qui créa au

4. Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*, p. 448-457.

5. Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*, p. 271-309.

6. Charles Fourier, *L'association et le travail attrayant*, préface de Poupin, p. V et VI.

7. Georges Weill, *Le mouvement social en France*, p. 211 (citation).

mois de juillet 1834 la célèbre association « Grand National Consolidated trade-union » avait posé les buts du syndicalisme trade-unioniste. Les préoccupations de ce premier groupement professionnel étaient d'« assurer à ses adhérents des secours en cas de maladie et de décès, une pension de retraite, et d'organiser des associations coopératives de consommation et de production »⁸. Ces soucis restèrent à la base de tous les syndicalismes corporatifs du trade-unionisme tout court.

L'idéalisme maladif est le synonyme du socialisme des associationnistes romantiques, il est confus par le mélange d'observations embrouillées, quelquefois justes, d'ailleurs, mais qui arrivent à des conclusions presque toujours ascientifiques. M. Dufour écrit à ce sujet : « Les théories de Saint-Simon, de Fourier, de Cabet et de leurs disciples... n'ont qu'une valeur historique. Elles présentent toutes le caractère commun suivant : la croyance en la bonté et l'honnêteté de la classe dirigeante »⁹. Les syndicalistes sociaux-démocrates se fient à la bonté de la classe dirigeante, mais ils ont tout de même une indulgence à leur égard.

Après ces quelques traits schématiques des associationnistes idéalistes, dont les syndicalistes sociaux-démocrates ont épluché quelques écorces que nous avons déjà indiquées, il faut se souvenir d'une femme nommée Flora Tristan, qui avait écrit en 1843 l'« Union Ouvrière ». C'est un petit ouvrage sans prétentions et sans ambition de grandeur, que celui de Flora Tristan, femme qu'on aurait dénommée aujourd'hui populiste. Ce menu livre que la poussière de l'oubli a commencé de couvrir doit être rappelé à la vie par l'intérêt et l'actualité de son contenu. Il débute par un frontispice maternel et à propos « ouvriers vous êtes faibles et malheureux, parce que vous êtes divisés. Unissez-vous. L'Union fait la force ». Simple, modeste, cette citation n'en est pas moins

8. Citation prise de M. Petit, *Formation et esprit du syndicalisme en France et à l'étranger*.

9. Dufour, *Le syndicalisme et la prochaine révolution*, p. 210.

claire et familière aux petits-fils de Flora. La naïveté et la bonhomie de Tristan Flora, nous la mettrons à part : ce n'est pas cela qui nous intéresse, non. C'est la clairvoyance qui, quoique vulgaire de nos jours, n'est pas moins forte pour l'époque où elle écrivait. Bien des syndicalistes doivent se cacher, tout de même, et disparaître, bien entendu, surtout ceux qui s'appellent réformistes, devant la physionomie de la sympathique Flora. Très lettrée, et très au courant des écrits de son temps, elle connaissait notamment Saint-Simon, Owen, Fourier, leurs écoles, Parent-Duchâtelet, Eugène Buret, Villermé, Pierre Leroux, Louis Blanc, Gustave de Beaumont, Proudhon, Cabet, tous ses contemporains, qui brodaient sur les questions sociales. Tout à la fois humaniste, solidariste, mais pas aveugle, féministe mais raisonnable, « classiale » (admettant la division en classes), aucunement farouche. Flora est une de ces braves femmes qui placent leur maternité hors des mesquins besoins domestiques et qui l'étendent sur le monde des pauvres, des gueux, des ouvriers et des travailleurs. C'est elle qui comprendra merveilleusement la conscience de l'ouvrier français, de cet ouvrier libertaire qui répond à l'accolade de Proudhon. « L'ouvrier français est un être à part... il y a chez lui je ne sais quel amour du mot liberté, poussé vraiment jusqu'à l'exaltation, à la folie » ¹⁰.

Cette passion de la liberté sera savamment exploitée par les sociaux démocrates, non seulement en France, mais dans tous les pays, où le sens de la liberté individualiste a pénétré avec force et croyance. Les ouvriers démocrates vont ressembler aux ouvriers de France ; aussi bien ces derniers l'étaient-ils déjà avant : « Le mot liberté, continue Flora, qui jusqu'à présent n'est qu'un mot, implanté dans son esprit depuis 1789 par une puissance mystérieuse et surhumaine, y trône avec la tyrannie de l'idée fixe. Tel est l'ouvrier français : il préfère

10. *Union ouvrière*, préface, p. 9, 2^e édition.

subir le chômage, la misère, la faim, plutôt que de perdre ce qu'il nomme sa liberté »¹¹. Bien que beaucoup ait changé, il reste encore une parcelle importante de vérité. L'ouvrier français et tout ouvrier démocrate, peut-être d'un démocratisme un peu atténué, sont les cotisants des Syndicats libres. Ce fait, normal pour les ouvriers sociaux-démocrates, avait contrarié Flora qui s'écria : « Plutôt mourir de faim, mais du moins mourir libre »¹². On croirait vraiment lire Proudhon, ce vieux Proudhon qui, en se contredisant avec une maestria frappante, avait toujours devant soi la statue de la liberté. On méconnaît beaucoup Flora et c'est bien par manque de recherches, car Marx lui-même a pu trouver dans son petit livre, un peu de son matérialisme historique en un trait ambryonnaire. « Vous voyez — en s'adressant aux prolétaires — à la classe noble a succédé la classe bourgeoise, déjà beaucoup plus nombreuse et plus utile, reste maintenant à constituer la classe ouvrière... Il faut donc qu'à leur tour les ouvriers, la partie vivace de la Nation, forment une vaste Union et se constitue en Unité¹³... Union qui aurait pour but de constituer la classe ouvrière¹⁴... alors la classe ouvrière sera forte ; alors elle pourra... se faire écouter »¹⁵. Où sont donc les marxistes pieux ou même les syndicalistes sociaux-démocrates pour lire ces lignes de Flora Tristan ? Mais lisons-la encore un peu : « Votre action à vous, vous n'en avez qu'une légale, légitime, avouable... c'est l'Union Universelle des Ouvriers et des Ouvrières... »¹⁶. Pensez, que le Manifeste communiste ne paraîtra que quatre ans plus tard et que Flora le devançant, aussi bien que la I^{re} Internationale, disait : « l'Union Ouvrière procédant au nom de l'Unité Universelle ne doit faire aucune distinction entre les nationaux et les ouvriers et les ouvrières appartenant à

11. *Union ouvrière*, p. IX de la préface, 2^e édition.

12. *Idem*.

13. *L'Union ouvrière*, p. 28.

14. *Idem*, p. 5.

15. *Idem*, p. 26.

16. *Idem*, p. 4.

n'importe quelle nation... »¹⁷. Mais ce n'est pas tout. Flora indique même la façon dont cette Union Universelle des ouvriers doit s'implanter : « L'Union Ouvrière devra établir... dans toutes les capitales de l'Europe des comités de correspondance, — afin que les ouvriers et les ouvrières de toutes les nations européennes puissent se faire inscrire sur les registres de l'Union Ouvrière comme membres de l'Union... »¹⁸. Presque vingt ans avant la réunion de Londres, Flora conseille l'internationalisme ouvrier. Si Marx ne l'a pas lue, elle ne l'a du moins certainement pas connu ; dire qu'elle a plagié Marx serait une injustice.

Si nous avons parlé de Flora Tristan c'est parce qu'elle sut pénétrer dans la conscience des ouvriers démocrates et parce qu'elle a pu, avec son petit ouvrage, servir les syndicalistes sociaux-démocrates. Effectivement, Flora formule admirablement cet esprit des ouvriers démocrates, des ouvriers qui comme le Don Juan de la Liberté, la vénérent passionnément, disposés même à faire sur l'autel de la liberté le sacrifice de l'égalité économique, si une lueur de cette égalité promet la captivité. Les dirigeants du syndicalisme français ont fait placer son nom parmi les précurseurs des groupements ouvriers, des associations professionnelles internationales.¹⁹

Pierre-Joseph Proudhon, ce « petit bourgeois » dont Marx avec mordant se moquait inlassablement, n'est ni collectiviste ni propriétaire, il est ce qu'il « a découvert lui-même, mutualiste ». Dans « La Capacité politique des classes ouvrières », Proudhon expose son système, embrouillé de toutes façons, par l'exemple préliminaire d'un village brûlé, incendié, et il écrit sur la reconstruction fictive du village. « Chacun ayant travaillé pour chacun, et tous pour tous, l'assistance ayant été réciproque, on retrouve dans le travail, un certain carac-

17. Ouvrage déjà cité, p. 74.

18. *Idem.*

19. Voir, *La C. G. T. et le mouvement syndical.*

tère de mutualité » ²⁰. Proudhon veut concilier l'égalité et la liberté. Le collectivisme, l'étatisme, le libéralisme, ne sont pas capables de réaliser cette conciliation, car dans tous ces systèmes il y a un préjugé, soit en faveur de la liberté, soit en faveur de l'égalité. Seul le mutualisme peut la faire.

« Qu'est-ce que la mutualité ? Une formule jusqu'à présent négligée, ou tenue en réserve, par nos différentes catégories législatives, et en vertu de laquelle les membres de la Société, de quelque rang, fortune, condition, qu'ils soient, corporations ou individus, familles ou cités, industriels, agriculteurs ou fonctionnaires publics, se promettent et se garantissent réciproquement service pour service, crédit pour crédit, gages pour gages, sûreté pour sûreté, valeur pour valeur, informations pour informations, bonne foi pour bonne foi, vérité pour vérité, liberté pour liberté, propriété pour propriété » ²¹. Où est-il allé chercher ce système ? Dans son imagination. On peut donc dire qu'il est imaginaire, mais cela est une vérité banale, un truisme. Il est plus important de voir ce que les syndicalistes sociaux-démocrates lui ont emprunté.

Il n'y a pas grand chose que les militants syndicalistes aient pu prendre dans « cette formule négligée » — d'ailleurs à juste titre —. Le mutualisme était jadis dans le mouvement ouvrier — avant le Congrès de Marseille — ; actuellement, il est l'apanage des conservateurs syndicalistes et des trade-unionistes. Ce sont ces syndicalismes, qui accumulent les richesses mobilières et immobilières, qui par les institutions d'entr'aide et de secours mutuels, prolongent « la vie au libéralisme interventionniste », qui calment la colère ouvrière et inculquent aux ouvriers la tranquillité et la nostalgie des anciens villageois. Les œuvres sociales, peut-on dire, sont le principal but de ces syndicalismes, sans toutefois qu'ils renoncent aux espoirs amoindris du « Grand Soir ». Seulement, ils considèrent

20. *De la capacité politique des classes ouvrières*, p. 113.

21. *De la capacité politique des classes ouvrières*, p. 191.

que la Révolution n'est pas encore au moment de pouvoir réussir, et qu'en attendant, il vaut mieux avoir un abri sûr, même si les façades sont capitalistes, que rien du tout.

Les syndicalistes autonomistes, les syndicalistes qui tendent à s'émanciper de l'Etat et à établir un régime syndical peuvent dire avec Proudhon, et ils le disent : « ...cet être fictif, sans moralité, qu'on appelle l'Etat », ou bien reprendre une pensée comme celle-ci : « l'atelier remplacera le gouvernement. » Cette dernière revient continuellement sur les planches des Congrès syndicaux — surtout par la bouche et par la plume de M. Léon Jouhaux ²². Les syndicalistes autonomistes en tirent les conclusions relatives au remplacement de l'Etat politique par l'Etat économique, et à la direction de ce dernier par les ateliers réunis dans les syndicats. L'amour de la liberté que prêchait Proudhon n'est nullement tari. Il a encore cours dans les milieux syndicalistes sociaux-démocrates, ce point est à retenir. La liberté démocratique est le point sensible des syndicalistes sociaux-démocrates. Cela, on doit l'avoir constamment à l'esprit quand on parle, ou quand on écrit sur les syndicalistes sociaux-démocrates.

Etant hostile à toute discipline et à toute autorité, Proudhon craignait aussi une organisation où les associations peuvent devenir dictatoriales. L'associationnisme, ou plutôt le socialisme corporatif du prédicateur de l'anarchie, redoute des groupements où l'individu peut être submergé. Le groupement, oui ; mais en tant qu'il garantit et protège la liberté, et non en tant qu'il détruit et amollit celle-ci. Du temps où Proudhon vivait, le syndicalisme tel que nous le connaissons n'était pas connu. C'est pourquoi, il ne parle pas des syndicats, mais de coalition et de coopératives de production. Sa crainte

22. Voir le compte rendu du Congrès de Lyon de 1919 et le livre *La C. G. T. et le mouvement syndical* (Introduction).

était surtout inspirée et soutenue par les pressions que les grèves peuvent déterminer.

La passion de la liberté est un emprunt du proudhonisme. Egalité économique si l'on peut, mais liberté démocratique à tout prix. Sans la liberté, les syndicats sociaux-démocrates ne seront plus eux-mêmes ; ils seront anti-libéraux et se feront contredire et démentir par eux-mêmes. Ne faut-il pas dire avec M. du Passage « les mouvements ouvriers extrémistes — il pense aux sociaux-démocrates — se dégagent des cadres étroits de l'égalitarisme marxiste pour demander avec Proudhon, dans la société future (et même, ajoutons-nous, dans la société actuelle) — des garanties sérieuses en faveur de la liberté »²³.

Il est indéniable que les syndicalistes sociaux-démocrates ont à cœur la liberté. Ils la réclament partout et à tout propos ; elle a pour eux une valeur intrinsèque ; par les dons qu'ils lui font, ils sacrifient une partie de leur doctrine, mais ils entendent la conserver et la fortifier, la rendre enfin solide et inattaquable.

Les cas ne sont pas rares où les syndicats sociaux-démocrates se pressent en rangs serrés pour demander qu'on ne touche pas à la liberté et qu'on la respecte. De même les manifestations des syndicats sociaux-démocrates s'élèvent farouchement contre les détracteurs de la liberté. A toute reprise dans leurs quotidiens, revues, brochures et livres ils sont les premiers, à défendre la liberté. C'est incontestablement l'apport de Proudhon. Lui-même était prêt plus volontiers à sacrifier n'importe quelle considération, à la condition d'élargir la liberté ou de la rendre intangible.

La liberté de parole, de presse, de réunion, nous y insistons, est un des points principaux des syndicalistes

23. Du Passage, *Avec Marx ou Proudhon*, collection « Studia Pacis » p. 5. (Etant donné que le nom d'auteur de cet article n'était pas apposé, nous avons attribué le dit article à M. du Passage en nous basant sur la similitude d'idées avec les articles précédents).

sociaux-démocrates : pour ne pas les perdre, ils se font partisans de la collaboration, ils acceptent le réformisme, ils se meuvent dans le possibilisme. La crainte de la voir s'éclipser, les pousse à agir et à se battre (grève générale du 12 février 1934 en France par exemple). C'est aussi la liberté démocratique qui fait d'eux des évolutionnistes. Par étapes, et avec les préparations préalables, ils sont persuadés de conserver ce qu'ils ont conquis et de faire des progrès dans l'ordre de l'égalité économique. Brusquer, presser trop vite les circonstances, ils croient que cela peut ruiner les libertés acquises, leur enlever les prérogatives qu'elles offrent. Mieux vaut donc être libre qu'avoir l'égalité économique, qui demandera des sacrifices à la liberté. *Le déformisme révolutionnaire quant à l'égalité provient avant tout de la soif aiguë de la liberté.*

Il ne faut pas aller plus loin et demander à Proudhon ce qu'il n'a pas dans sa doctrine, comme aux syndicalistes sociaux-démocrates ce qu'ils n'en ont pas pris. C'est le cas par exemple de l'animosité que Proudhon ressent pour la hausse des salaires, les coalitions, les grèves. Dans « La Philosophie de la misère », Proudhon formule son point de vue. « Que chaque ouvrier ait indispensablement la libre disposition de sa personne et de ses bras, cela peut s'accorder ; mais que des bandes ouvrières, sans égard aux grands intérêts sociaux pas plus qu'aux formalités légales entreprennent par des coalitions de faire violence à la liberté et au droit des entrepreneurs, c'est ce qu'à aucun prix la société ne peut permettre »²⁴. Il n'est pas nécessaire de dire que la réalité postérieure à ces écrits l'ont démenti. Proudhon va même jusqu'à reconnaître la légitimité de « l'autorité qui fait fusiller les mineurs de Rive-de-Gier... Il fallait sacrifier ses enfants pour sauver la République »²⁵.

Quand nous parlons déjà de l'hostilité de Proudhon

24. *La philosophie de la misère*, p. 21.

25. *Idem.*

envers les coalitions, il serait utile de rappeler que Lassalle, l'auteur breveté de « la loi d'airain », était également adversaires des grèves : « Le droit de coalition ne peut donner aucun avantage à l'ouvrier, il ne peut entraîner une amélioration réelle du sort des ouvriers »²⁶. Lassalle était partisan de l'action politique des ouvriers, étant persuadé qu'elle est beaucoup plus féconde que l'action proprement économique. Nous dirons entre parenthèse que cette action politique des ouvriers associés restera le caractère distinctif des syndicats sociaux-démocrates allemands.

Proudhon croyait que « tout mouvement de hausse dans les salaires ne peut avoir d'autre effet que celui de hausse sur le blé, le vin, etc... c'est-à-dire l'effet d'une disette... Il est impossible, je le déclare, que la grève suivie d'augmentation de salaire n'aboutisse à un renchérissement général : cela est aussi certain que deux et deux font quatre »²⁷. Que cela ne fut pas l'opinion des syndicalistes, est bien souvent prouvé par de nombreuses grèves et des augmentations de salaires. L. Niel nous en donne la preuve dans le bulletin du Travail de la Bourse de Reims du 15 juin 1909. « Toute réforme qui arrache un morceau du tapis de table ou un morceau d'autorité au patron pour le faire passer à l'ouvrier est une réforme révolutionnaire. »

Les allégations de Proudhon ne sont nullement un sentiment temporaire, car il confirme ses sentiments (voir *Les œuvres complètes*, Rivière, 1924, pp. 388-392) : « La loi qui autorise la coalition est foncièrement antijuridique, antiéconomique, contraire à toute société et à tout ordre. » Ces propos sont fondamentalement antisindicalistes ; ce n'est pas cela que les syndicalistes ont pris de Proudhon, qui par ces lignes est même anti-révolutionnaire. Si Proudhon ne voulait pas la coalition,

26. Losowski, *Marx et les syndicats*, p. 36.

27. *La philosophie de la misère*.

c'est parce que la liberté individualiste peut en souffrir. L'égalitarisme économique plutôt que la liberté peut supporter les frais d'une réforme. Nous le répétons : les syndicalistes sociaux-démocrates ont pris de Proudhon la divinité de la liberté, le corporatisme mutualiste et l'aversion de l'Etat.

Karl Marx sera plus vraisemblablement la grande source des arguments sociaux-démocrates, au moins des arguments les plus importants. (La querelle entre les communistes-léninistes et les sociaux-démocrates existe au sujet de la déformation de Marx. Ce sont surtout les marxistes-léninistes qui contestent aux sociaux-démocrates le titre de marxistes. Cette discussion est hors de notre sujet ; nous avons voulu simplement la rappeler). La lutte de classes est le suprême héritage de Karl Marx que les syndicalistes sociaux-démocrates se sont approprié. Le mécanisme de la lutte de classes est suivant Marx, le fil conducteur de l'histoire ; les événements s'y rattachent directement, car ils en découlent en droite ligne. Les syndicalistes sociaux-démocrates placent les syndicats dans le courant des éléments appelés à la transformation, à la révolution sociales. Dans le « Manifeste communiste », les premières lignes sont consacrées aux traits fondamentaux et aux lois élémentaires de l'histoire. « L'Histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire des luttes de classes. » (Marx méconnaissait la gens qui fut découverte postérieurement). Après ces quelques mots, suit la genèse de la lutte de classes : « Hommes libres et esclaves, patriciens et plébéiens... bourgeoisie et prolétariat... oppresseurs et opprimés. » Le déterminisme de cette dissolution provient des... « instruments de travail, ce qui veut dire le mode de production, ce qui veut dire tous les rapports sociaux. » Alors, « la bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui doivent lui donner la mort, elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, — les ouvriers modernes, les Prolétaires ». Cette lutte de classes

se traduit soit par le combat d'ouvriers isolés qui détruisent « les marchandises étrangères, les machines... » soit, c'est l'étape postérieure, « par les ouvriers d'une même fabrique, enfin par les ouvriers du même métier... » De toutes façons, la lutte, tout d'abord timide, s'amplifie ; tout d'abord rare, elle devient plus fréquente ; le petit nombre des salariés grandit... « Au jour où le conflit embrase tout l'Etat, la révolution finale de la lutte de classes » prolétaire-bourgeois résultera de la victoire prolétarienne.

Une bonne partie de ces idées est contenue dans la sociale-démocratie. Elle aussi, elle est convaincue que la lutte de classes est un fait inné des sociétés composées de classes, de catégories sociales antagonistes, opposées, irréconciliables. Des individus, par leurs intérêts analogues, sont superposés aux autres ou sont au-dessous des autres : c'est entendu, disent les sociaux-démocrates, seulement nous n'allons pas jusqu'à admettre cette lutte à tout moment, *in extremis*, et jusqu'à l'extinction du genre bourgeois par une tuerie sans merci pré ou post-dictatoriale (la dictature du prolétariat). Marx demeure bien sûr : mais on lui donne une interprétation mêlée des éléments évolutionnistes d'adaptation, de progression mathématique, d'augmentation successive. Pour cela ils allèguent encore Marx. Dans la traduction de Charles Adler du *Manifeste communiste*, on peut lire ceci : « Le prolétariat usera de sa suprématie politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tous les capitaux... » Et dans la traduction de Laura Lafargue, la même chose que voici : « Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout capital de la bourgeoisie. » La sociale-démocratie syndicaliste base là-dessus son évolutionnisme, rejetant complètement la suite de la citation précédente : « Pour centraliser tous les instruments de la production dans les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat... », pour aboutir à la dictature du prolétariat. Cette dictature ne tient pas

au cœur des syndicalistes sociaux-démocrates. Ils aiment mieux céder quelque chose du nivellement économique et social pour préserver la liberté (caractère proudhonien). Aucune dictature, ni bourgeoise, ni prolétarienne ; l'aspect même d'une dictature les fait frémir. A aucun prix, aucune dictature : voilà en quoi peut se résumer le libéralisme des syndicalistes sociaux-démocrates. Ce serait un sacrilège, une profanation, que de recourir à la dictature après tant de combats livrés contre la dictature capitaliste. Revenir à ce qu'on a fait ou à ce qu'on fait, ils ne le veulent pas, même si ce n'était pas contre les prolétaires. La dictature est égale à la dictature, disent-ils. Ce n'est pas le dictateur qui importe, c'est le fait même d'une dictature. Faire ce que l'on a condamné et ce contre quoi on a bataillé toute la vie, serait paradoxal. Mieux vaut ne pas parler de la dictature du prolétariat ; car vous perdez votre temps, vous disent les syndicalistes sociaux-démocrates. Au lieu de détruire ce que l'on a, pour avoir ce que l'on n'a pas, il vaut mieux conserver ce qu'on a déjà et faire construire sur cela ce que l'on n'a pas. Autrement dit, la liberté qui existe actuellement permet — dans les pays de démocratie — la préparation graduelle, sans grands heurts, le jour à venir. L'égalité sans la liberté n'est que la moitié du résultat : perdre une moitié pour l'autre ne vaut pas la peine de dépenser des vies humaines. Au contraire avec la liberté telle qu'elle est, on peut toujours acquérir plus d'égalité. Ce n'est pas seulement une hésitation devant l'égalitarisme sans liberté, mais aussi une hésitation devant l'égalité incertaine, devant cette égalité que l'on croit établir à coups de baguettes. C'est une conviction ancrée, que la liberté et l'égalité sont indivisiblement associées, étape par étape, la liberté résultera de l'égalité, que toutes les deux vont indissolublement ensemble. Le collectivisme de la dictature du prolétariat fait écrire à M. Du Passage : « Proudhon a raison de croire la liberté incompatible

avec le collectivisme, il a raison de vouloir la décentralisation, la responsabilité, l'initiative »²⁸. C'est alors que Proudhon apparaît plus vivant et plus proche des syndicalistes sociaux-démocrates. Car enfin, il est bien vrai, qu'il s'agisse de la liberté ou de l'égalité, qu'une de ces deux entités souffre, quand on se place, pour la première, sur le terrain de la liberté démocratique, de la liberté individuelle dans un régime de dictature du prolétariat, et pour la seconde sur le terrain d'un régime capitaliste. Dans un régime d'étatisme intégral, l'individu perd sa liberté individuelle au sens démocratique du mot et est soumis à l'Etat tout-puissant. Par contre, dans un régime de la même liberté, l'égalité économique supporte les frais, mais l'individu a cette compensation de pouvoir dire qu'il est libre et d'agir en conséquence. Il vaut mieux, pensent-ils, aller doucement, mais sans perte certaine de la liberté démocratique. Par conséquent, le premier point de la lutte de classes est adopté par les socialistes sociaux-démocrates, le deuxième par contre, est rejeté fermement.

L'évolutionnisme est justifié par Arturo Labriola dans son *Karl Marx* : « Du point de vue marxiste, l'action des classes ouvrières est double. D'un côté elle est dirigée en vue d'obtenir des améliorations sans cesse plus compatibles avec les transformations successives de la société capitaliste elle-même, et d'autre part, elle a pour but de détruire cette société... »²⁹.

Un autre argument, outre le « Manifeste » est celui pris dans *Travail salarié et capital*. Le voici : » ... L'objectif immédiat... se réfère aux questions de salaires et du temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement légitime ; elle est nécessaire. On ne saurait s'en dispenser tant que subsistera le mode actuel de production »³⁰.

28. *Proudhon ou Marx*, p. 20.

29. *Karl Marx*, traduction d'Edouard Berth, p. 245.

30. *Travail salarié et capital*, p. 158.

Avec ces coupures, pour ne pas dire citations de Marx, les syndicalistes sociaux-démocrates ont formé une doctrine d'évolutionnisme graduel, d'évolutionnisme durable jusqu'à ce que le moment devienne propice pour une action finale.

Le matérialisme historique du syndicalisme social-démocrate est compris de la manière suivante : le stade où nous vivons n'est pas encore tel, qu'on puisse remplacer d'un seul coup les bourgeois par les salariés. Le matérialisme dialectique n'est pas contesté par les sociaux-démocrates ; seulement, disent-ils, on ne peut pas aller plus vite que lui. Voici l'explication de Bernstein (néo-marxiste) : il appuyait son innovation sur Engels « Les luttes de classes en France » *Préface*) : « L'hypothèse de l'évolution de la Société moderne exposée dans le « Manifeste communiste » était exacte en ce qu'elle caractérisait les tendances générales de cette évolution. Mais elle était erronée sur plusieurs conclusions spéciales, et notamment en ce qui concerne l'évaluation du *temps* (mis en italique par l'auteur), que nécessiterait cette évolution. »

Revenons à la lutte de classes. Les syndicalistes sociaux-démocrates s'exhibent journellement ou périodiquement avec la lutte de classes, mais de temps à autre cela prend l'aspect net de la grève partielle ou générale, du sabotage, du boycottage, des chocs du boulevard, de la rue, des quais, du meeting, du saccage, de la détériorisation. Nous pouvons évoquer à nouveau à ce propos le « Manifeste » : « Les ouvriers commencent à se coaliser contre les bourgeois pour le maintien de leurs salaires. Ils vont jusqu'à former des associations en prévision de ces luttes occasionnelles. Or, il suffit... mise en contact pour transformer les nombreuses luttes locales... en une lutte nationale, en une lutte de classe... qui travaille la société jusqu'à l'heure où cette guerre éclate en révolution ouverte... » Tout cela est dans le syndicalisme social-démocrate plus ou moins distincte-

ment commenté et appliqué, mais l'essence des luttes et la répétition en sont bien la preuve.

L'action directe, peut-on dire, embrasse en elle-même toute la politique syndicale perceptible *de visu* ; et la grève, de laquelle découlait toute une tactique, tout un plan révolutionnaire, est toujours le point capital de l'activité syndicale. Nestripke ³¹ écrit : « La grève est l'arme la plus forte dans la lutte syndicale. » Cette formule ne prête ni au doute ni à l'hésitation. La grève comprise à la manière de Nestripke l'est au sens matériel ; mais d'autre part il y a un côté moral, spirituel, dirais-je : avec Sorel, un aspect humain. C'est celui d'inspirer la confiance, de pousser les ouvriers enthousiasmés au bouleversement certain par une grève, cette fois-ci générale ; et de donner aux ouvriers par les grèves partielles la justification de leur force révolutionnaire, de leur force motrice, par l'entraînement successif. Elles peuvent se généraliser et absorber tous les moyens de production capitaliste. Ceci est pour l'avenir, parlons du présent. Si les syndicalistes sociaux-démocrates tirent en grande partie avantage de la grève, celle-ci ne les attendait pas pour se faire valoir. En effet, la grève ne présuppose pas les syndicats et encore moins les doctrinaires syndicaux : seulement ces derniers lui donnèrent un sens précis, un sens réel ; c'est celui de la préparation révolutionnaire. Au loin, dans les ténèbres artisanales, le compagnon, ouvrier isolé, quittait son patron, quand celui-ci ne le contentait pas. Alors, le compagnon-chemineau se mettait en route « pour le tour de France pédestre ». La grève, dans le sens qu'on lui prête aujourd'hui, n'avait pas de modèle aussi puissant à l'époque artisanale. Les compagnons d'une agglomération engageaient rarement, ou presque jamais, une grève étendue ; tout au contraire, ils se faisaient du tort par la

31. Siegfried Nestripke, *Etude sur les syndicats* (édition yougoslave), p. 57.

concurrence et l'appartenance aux différentes ligues compagnonniques, de rites différents. Le changement survenu dans la production se répercuta sur la conduite des hommes appartenant à tel ou tel métier, alors groupés dans les chantiers, ateliers, usine, et dont le nombre atteignait quelquefois plusieurs centaines de mille. Les méthodes du travail ont changé, la physionomie de la grève également. La doctrine vint à son tour la fortifier et la rendre invincible, ou du moins en partie.

Le premier but des grèves n'était que l'obtention de revendications corporatives ; plus tard elles prirent la signification d'un fait important, c'est-à-dire qu'elles passèrent de la simple action corporative à l'action plus large, dite « action politique ».

La coalition n'est que l'ensemble des ouvriers décidés à se faire entendre ; par suite le syndicat, et les syndicalistes doctrinaires constitueront l'état-major des grèves, en coordonnant la direction et en inspirant les buts. L'utilité, la futilité, les possibilités de succès ou d'échec, sont d'abord jugés par cet état-major, et sont ensuite transmis comme ordres aux syndiqués. Le syndicat, dans les mains des sociaux démocrates actuels, est plus pacifique, — on dit plus sensée, — plus raisonnée, moins corps à corps et plus terre à terre. La grève a perdu chez les sociaux-démocrates d'aujourd'hui, le caractère de gloriole de jadis, c'est-à-dire qu'ils évitent les grèves de simple gymnastique révolutionnaire et ils ne s'y livrent qu'en connaissant à peu près certainement l'avantage qu'ils peuvent en tirer. Le patronat est plus disposé à parler avec les syndicats, s'il est mis en présence d'une grève probable. C'est un fait à enregistrer. L'Etat lui-même la craint fortement. On ne connaît jamais l'issue d'une grève, ni les péripéties et les répercussions qu'elle peut engendrer. Si l'on se battait autrefois avec la faucille, le marteau ou la pelle, aujourd'hui les ouvriers ont un autre moyen : rester à la maison et se croiser les bras. C'est la grève pacifique,

Les syndicalistes sociaux-démocrates se rendaient compte, en perdant leur ardeur révolutionnaire, que la grève réduit le salarié à ne pas toucher de salaires et le syndicat à le secourir. La vie journalière des ouvriers, c'est elle en somme qui hante principalement les syndicalistes sociaux-démocrates d'aujourd'hui, met en jeu l'existence de l'ouvrier; ils se soucient moins des risques dont l'ordre actuel peut souffrir. La grève selon eux réduit et tarit la source des revenus ouvriers. La grève dont le but est l'exercice des muscles révolutionnaires, n'est plus dans les habitudes des sociaux-démocrates, comme elle l'était auparavant par exemple chez les syndicalistes révolutionnaires qui se rapprochent visiblement du marxisme pur. Les syndicalistes sociaux-démocrates ont enregistré dans leur mémoire que l'échec d'une grève, si l'on considère la conservation des mêmes conditions de travail et non son résultat purement révolutionnaire, éloigne les syndiqués modérés qui perdent confiance dans le syndicat défaillant³². A cela, les syndicalistes sociaux-démocrates ajoutent les frais qu'ils ont dû supporter pour l'entretien des grévistes. On arrive à la conclusion « logique » que la perte de salaire pendant une grève de longue durée, n'est pas compensée, même par une élévation du salaire, encore moins quand elle aboutit à une diminution ?

La grève a fait son chemin ; seulement elle est actuellement freinée par les syndicalistes sociaux-démocrates, au point qu'elle devient plus rationnelle et moins révolutionnaire. Les sociaux-démocrates envisagent plus à froid une grève qu'auparavant, d'où la distinction entre les individus dévots ou athées de la grève ou les calculateurs et les diplomates. Les sociaux démocrates sont au point de vue de la grève des spéculateurs, des gens qui mesurent et qui pèsent. Le patronat, dit-on, craint beaucoup plus la grève des mécaniciens que celle des

32. Voir, *Le Peuple*, au sujet de la grève chez Citroën, Javel, en 1933

ouvriers interchangeables, remplaçables ; les grèves pendant les périodes creuses — appelées les crises — sont beaucoup moins déclenchées que pendant la « prospérité ». Les syndicalistes sociaux-démocrates prennent cela en considération. Leurs décisions ne sont pas précipitées ; ils font appel à la grève habilement, adroitement, car ils le savent bien, l'opinion publique peut écraser une grève avant qu'elle soit déclarée.

La grève peut être ordonnée en vue d'une amélioration économique ; c'est le cas le plus fréquent des grèves sociales-démocrates ; « les grèves pour les grèves », les vraies insurrections, les vraies préparations révolutionnaires, le véritable ordre du mouvement insurrectionnel du « quatrième état », sont plus rares dans les annales de la sociale-démocratie.

La grève a fait naître une stratégie gréviste, une politique ; elle a rapproché de beaucoup les ouvriers, elle leur a confirmé la solidarité prolétarienne. L'usage des grèves a créé des coutumes, des mœurs *sui generis* ; il a perfectionné son emploi : les grèves de sympathie ou les grèves horizontales ou verticales.

La campagne menée contre les grèves est habituellement appuyée sur un raisonnement nationaliste. Les nationalistes disent : l'économie nationale souffre d'une grève. Mais ne pourrait-on dire que l'économie nationale souffre de la production individualiste ? Cela n'empêche que la première allégation l'emporte dans la vie courante sur la seconde et que les organisations patriotiques et anti-grévistes (les ligues civiques) sabotent la grève et la font même échouer.

Des diatribes et des critiques amères n'ont pu ébranler l'image de la grève salvatrice, ni amoindrir la force attractive de l'espoir de réussite certaine des grèves.

La cessation pure et simple du travail est le début de la guerre civile ; elle est le grand armement social des syndicats. De vraies batailles se livrent. Le syndicat fait sa propagande, le patronat la sienne. Offensive ou défensive ? La décision dépend des circonstances.

Une grève générale est le paroxysme de la tactique révolutionnaire. Autour d'elle se trament des actions subalternes, mais le gros de l'idée révolutionnaire reste toujours en elle. Elle arrête le cours de la vie économique. Seulement le syndicaliste social-démocrate se plaît actuellement beaucoup moins à l'employeur. Il ne la déclanche qu'à la limite extrême de l'utilité et de la nécessité.

Les grèves générales sont rares ; la mobilisation de toutes les forces syndicales est rendue d'autant plus difficile que le nombre des subordonnés grandit tous les jours, mais il n'est pas moins évident que c'est en elle que réside l'arme redoutable de la guerre civile et du bouleversement. Jusqu'à présent, les grèves générales, — sauf l'éclatante réussite de la grève générale après le coup d'état Kap et Von Lüttwitz en Allemagne — n'avaient pas le succès escompté par leurs meneurs ; cette réalité a influencé les syndicalistes sociaux-démocrates qui n'y recourent pas bien souvent ; ou bien s'ils y recourent, ils le font avec beaucoup de prudence et à titre de manifestation (la grève générale du 12 février en France).

Le pacifisme qui a gagné les syndicalistes sociaux-démocrates, a fait d'eux des observateurs attentifs, des réprobateurs de la violence et des révolutionnaires moins instinctifs. On le remarque même pour les autres armes syndicales telles que le boycottage et le sabotage. Avant d'en finir avec la grève générale, résumons-la en une formule : la grève générale est un arrêt de tous les rouages capitalistes et c'est, encore plus, l'espoir de reprendre le travail dans un régime prolétarien. « Or, grève générale, disait M. Leroy, est une formule, un drapeau qui ne porte aucun ombrage. C'est un fusil... »³³. Nous y ajouterons ceci : la grève générale est la force agissante par inaction, la force absorbante de toutes

33. *La couture ouvrière*, p. 521.

les autres actions syndicales ; c'est elle qui est l'obsession et la réalité la plus farouche qu'on a pu forger. Les syndicalistes sociaux-démocrates la remplacent volontairement, il paraît même sans regrets, par l'opportunisme, le possibilisme des conversations et des menaces, ou bien par les grèves partielles qui ne sont qu'une scène, un épisode en face de la grève générale qui éveille le colosse, le géant ³⁴.

Si jadis les syndicalistes révolutionnaires faisaient l'éloge du sabotage, actuellement il est détrôné par les syndicalistes sociaux-démocrates. Dans *Comment nous ferons la Révolution*, Pataud et Pouget décrivent les sabotages de la grève de 1908. Voici quelques scènes : « Avant que les soldats ne fussent aux postes qu'il fallait leur désigner... de la poudre d'émeri avait été filtrée dans les paliers et dans les coussinets ; certains enduits avaient été arrosés d'acide sulfurique — ce qui provoquait leur incendie — ... ; des appareils de tableaux de distribution avaient été mis en court-circuits » ³⁵. En voici une autre : « ... les ouvriers gaziers prirent leurs précautions pour que, — même en substituant des jaunes ou des soldats aux grévistes — on ne pût faire du gaz. Connaissant les points vulnérables des canalisations, ils les ouvrirent ou les blessèrent... Et des usines s'éleva la pestilence de l'hydrogène fusant par les plaies béantes » ³⁶.

Les moyens de production, s'ils servent à la bourgeoisie, serviront demain au prolétariat ; ce sont les propos que les syndicalistes sociaux-démocrates tiennent à leurs syndiqués. Donc c'est une arme actuellement démodée. Les syndiqués sociaux-démocrates ont compris ce blâme du sabotage et ils ne l'emploient presque pas, peu ou prou.

34. Edouard Bernstein. *Der Streik*.

35. *Comment nous ferons la révolution*, p. 39-40.

36. *Idem*, p. 42. (Voir à propos du sabotage, le petit ouvrage d'Emile Ponget, *Le sabotage*.)

Le boycottage a une petite histoire qu'on raconte ainsi : il paraît qu'en Irlande, un certain nommé Boycott était gérant des biens immobiliers d'un certain Comte Urna ; le dit Boycott était extrêmement sévère et inhumain. La ligue irlandaise décida alors de le déconsidérer, de le traiter comme indigne, et de le mettre au banc de la société. La résolution dit-on fut strictement exécutée. Il paraît que le mot boycottage proviendrait de cette petite légende. Ceci dit, passons au boycottage dans ses relations avec les syndicalistes sociaux-démocrates. Les Etats-Unis et l'Angleterre sont les pays qui ont fait l'usage le plus fréquent du boycottage. En Europe cela arrive rarement, on ne l'y voit presque pas.

Quand on désigne une industrie comme objectif du boycottage, le syndicat adresse généralement un appel, déterminant les raisons du boycottage, le produit boycotté et la durée du boycottage, trois points minutieusement établis, aux ouvriers boycotteurs initiaux, aux organisations ouvrières et aux consommateurs. On se garde habituellement d'un boycottage des produits de consommation limitée, tels que les produits de luxe, car le boycottage n'atteindrait pas alors facilement son but. Il y a un autre boycottage, moins ruineux que celui ci-dessus, c'est le boycottage indirect. C'est le cas, quand on loue les méthodes de certaines entreprises, qu'on fait savoir pour les autres, que leurs méthodes ne valent pas celles des premières, qu'elles nuisent au personnel employé, et qu'on invite les ouvriers à s'embaucher chez les premières, à quitter les secondes. Ce boycottage indirect ne s'emploie que pendant les années de prospérité industrielle, sinon l'échec est certain.

L'emploi de label est également plus répandu outre-océan qu'en Europe. Les marques syndicales ont un rôle indirectement boycotteur, et directement publicitaire.

Les moyens de défense ouvrière sont aussi le ralentissement volontaire de la production et l'action directe dans le sens étroit du mot. Les ouvriers rétribués à la journée et non aux pièces tentent quelquefois le ralen-

tissement de la production avant de se mettre en grève. Cela permet aux syndicats d'estimer la force de la position patronale et les possibilités de succès d'une grève. Ce procédé est de moins en moins employé par les syndicats guerriers ou terroristes ; de même pour l'action directe proprement dite. Celle-ci se traduit par l'abandon du travail et l'occupation des lieux du travail, par la menace contre l'administration ou le patron, par la pénétration dans les bureaux ou au domicile, par différentes voies de fait, etc... L'action directe, dans la signification large du mot, englobe tous les procédés syndicaux de défense et d'attaque contre le patronat. Selon la formule de M. Griffulhes, passée dans l'usage commun, « l'action directe, action des ouvriers eux-mêmes, c'est-à-dire action directement exercée par les intéressés »³⁷ ; en d'autres termes c'est tout acte des syndiqués et des syndicats fait en vue de rendre meilleure la vie des ouvriers.

L'antipatriotisme, l'antimilitarisme, l'anticolonialisme et l'anticléricalisme des syndicalistes sociaux-démocrates peuvent encore être trouvés chez Marx. Le « Manifeste » est explicite : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. » Pour déterminer l'attitude des syndicalistes sociaux-démocrates, nous pouvons citer M. Dumoulin : « Que de fois je me suis posé la question : combien de militants, au jour de la déclaration de guerre, rejoindront les Bourses du Travail ? et chaque fois j'ai senti la vanité des motions de nos congrès »³⁸. M. Dumoulin a dit le mot juste. La vanité est la plate-forme réelle de l'anti-militarisme, et Mussolini était dans le vrai quand il disait que les socialistes — y compris les syndicalistes sociaux-démocrates — couvrent l'impérialisme nationaliste. La sociale démocratie est embourgeoisée ; son antimilitarisme est théorique. Elle a un nationalisme, qui

37. *L'action syndicale*, p. 33.

38. *Le syndicalisme français et la guerre. Le rôle de la fraction minoritaire de la C. G. T.*, brochure, p. 17.

n'est certes ni chauvinisme, ni patriotisme exaspéré, c'est un nationalisme réfléchi, calme, mais un nationalisme tout de même. La conscience de classe, auraient dit les syndicalistes communistes, est beaucoup moins faible chez eux que chez nous ; on entend rarement chez eux la phrase « nous n'avons pas de patrie », c'est pourquoi leur activité est principalement nationale, l'internationalisme n'est pour eux qu'un symbole.

Il faut bien savoir, qu'entre le verbiage doctrinal des syndicalistes sociaux-démocrates et les citations de Marx et de Proudhon, existe une parenté, mais en réalité bien souvent ce n'est que la vanité. Ils disent d'habitude que l'action est une chose, et la doctrine une autre. Suivant cette raison, le tapage fait avec les « anti, anti, anti », doit être compris plutôt dans le sens de neutralité, dans le sens apatriote, amilitariste, aclérical, acolonisateur.

De l'antimilitarisme, les syndicalistes sociaux-démocrates sont passés au désarmement ; de l'anti-nationalisme aux vœux des conférences internationales ; de l'anticolonialisme au pacifisme colonisateur ; de l'anticléricalisme à la tolérance. Cette attitude des syndicalistes sociaux-démocrates leur a valu l'anathème des dévots moscoutaires et le titre de « social-traître », « de social-chauvin ». Voilà comment Lénine formule cette excommunication : « ... Les Kautsky, en Allemagne, les Otto Bauer et les Frédéric Adler en Autriche qui, pour ne pas l'avoir compris (la Révolution russe) sont devenus des réactionnaires, des partisans du pire des opportunismes et de la sociale-trahison... »³⁹.

Le syndicalisme social-démocrate « coreligionnaire » du syndicalisme communiste, se différencie entre autres de ce dernier par les éléments qui composent le syndicat. Ce qui veut dire que leurs syndicats sont ouvrieristes par leurs visées, mais qu'ils ne réduisent pas la société uniquement à la classe ouvrière. Ils associent tous les hom-

39. Lénine, *La maladie infantile du communisme*, VI, p. 12.

mes qui leur arrivent, rassemblant ainsi tous les sociaux-démocrates, à quelque classe qu'ils appartiennent, pourvu qu'ils adoptent la « Charte d'Amsterdam ». Les syndicalistes communistes placent en tête l'avant-garde ouvrière, ce qu'ils appellent les plus consciencieux des prolétaires, tandis que pour les autres ils les soumettent sans résistance. Le syndicalisme social-démocrate préfère unir les éléments proches avant la Révolution Sociale, et s'assurer de leur concours le jour venu. C'est toujours chez Marx qu'ils vont chercher leur justification. « La Bourgeoisie a dépouillé de leur auréole toutes les professions jusqu'alors réputées et vénérées. Du médecin, du juriste, du poète, du savant elle a fait des travailleurs salariés » ; seulement, les syndicats sociaux-démocrates se sont fait déborder par les éléments bourgeois qui viciaient son système, alors que Marx voulait l'absorption de la bourgeoisie par le prolétariat.

N'est-il pas vrai que les syndicalistes sociaux-démocrates poursuivent l'abolition de la propriété privée ? Le but lointain est évidemment le collectivisme. Ceci encore est emprunté à Marx. Dans le « Manifeste » Marx-Engels, on peut lire que le résumé de leur doctrine est... « cette proposition unique : abolition de la propriété ». M. Challaye, parlant des syndicalistes sociaux-démocrates disait : « Après avoir suspendu le travail, les prolétaires s'empareront des moyens de production, terres, usines, machines, etc... Ils prendront possession de toutes les richesses, transformeront les propriétés individuelles en propriétés sociales » ⁴⁰. M. Du Passage est du même avis : « En réalité, le but final des syndicalistes révolutionnaires (les syndicalistes sociaux-démocrates), tout comme celui des socialistes unifiés, bien que sous des modalités peut-être différentes, s'inspire du collectivisme répudié par Proudhon ». Et plus bas : « En réalité, les

40. Challaye, *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, p. 55.

syndicalistes révolutionnaires modernes demeurent marxistes impénitents »⁴¹.

Si les interprètes du syndicalisme social-démocrate sont d'accord, c'est parce que les syndicalistes sociaux-démocrates leur ont fourni des preuves. M. Léon Jouhaux explique l'action révolutionnaire et dit : qu'elle « ne prendra fin qu'avec sa raison même, qui est d'émanciper les travailleurs de toute tutelle, de toute exploitation, c'est-à-dire au moment où tous seront également des travailleurs »⁴².

Nous considérons les arguments ci-dessus exposés comme étant suffisants pour démontrer l'origine doctrinale du syndicalisme social-démocrate, aussi bien que les sources auxquelles ce syndicalisme s'alimente. En résumé, nous pouvons dire que l'outillage du syndicalisme social-démocrate consiste dans les armes libertaires de Proudhon, forgées et aiguisées avec le concours de Karl Marx et de Frédéric Engels, postérieurement révisées par la pléiade des syndicalistes : Lenoir, Merheim, Dumoulin, Citrine, Légien, Jouhaux, Mertens, Gompers, Jasobsen, Schorsch, Tayerle, I. Kreneff, T. Movre, F. Caballero, E. Louhikko, Calominis, Buozzi, P. Krier, D.-B. Guzion, E. Kuppers, Z. Zulawski, E. Johanson, B. Krekitch... tout en gardant sur quelques points les survivances de R. Owen, Lasalle, Louis Blanc, Fourier, etc..., etc...

L'héritage de Proudhon est la conviction sincère, innée de la liberté, de la conciliation de l'égalité et de la liberté, un évolutionnisme démocratique : de tout cela il y a un peu dans le syndicalisme social-démocrate. Mais ce ne sont en général que des éléments défensifs ; l'élément offensif est fourni par Karl Marx et Engels. Leur conception de la lutte de classes, du matérialisme historique est au premier plan, altérée il est vrai, mais néanmoins toujours visible. Cela donne au syndicalisme

41. Du Passage, *Proudhon ou Marx*, p. 5.

42. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 6.

social-démocrate, une physionomie de marxisme allégé par l'évolutionnisme et le transformisme progressif, graduel, auteur duquel se tramaient les explications des interprètes néo-marxistes : Bernstein, Turati, Jaurès, Vandervelde, Bauer, Adler, Mac Donald... Il faut donc retenir ceci : le marxisme atténué quant à la chute de la société capitaliste ; le collectivisme marxiste quant à la période post-révolutionnaire, mais sans dictature du prolétariat ; le proudhonnisme quant à la liberté individuelle, démocratique ; le proudhonnisme encore quant à la collaboration corporative avec les gouvernants ; le proudhonnisme enfin quant à l'animosité envers l'autorité étatique, quelle qu'elle soit.

Appelons tout par son nom propre et désignons le syndicalisme social-démocrate ainsi : « syndicalisme réformiste-révolutionnaire ». « Les préoccupations pratiques sont l'apport des années qui viennent et s'additionnent : elles sont le propre des hommes et des groupements qui se développent et vieillissent »⁴³. C'est bien le cas du syndicalisme social-démocrate. La C. G. T. et l'Association Générale de Owen étaient au début révolutionnaires ; en vieillissant, elles sont devenues de plus en plus réformistes. Actuellement, la réforme est pour les syndicalistes sociaux-démocrates une préférence nette, si cela est possible : la révolution n'est en question que si c'est indispensable. Leur évolutionnisme est assez accéléré quant aux acquisitions, le révolutionnarisme quant au conservatisme, c'est-à-dire quant aux actions contre les réactionnaires purs. Leur révolutionnarisme est légitimiste, étapiste, progressiviste, conformiste, qui incline davantage vers le réformisme opportuniste. La lutte de classes est toujours leur emblème ; la collabo-

43. Du Passage, *Les tendances et les variations du syndicalisme révolutionnaire*, collection « Studia Pacis », p. 9.

ration acceptée est considérée comme transitoire, passagère, mais c'est toujours une collaboration. Les syndicalistes sociaux-démocrates, en principe, refusent la collaboration des classes et prêchent la lutte des classes, mais ils se démentent quant à leur action réelle. La collaboration des syndicalistes sociaux-démocrates est, pour être juste, en quelque sorte neutre, mais elle est effective. Qu'est-ce que cela veut dire ? En face de la doctrine c'est une évidente concession ; en face de la réalité, c'est un conformisme et un opportunisme.

Dans le passé de Mussolini socialiste, il y a un fait devenu depuis lors anecdotique. Un jour, paraît-il, Mussolini avait demandé aux ouvriers grévistes : voulez-vous faire la révolution ou bien cesser la grève qui ne rime à rien ? Les ouvriers acceptèrent la révolution et se réunirent dans un jardin public. Un bruit tout proche leur fit croire que l'armée s'approchait, et ils se dispersèrent. Cette anecdote a du servir d'expérience aux sociaux-démocrates, car ils considèrent que l'état actuel empêche la réussite d'une révolution.

Tout en maudissant la collaboration, les syndicalistes sociaux-démocrates sont portés à l'admettre et ils collaborent avec d'autres classes dans les différents conseils économiques nationaux et le B. I. T. Verbalement, ils la condamnent, mais en fait ils l'adoptent. Car toujours pour la même raison, ils disent (lire le compte rendu du Congrès de la II^e Internationale de 1933) et redisent que la conquête révolutionnaire du pouvoir n'est pas pour demain ; autant profiter de ce contingent que la bourgeoisie leur offre. Tout en attendant le régime du syndicalisme de classe proprement dit, pourquoi ne pas adopter dès à présent ses attributions partielles que l'on peut obtenir à l'amiable ? Pourquoi ne pas prendre ce qu'on donne jusqu'à ce qu'on devienne le seul maître des circonstances ? Pendant ce temps, nous pouvons, disent-

ils, préparer tranquillement la Révolution, par l'éducation et le réveil des consciences. D'ici là, les accommodements et les compromis sont les bienvenus. C'est pourquoi tout en ayant l'air de dédaigner les éléments bourgeois, bien souvent ils se tiennent avec eux par la main ; alors une différenciation doit être faite entre l'apparence et le contenu, la vérité et l'erreur, parce que les deux caractères se mêlent dans le syndicalisme social-démocrate d'une façon générale, constante. Ni bourgeois, ni socialiste, à proprement parler, le syndicalisme social-démocrate est à la fois l'un et l'autre. D'où ce mélange du social-bourgeois, du réformisme révolutionnaire. Le verbalisme révolutionnaire à base réformiste résulte dans la réalité d'un radicalisme socialiste, qui s'exprime ainsi dans les mots de M. Jouhaux : « L'action proprement ouvrière exercée par des groupements de producteurs et qui tend à modifier de façon radicale, à révolutionner les rapports économiques tels que présente la société moderne » ⁴⁴. Mais « en attendant cet ultime conflit, en dehors de ces rencontres occasionnelles, on peut causer et même s'entendre » ⁴⁵. Cette tactique des syndicalistes sociaux-démocrates est une tactique diplomatique, si l'on veut, mais elle est plutôt la forme la plus haute d'un radicalisme. Le secrétaire général de la C. G. T. française explique cette attitude : « Le syndicalisme, dit-il, ne peut être occupé, dans son principe et avec une constance absolue, à réaliser un plan déterminé de révolution » ⁴⁶. Non. Mais on peut dire qu'il emploie la méthode de ce vieux dicton cher aux instituteurs campagnards : grain par grain donne le pain et brique par brique fait la maison. M. Challaye le constate, quand il dit que c'est une «... action réformiste animée d'esprit révolutionnaire », et que les syndicalistes ne sont pas

44. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 8.

45. Du Passage, *Les tendances et les variations du syndicalisme révolutionnaire*, p. 3.

46. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 3 d'avant propos.

les partisans du « tout ou rien ». La vision d'un avenir meilleur ne doit pas faire négliger l'effort immédiat ⁴⁷. Car d'après les syndicalistes sociaux-démocrates, « ce n'est pas d'un excès de misère que sortira l'émancipation des travailleurs, c'est d'un progrès continu, d'un accroissement de bien-être et de liberté » ⁴⁸. Ce révolutionnarisme radical, si c'en est un, est amèrement critiqué par les syndicalistes extrémistes. Le syndicalisme social-démocrate, disent-ils, rend amorphe et hypertrophie les prolétaires. Les « miettes » qu'ils obtiennent servent d'assurances à la classe régnante ; ou bien ils disent encore : « Du moment où l'on peut avoir une réforme, elle n'est plus nécessaire. »

Les syndicalistes sociaux-démocrates regardent très loin mais ils se contentent passagèrement de ce qu'ils obtiennent. Aristide Briand, quand il était encore socialiste, se plaisait à dire que le syndicalisme briserait ses rouages, s'il ne s'occupait pas des revendications immédiates. C'est bien l'esprit du syndicalisme social-démocrate. Les « jeunes turcs » reprochent à cette activité d'ensevelir, d'embourgeoiser, d'embourber, de ruiner l'action de classe. L'action agissante, clament-ils, se transforme en action conservatrice. Jaurès a entendu ces reproches et voici ce qu'il dit : « Quelques-uns de nos contradicteurs disent volontiers que cette méthode d'évolution soumise à la loi de la démocratie risque d'affaiblir et d'obscurcir le socialisme. C'est exactement le contraire », car ce sont les jaurésistes... « qui se proposent de conduire la démocratie par de larges et sûres voies vers l'entier communisme » ⁴⁹. Ou bien encore : « Ce n'est pas sous une figure sauvage que la civilisation prolétarienne doit s'annoncer au monde » ⁵⁰.

47. Challaye, *Le syndicalisme révolutionnaire et le syndicalisme réformiste*, p. 38.

48. *Idem*, p. 39.

49. *L'Atelier* du 31 juillet 1920.

50. *L'Ere nouvelle*, p. 360.

Certes le réformisme des syndicalistes sociaux-démocrates n'est en aucune façon le réformisme chrétien-social. Personne n'en doute, personne ne se leurre. Le réformisme des chrétiens-sociaux et surtout des jaunes cherche une entente durable, ou au moins sans grandes secousses ni tiraillements, avec le patronat. Il soutient le patronat, il se dit solidaire avec lui. Le syndicalisme social-démocrate n'a rien de théocratique, rien d'abstrait. Il est souple, pliant, c'est entendu, mais il n'est pas agenouillé, encore moins craintif. Tout en n'étant pas exclusif, il est beaucoup trop combatif quand on le compare au syndicalisme clérical ou jaune. S'il n'a pas à tout moment une ambition révolutionnaire, le syndicalisme social-démocrate n'en pense pas moins. Le syndicalisme clérical est un syndicalisme purement et simplement réformiste, sans parler des subterfuges qu'il traîne avec lui. C'est une aventure plaisante que de mettre sur le même pied ces deux syndicalismes. Toute tentative pour les identifier est condamnée à l'insuccès et au ridicule.

Si, avant l'I. S. R., le syndicalisme social-démocrate avait quelques aigreurs et amertume à l'égard de ses adversaires, aujourd'hui tempéré, modéré, il est beaucoup plus proche du réformisme aux tendances révolutionnaires, du fait même que les exigences formulées par lui sont bien plus réalisables que jadis. Les éléments les plus révolutionnaires d'antan qui formaient son aile d'extrême gauche ont déserté le syndicalisme social-démocrate et sont passés dans le camp communiste. Et comme le syndicalisme social-démocrate était représenté avant la guerre par le syndicalisme révolutionnaire, aujourd'hui le syndicalisme le plus révolutionnaire est entre les mains des syndicats communistes ou anarchistes. Etant donné que les ultra-révolutionnaires sont ailleurs, le syndicalisme social-démocrate se rapproche évidemment du réformisme, car sans eux le syndicalisme social-démocrate vogue avec plus de prudence, avec moins de combattivité et d'exaspération. Les buts

corporatifs non avoués, peut-être même contre le gré des dirigeants, s'introduisent comme une conséquence logique de la diminution d'esprits exercés par un révolutionnarisme journalier, et l'augmentation progressive des méthodes pacifiques, anti-sanguinaires. D'où une formule redevenue nouvelle et fraîche : la démocratie industrielle. Elle veut dire en raccourci, la pénétration de l'élément du travail dans l'industrie, les usines et leur direction, la participation au contrôle, aux bénéfices, à la gestion des affaires économiques du pays.

Maxime Leroy voit dans le réformo-révolutionnarisme du proudhonnisme marxiste un « réformisme du révolutionnarisme latent ». Pour finir, nous répéterons que le syndicalisme social-démocrate associe le libéralisme de Proudhon à la lutte de classes de Karl Marx, sans toutefois aller aux déductions extrêmes de la dictature du prolétariat. Avec la liberté, disent les syndicalistes sociaux-démocrates, la réorganisation de la société bourgeoise ; avec le réalisme (qui pour eux n'est pas ce réalisme qui va au fond des phénomènes pour chercher leurs lois initiales et pour combattre ensuite tout ce qui s'oppose à elles, mais ce réalisme qu'on peut dénommer l'actualisme journalistique ou l'imitation ou encore le fatalisme et le suivisme économiques), l'action réelle qui signifie le possibilisme. Le révolutionnarisme a sa place dans l'éducation et derrière les coulisses ; l'action journalière, c'est l'action réformiste. Quant aux buts lointains, l'abolition du salariat et l'édification d'une société libre et collectiviste : c'est bien tout de même un révolutionnarisme. Tout en demeurant des révolutionnaires d'envergure moyenne, les syndicats sociaux démocrates sont comme leur titre le dit : socialistes et démocrates. Possibilistes s'il le faut, réformistes de circonstances, évolutionnistes sans répit, révolutionnaires par les buts lointains. Ils prônent l'action immédiate pour les besoins pressants, ils chérissent, caressent les plans par étape pour ne pas trahir l'humanisme. Sensés pour ne pas

tomber dans un idéalisme pur, ils opèrent la conciliation du vouloir révolutionnaire et de la fermeté d'une réforme qui n'est que l'amorce d'une autre réforme ultérieure. Ils sont démocrates dans la mesure où l'emploi de la persuasion doit remplacer la force, ce qui maintient le domaine des libertés acquises dans l'ordre social actuel et ce qui permet d'escompter la réalisation de la société future.

Le syndicalisme social-démocrate, dit-on, est un dans son ensemble et dans ses généralités. C'est bien vrai, et nous l'avons démontré dans ce qui précède. Seulement il n'en est pas moins certain que la tactique politique, la tactique syndicale se différencie d'un pays à l'autre ; que le langage syndical international garde un cachet particulier avec tel ou tel Etat : c'est le résultat d'une vue différente, dépendant des conditions légales, des sentiments, des mentalités, des circonstances, de la tradition, des événements de chacun d'eux. C'est encore dans le marxisme qu'on peut trouver la justification. Effectivement, le *Manifeste* de Marx-Engels a une phrase significative. Les mesures que le prolétariat doit prendre « ... seront bien différentes dans les pays différents ». Donc il y a une idéologie commune dans son entité et une multitude de tactiques et d'interprétations quant aux détails d'action immédiate et d'entraînement révolutionnaires. Une même enseigne les réunit tous, et un particularisme leur permet d'exercer plus facilement une activité nationale. Le syndicalisme social-démocrate peut donc revêtir un type variant avec tel ou tel Etat ; ce caractère est d'ailleurs familier à la sociale démocratie ; elle laisse aux centres syndicaux nationaux une liberté de choix dans la poursuite de leurs idéals. Il y a par conséquent un syndicalisme social-démocrate en tant qu'il s'inspire des idéaux analogues et un syndicalisme social-démocrate correspondant à l'esprit, à la mentalité, aux circonstances que l'on trouve dans telle ou telle nation. C'est pourquoi plusieurs types peuvent être dis-

tingués dans le syndicalisme social démocrate, bien qu'ils soient dominés par la lutte de classes et par les buts médiats de l'établissement d'une société sur les ruines du capitalisme. Ces types divergents : le syndicalisme cégétiste, le trade-unionisme anglo-saxon, le syndicalisme allemand, autrichien, italien, belge, etc., etc., constituent une mosaïque, un ensemble convergent vers les mêmes buts. Bien qu'ils puissent paraître divergents, ces différents syndicalismes s'entendent grâce à l'absence d'un exclusivisme aveugle et à la présence de critiques libres. Si quelquefois les modérés ou les opportunistes ou enfin les extrémistes dirigent les mouvements syndicaux des centrales nationales, et si par suite les syndicalistes prennent un visage plus révolutionnaire, plus modérateur ou plus possibiliste, un fait ne laisse pas de controverse possible : celui de l'entente, plus ou moins étroite, mais de l'entente quand même sur le terrain international et de la divergence sur les scènes du pays A, B ou C.

Nous prendrons séparément le syndicalisme cégétiste, le trade-unionisme anglais et le syndicalisme « social-démocrate » de l'Allemagne d'autrefois.

Le cégétisme français remonte à Pelloutier ; depuis lors, il a traversé les sphères politiques, anarchistes, révolutionnaires, pour tomber après la guerre dans le réformisme révolutionnariste ⁵¹.

De toute l'histoire, nous ne retiendrons ici que la Charte d'Amiens, la nationalisation industrialisée et les Etats Généraux du Travail.

A la base du cégétisme se trouve, entre autres décisions d'une signification secondaire, la Charte d'Amiens, qui fut rédigée au congrès de la même ville en 1906. Au dit congrès ... « une motion... fut posée... de la Fédération du textile dont les dirigeants appartenaient à la tendance « Guesdiste » ». Il s'agissait notamment de savoir

51. Nous avons parlé dans la section du syndicalisme anarchiste du cégétisme d'avant-guerre ; ici, nous ne parlons que du cégétisme d'après-guerre

quels rapports existeraient entre les partis politiques, le parti socialiste en particulier, et la C. G. T. Voici la motion : « Considérant qu'il y a lieu de ne pas se désintéresser des lois ayant pour but d'établir une législation protectrice du travail qui améliorerait la condition sociale du prolétariat et perfectionnerait ainsi les moyens de lutte contre la classe capitaliste, le congrès invite les syndiqués à user des moyens qui sont à leur disposition afin d'empêcher d'arriver au pouvoir législatif les adversaires d'une législation sociale protectrice des travailleurs ; Considérant que les élus du parti socialiste ont toujours proposé et voté des lois ayant pour objectif l'amélioration de la condition de la classe ouvrière ainsi que son affranchissement définitif...

Le Congrès décide :

» Le comité confédéral est invité à s'entendre toutes les fois que les circonstances l'exigeront, par des délégations intermittentes ou permanentes avec le Conseil national du parti socialiste pour faire plus facilement triompher ces principales réformes ouvrières ⁵². »

La C. G. T., bien que beaucoup moins révolutionnaire que l'ancienne C. G. T., a conservé tout de même la dite Charte, je dirai même comme sa constitution initiale. La décision du Congrès d'Amiens « demeurerait depuis, la règle fondamentale de l'attitude des syndicats français à l'égard de toutes les actions et de tous les groupements politiques ⁵³ ». Sa portée est immense. Réellement à partir de cette date, significative même pour le cégétisme contemporain, on peut écrire et discuter sur un syndicalisme proprement dit. Sans être lié à aucun parti politique ou à des groupements autres que syndicaux, le syndicalisme est devenu un courant indépendant, autonome, il est devenu un mouvement original, propre. Le syndicat « ... devient dans cette conception l'organe

52. *Le syndicalisme et la C. G. T.*, p. 142-143.

53. *Idem*, p. 149.

même de transformation sociale, la cellule initiale de la société à venir et il réalisera ceci...⁵⁴ ».

L'idée de « suffisance syndicale » qui suivit la Charte d'Amiens d'après laquelle le syndicat était suffisant, a donc fait des syndicats les piliers du combat actuel et les organismes de la société future. Voyons donc cette Charte : « Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la C. G. T. disant : « La C. G. T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat..

« En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effets, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale⁵⁵. »

On ne saurait assez insister sur la déclaration d'Amiens, tant l'étendue, la valeur et l'importance en sont grandes. La France seule avec son cégétisme, grâce à la Charte d'Amiens, peut prétendre avoir élaboré un syndicalisme au sens vrai du mot. Griffulhes disait vrai : « L'originalité du syndicalisme français est frappante dans l'Internationale syndicale. Il a devancé... la plupart des mouvements syndicaux des autres pays ; ceux-ci ne peuvent ni le suivre, ni le comprendre⁵⁶. »

C'est cette note parfaitement originale, neuve, qui donne au syndicalisme cégétiste une personnalité forte aux traits propres, particuliers, qui, non seulement le place uniquement sur le terrain économique, loin des tracasseries et des ambitions creuses des politiciens arrivistes, loin des politiques de beaux parleurs, mais qui

54. *Idem*, p. 149-150.

55. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 147-148.

56. Griffulhes, *L'action syndicaliste*, p. 52.

l'engage sur une voie montante débarrassée des éléments inutiles, sur une voie exclusivement économique. A l'homme du suffrage et à l'auteur de phrases vides, le syndicalisme d'Amiens a opposé l'explication du producteur. Cessant d'être un simple suiveur des avis d'autrui, le syndiqué devient un être concret, un homme réel, qui connaît ses besoins, son métier, un vrai technicien. Le politicien professionnel se voit dans l'obligation de céder devant un être vivant de la profession, connaissant ses nécessités mieux que quiconque. Ce sera à ce dernier de se prononcer, car c'est lui qui est le plus compétent, et ce seront les autres qui, dépourvus de connaissances techniques, devront lui obéir, ou plutôt le suivre.

Le grand mérite de la Charte d'Amiens est dans les expériences qui en résultèrent. Effectivement, aucun autre syndicalisme national ne peut avoir la prétention d'avoir provoqué ou exposé la conception du syndicalisme, d'un régime où les syndicats manieront les leviers gouvernementaux et ne se feront pas les valets ou les sergents des gouvernants politiques. Personne ne peut contester ou amoindrir cette originalité et l'estime qu'on lui doit. Nulle part ailleurs qu'en France le syndicalisme a cette particularité qui peut lui permettre de dire : nous tendons vers un Etat syndicaliste fédéral. L'émancipation vis-à-vis des éléments étrangers aux syndiqués a fait cette force de devenir syndical. Mermeix définit admirablement cette particularité du syndicalisme originaire d'Amiens en disant que c' « est un prolétariat qui prétend faire lui-même ses affaires, qui, pour procéder aux destructions qu'il juge nécessaires et légitimes, pour arriver à l'abolition du salariat et du patronat et à l'établissement de la communauté de biens, entend se passer de maîtres, de tuteurs, de docteurs ⁵⁷ ».

Le syndicalisme qui sortit de la Charte d'Amiens aspire à garantir la liberté avant d'entreprendre le nivellement

57. *Le syndicalisme contre le socialisme*, p. 31.

économique. En effet, le syndicat, groupement volontaire, n'a rien d'une pression, d'une contrainte, d'une dictature. La fastidieuse étatisation, dont l'Etat prend de nouveau la hache et le sabre, est répudiée par le syndicalisme qui tend à assurer la direction de l'Etat futur par les syndicats eux-mêmes. Les socialistes vulgaires ou les socialistes mégalomanes ont en dévotion l'Etat vertueux; comme si l'Etat hypocrite, lâche, mensonger, voire immoral, n'était plus courant. Le syndicalisme ne veut pas de cet Etat bureaucratique, paperassier ou tyran. Il veut une fédération, un Etat syndical.

Le syndicalisme cégétiste n'entend en aucune façon supprimer la liberté pour édifier le nouvel Etat. Niel est significatif à ce sujet : « Nous entendons nous servir de cet agent (le syndicalisme) pour établir la justice sociale et la souveraineté du travail par la restitution à ceux qui travaillent, du bien-être et de la liberté qu'on leur a usurpé ⁵⁸. » La liberté et le bien-être vont de pair. Des régimes mutilés, estropiés, où, soit la liberté, soit le bien-être, soit les deux sont sacrifiés, sont en horreur aux syndicalistes cégétistes. A ce sujet, on ne peut que leur rendre hommage, et souligner cette préoccupation comme légitime et juste. A quoi bon la vie de baigne, de mouchards et de geôliers avec un bien-être plus large ? Cela ne se discute même pas. Seulement il ne faut pas tomber dans une erreur et faire des communions dévotes devant une idole, même si cette idole est la liberté. Pas d'idolâtrie ou d'adoration aveugle ; de la mesure en tout.

A propos de l'égal souci que les syndicalistes cégétistes portent à la liberté et au bien-être, on peut se rappeler la célèbre pensée de Bakounine : « La liberté sans le socialisme, c'est le privilège et l'injustice, et le socialisme sans la liberté, c'est l'esclavage et la brutalité ⁵⁹ » (dans le milieu cégétiste, il y a beaucoup d'anarchisants, c'est pourquoi il n'est pas étonnant qu'une affinité existe sur

58. *L'action ouvrière* du 1^{er} février 1910.

59. *Œuvres, Fédération, Socialisme et Anti-théologisme*, p. 59.

ce sujet). L'approbation de la liberté, « perpétuel abstrait », est conçu plus concrètement par les cégétistes que par les anarcho-communistes. Les cégétistes partent du groupement, pour préserver et pour affirmer la liberté ; le groupement pour eux est le garant de la liberté. Les anarcho-communistes partent de la liberté en cherchant ses garanties. Le point de vue cégétiste est beaucoup plus positif. Pour que la liberté existe, elle présuppose l'existence de garants et non inversement.

La Charte d'Amiens a écarté des syndiqués les possibilités de duperie politique. Voilà comment Pelloutier s'exprime : « Trop longtemps, le prolétariat s'est laissé tromper par des ambitieux et des intrigants qui songeaient uniquement à conquérir une situation au Parlement, à devenir député, sous-secrétaire d'Etat, pour se faire, après avoir été de fougueux démagogues, les plus rudes des réacteurs ⁶⁰. »

Ce que l'on peut entrevoir du devenir cégétiste, c'est une organisation fédérale de l'Etat. En dire plus, c'est contrarier les cégétistes. M. L. Jouhaux écrit dans l'avertissement de *La C. G. T. et le mouvement syndical* : « Il est possible que cette étude sur l'organisation ouvrière provoque quelques surprises chez ceux qui... auront compté y trouver tout juste l'exposé de grandes thèses et peut-être même une formule définitive de transformations sociales. » Toutefois, ils ont un but, à savoir : « au gouvernement des personnes, il faut substituer l'administration des choses. » M. Challaye conclut sur le cégétisme français dans ces termes : « D'un côté, c'est la passion, l'audace, un magnifique enthousiasme ; de l'autre, c'est la réflexion, le bon sens, une séduisante sagesse ⁶¹. »

M. Etienne Martin-Saint-Léon écrit dans son ouvrage, *Les deux C. G. T.*, qu' « on ne peut manquer d'être frappé du changement considérable survenu dans le syndica-

60. Etienne Martin Saint-Léon, *Les deux C. G. T.*, citation, p. 10.

61. *Syndicalisme réformiste et syndicalisme révolutionnaire*, p. 134.

lisme d'après-guerre (la C. G. T.) et de son évolution vers une doctrine moins intransigeante, plus souple, plus pratique, on eût dit jadis, aux environs de 1889, plus « opportuniste ⁶² ». L'observation faite par M. Saint-Léon renferme une vérité irréfutable ; la C. G. T. est devenue possibiliste et opportuniste.

La C. G. T. ne voudrait pas qu'on lui attribue l'épithète d'opportuniste ; c'est pourquoi elle tâche de s'en tirer en disant : « La C. G. T. déclare que ses revendications corporatives — les assurances sociales, la journée de 8 heures, la protection du travail, le droit syndical... — ne doivent pas être considérées indépendamment des revendications générales ci-après..., la nationalisation industrialisée des grands services et des industries essentielles ⁶³. »

On a révisé beaucoup ; la C. G. T. de jadis, qui, selon le mot juste de Griffulhes, suivit un syndicalisme qu'il appelle « philosophie d'action », est casée après la guerre dans les étalages de l'action légale où l'on suit « la philosophie d'action opportuniste ». Car, « il n'est plus question — chez les majoritaires — de renverser de suite l'ordre social, mais de l'améliorer pour le transformer graduellement ⁶⁴ ». Ce revirement a deux causes principales : l'une due aux circonstances d'après-guerre, et l'autre, postérieure à la première, qui fut le schisme dans le cadre de la C. G. T. La guerre amena les représentants syndicaux — Jouhaux, Doumengue et d'autres — à la collaboration avec les gouvernants. Tout d'abord, M. Jouhaux fut nommé commissaire de la nation et sa charge était de persuader les travailleurs de la bonne cause de l'« Union Sacrée » ; ensuite, le même M. Jouhaux fut installé parmi les membres du Comité de secours national. Plus tard, Doumengue et Jouhaux participèrent à la Commission supérieure des Alloga-

62. *Les deux C. G. T. Syndicalisme et communisme*, p. 61-62.

63. *La crise du syndicalisme et l'action de la C. G. T.*, édition de la C. G. T., p. 21.

64. *Les deux C. G. T.*, p. 43.

tions. L'illusion des espoirs nourris du bon accueil gouvernemental, entretenait les syndicalistes dans l'espérance d'un changement probable à la fin de la guerre. Leur espoir grandit surtout quand la C. G. T. fut représentée à la Commission nationale des clauses ouvrières du Traité de paix. Jouhaux écrivit peu après : « Nous croyons que le moment est venu de reconnaître et d'appliquer un nouveau principe d'organisation sociale ⁶⁵. » Ce nouveau principe fut dans la pensée du Premier syndicaliste cégétiste la participation effective des syndicats au pouvoir. Les syndicalistes avaient pris goût à la participation au gouvernement, et ils voulaient la développer et l'affermir.

Les espérances dépassaient les possibilités. Les premières répressions et insuccès du soulèvement ouvrier (la manifestation du 1^{er} mai 1919 ; la démission de Jouhaux de la Commission nationale des clauses ouvrières du Traité de paix), les grèves partielles des années 1919, 1920, 1921 et la tentative de grève générale de 1920 décourèrent les modérés et exaspérèrent les extrémistes. Ces derniers s'étaient tournés depuis quelques mois vers les rayons de Moscou ; définitivement, ils parvinrent à se séparer de la C. G. T. et à former la C. G. T. unitaire. La première appliquera un syndicalisme qu'elle appelle réaliste, le syndicalisme déformé de la Charte d'Amiens, et la seconde un syndicalisme marxiste-léniniste.

Disons quelques mots sur la nationalisation industrialisée et les Etats généraux de la C. G. T.

Le programme minimum des revendications cégétistes fut arrêté par la C. G. T. et présenté aux travailleurs parisiens le 24 novembre 1918. Parmi les points qui y figurèrent, tels que la paix juste, la participation ouvrière à la Conférence de paix de Paris, la journée de 8 heures, le contrôle ouvrier (le Conseil économique national), le plus important fut celui de la réorganisation économique et du retour à la nation des richesses nationales.

65. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 17.

Approuvé à l'unanimité du Haut-Conseil national confédéral du mois de décembre, le programme minimum fut soumis au Congrès de Lyon du 15 au 21 septembre 1919 et fut voté à une forte majorité. « Participation égale de tous aux charges et aux droits que les rapports nécessaires des hommes font naître, tel est le principe initial sur lequel le mouvement ouvrier entend instituer un régime nouveau ; créateur de toutes les richesses, le Travail entend être tout, parce que les autres facteurs de la société ne sont que ses subordonnés ou ses parasites. » Cette profession de foi, contenue dans la résolution de Lyon, sert de prélude au plan de réorganisation sociale de nationalisation des principaux services d'intérêt généraux et de « direction presque souveraine ⁶⁶ » des entreprises des sphères secondaires.

Deux sortes d'entreprises sont à la base du système : les entreprises d'utilité générale, publique et les entreprises d'intérêts limités, les entreprises privées. La direction dans les premières se fera « ... sous le contrôle des producteurs et des consommateurs, des grands services de l'économie moderne : les transports terrestres et maritimes, les mines, la houille blanche et les grandes organisations de crédit ⁶⁷ ». Outre les représentants des usagers et des syndicats, il y aura un troisième facteur qui représentera l'Etat ⁶⁸. Les entreprises du deuxième cercle seront gérées par les syndicats dont le Conseil économique national est le suprême organe. Ceci était pour le plan industriel, mais la C. G. T. a pensé également aux agriculteurs.

La paysannerie doit être affranchie, libérée, de la même façon que le salariat d'usine, disent les cégétistes. La propriété privée des paysans est écrasée par les prêts usuriers ; elle agonise, elle n'en peut plus. La propriété

66. *Les deux C. G. T.*, p. 64.

67. *Idem.*

68. Dans un plan rajeuni de 1928, la C. G. T. est plus modeste, elle ne demande que les services... « faisant monopoles de l'Etat... » (B. de la Gressay, *Le syndicalisme. l'organisation professionnelle et l'Etat*, p. 182).

soi-disant privée est en réalité surhypothéquée ou aliénée par les traites. Elle doit donc devenir la propriété « indivise et inaliénable de la nation ». Comment cela ? D'après le plan, la commune sera le gérant. Les exécuteurs, les paysans, coopératives ou syndicats traiteront et conclueront les contrats des baux. De leurs bénéfices, la moitié sera réservée aux amortissements des biens appartenant aux propriétaires privés, aux châtelains, et l'autre moitié appartiendra aux travailleurs mêmes de la terre. Après soixante ans, la nationalisation deviendra intégrale ⁶⁹.

De tous les calculs cégétistes, il y en a un qui s'est réalisé, c'est celui du Conseil Economique National, corps consultatif, qui n'a rien d'un corps délibératif, rien ou presque rien de ce que la C. G. T. réclame. Le reste s'est évaporé, et le syndicalisme cégétiste est devenu plus opportuniste, parlant rarement ou très peu des revendications précédentes. M. Martin-Saint-Léon analyse très bien le syndicalisme cégétiste contemporain : « Il est dans les milieux syndicalistes de vraies formules de style : suppression du salariat, nationalisation des moyens de production, cessation de l'exploitation de l'homme par l'homme, etc., toute cette phraséologie est de commande et de tradition dans les congrès ouvriers ⁷⁰. »

Les « Etats Généraux du Travail », tel est le titre des assises ouvrières de la C. G. T., comme on en a pris l'habitude depuis la guerre. Le nom qui — tout le monde le sait — est pris aux « Etats Généraux » auxquels on a adjoint « du Travail », est un symbole pour les cégétistes, étant donné que le glorieux passé des Etats Généraux de 1789 n'a pas perdu sa force attractive pour la masse populaire. Les Etats Généraux du Travail présentent dans la vie syndicale d'importantes réunions qui sont de vrais parlements syndicaux. Aux derniers Etats Généraux du Travail du 7 avril 1934, il y avait 3.000 délé-

69. Du Passage, *Proudhon ou Marx*

70. *Les deux C. G. T.*, p. 61.

guès « représentant des milliers d'organisations ouvrières, paysannes, coopératives, des intellectuels et des techniciens ». On y délibéra et discuta sur toutes les questions économiques à l'ordre du jour et on y apporta des conclusions telles que : « l'abandon de la néfaste politique de déflation, la mise en chantier de grands travaux d'intérêts publics, l'application de la semaine de 40 heures, la formation constitutionnelle du Conseil National Economique, la protection de l'épargne et le contrôle du crédit », etc.⁷¹.

Les Etats généraux du Travail nous offrent un fait singulier. « Décidés à lutter contre tous les coups de force et à empêcher la déchéance des libertés démocratiques, ils (les Etats généraux du Travail) réclament cependant que les mesures préventives soient prises en vue d'éviter la guerre civile. »⁷² C'est bien « un révolutionnarisme » sans guerre civile : révolutionnarisme bizarre. En effet, c'est une originalité curieuse que revêt le syndicalisme cégétiste de nos jours. Rien d'extraordinaire, si la bourgeoisie défend le régime démocratique contre les empiètements anti-démocratiques, rien dis-je, car c'est elle qui en était le promoteur révolutionnaire, le créateur ; elle peut être logiquement son défenseur. Aujourd'hui, c'est la classe ouvrière de la C. G. T. qui s'en proclame le champion. Le prolétariat organisé en syndicats « est le dernier rempart de la démocratie en Europe et dans le monde »⁷³. La bourgeoisie s'étant dirigée vers des aspirations à la dictature, il est vrai, le prolétaire social démocrate est resté le grand garant démocrate. Jadis, le cégétisme était considéré comme un refuge des éléments de subversion, de bouleversement, actuellement il se présente sous un autre aspect, sous

71. *Le Peuple* du 8 avril 1934, p. 1.

72. *Idem.*

73. *Le Peuple* du 22 août 1933, p. 1, col. VI.

celui de conservatisme, de maintien des acquisitions de la démocratie.⁷⁴

En définitive, la C. G. T. fait cadrer avec un langage révolutionnaire un réformisme, disons sans crainte, hardi et audacieux.⁷⁵

« L'honorable » trade-unionisme anglais a une longue existence : c'est le premier de son espèce, mais il n'est pas le dernier de son genre.

En 1829, trente des sociétés corporatives de Lancashire convoquèrent les représentants des organisations ouvrières. Réunis en conférence, les représentants des différentes organisations créèrent un « Grand Syndicat général du Royaume-Uni »⁷⁶. C'est le commencement de la période révolutionnaire de l'owenisme, de la grève générale et du mouvement chartiste. De 1845 à 1880, c'est l'étape mutualiste marquée par des prétentions économiques : augmentation de salaire et diminution de la journée de travail, secours et soutiens mutuels. Les cotisations des membres étaient, à cette époque, très appréciables. « Il est important d'avoir ce fait présent à l'esprit. Il a laissé sa marque sur la structure aussi bien que sur la politique et les méthodes du syndicalisme britannique. »⁷⁷

La troisième étape est plus militante. Les ouvriers bien rétribués conservèrent la direction de leur trade-union et une autre organisation dut se former, une organisation qui réunissait les ouvriers non qualifiés. Sous l'influence des socialistes, l'effectif de ces dernières trade-unions prit une rapide ascension. En effet, les critiques du mouvement trade-unioniste, qui fut un mouvement d'accroissement des richesses à l'exemple des sociétés capitalistes de l'époque précédente, furent

74. Un courant fiévreux traversa dans les mois de juillet-août... la C. G. T. Les communistes demandèrent l'action commune avec les cégétistes. Les suites de ces pourparlers nous sont inconnues.

75. G. Renard, *Syndicats Trade-Union, Corporations*.

76. W. Citrine, *Le mouvement syndical en Grande-Bretagne*, p. 11-12.

77. *Idem*, p. 16.

soulevées par Ben Tillett, Will. Thorne, Tom Man, John Burns, etc...

Le « nouvel unionisme » qui débuta avec le ^{xx}e siècle diffère de l'ancien, selon Mr. Walter Citrine « ... par les basses cotisations payées par les membres et par l'absence d'avantages de mutualité, mais aussi par la possession d'un esprit agressif et d'une politique d'action militante, d'un sens plus aigu de la solidarité, d'une ferme croyance à la possibilité d'un contrôle exercé par les ouvriers sur le mécanisme du gouvernement et l'administration des affaires publiques locales » ⁷⁸.

Sur un tableau graphique, le trade-unionisme anglais serait présenté sous une ligne sinueuse. Les parties droites seraient le trade-unionisme traditionnel, le trade-unionisme corporatif, collaborationniste, et les courbes seraient les soubresauts tels que l'Owenisme révolutionnaire, la période chartiste, le néo-unionisme de John Burns et Tom Man de 1884 ou bien les mouvements de grève de 1909-1913 et 1925-1927. Les étincelles révolutionnaires dans le trade-unionisme habituellement réfléchi et posé traversent le mouvement ouvriers à l'instar des frissons des révoltes qui s'apaisent aussitôt que l'échec ou le succès se produisent. Dans son entité, le trade-unionisme est anti-destructeur, anti-combatif, au sens des syndicats révolutionnaires.

Le trade-unionisme britannique incarne cet esprit de syndicalisme politico-corporatif, diplomatico-collaborationniste. Ce n'est qu'à titre exceptionnel que le révolutionnarisme discipliné vient traverser la sagesse calme et de sang-froid anglo-saxonne. Le traditionalisme dans les trade-unions est puissamment ancré, un respect des valeurs établies, quelquefois même toutes antiques, possède les ouvriers britanniques qui flottent entre le libéralisme individuel et l'interventionnisme modéré.

L'esprit de passivité domine le trade-unionisme an-

78. Walter Citrine, l'ouvrage déjà cité, p. 22.

glais, l'opportunisme l'inonde : l'un et l'autre tiennent à la mentalité, « ...à l'état d'esprit collaborationniste du prolétariat anglais... » résultant «... de la domination industrielle mondiale de l'Angleterre, donnant aux capitalistes anglais la possibilité de jeter à la classe ouvrière le reste de son opulence » ⁷⁹. Le passé prodigieux de l'industrie et du commerce britanniques, l'expansion coloniale et la primauté d'outillage colossale du British Empire ont certainement beaucoup contribué à l'esprit ouvrier d'outre-Manche. Les salaires et leurs taux élevés attirèrent la plus grande attention des travailleurs anglais. Leurs plus grands efforts allèrent à l'obtention d'améliorations par des rétributions élevées. L'aisance de l'élite ouvrière se traduisit, par conséquent, par un syndicalisme révolutionnaire des masses, à la marche boiteuse, et par un trade-unionisme dit corporatif stationnaire.

Les ouvriers britanniques n'ont pas cette antipathie pour la colonisation que leurs camarades des syndicats de l'Europe continentale éprouvent si fréquemment. Ils trouvent tout à fait naturel que l'impérialisme métropolitain se poursuive.

Selon Mr. Citrine, la faiblesse du trade-unionisme anglais est que « les syndiqués britanniques... n'étaient point arrivés à comprendre la nature... à s'associer en vue de l'action commune » ⁸⁰. L'individualisme démocratique est encore prodigieusement fort en Angleterre.

Le raisonnement des trade-unionistes est parfaitement déterminé par Gompers, l'ancien chef de la Fédération américaine : « Nous nous soucions avant tout, disait-il à la Conférence syndicale de Paris de 1909, des questions pratiques. Les ouvriers américains (autant que les ouvriers anglais) demandent des résultats réels... », mais « ...nous aussi, nous voulons l'émancipation prolétarienne complète quelle que soit la forme qu'elle revê-

79. Rothstein, *Une époque du mouvement ouvrier anglais : le chartisme et le trade-unionisme*, p. 279.

80. Citrine, l'ouvrage déjà cité, p. 110.

tira »⁸¹. Il suit que le trade-unionisme est pour les buts immédiatement réalisables, qu'il a un sens pratique sans grand idéalisme journalier ni sentimentalité malade ou goût de spéculations aventureuses. Mais dans ses arrière-pensées, dans ses buts lointains, il est comme tous les syndicalismes sociaux-démocrates pour l'émancipation des ouvriers. Pour beaucoup, cette double face du trade-unionisme est entachée du solidarisme d'un Léon Bourgeois, par exemple. Quand on le juge d'après les apparences et les tâches quotidiennes, le trade-unionisme a bien cet aspect, mais quand on pénètre plus à fond, on se rend compte que l'aspect est bien trompeur. On a été même quelquefois trop sévère à l'égard du trade-unionisme anglais. Il est entendu que la ferveur du syndicalisme latin n'est pas comparable au calme réfléchi du trade-unionisme, seulement il ne faut pas faire de confusion : la tactique sociale-démocrate diffère d'un pays à l'autre ; mais ce n'est pas pour cela que la révolution sociale n'est pas moins observée outre-Manche qu'en deçà. M. Petit disait juste en écrivant que le « collectivisme opportuniste mélangé de libéralisme a fait et fait encore le succès du trade-unionisme actuel »⁸².

Les syndicats britanniques ne se dégagent pas de la politique comme le cégétisme français, par exemple ; au contraire, le politicisme trade-unioniste a enregistré en 1900 le Labour party britannique. L'action concertée du suffrage universel, des représentants politiques et des dirigeants syndicaux avait des résultats certains sur les lois sociales en matière de travail. « ...La majorité des unions, écrit Paul Louis, ou adhère au parti du travail, qui est un parti politique, ou seconde l'action du parti. »⁸³

Le boycottage, le label, plus que le bouillonnement constant du révolutionnarisme, traduisent l'action paci-

81. Petit, *Formation et esprit du syndicalisme en France et à l'étranger*, p. 106, citation.

82. *Idem*, p. 44.

83. *Le syndicalisme européen*, p. 70.

fique et modératrice du trade-unionisme dont ils sont les moyens normaux. Mais il serait faux de croire que les trade-unions n'entrent pas dans les grèves ; seulement elles pèsent plus calmement les possibilités de succès ou de réussite.

Avec la nouvelle constellation économique et le protectionnisme, les marchés de la Grande-Bretagne ont de beaucoup diminué. Ce fait aura des répercussions évidentes, et on les aperçoit déjà si l'on en croit Mr. Rothstein : « L'esprit révolutionnaire se développe dans la masse prolétarienne anglaise d'une manière lente, mais sûre, et embrasse entièrement la masse »⁸⁴ ; il y aura des résultats certains pour le statut spirituel des ouvriers britanniques. Bien que jalouse de sa position géographique, l'Angleterre poursuit une évolution assez indépendante, assez propre, mais cela ne pourra pas empêcher l'évolution générale, surtout avec la persistance du chômage. L'évolution que le trade-unionisme sera obligé de suivre est comprise de Mr. Citrine quand il dit : « Rien ne peut être entièrement statique dans les affaires humaines et le mouvement syndical ne peut échapper à l'influence des changements économiques et sociaux. »⁸⁵

Le trade-unionisme anglais qui, sur beaucoup de points, se présente quelquefois comme réactionnaire, se manifeste principalement dans l'accomplissement de la besogne immédiate : cela lui donne la physionomie corporative en l'allégeant du révolutionnarisme. Le trade-unionisme est un mouvement démocratique aux buts économiques.

Le syndicalisme social-démocrate allemand fut extrêmement bien compris par Griffulhes. Celui-ci écrivit : « En Allemagne, il y a *une masse de syndiqués* (en italique par l'auteur) ; en France, il y a un syndica-

84. Rothstein, l'ouvrage déjà cité, p. 339.

85. W. Citrine, *Le mouvement syndical en Grande-Bretagne*, p. 110.

lisme »⁸⁶. Dans cette phrase courte, brève, concise, Griffulhes renferme tout le syndicalisme social-démocrate de l'Allemagne. Certes, c'est un syndicalisme plus amorphe, plus mou que le syndicalisme cégétiste. C'est un syndicalisme tendant à l'enrichissement, à la création de caisses de secours mutuels, de caisses de grèves, de déménagements, de chômage... Ce syndicalisme est l'antithèse de l'ancien syndicalisme cégétiste tout vibrant d'un élan militant ; le syndicalisme allemand est traînard, réformiste, nuancé de révolutionnarisme. Il est souple et plus obéissant, il est bien plus discipliné et calme que le syndicalisme d'action de combat. C'était un syndicalisme (nous parlons au passé puisque, depuis la venue au pouvoir d'Adolf Hitler, le syndicalisme social-démocrate a été réduit au silence) corporatif très proche du trade-unionisme.

Bien que le syndicalisme social-démocrate «... s'inspire des doctrines de Karl Marx, de Lassalle »⁸⁷ ; que Bebel et Liebknecht aient tendu les ressorts marxistes ; que tour à tour le lassallisme, l'internationalisme ou le marxisme aient pris le dessus, Karl Legien, dirigeant des syndicats allemands, se laissa hypnotiser par les buts immédiats et le réformisme terre à terre. Le modérantisme révisionniste de Bernstein le gagna plus aisément que la combativité syndicaliste. Bien que « cette poussée de classe soit à la fois révolutionnaire et réformiste, comme dans tous les pays du monde, elle est révolutionnaire en ce sens que les membres des syndicats libres sont des adversaires résolus du régime capitaliste, et réformiste, en ce sens qu'ils tâchent d'obtenir des améliorations dans la structure présente »⁸⁸. M. Petit est plus tranchant, car il dit : « que le syndicalisme allemand, parti du marxisme, ...aboutit au réformisme »⁸⁹. M. Robert Michel est encore plus catégorique, il dit

86. « Syndicalisme et Socialisme », article de Griffulhes *Les caractères du syndicalisme français*, p. 56.

87. Petit, l'ouvrage déjà cité, p. 56.

88. Paul Louis, *Le syndicalisme européen*, p. 30.

89. Petit, l'ouvrage déjà cité, p. 218.

notamment : « Le syndicalisme allemand est une organisation bureaucratique, hiérarchique et pesante... »⁹⁰. Enfin, M. Albert Bourseret présente les syndicats allemands comme suit : « Les syndicats socialistes dirigés par Karl Legien avaient appuyé la politique du 4 août et la guerre sous-marine... »⁹¹

Tel était le syndicalisme social-démocrate de l'Allemagne d'avant-guerre. Comme on le voit, il manquait de confiance en sa force, et, d'autre part, il craignait la répression dictatoriale à l'intérieur.

« La révolution de novembre 1918 avait surpris les syndicats socialistes »⁹², mais ils se ressaisirent aussitôt et déjà, le 15 novembre, ils signèrent avec le patronat un accord sur les communautés de travail (une sorte de commission patronale-ouvrière en vue de résolution en commun des questions qui les intéressaient). La position syndicale se fortifia considérablement, ce à quoi les sociaux-démocrates au pouvoir ont beaucoup contribué. Une série d'institutions furent créées, telles que : le Conseil Economique Fédéral, le Conseil ouvrier d'Entreprises, le Conseil fédéral du charbon, les Commissions de surveillance de prix, etc... L'esprit syndicaliste ne changea pas énormément. C'est le même esprit qui rationne, raisonne, traite sans fougue et sans emportement révolutionnaire. L'esprit conciliant abonde et diminue, par conséquent, l'esprit de combattivité. Le président de la C. G. T. allemande (A. D. G. B.), Mr. Théodore Leipart, disait, en 1932 : « Nous ne craignons pas Hitler. Il s'use de jour en jour. Là où son action a débutée, il a perdu ses partisans. Voudrait-il tenter un « putsch » que l'Etat très puissant réagirait immédiatement, par son administration, ses shupos et sa Reichswehr. Il sera même sans doute inutile de recourir à l'arme de la grève générale,

90. *Syndicalisme et socialisme*.

91. *Les associations professionnelles ouvrières en Allemagne, leur développement depuis 1914*, p. 198.

92. Bourceret, l'ouvrage déjà cité, p. 198.

l'expérience en a été faite. »⁹³ De tout cela, il faut retenir une vérité, c'est que « l'expérience en a été faite ».

La bienveillance et la sympathique bonhomie des syndicalistes sociaux-démocrates allemands bernés et dupés une fois de plus démontrent que leur tactique n'est pas bien fructueuse.

A quand le réveil du syndicalisme libre en Allemagne?

L'historien de l'internationalisme syndical-socialiste est amené à retracer le processus commençant au meeting de Saint-Martin's hall en 1864, quand la Première Internationale fut fondée, et c'est tout juste s'il ne remonte pas au Comité international démocrate ou au *Bund der Kommunisten* ; ensuite, le narrateur parle des Congrès de Genève en 1866 (domination prudhonnienne) et de Lausanne, en 1867, des Congrès de Bruxelles, en 1868 et de Bâle de 1869, qui sont déjà plus collectivistes. Enfin, l'historien arrive au Congrès de Bruxelles de 1874, il parle de la rupture complète des bakounistes et des marxistes, et dit que l'Internationale, après avoir fait le voyage transatlantique, a sombré, à bout de force, aux Etats-Unis. L'influence de l'Internationale de Londres sur les organisations professionnelles ne fait pas de doute, mais son syndicalisme n'est pas un internationalisme syndicaliste proprement dit, étant donné que la Première Internationale était une internationale politique et non syndicaliste. Le syndicalisme n'est qu'un accessoire du mouvement politique, dont il ne s'émancipera que bien plus tard ; vouloir prétendre le contraire, est ne pas connaître l'Association internationale des Travailleurs.

Un an avant la création de la Deuxième Internationale, lors de la réunion dans la salle Pétrelle, le Comité parlementaire de la Fédération des syndicats britanniques avait tenté de rassembler les représentants syndicaux, pour la fondation d'une internationale purement

93. *Id.*, citation p. 237.

syndicale. L'essai britannique, comme celui de la France, en 1900, resta sans résultats. Il fallut attendre la Conférence de Copenhague du 21 août 1901 ; la Conférence dans laquelle s'ébauchera pour l'avenir le Secrétariat Syndical International. Déjà, l'année suivante, au Congrès des syndicats allemands qui eut lieu à Stuttgart, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, la Hollande, l'Italie, la Suède, la Norvège, la Suisse, la Bohême et l'Allemagne furent représentées. On y « décida de s'en tenir à des conférences internationales des secrétaires de Centrales nationales ; cette décision est demeurée en vigueur... jusqu'en 1919 »⁹⁴. L'Allemagne fut dotée du siège de « l'organe de centralisation internationale »⁹⁵, et sa Centrale syndicale nationale fut choisie comme centre international.

A Dublin, en 1903, fut créé définitivement le Secrétariat Syndical International, dont le secrétaire fut désigné en la personne de Legien. Plusieurs résolutions y furent apportées, décidant « qu'uniquement et exclusivement la centrale syndicale de chaque pays pouvait être représentée, mais non des syndicats isolément, et que les délégués devaient avoir leur résidence dans le pays concerné (cette résolution resta même la norme de la Fédération syndicale internationale : voir les articles 15 et 16 des statuts de la F. S. I.). A l'avenir, les conférences internationales ne devaient se tenir que tous les deux ans »⁹⁶. D'autres Congrès se succédèrent. En 1905, ce fut le Congrès d'Amsterdam, où n'alla pas la C. G. T. française. Les liens internationaux et la conscience internationaliste des ouvriers étant encore primitifs : la proposition française de discussion de l'antimilitarisme et de la grève générale fut repoussée et la France crut nécessaire de s'abstenir.⁹⁷ Pour déterminer les objets de préoccupation de l'avenir, le Congrès d'Amsterdam ap-

94. Johan Sassenbach, *Vingt-cinq années de mouvement syndical international*, p. 9.

95. *Idem*.

96. Sassenbach, ouvrage déjà cité, p. 14.

97. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 653.

porta la résolution suivante : « Sont exclues des délibérations toutes les questions théoriques, ainsi que celles touchant les tendances et la tactique du mouvement syndical dans les différents pays. »⁹⁸ Cette résolution reflète parfaitement l'état des esprits ; les centrales nationales sont indépendantes et même libres dans le domaine national ; quant à l'échiquier international, les objets qui peuvent être étudiés sont de l'ordre purement syndical. Cette décision montre, en outre, que l'orientation du Secrétariat est uniquement corporative.

La Norvège offrit l'hospitalité à la Conférence de 1907, à Oslo ; la France en 1909 à Paris ; la Hongrie en 1911 à Budapest. Les Etats-Unis d'Amérique, entrés, cette année, dans le cercle des centrales nationales, où se trouvaient à cette époque la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, le Danemark, l'Allemagne, l'Angleterre, la Finlande, la Hollande, la France, l'Italie, la Croatie, la Norvège, la Roumanie, la Suède, la Suisse, l'Espagne, la Serbie et la Hongrie, promettaient une activité bien plus grande que dans les années précédentes.

La huitième Conférence de Zurich, en 1913, changea le Secrétariat en Fédération Syndicale Internationale. Legien, qui était secrétaire, fut élu président.

L'essor de l'Internationale Syndicale fut brisé par les hostilités de la guerre de 1914. Les 19 Etats, qui étaient affiliés à la F. S. I. en 1913, se trouvaient alors partagés en alliés et ennemis. Voici le tableau des pays affiliés et de leur effectif en 1913 :

<i>Effectif</i>			
Allemagne.....	2.553.162	Espagne	100.000
Etats-Unis	2.054.526	Suisse	86.313
Grande-Bretagne	874.281	Suède.....	85.522
Autriche	428.363	Pays-Bas	61.535
France	387.000	Norvège	60.975
Italie	390.912	Finlande	20.989
Belgique	116.082	Roumanie	9.708
Hongrie	111.966	Croatie	5.538
Danemark.....	107.607	Bosnie	5.522
		Serbie	5.000
		Au total	7.465.001(99)

98. *La C. G. T. et le mouvement syndical.*

99. *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 657.

Malgré cet important effectif pour l'année 1913, de piètres résultats témoignaient de l'existence de la F. S. I., de cet organe qui ne fut, en définitive, qu'un bureau d'informations et d'échanges d'opinion. Dans ces conditions, elle ne pouvait vraiment pas faire des miracles. Les centrales nationales étant libres d'accepter ou de refuser leurs voix aux votes de résolution, celles-ci dépendaient donc étroitement de leurs points de vue. Les soutiens dans les grèves consistèrent plutôt en soutiens financiers qu'en grèves de solidarité, bien que quelques-unes aient eu tout de même un écho effectif dans d'autres Etats ¹⁰⁰. Les vœux que le Secrétariat formulait au sujet des lois sociales, étaient un autre domaine de son activité. Au moment même où elle se formait plus solidement, la Fédération Syndicale Internationale fut immobilisée par l'animosité guerrière qui mit aux prises les Etats belligérants.

Le carnage, la débâcle rompirent tous les liens directs. Quelques lettres échangées de part et d'autre par l'intermédiaire des Etats neutres dénotèrent un même son de cloche, mais la guerre ne fut en rien gênée.

Les alliés organisèrent en 1915 à Londres et en 1916 à Leeds des réunions syndicales — le siège de l'I. S. ayant été transféré provisoirement en Hollande dès le début de la guerre — au cours desquelles on exprimait les désirs relatifs à l'institution d'un organe international du travail, à l'insertion dans les traités de paix des clauses se rapportant aux questions du travail, à la propagation de la législation ouvrière dans tous les pays du monde, etc. Les Etats centraux réunis avec le Danemark, la Finlande, la Hollande, la Norvège, et la Suède avaient tenu un Congrès syndical au mois de juin 1917 à Stockholm. Ce Congrès «... décide la convocation — après avoir pris la connaissance des délibérations de Leeds — d'une nouvelle conférence pour le 17 septembre 1917 en Suisse, de manière à permettre la participation de tous les

100. Voir à ce sujet *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 654 et suiv.

pays... La Conférence est convaincue qu'une telle rencontre des lélégues des ouvriers organisés du monde entier aura une portée décisive pour la sauvegarde de la situation de la classe ouvrière internationale et favorisera le progrès de la civilisation humaine » ¹⁰¹. La Conférence de Berne du 1^{er} octobre 1917 — sans les Etats alliés, le gouvernement français ayant refusé le passeport aux cégétistes, les centrales anglaises et belges ayant refusé obstinément, la centrale italienne ayant subordonné sa participation à la présence de tous les Etats alliés — fut d'accord avec les propositions d'activité relatives à l'après-guerre prises à Leeds. En outre, « les gouvernements furent invités à faire participer également des délégués des syndicats à l'établissement de la partie sociale des traités de paix » ¹⁰².

L'activité de la Fédération Syndicale fut ramenée au cours de la guerre, comme on le voit dans ce qui précède, aux vœux relatifs à la fin de la guerre ; quant au cours de la guerre elle-même son activité restait muette. Des grands mots prononcés avec raideur et amertume avant que la guerre soit déclarée, ne sont restés, après sa déclaration, que des déceptions et des désespoirs résultants du patriotisme chauvin et impérialiste des gouvernants. Aussi faut-il s'étendre davantage sur le triste et douloureux sort de l'internationalisme qui suivit 1914.

Quelques mois après la fin des luttes sanglantes, les anciens adversaires se rencontrèrent au Congrès d'Amsterdam, au mois de juillet 1919. L'Allemagne, l'Angleterre, la France, la Belgique, l'Autriche, la Suisse, la Hollande, la Norvège, la Suède, l'Espagne, les Etats-Unis y furent représentés. « On confirma, au Congrès d'Amsterdam, le programme de Berne touchant les revendications des syndicats internationaux au Congrès de Paix... » ¹⁰³ La Fédération Syndicale Internationale fut

101. J. Sassenbach, *Vingt-cinq années de mouvement syndical international*, p. 60.

102. *Idem*, p. 64.

103. Sassenbach, l'ouvrage déjà cité, p. 74.

officiellement reconstituée. M. Jouhaux écrivit à « L'Atelier » : « Nous n'avons pas demandé aux Américains s'ils pensaient comme nous philosophiquement ; nous n'avons pas demandé aux organisations des autres pays si elles pensaient également philosophiquement comme nous. Nous leur avons demandé si, sur le terrain de l'internationalisme, si sur le terrain de la lutte contre la guerre, contre le militarisme, contre le patronat, sur le terrain de la voie de l'émancipation du prolétariat nous étions d'accord... »¹⁰⁴ et quand l'accord s'est établi, la S. F. I. reprit vie de nouveau. Il en ressort que le pacifisme, la démocratie, le réformo-révolutionnarisme et l'autonomie du mouvement national sont pris pour base doctrinaire de la F. S. I.

Dans les premières années qui suivirent la guerre, la F. S. I. travailla avec un rendement certain. A la Conférence de Washington, Jouhaux, Appleton, Oudegeest et Mertens représentants de la F. S. I., contribuèrent efficacement à l'adoption et à la généralisation de la loi de 8 heures. M. Sassenbach constate à propos que « toute la Conférence fut jalonnée par l'adoption de projets de conventions et recommandations touchant la réduction de la journée de travail à 8 heures et de la semaine de travail à 48 heures dans les entreprises industrielles, le travail de nuit des femmes, le chômage, la réciprocité de traitement des travailleurs étrangers, la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme, la création de services publics d'hygiène, l'âge minimum d'admission des enfants aux travaux industriels, le travail de nuit des enfants dans l'industrie et l'application de la convention adoptée à Berne en 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes »¹⁰⁵ ; une partie de mérite évident incombe aux délégués de l'internationale d'Amsterdam. A la conférence de Gênes, la F. S. I. soutient avec ardeur des con-

104. *L'Atelier* du 28 août 1930, p. 3, c. 4.

105. Sassenbach, l'ouvrage déjà cité, p. 76.

ventions relatives aux ouvriers marins. D'autre succès encore furent remportés ; citons par exemple le ravitaillement de l'Autriche, l'envoi des convois importants, malgré les injures de l'Internationale Rouge, vers la Russie des Soviets, le boycottage du gouvernement dictatorial de la Hongrie, la renonciation du transport des engins de guerre à l'adresse des assaillants de la Révolution russe... Fait extrêmement curieux que celui du boycottage de la Hongrie. Le gouvernement hongrois fut forcé par l'ampleur des mesures prises contre lui, de délibérer avec les représentants de la F. S. I. à Vienne. Ce fait, évidemment, ne se rencontre pas bien souvent. Une organisation ouvrière internationale s'était donc imposée par la force de la solidarité internationale et s'était rendue égale au gouvernement politique de l'Etat Magyar.

La série des conférences, telles que celles d'Amsterdam, de Londres, de Rome, de Vienne, et la dernière, de Bruxelles en 1933, se préoccupèrent de l'activité pacifique, des secours internationaux, de la législation sociale, de la jeunesse syndicale, du fascisme, de la protection ouvrière, de la réponse aux accusations de l'Internationale Syndicale Rouge, de la recherche d'une entente sincère et loyale avec elle, etc... En ces derniers temps, le plus grand soin est apporté à l'adversaire mortel, au fascisme. Tout récemment même, « le Peuple » rendit compte de la réunion du Conseil général de la F. S. I. assemblé à Weymouth à la fin du mois d'août, en ces termes : « ... le secrétaire général (Walter Schevenels) insiste particulièrement sur la nécessité de grouper les forces démocratiques contre la barbarie fasciste. Il nous faut faire le nécessaire, dit-il, pour que tous les sincères défenseurs de la démocratie forment avec nous un bloc serré contre le fascisme, non seulement pour la défense de la démocratie et du régime parlementaires, mais pour leur développement... Alors seulement lorsque nous y réussirons, notre lutte contre le fascisme pourra porter des fruits » ¹⁰⁶.

106. *Le Peuple*, du 28 août 1934, p. 4, c. 1.

Le nombre des membres de la F. S. I. montre plus éclatamment que n'importe quel commentaire son importance mondiale et les fluctuations qu'elle subit :

En 1904..	2.477.077	En 1911 .	6.900.319	En 1918.	10.359.805
En 1905..	2.949.453	En 1914 .	6.843.909	En 1919.	23.170.006
En 1907..	4.097.002	En 1915 .	5.168.429	En 1921.	24.991.615
En 1909..	5.807.799	En 1917 .	6.996.572	En 1924.	13.133.004

(107).

Un tableau statistique complet des Etats affiliés et leur effectif nous donnera une idée plus claire de l'organisation internationale des Syndicats libres. Le 31 décembre 1931, les Etats affiliés et leurs syndiqués se présentent comme suit :

Allemagne	4.587.191	Norvège	144.595
Autriche	582.687	Pays Bas.....	319.994
Belgique	559.910	Pologne	204.617
Bulgarie.....	1.720	Roumanie	30.783
Danemark.....	269.522	Suède	589.176
Espagne.....	800.000	Suisse	206.874
Esthonie.....	5.545	Tchécoslovaquie	611.277
Finlande.....	20.440	Yougoslavie	35.012
France	676.765	Argentine	215.000
Grande Bretagne	3.612.701	Canada.....	162.431
Grèce	32.660	Indes Néerlandaises..	32.000
Hongrie	88.029	Palestine	30.078
Lettonie.....	23.466	Afrique du Sud.....	27.000
Lithuanie	1.150		
Luxembourg	11.355	(108). Au total.....	13.883.914
Ménel.....	936		

Avant d'en finir avec l'Internationale syndicale des syndicats socaux démocrates, nous dirons quelques mots sur ses statuts.

Les articles des statuts de la F. S. I. sont très clairs et bien compréhensibles. Il y est dit notamment, que la constitution de la Fédération comprend « ... les Centrales syndicales nationales des différents pays, qui par leurs statuts adoptent sa tactique et ses buts » (art. 1). Chaque Etat ne peut être affilié que par une seule Centrale na-

107. Sassenbach, l'ouvrage déjà cité, p. 85.

108. Septième Annuaire de la F. S. I. (A ce chiffre total il faut ajouter 4.339.468 de syndiqués dont les centrales nationales ne sont pas affiliées à la F. S. I., mais dont la plate-forme doctrinale est celle des syndicats libres).

tionale (art. 2), dont l'autonomie de mouvement soit entièrement respectée (art. 3). Le siège de l'Internationale est à Paris (art. 7). Les buts et les moyens de la Fédération sont respectivement déterminés par les articles 8 et 9. La Fédération Syndicale Internationale, selon l'article 8, se propose « de réaliser l'unité de la classe ouvrière internationale..., de développer les Secrétariats professionnels internationaux, de soutenir les intérêts et les efforts du mouvement syndical de tous les pays nationalement et internationalement..., de favoriser le progrès de la législation sociale internationale, d'encourager l'éducation ouvrière, de prévenir toute guerre et de combattre la réaction »... Les moyens par lesquels la Fédération pense aboutir aux buts envisagés sont « la collaboration étroite avec les Centrales Nationales affiliées et les Secrétariats professionnels internationaux, la collaboration avec d'autres organisations pour autant qu'elle paraît opportune dans l'intérêt du mouvement syndical, l'appui à prêter à l'action syndicale dans les pays affiliés..., la médiation en cas de différends surgissant au sein du mouvement syndical..., la défense des intérêts des ouvriers immigrants et émigrants, la propagande en faveur de l'idée d'arbitrage et de désarmement » (art. 9), etc.

Les organes de direction de la F. S. I. sont le Bureau, le Conseil général, le Congrès. Ce dernier « se compose de représentants des Centrales nationales affiliées. En outre les secrétaires professionnels internationaux ¹⁰⁹ ont

109. A part les centrales nationales, qui sont affiliées à la F. S. I., il y a encore les Secrétariats professionnels internationaux. Voici l'explication : « La cinquième conférence syndicale internationale de Christiania, de 1907, est d'opinion que les différents syndicats, tant pour des motifs généraux de solidarité, qu'en considération de la coalition vivement croissante des employeurs, ont le devoir d'appartenir aux fédérations professionnelles correspondantes dans leur pays et que ces fédérations pour les motifs précités, ont l'obligation de s'affilier à la centrale syndicale nationale de leur pays... » (Sassenbach, livre déjà cité, pp. 96 et 97. En 1911, il y avait déjà 28 Secrétariats professionnels internationaux et en 1931 ils étaient 29.

Les S. P. I. bien que partie intégrante de la F. S. I. conservent « leur autonomie dans leur organisation et leur activité » (art. 5 des statuts de la F. S. I.). Cela n'empêche pas qu'une étroite collaboration s'établisse et qu'elle unisse les dirigeants de la F. S. I. et les secrétaires des S. P. I.

le droit de prendre part au Congrès avec voix consultatives... » (art. 15). Chacune des Centrales nationales dispose d'une voix au moins, de 2 voix pour un effectif de 100.000 membres ; de 3 voix pour un effectif de 150.000 membres ; de 4 voix pour un effectif de 200.000 membres ; de 200.000 à 1.000.000 de membres elle a droit à 1 voix de plus par tranche de 200.000 membres ; de 1 million à 5 millions de membres elle a droit encore à une voix par fraction de 500.000 membres et au-dessus de 5 millions à 1 voix par fraction d'un million (art. 17). Les délégués des Centrales nationales doivent être domiciliés dans le pays qu'ils représentent, et être syndiqués dans ce pays (art. 16).

Les réunions du Bureau doivent avoir lieu au moins 6 fois par an (art. 19). Celles du Conseil, une fois par an (art. 20) ; enfin « le Congrès syndical international ordinaire a lieu tous les trois ans. Des Congrès extraordinaires peuvent être convoqués en tous temps » (article 25).

Selon la formule de M. Millerand, la Fédération Syndicale Internationale est « une vague organisation étrangère ». Cette formule est excessivement sévère. Si la F. S. I. n'est pas un parlement international des ouvriers syndiqués, elle n'est pas moins une ébauche lointaine, c'est entendu, d'un précurseur encore imparfait, timide, mais un précurseur à coup sûr d'un tel organisme international. Les attaques véhémentes que la F. S. I. subit des deux côtés, c'est-à-dire des adversaires du socialisme, du syndicalisme d'une part et des communistes et de leurs organes d'autre part, sont bien souvent imméritées et injustes. Il y a bien du parti pris et de la mauvaise volonté aussi bien chez les uns que chez les autres. L'Internationale syndicale social-démocrate n'est certes pas un grand législateur syndical des ouvriers, ni un révolutionnaire farouche, intransigeant ou sans mesure, aux armes aiguisées et meurtrières, mais elle est de toute façon un réformiste avec un contenu révolutionnaire quant aux buts lointains, et un organisme conciliant quant aux

méthodes qu'elle emploie envers les gouvernants politiques et leurs organes. La F. S. I. est tolérante, bienveillante ; elle n'arrive pas à faire plus, que les autres s'accordent à lui céder, mais c'est tout de même un résultat que les concessions qu'elle obtient d'ici de là, et qui sans elle ne se seraient pas fait sentir. L'Internationale d'Amsterdam est certainement opportuniste, légaliste, doublant le B. I. T. en le secondant de son mieux. La Fédération Syndicale Internationale est assurément indépendante de l'I. O. S., mais cela ne l'empêche pas qu'elle soit en bons termes avec cette Internationale Socialiste et qu'elle collabore avec elle si le besoin s'en présente.

Les espoirs qu'on a mis dans l'Internationale Syndicale étaient démesurés. La grève générale en cas de guerre qui avait été adoptée en principe ne s'est pas manifestée jusqu'à nos jours. « ... Le monde ne peut retrouver la Paix qu'à la condition d'avoir une organisation internationale se dressant au-dessus des organisations nationales » ¹¹⁰. Cette organisation désirée par les syndicalistes n'est évidemment pas de la taille bien petite encore de celle de l'Internationale d'Amsterdam. Nous ne voulons pas anticiper, ni en optimiste, ni en pessimiste, mais nous croyons que sa force effective, réelle, est bien plus faible que son bon vouloir et ses intentions, facilement contre-carrées d'ailleurs par une vague nationaliste ou par des décrets et des lois transformant par ce fait tout son travail préalablement légal en une activité malmenée et illégale. Enfin que chacun ait ses espoirs, cela nous importe peu ; quant à nous, regardons la réalité. L'abolition succéda à l'abolition. L'Italie, l'Allemagne, l'Autriche, le Portugal... perdirent à leur tour les sections nationales de la F. S. I. Pas à pas on laisse la piste libre pour l'activité nationaliste ; on tâche par des moyens plus ou moins détournés d'apaiser les révolutionnaires et de les supprimer à tout jamais ! La F. S. I. subit dans plusieurs pays ce sort cruel. Que pourrait-elle

110, *La C. G. T. et le mouvement syndical*, p. 668.

vraiment faire contre la guerre sans aucune sanction matérielle, avec la seule force morale dont elle dispose ? Elle arrive à gagner les pacifistes, mais c'est bien peu quand les hommes guerriers les assaillent. Les gouvernements fascistes ou fascisés qui déferlent à l'intérieur d'un Etat brisent toute son activité, au moins momentanément, mais ils la brisent tout de même.

Les grands jours de l'Internationale d'Amsterdam furent ceux qui succédèrent à la guerre, avec une activité hardie, humanitaire et internationale d'une grande envergure et d'une solidarité remarquable ; la F. S. I. voit aujourd'hui les heures sombres, son activité diminuée de beaucoup ; sa fécondité se poursuit avec bien moins d'ampleur et d'influence. Après les victoires appréciables sont donc arrivés les jours de la lutte intrépide contre le fascisme. Les défaites et les échecs sont tristes à rappeler. Après les années 1919 à 1922-1923, quand les triomphes de la Sociale-démocratie s'inscrivaient en Allemagne, en Autriche, quand les effectifs grossissaient vertigineusement, l'Internationale d'Amsterdam passait par une période de crise. Elle est loin d'être découragée, tout au contraire, elle déploie une forte activité, mais jusqu'à présent sans grand succès.

Bien que M. Garmy ait raison, en disant qu'il y a un syndicalisme de lutte de classes, qui est bien plus un ensemble de forces nationales qu'une grande force syndicale internationale ¹¹¹ la vérité est aussi que faute de liens plus solides entre les centres nationaux, la Fédération syndicale internationale s'acquitte judicieusement de sa tâche dans les limites du possible.

111. *Histoire du mouvement syndical en France*, p. 175.

SECTION V.

LE SYNDICALISME COMMUNISTE

« Le syndicat est l'école du socialisme. » K. Marx et F. Engels.

Les représentants du syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre tel que le cégétisme français, le sorelisme italien, le syndicalisme révolutionnaire allemand, l'I. W. W. américain... se sont trouvés depuis l'avènement des Soviets en U. R. S. S. ou plus exactement depuis l'universalisation de l'interprétation léniniste du marxisme révolutionnaire, dans une position révolutionnairement amoindrie et doctrinairement rabaissée. L'apparition du syndicalisme communiste ou plutôt des syndicats communistes auxquels le diapason ou plus exactement la volonté du continuateur dynastique du duo Marx-Engels, Wladimir Ilitch-Oulianof-Lénine avait donné une impulsion rafraîchie et rajeunie en les ramenant sur la voie du marxisme ultra-révolutionnaire, de ce marxisme intransigeant, intolérant, dit orthodoxe. Le syndicalisme communiste se présente donc comme un descendant direct du marxisme sans mesure, du marxisme extrémiste, nettoyé et minutieusement débarrassé de toutes les prémices sub-révolutionnaires, retiré de l'enveloppe évolutionniste et réformo-révolutionnaire où la Deuxième Internationale et la F. S. I. l'ont situé et placé. Tel quel le marxisme léniniste fut mis sur le devoir de l'Internationale de Moscou et de son satellite, l'Internationale Syndicale Rouge. Or du couple londonien Marx-Engels, le social-démocrate de la gauche extrême, Lénine a gardé les données les plus révolutionnaires, les

plus bouleversantes, les plus farouches en leur donnant l'explication, le commentaire logiques et adéquats.

« La théorie communiste du syndicalisme présente deux aspects différents, suivant qu'elle envisage l'action syndicale en régime capitaliste ou en régime prolétarien »¹. La justesse de cette distinction, dont l'auteur est le monographiste de l'ouvrage du B. I. T. sur « Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets », ne laisse aucun doute. Le syndicalisme communiste diffère selon les tâches qui lui incombent : détruire la société bourgeoise, aider à la construction d'une société prolétarienne. Les considérations doivent par conséquent partir du fait de l'ambition destructive pour rejoindre enfin les syndicats bolchevistes. En d'autres termes, les devoirs des syndicats communistes se partagent en devoirs d'abolition de l'Etat capitaliste (c'est la doctrine inspirant l'activité syndicale communiste des pays où la dictature du prolétariat n'existe pas) pour atteindre l'objectif de la Révolution communiste, de l'organisation sociale soviétique. Ce n'est en somme que le partage suivant : d'un côté, le présent pour les syndicats communistes des Etats à régime de propriété privée, de l'autre le futur immédiat de la dictature du prolétariat, représentée dans la Russie actuelle, et enfin le futur de l'époque historiquement indéterminée et indéterminable de la société sans classes et sans Etat. L'étape intermédiaire, le stade de la dictature du prolétariat et la façon de voir et de régler les syndicats sont exposés dans la partie juridique ; quant à la partie doctrinale, nous la traiterons en contemplant la doctrine générale du communisme, c'est-à-dire celle des syndicats communistes et de l'Internationale Syndicale Rouge.

Donnons au préalable la définition même du syndica-

1. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, p. 3. (Nous avons déjà signalé cette différence dans le ch. VI de la 1^{re} partie.)

lisme communiste, pour reprendre dans la suite, élément par élément, les principales de ses composantes.

Le chef trôné du syndicalo-communisme, de l'I. S. R., M. Losovski, dont Trotsky dit que c'est « un esprit prime-sautier » qui « se mêle au conservatisme idéologique »², présente à l'auditoire mondial le mouvement syndical de nom communiste en ces termes : « le mouvement... est avant tout communiste par son essence, sa tactique, ses méthodes de lutte et ses buts, bien qu'au point de vue formel, il ne soit inféodé à aucun parti ; le parti n'est sensé avoir qu'une direction idéologique. Il se distingue du trade-unionisme en ce qu'il n'a jamais été un mouvement purement économique, purement corporatif ; notre mouvement a toujours été essentiellement un mouvement de classe. Il se distingue du mouvement réformiste, en ce qu'il n'a jamais eu pour but de passer peu à peu du capitalisme au socialisme. Il se distingue de l'anarcho-syndicalisme, en ce qu'il n'est pas opposé à l'Etat au sens métaphysique, abstrait du terme. L'Etat auquel le syndicalisme russe est opposé est l'Etat bourgeois... Ce qui l'intéresse ce n'est pas la forme de l'Etat, mais son contenu social... Notre syndicalisme a emprunté aux autres formes de syndicalisme ce qu'elles avaient de plus fort, de véritablement révolutionnaire. C'est ainsi que nous sommes en plein accord avec les anarcho-syndicalistes en ce qui concerne les buts de classe, la lutte révolutionnaire, l'action directe d'une classe contre l'autre. Mais en même temps nous sommes d'accord avec les syndicats d'Allemagne en ce qui concerne le centralisme entendu comme concentration maxima des forces. Nous avons moins de points communs avec le trade-unionisme, si ce n'est la ténacité avec laquelle les unions mènent la lutte économique »³. Cette définition par comparaison a besoin de quelques courtes précisions. M. Losovski joue

2. Trotsky, *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 417.

3. Citations prises du *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets* p. 5.

un peu sur les mots quand il dit qu'au point de vue formel, les syndicats communistes ne sont inféodés à aucun parti et quand plus loin il certifie que le parti n'est censé avoir qu'une direction idéologique. On dirait que le côté matériel est peu important devant le côté formel et que le deuxième l'emporte sur le premier, or c'est faux. La forme n'est que l'apparence, la façade ; le fond est important et primordial, et c'est la matière. La pensée de M. Losovski se traduit plus clairement en ceci : les syndicats communistes ne sont pas liés à l'Internationale politique par un texte expressif, explicite ; mais cela a une signification tout à fait secondaire, car ce n'est plus un mystère pour personne, ni même pour ceux qui se privent de clarté pour abonder en équivoques, que dans la réalité les syndicats communistes suivent pas à pas les directives et les conseils, ou, comme on a coutume de dire, les ordres, du parti communiste international, et que l'I. S. R., également, donc, les syndicats rouges, sont tenus d'obéir aux directives adressées par l'I. C., ils ne sont que des acolytes fidèles, persévérants et probes, de « l'avant-garde du prolétariat », des dépendances ou des bureaux d'enregistrement, des décisions et des résolutions du parti communiste. C'est parce que la présence d'un article où on aurait lu l'obligation des syndicats de se soumettre obligatoirement aux décisions de l'I. C. fait défaut, que M. Losovski s'embarrasse de circonlocutions pour dire les faits les plus simples. Il lui aurait suffi, s'il n'a pas suivi « jusqu'à présent » le syndicalisme communiste, de se renseigner sur la dernière tentative d'unité syndicale, du front unique des syndicats. Il aurait vu le rôle que le parti communiste a pris pour son propre compte. Le parti communiste international, comme on dit, ou « plutôt comme on disait », a formulé l'attitude des syndicats qui portent son nom aussi bien que celle de l'I. S. R. et des partis politiques communistes, certainement, de France, de Belgique, de Tchéco-Slovaquie, d'Angleterre, de Suisse... Ceux-ci transmettent et déve-

loppent plus en détails les thèses reçues du Comité Central du Parti. Qu'on le veuille ou non, qu'on l'accepte ou qu'on le nie, le parti communiste est la tête dont l'un des membres est constituée par les syndicats. Si M. Losovski croit pouvoir s'exprimer par des détours, des ambages, c'est son affaire ; mais la science exige de ne pas se laisser mener par des faux-fuyants et surtout par des quiproquos de vaudeville : M. Losovski l'oublie volontairement. Une autre rectification indispensable concerne la phrase : « ce qui l'intéresse (le syndicat communiste) n'est pas la forme de l'Etat, mais son contenu social ». Cette phrase demande d'être clarifiée. Le syndicat communiste travaille avec acharnement pour un Etat prolétarien généralisant le bien-être, dont le pendant logique en tous sens, la liberté, est complètement écarté. Le contenu social doit être compris d'après la pensée de M. Losovski uniquement dans le bien-être, quoique la liberté doit y être pour quelque chose. Un dernier mot encore. Bien que la définition paraisse ressembler à un rafistolage ou à un empiècement des différents syndicalismes, — et c'est d'ailleurs assez juste, car il a pris tout ce qu'il y a de plus destructif, de plus abolissant dans les syndicalismes, — le syndicat communiste et tout d'abord, et avant tout, politique ; il est ensuite économique ; il est premièrement dépendant et deuxièmement il est soumis à l'organisation des syndicats par industrie et non par profession.

Après ces explications préliminaires nécessaires, passons par degrés successifs à l'analyse de chacun des éléments de la définition du syndicalisme communiste de M. Losovski. Tout d'abord : qu'elle est la doctrine des syndicats communistes ?

Le syndicalisme communiste et le communisme tout court, le communisme politique si l'on veut, ont une et même doctrine ⁴. Parler d'un syndicalisme communiste

4. Faire un procès complet du communisme aurait demandé à lui seul de volumineux ouvrages ; cela nous aurait porté loin de notre exposé, c'est pourquoi nous ne ferons qu'une brève revue de ses éléments principaux.

proprement dit serait une plaisanterie sans succès et même ridicule, lorsqu'on sait que le communisme n'entend pas forger un syndicalisme qui se serait suffi à lui-même, ce syndicalisme qui aurait prétendu transformer l'Etat, l'ordre social à son image et sans le concours des partis politiques. Cette idée d'un syndicalisme autonome est aussi loin du communisme, des communistes, que deux lignes parallèles qui n'arriveront jamais à avoir des points de contact. Les syndicalistes communistes n'ont aucun système purement syndicaliste. Ils ne se préoccupent dans les pays capitalistes que des moyens et méthodes par lesquels ils pourront briser le régime bourgeois, sous la conduite du parti communiste. Quant à l'avenir proche, ils optent à main levée, par des combats révolutionnaires, pour le système bolchevique. Il est donc tout à fait contraire au bon sens, d'insister sur l'existence d'un syndicalisme communiste, à l'instar de celui de la Charte d'Amiens. Ce qu'on dénomme syndicalisme communiste, n'est que l'outil syndical ou l'arme du groupe syndical : les leviers de commande sont dans les mains du parti politique, de l'avant-garde du prolétariat. Le syndicalisme communiste n'existe donc ni hors du communisme-léniniste, ni hors d'une interprétation à sa manière des syndicalistes communistes. Tout est retranché du marxisme-léninisme, de leurs calculs, de leurs stratégies et de leurs spéculations philosophiques pour suivre les directives du parti politique.

Le système cosmogonique communiste, la genèse de la doctrine politique marxiste-léniniste, et par conséquent du syndicalisme communiste, attendu que les organisations syndicales communistes ne sont que les grandes subordonnées du parti, se résume ainsi : la lutte sans merci, la guerre civile jusqu'aboutiste, le renversement de toutes les bases de la société capitaliste, l'étatisation de tous les biens, l'établissement de la dictature du prolétariat, l'extermination du genre bourgeois, la radiation un beau jour de l'Etat et l'installation de la Société fééri-

que, où chacun travaillera selon ses forces et où chacun consommera selon ses besoins, d'une société sans classes. Trois stades principaux s'en dégagent : le révolutionnaire, le dictatorial, et enfin l'anarchiste-communiste.

Par ces sauts d'une étape à l'autre le marxisme révolutionnaire est linéairement façonné, on peut même dire standardisé par Lénine, qui l'avait rendu amèrement luteur, enfiellant tout ce qu'il y avait d'extrêmement agitateur, d'excessivement effervescent et de farouchement révolutionnaire. Pour ce qui est des syndicats, le marxisme-léniniste avait déduit en conséquence les devoirs et les tâches envers le parti, les masses ouvrières et les adversaires bourgeois et capitalistes. Or, « ici la tâche est facile, car jamais école ne s'est plus nettement subordonnée à un homme, n'a plus docilement abdiqué son libre arbitre, devant l'autorité transcendante d'un prophète. Ecouter Lénine c'est écouter le communisme tout entier ⁵ ». Bien que M. Martin-Saint-Léon n'ait pas tort en disant que tout le syndicalisme communiste se ramène à Lénine, il n'en est pas moins vrai qu'on doit le compléter par la formule syndicale communiste : tout Marx est dans Lénine ; toujours avec Marx et Lénine ; rien que le marxisme léniniste. Il en découle tout naturellement qu'on doit partir de Marx-Engels pour s'arrêter à Lénine et ses successeurs.

Les communistes vulgaires, orthodoxes, ces marxistes de reliques, de collections pieuses, recueillent dévotement toute parole écrite ou prononcée de leur primat Karl Marx et « du second violon » Frédéric Engels dont la collaboration, la vulgarisation littéraire, la défense et l'interprétation du marxisme l'avait mis aussitôt derrière son ami et compatriote. » ... Qu'on veuille transformer l'admiration pour Marx en adoration, faire de lui une sorte de pape infallible du socialisme, et de sa doctrine un bloc intangible, cela nous paraît un retour de

5. *Les deux C. G. T. Syndicalisme et Communisme*, pp. 95-96.

fétichisme pour le moins singulier... nous nous permettons de rire de ce culte décidément trop dévotieux ⁶ ». L'opinion émise par M. Renard nous paraît parfaitement exacte. L'acceptation *ad adorem* d'un Adam Smith, ou d'un Quesnay, d'un Proudhon, d'un Bakounine, d'un Karl Marx ou d'un Lénine pêche par la même superstition insensée et risible d'un fétichisme étrangement dévot. Voir en eux des super-hommes, pour ne pas dire des législateurs ou des prophètes infailibles, est pour le moins une superstition, du point de vue rationnel et scientifique, inadéquate et inadmissible. Dire qu'Eugène Dupont avait raison en disant que toute religion est un despotisme, et aller vers l'abolition d'une religion pour en faire une autre, que ce soit même un matérialisme irréligieux, autant vraiment ne rien faire. Les marxistes-léninistes ne raisonnent pas de la même façon qu'Eugène Dupont, c'est à leur détriment.

Il ne faut pas parler du marxisme comme d'une doctrine ayant sa fin en soi, comme les dévôts marxistes le font, mais comme d'une doctrine du révolutionnarisme volcanique fort bien terrestre, empreinte uniquement de matérialisme dont une grande partie des thèses peuvent être retrouvées éparpillées chez beaucoup d'auteurs des années antérieures aux écrits de Marx ⁷. Disons tout de suite, puisque nous y sommes déjà, qu'à un réaliste détaché de tout confusionnisme et de fétichisme faisant table

6. Georges Renard, *Socialisme intégral et le marxisme*, p. 11.

7. Voir : Gide et Rist, *Histoire des doctrines économiques*; Gonnard, *Histoire des doctrines économiques*; E. Fournière, *Les théories socialistes au XIX^e siècle. Essai de politique positive*; Bourdeaux, *Entre deux servitudes, Socialistes et Sociologues*; P. Le Roy-Beaulieu, *Le collectivisme*; F. Engels, *Religion, Socialisme. La Sociocratie, Philosophie, Economie politique, anti-Dühring*; Benoit Malon, *Histoire du Socialisme*; Simkhovitch, *Marxisme contre Socialisme*; Plekhanov, *Les questions fondamentales du Marxisme*; Massart, *Les critiques du Marxisme*; S. et B. Webb, *Histoire du trade-unionisme*; Tscherskesof, *Die Urheberschaft des kommunistischen Manifeste*, etc., sur Adam Smith, Ricardo, Hegel, Robertus Saint-Simon, S. de Sismondi, Louis Blanc, Pecqueur, Vidal, Guisot, Babeuf, Proudhon, Considérant, Linguet, William Thomson, Godwin, Owen, Laurenze, Von Stein, Feuerbach, Diderot, Helvetius, Holbach, Lametrie, Holdskin, etc., etc.

rase de tous les boniments et artifices séducteurs, le marxisme-léninisme syndical apparaît comme une réponse à trois questions principales, que voici : Comment le prolétariat peut-il s'installer au pouvoir ? Quelle est la voie la plus courte ? Que doit-il faire une fois vainqueur ? Il s'en dégage que le syndicalisme proprement dit est complètement écarté et mis de côté.

Les syndicalo-communistes ont l'air de dire dédaigneusement que le socialisme communiste commence avec Marx, et qu'avant lui on ne trouvait qu'un fatras d'aucune signification et d'aucune influence pour leur maître. Sans nous y arrêter longuement, nous ne pouvons tout de même pas ne pas rappeler avec preuves en main que le communisme fut déjà connu des prédécesseurs et des contemporains de Marx. Ces preuves seront empruntées pour partie à Engels, pour partie à Victor Considérant⁸.

Engels donne la justification du terme communiste employé par le Manifeste, dont le sens sera précisé par les citations tirées de Considérant. « En 1847, écrit Engels, on comprenait sous le mot de socialistes deux sortes de gens. D'un côté, les partisans des différents systèmes utopiques, notamment les Owenistes en Angleterre et les Fourieristes en France... D'un autre côté, les multiples médocastres qui voulaient, avec leurs panacées variées et toutes sortes de rapiéçages, supprimer les misères sociales sans toucher au capital ou au profit... Au contraire, cette partie des ouvriers qui, convaincus de l'insuffisance du simple bouleversement politique, voulaient une transformation fondamentale de la société, s'appelaient alors *communistes*⁹ » (souligné dans le texte).

En ce qui concerne le contenu du communisme pré-marxiste, nous allons suivre le Fourieriste invétéré qu'est Victor Considérant (« Manifeste de la démocratie »),

8. Pour le reste des thèses marxistes, voir la bibliographie ci-dessus indiqué

9. Préface du *Manifeste du parti communiste*, écrit à Londres en 1890.

1847), en invoquant les concordances surprenantes¹⁰ de la comparaison avec le « Manifeste du parti communiste » sans nous arrêter aux solutions que Considérant, en élève discipliné de son maître, a fait valoir, manifestant ainsi ses propres sympathies. Voici le début du « Manifeste de la Démocratie » : « Les sociétés de l'antiquité avaient... pour système économique l'esclavage, c'est-à-dire l'exploitation de l'homme par l'homme... l'ordre féodal avait pour système économique... l'exploitation de l'homme par l'homme, le servage¹¹. » Pour l'époque industrielle, Considérant dit ceci : « La civilisation, qui a commencé par la féodalité mobilière et dont le développement a *affranchi les industries des servitudes* personnelles ou indirectes, *aboutit donc aujourd'hui à la féodalité industrielle qui opère les servitudes collectives* ou indirectes *des travailleurs*¹² » (en italique dans le texte). La curieuse ressemblance avec le « Manifeste du parti communiste » ne s'arrête pas là. « ... La société tend à se diviser de plus en plus distinctement en deux classes : un petit nombre possédant tout ou presque tout, maître absolu de tout dans le domaine de la propriété, du commerce et de l'industrie ; et le grand nombre ne possédant rien, vivant dans une dépendance du capital et des instruments de travail, obligé de louer pour un salaire précaire... ses bras, ses talents et ses forces aux seigneurs de la société moderne¹³. » Le texte est toujours actuel. Son intérêt ne fait que grandir. « ... La Constitution régulière de la féodalité nouvelle n'a rien de prophétique... Ce phénomène n'est pas particulier à la France : c'est un phénomène social qui caractérise la civilisation moderne. Il se développe avec d'autant plus d'énergie dans chaque Etat que l'industrialisme civilisé y atteint un degré plus avancé. Il suit pas à pas la mar-

10. Nous n'entrerons pas dans l'ancienne querelle du plagiat que Tcherkesof avait formulée dans son ouvrage déjà cité. (Voir Simkhovitch, *Marxisme contre le socialisme*, p. 183).

11. *Manifeste de la Démocratie*, pp. 1 et 2.

12. *Le manifeste de la démocratie*, p. 8.

13. *Idem*, pp. 10 et 11.

che du système commercial, manufacturier, et l'invasion des machines. Notre industrialisme en libre concurrence est un mécanisme colossal d'une énorme puissance, qui pompe incessamment les richesses nationales pour les concentrer dans les grands réservoirs de l'aristocratie nouvelle, et qui fabrique des légions faméliques de pauvres et de prolétaires. La Grande-Bretagne présente au plus haut degré ce phénomène de la concentration des capitaux entre les mains d'une aristocratie peu nombreuse... et d'un paupérisme envahissant¹⁴ » et de tout cela Considérant conclut « ... N'est-il pas évident que ce ne sont plus... ni les ministres, ni la nation... qui gouvernent, mais déjà la féodalité industrielle et financière¹⁵. » Bien que l'accent de Considérant soit moins vigoureux que celui de Marx, on croirait à coup sûr que c'est Marx qui écrit. Lisons encore quelques lignes du « Manifeste de la Démocratie ». « Que deviendrait la civilisation, que deviendraient les Gouvernements et que deviendraient les hautes classes si la féodalité industrielle, s'étendant sur tout l'Europe, le grand cri de guerre sociale : « Vivre en travaillant ou mourir en combattant » y soulevait un jour donné toutes les innombrables légions de l'esclavage moderne¹⁶ ? » Marx est venu pour approuver, les syndicalo-communistes en ont fait autant, mais il est clair que bien des idées de Marx avaient été déjà exprimées par ses prédécesseurs. Terminons enfin avec une comparaison. Considérant constate que « ... le capital et le travail sont en guerre flagrante¹⁷ » ; une des solutions « ... consiste à attaquer la propriété individuelle elle-même dans son principe... à dépouiller par la force, par la loi, les richesses au profit des pauvres, les prolétaires à décréter enfin l'égalité des conditions et la communauté des biens. Cette idée... se propage depuis quelques années parmi les populations ouvrières, surtout dans les grands foyers industriels en France, en Angle-

14. *Manifeste de la démocratie*, p. 11.

15. *Id.*, p. 13.

16. *Id.*

17. *Id.*, p. 20.

terre et même en Belgique, en Suisse et en Allemagne ¹⁸ ». Marx et Engels se sont appropriés ces notions en disant dans leur Manifeste avec une expression hautaine : « Les communistes peuvent résumer leur théorie dans cette proposition unique : abolition de la propriété privée ¹⁹. »

Suivant attentivement Victor Considérant, on peut dire que les auteurs de la bible communiste ont pu trouver, s'ils ne les ont pas prises dans le « Manifeste de la Démocratie », les thèses qu'ils ont élaborées telles que : la concentration des capitaux, le règne politique de leurs détenteurs, l'accroissement du paupérisme, l'exploitation de l'homme par l'homme, l'aboutissement probable — qu'ils ont montré inévitable — au communisme, l'égalisation des conditions, l'abolition des classes. Quant à l'eschatologie marxiste, elle n'est qu'une conséquence du système du Considérant de la première partie du « Manifeste de la Démocratie ». Ceci dit pour éclairer le parcours doctrinal des communistes syndicaux. Il ne faut pas tout de même tomber dans une erreur pour laquelle M. Simkhovitch a dit le mot juste : « Les doctrines de Marx, bien qu'elles se retrouvent à l'état isolé chez divers auteurs, se soutiennent l'une l'autre et forment un système théorique unique ²⁰. » Ajoutons encore qu'elles forment un système scientifique extrêmement puissant.

Continuons de suivre les syndicalo-communistes et passons de Marx-Engels à W. I. Lénine.

Avant la guerre, les marxistes orthodoxes (Bebel, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Clara Zetkine, Plekhanov, Lénine, etc.) furent menés dans le plan international, et en particulier en Allemagne, par Karl Kautsky et tout alla tant bien que mal jusqu'au conflit européen. Au début même de la guerre, W. I. Lénine se révéla irrésistiblement comme chef de l'extrême gauche marxiste,

18. *Le Manifeste de la démocratie*, p. 18.

19. *Manifeste du parti communiste*, p. 34.

20. *Marxisme contre Socialisme*, p. 179.

et comme tel s'imposa avec la Révolution russe. La défense nationale avait broyé les orthodoxes, laissant seulement un petit groupe autour de Lénine (au commencement ce fut seulement Zinoviev), qui avait refusé d'entrer dans le rang des guerriers ²¹.

« On prête à Marx ces paroles : S'il est un parti dont je ne suis pas, c'est le parti marxiste. J'ignore, pouvons-nous dire avec M. Georges Renard, si le mot est authentique... ²² », mais que Lénine soit un partisan du marxisme révolutionnaire ne fait de doute pour personne. Lénine, et avec lui les syndicalo-communistes, prirent tous les écrits de Marx et Engels à l'instar d'un « Didot-Bottin » biblique et acceptèrent toutes les thèses de Marx en poussant tout vers le despotisme scientifique des tyrans instruits. Lénine sans Marx n'est pas imaginable. Avec Marx, Lénine ressemble à un bolide furieux qui rejette à gauche et à droite un révolutionnarisme des plus intransigeants, des plus fanatiques. Le fanatisme, ce zèle outré, fit de Lénine un miraculé révolutionnaire, un intolérant et un exécration jusqu'aboutiste. Cela lui donna un attachement impitoyable à la doctrine marxiste (avant de devenir opportuniste), une passion impétueuse, sobre et cruelle à la fois, une haine féroce, déchaînée contre les adversaires, épargnant à peine ceux avec qui il combattait. Cet esprit propre à Lénine est devenu le culte de tous les communistes, y compris bien entendu ceux des syndicats.

Quant à Lénine doctrinaire, « ... quelle que soit la version officielle soviétique, il ne fut jamais un grand théoricien original. Il ne fit qu'accepter les doctrines de Marx, d'Engels, etc., en les appliquant aux circonstances du moment ²³ ». Staline, que Trotski dénomme « ... celui qui s'est fixé pour but d'entrer dans l'Histoire avec le titre de grand organisateur de la défaite ²⁴ », ne partage

21. Voir *Le contre-courant*, t. I et II.

22. *Socialisme intégral et Marxisme*, p. 10.

23. Lénine, *La révolution bolcheviste*. Avant-propos de M. Oldenbourg, p. 8.

24. *L'Internationale Communiste après Lénine*, p. 13 de l'avant-propos.

pas l'avis de M. Oldenbourg. Pour Staline, « le léninisme, c'est le marxisme de l'époque de l'impérialisme et de la révolution prolétarienne, ou, plus exactement, c'est la théorie et la tactique de la révolution prolétarienne en général, la théorie et la tactique de la dictature du prolétariat en particulier ²⁵ ». (Définition de circulaire administrative, aurait dit M. Oldenbourg.) En effet, Lénine a arrêté les principes, tirés de Marx bien entendu, sur les moyens, les méthodes, les tactiques révolutionnaires en les appliquant dans la réalité.

Revenons après cette digression indispensable à notre sujet propre, le syndicalisme communiste.

Le problème doctrinal des communistes consiste tout d'abord — et c'est presque toute la théorie du syndicalisme communiste — à prouver que Marx et Lénine n'ont jamais séparé l'activité syndicale du parti communiste. Tous les écrits, des théoriciens, des dictateurs syndicalistes, en particulier *Marx et les syndicats* de M. Losovski, et des syndicalistes communistes, entre autres Monmousseau, Piatniski et Franchon, apportent des témoignages pour prouver la légitimité de la subordination des syndicats au parti du prolétariat. M. Losovski allègue de nombreuses citations sur cette matière ; nous lui en emprunterons quelques-uns parmi les plus caractéristiques. « Marx n'a pas produit de livres, des brochures spécialement consacrées à cette question (les syndicats). Ses idées sur les questions de luttes économiques et le rôle des syndicats dans le passé, le présent et l'avenir sont dispersées à travers ses œuvres et surtout on les trouve dans son travail pratique de dirigeant de l'Association Internationale des Travailleurs ²⁶. » MM. Gide et Rist pensent que si Marx a fait ainsi, c'est parce que « cette puissance-là — se rapporte à l'organisation syndicale — Marx ne pouvait la prévoir déjà quand il écrivait. S'il l'eût connue, combien il s'y serait reconnu ²⁷ ».

25. *Les questions de Léninisme*, t. I, p. 11.

26. Losovski, *Marx et les syndicats*, p. 11.

27. *Histoire des doctrines économiques*, pp. 572-573.

Voyons combien cela est vrai. Marx n'est certes pas un syndicaliste. L'organisation professionnelle ne l'intéresse pas en elle-même et pour elle-même; elle l'intéresse en tant que cercle d'enseignement communiste, cercle organisateur des masses ouvrières, cercle enfin de luttes économiques et politiques qui sont pour lui indissolublement unies. L'économique ne saurait être indépendant du politique, encore moins autonome à son égard. En dialecticien, Karl Marx explique le passé, le présent et l'avenir syndical. Ce document est le plus apprécié des syndicalo-communistes. Dans le passé, « ... l'objectif immédiat s'est borné... aux questions de salaires et de temps de travail... D'un autre côté, les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus des foyers d'organisation de classe ouvrière, comme les municipalités et les communes du moyen âge le furent pour la bourgeoisie... ²⁸ ». Le glossateur des textes marxistes, M. Losovski, conclut que : « Cette comparaison (du syndicat et de la commune) ... montre que Marx attribue une grande *portée politique* (en italique par l'auteur) aux syndicats, qu'il ne voyait nullement en eux des organisations apolitiques ou neutres... ²⁹. » Le présent des syndicats — présent qui se rapporte à 1866 — contient ceci : « Jusqu'ici, les syndicats... sont tenus trop à l'écart des mouvements sociaux et politiques généraux. Ces derniers temps pourtant, ils semblent s'éveiller en quelque sorte à la conscience de leur grande tâche historique, comme on peut l'inférer, par exemple, de leur participation en Angleterre au mouvement politique... ³⁰. » M. Losovski s'en félicite y voyant « ... une âpre critique (*sic*) à l'égard de tous les syndicats qqi s'écarternt de la politique ³¹ ». L'avenir des syndicats est formulé d'une façon moins grandiloquente et moins triomphale que les syndicalo-communistes ne pouvaient le souhaiter. Ce sont les phrases générales

28. La résolution de la Conférence de Genève de 1866 citée par Losovski.

29. Losovski, ouvrage déjà cité, ppé 16 et 17.

30. La résolution de Genève de 1866.

31. Losovski, l'ouvrage cité, p. 17.

habituelles, disons rituelles : l'émancipation complète des ouvriers, la propagande et le recrutement des syndiqués avec une recommandation de soutenir « ... tout mouvement social et politique qui tend à ce but ³² ».

Le triomphe de la thèse syndicalo-communiste est exprimé dans une résolution du Congrès, de l'Association Internationale des Travailleurs, de La Haye de 1872. On y lit notamment : « Dans la lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir comme classe qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct, opposé aux anciens partis formés par les classes possédantes... *La coalition des forces ouvrières déjà obtenue par les luttes économiques doit aussi servir de levier aux mains de cette classe dans la lutte contre le pouvoir politique de ses exploiters* ³³ » (en italiques dans le texte). Les syndicalo-communistes ont, par ce texte, acquis une victoire devant l'auditorium qu'ils persuadent.

Il est superflu de dire que les syndicalo-communistes ne citent Marx que dans la mesure où il abonde dans leur sens. Les arguments qui les contredisent sont rejetés par eux comme mal interprétés ou comme ne répondant pas aux vues propres de Marx. Tel est le cas par exemple d'un texte de *l'Adresse Inaugurale* : « .. L'émancipation économique de la classe ouvrière est le grand but auquel tout mouvement politique doit être subordonné comme moyen ³⁴. » Nous n'avons pas à discuter au sujet de la querelle, si Marx voulait que les syndicats dépendent du parti ou non, mais à mettre en présence la thèse communiste et à indiquer par la susdite citation qu'une interprétation contraire pouvait être, peut-être, aussi bien marxiste.

Lénine à son tour avait formulé les précisions sur la

32. Résolution de Genève de 1866.

33. James Guillaume, *l'Internationale. Documents et souvenirs*, t. II, p. 340, cité par Losovski.

34. *L'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs*, p. 22.

question des rapports du parti et des syndicats en s'adonnant corps et âme au marxisme révolutionnaire. Déjà, au début de notre siècle, Lénine arrêta le rôle du parti envers ses dépendances. « Le parti doit être l'avant-garde, le chef des grandes masses de la classe ouvrière... entièrement ou presque entièrement « sous le contrôle » et la direction du parti...³⁵ ». Les syndicalo-communistes clament alors à l'unanimité ce dogme que leurs maîtres ont formulé : « ... Le parti politique du prolétariat doit définir les tâches économiques du prolétariat et diriger l'organisation syndicale elle-même ³⁶. » Staline, comme tout bon communiste, n'y voit pas d'inconvénient, tout simplement il approuve. « Cette union et cette direction sont absolument nécessaires, car sans elles l'unité dans la lutte du prolétariat est impossible et la direction des masses prolétariennes dans leurs luttes pour le pouvoir et pour l'édification du socialisme est également impossible... Seul le parti du prolétariat, celui des communistes, est capable de remplir ce rôle de directeur principal ³⁷. »

Aucun souci du syndicalisme dans l'ensemble doctrinal des communistes. Jamais d'ailleurs les syndicalo-communistes n'ont voulu faire du syndicalisme. Ils craignent fortement de voir le syndicalisme par essence fédéraliste et anti-dictatorial se dresser contre le parti et compromettre de ce fait ses théorèmes révolutionnaires et subversifs. Les clercs du communisme s'évertuent même à détruire le syndicalisme pour mettre à sa place un syndicat qui obéit et sert le parti. « Toute autre conception de la direction, écrit Staline, c'est du syndicalisme, de l'anarchisme... c'est tout ce qu'on voudra, mais ce n'est pas du bolchevisme, ce n'est pas du léninisme ³⁸. »

Du point de vue marxisme-léninisme, il serait donc

35. Lénine et l'organisation, p. 9.

36. Losovski, l'ouvrage cité, p. 24.

37. Staline, *Les questions du Léninisme*, p. 27, t. I.

38. Staline, *Les questions du Léninisme*, t. I, p. 40.

parfaitement légitime et conséquent que les syndicats servent le parti, car, comme ils le disent, en servant le parti, ils servent la cause de la révolution prolétarienne elle-même. Attendu que « le parti est, selon Lénine, la forme suprême de l'union de classe prolétarienne », son avant-garde, composée des plus consciencieux parmi les ouvriers ; c'est à lui de diriger toutes les forces anti-bourgeoises en vue de la révolution communiste, en vue d'installer la dictature prolétarienne et l'abolition des classes possédantes. Et comme il s'agit de « ... transformer la classe ouvrière en une classe en soi, de tracer une ligne de démarcation entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, d'unifier la classe ouvrière, de rassembler ses forces, de dresser la classe ouvrière en face de la bourgeoisie ³⁹ », le syndicat est appelé à faire l'éducation des masses en leur enseignant le décalogue communiste et en leur transmettant comme d'un poste d'émission les considérations doctrinales du parti. C'est pour cette raison que les communistes envisagent trois degrés dans l'organisation des travailleurs. Le premier, le plus haut, est le parti politique, le parti souverain. Le deuxième, le degré intermédiaire, à l'instar « des courroies de transmission », est le syndicat (Soviets, coopératives, union des jeunes, etc.). Le troisième degré, le plus bas et le plus large, comprend la masse à laquelle on doit faire comprendre la doctrine communiste. Et puisque, d'après l'enseignement communiste, en d'autres termes selon Lénine : « ... la libération de la classe opprimée est impossible non seulement sans une révolution violente, mais encore sans la destruction de la machine d'Etat qui fut créée par la classe au pouvoir... ⁴⁰ », on en déduit que le parti des mandarins du racisme de classe est le plus compétent pour prendre la tête en vue de réunir les facteurs révolutionnaires dispersés de ci de là et de coordonner leurs efforts dans un seul but : faire, et faire triompher la révolution.

39. Losovski, *Marx et les syndicals*, p. 12.

40. Staline, *Questions de Léninisme*, p. 20.

La résistance à l'asservissement des syndicats n'en est pas moins légitime du point de vue des syndicalistes. « Nous n'acceptons pas de vérité promulguée, nous la faisons nôtre par l'étude », peuvent-ils dire avec Elysée Reclus, « et par discussion nous apprenons à rejeter l'erreur, eût-elle un millier d'estampilles et de brevets ⁴¹ ». Au lieu que ce soit aux combattants, aux syndiqués eux-mêmes à qui doit être demandé s'ils acceptent la lutte ou s'ils la refusent, c'est une poignée d'hommes émigrés ou sûrs de leur vie qui, en maîtres absolus, dictent la conduite et qui, en dictateurs idéologiques, poussent les milliers d'individus aux sacrifices les plus durs sans se soucier beaucoup de leur vie. La résolution de la majorité au congrès de Lille de 1921, est des plus expressives à ce sujet. On lit notamment : « ... Il y a une contradiction irréductible entre l'indépendance du mouvement syndical et toutes les formes de liaison permanente à une action politique qui mettrait le mouvement, ses forces et ses possibilités à la remorque d'un parti et qui entraînerait les travailleurs à des luttes qu'ils n'ont pas décidées d'eux-mêmes pour des objets qu'ils n'auraient pas discutés, pour les fins qu'ils n'auraient pas déterminées » ⁴².

Le Secrétaire général de la Commission syndicale de Belgique est de même avis... « Nous ne voulons pas, dit-il, être les pions sur l'échiquier politique, ni servir de cobayes à expériences plus ou moins réfléchies. » ⁴³ Les syndicalistes s'opposent rigoureusement à ce centralisme étouffant et tyrannique qui enlève toute la liberté de pensée et d'action. Ceci dit, pour les deux thèses qui s'entrechoquent presque journellement, nous nous en occuperons davantage plus loin, continuons ici l'exposé de la doctrine syndicalo-communiste.

Les communistes syndicaux ne veulent rien savoir de

41. Elysée Reclus, *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique*, p. 80.

42. *La voix du peuple*, janvier 1922.

43. Raoul Lenoir, « L'indépendance du syndicalisme », *Le Peuple* du 4 août 1934, p. 1, c. 1, citation.

la liberté démocratique. Ils répètent le refrain chanté au siècle dernier : « Ne parlez pas de la liberté : la pauvreté c'est l'esclavage ». Pour les pays capitalistes, la liberté n'existe point. Ce qu'on voudrait nous faire croire disent-ils, ce n'est qu'une série de fictions bourgeoises, en réalité on ne trouve que la dictature du capital sans aucune liberté.⁴⁴ Même pour le régime qu'ils convoitent, ils n'admettent pas non plus « ces faux-fuyants » démocratiques, cette fois pour anéantir et exterminer les adversaires. En prôneurs de la violence, ils ne conçoivent les bienfaits d'autre façon que par elle. Leur apologie des troubadours de la force qui, seule, est « l'accoucheuse des nations », peut être génératrice de la destruction, de la rénovation et de l'édification sociale. Cet enthousiasme communiste pour la violence tend la main à Georges Sorel, mais il se sépare à tout jamais de Léon Duguit. Ce dernier ayant dit que « la violence... est, en effet, source de souffrance et de mort. La régénération et le progrès par la souffrance, c'est une doctrine qui m'indigne ; elle peut plaire à quelques individus exaltés recherchant, par une perversion des sens, la volupté de macération, mais elle est une doctrine de mort »⁴⁵.

Tout ce qui est hors de la force est la pourriture, l'abjection, immonde. Mais une distinction doit être faite entre le sujet qui emploie la force et l'objet sur lequel elle s'exerce. Cette distinction ressort parfaitement de l'article extrait de la « Correspondance syndicale suisse ». « A ce sujet, personne ne se fait d'illusions. En Allemagne, par exemple, si les communistes avaient pris le pouvoir, au lieu des national-socialistes, les dirigeants de la sociale-démocratie et des syndicats n'auraient pas eu un meilleur sort que sous la domination des chemises brunes. Celui qui s'indigne devant l'injustice lorsqu'il en est victime, et qu'il est prêt à commettre la même

44. Voir *Que veulent les communistes*, p. 16.

45. Duguit, *Le droit social*, p. 106.

injustice si cela est en son pouvoir, n'a pas le droit de manifester par des actes de protestation au nom de l'humanité. »⁴⁶ Les communistes feront bien de méditer Bakounine, bien qu'ils le rejettent, et de lire ce qu'il dit : « La démocratie est édifiante par position, par nature et aussi par expérience historique car, de tous les temps, elle a été victime et la dupe de tous les ambitieux, de tous les intrigants, classes et individus qui, sous le prétexte de la diriger et de la mener à bon port, l'ont étrangement exploitée et trompée. Elle n'a fait autre chose jusqu'ici que de servir de marchepied. »⁴⁷ Les syndicalo-communistes vroient servir la révolution en supprimant la liberté et ils arrivent même à se faire des réactionnaires, bien que la vision de la réaction les fasse frémir (le cas Makhno en Russie).

Les communistes syndicaux sont anticléricaux, anti-nationalistes, antimilitaristes (entendons-nous, dans les capitalistes, tout au moins) et anti-colonisateurs. Voici leur raisonnement. Marx et Engels ont dit : « Les lois, la morale, la religion sont pour lui (ouvrier) autant de préjugés bourgeois derrière lesquels se cachent autant d'intérêts bourgeois »⁴⁸. Lénine est venu dire : « Le marxisme considère toutes les religions et toutes les églises contemporaines, les organisations religieuses de toute sorte comme des instruments de la réaction bourgeoise destinés à abrutir la classe ouvrière et à perpétuer son exploitation »⁴⁹. Inutile de rappeler que les syndicalo-communistes se gargarisent tous les jours de ces paroles. « Les ouvriers n'ont pas de patrie, ont dit Marx et Engels, on ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. »⁵⁰ Lénine en a fait la preuve pendant la guerre. Les syndicalo-communistes en font une des bases de leur propagande. Pour les autres « anti », il en est de

46. Citation prise dans *Le Peuple* du 3 septembre 1934, p. 4, c. 1.

47. *L'Empire knoulo-germanique et la révolution sociale*, p. 11.

48. *Manifeste du parti communiste*, pp. 29-30.

49. *Pages choisies*, les écrits de Lénine, réunis par Pascal, tome II, p. 307.

50. *Manifeste communiste*, p. 40.

même. Les communistes syndicaux remâchent donc jour et nuit les mêmes formules. Ils le font, disent-ils, pour persuader les autres, mais ils le font aussi pour se persuader eux-mêmes. Ils marchent sur les pas de leur maître ayant toujours la réponse toute faite. Pour les syndicalo-communistes, il y a une vérité, une classe, une volonté, une dictature, une direction, une obéissance. Voilà en quoi se résume le syndicalisme communiste. Ainsi, les syndicalo-communistes réduisent toutes leurs aspirations à organiser les syndicats et les masses ouvrières pour détruire violemment l'ordre social établi et pour instituer ensuite un gouvernement autoritaire, dictatorial, pour arriver enfin à l'assassinat de l'Etat lui-même ou bien au suicide. Tout cela suivant les préceptes du parti politique infailible, intangible, qui est le suprême juge de l'authenticité des ordonnances et des agissements. C'est lui qui est le gardien sacro-saint de l'éducation, suivant Marx-Engels-Lénine. L'éducation qui, en définitive, « ...consiste tout entière dans une combinaison et une succession dans l'ordre chronologique du collectivisme et de l'anarchie »⁵¹.

Lénine et les bolchevistes « ...s'étant servi des organisations syndicales pour obtenir ce résultat en 1917 (la Révolution bolcheviste), ils cherchèrent, dans la suite, à inculquer aux organisations ouvrières de l'étranger les méthodes qui leur avaient réussi en Russie »⁵², et alors les injections syndicalo-communistes commencèrent *de visu* avec la fin de la guerre. Partout et dans tous les Etats, on assista aux mouvements de scission et aux mouvements de formation de nouveaux syndicats. Les communistes voulurent transformer les syndicats existant en syndicats communistes, surtout les syndicats socialistes et en même temps, ils poursuivirent la création d'autres syndicats. Les non-communistes s'ému-

51. Martin Saint-Léon, *Les deux C. G. T.*, p. 97.

52. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, p. 3.

rent. Les tempêtes grondèrent des deux côtés. Les syndicalistes fulminèrent contre les communistes en leur jetant le défi de susciter l'émiettement des forces ouvrières, et les communistes, avec leur arrogance accoutumée, dressèrent des attaques contre leurs camarades, quelquefois même contre les syndiqués de la veille. Des coups réciproques furent échangés. L'historique de la C. G. T. française est, à cet égard, édifiante. Les majoritaires reprochèrent à leurs camarades syndicaux d'être séparatistes, défaitistes, divisionnistes, insoucieux des intérêts de la classe ouvrière qui ne demande qu'à rester unie. Les minoritaires se moquèrent des « socialo-bourgeois », « des traîtres à la classe ouvrière » des « rapiéciers de la société capitaliste ». L'orage prit une ampleur ; il gagna de plus en plus les milieux syndicaux. Les mécontents de l'aile gauche de la C. G. T. s'affirmèrent dans les « Comités Syndicalistes Révolutionnaires ». Moscou y avait déjà mis son doigt. Les cégétistes, traditionnalistes ripostèrent. La propagande bolcheviste prit d'amples proportions. Le noyautage s'amplifia. Le Comité Confédéral s'assembla le 9 février 1921 et apporta la résolution suivante : « Les organisations qui donneraient leur adhésion à l'Internationale Syndicale, section de l'Internationale Communiste, se placeraient par là même en dehors de la C. G. T. et perdraient tous leurs droits à participer aux congrès confédéraux et aux comités nationaux. » Les communistes ne se laissèrent pas intimider ; la méthode de noyautage s'accrut. La bombe explosa au congrès extraordinaire de Lille. Une majorité de 1572 voix contre 1325 et 56 abstentionnistes repoussa l'affiliation, l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge. Les querelles intempestives ne se calmèrent pas ; les injures de toute sorte se poursuivirent. Les luttes intersyndicales et inter-ouvrières prirent du développement. Les liens entre les antagonistes séparés par des philosophies contraires se relâchèrent. Le congrès de Saint-Etienne de 1922 coagula provisoirement les minoritaires

car, à partir de 1924, la C. G. T. U. a dû survivre elle-même à des scissions (le Syndicat Unique du Bâtiment par exemple). Les calomnies ne cessèrent pas. La C. G. T. fut baptisée définitivement comme « agissant sous le couvert de la bourgeoisie », et la C. G. T. U. « l'arrière-boutique du Parti Communiste ». Si, en France, la scission s'est faite principalement en raison des partisans de la Charte d'Amiens, en Angleterre, à cause du trade-unionisme traditionnel, la raison générale valable pour tous les autres pays fut la volonté de conservation de la « Fédération Syndicale Internationale » et de la doctrine sociale-démocrate.

Le premier succès de la tactique bolcheviste du noyautage fut remporté : la décroissance de l'unité ouvrière fut complète. Quel est ce beau système de noyautage ? Franchon l'explique brièvement comme suit : « ... Un travail acharné, méthodique, persévérant... dans les syndicats réformistes, chrétiens et autonomes »⁵³. En termes plus descriptifs, le noyautage consiste à gangréner les organisations syndicales par l'intérieur et cela par un comité de noyauteurs qui épure les rangs syndicaux par la propagande, par l'exemple personnel, par l'activité verbale ou écrite. C'est un virus qui doit envahir le corps tout entier. Le Comité se substitue en quelque sorte aux organes élus des syndicats et rappelle les conspirations de cour. Le succès qu'ils ont obtenu jadis ne laisse pas les communistes rêveurs ; ils emploient aujourd'hui le même système pour noyauter les syndicats adverses. La morale bolcheviste telle que Lénine l'avait définie, avait trouvé déjà, par cette nouvelle méthode, une application prompte. Voici cette morale communiste définie par Lénine lui-même au cours d'un discours fait aux jeunes communistes en 1922 : « Notre morale — disait le premier dictateur prolétarien — est entièrement subordonnée aux intérêts de lutte de classes du prolétariat...

53. *Les communistes et les syndicaux*, p. 4 de l'introduction

Morale est tout ce qui sert à la destruction de la vieille société. » Cette pensée émise par Lénine devint l'axiome des syndicalo-communistes.

Les syndicalo-communistes ne craignent par les conflits ouvriers-patronaux ; ils les désirent même et les fomentent. Leur plate-forme, leur leit-motiv journalier est la lutte des classes ; ils s'en imprègnent pour agir ensuite d'une façon intrépide dans les grèves partielles ou générales, l'action directe, les meetings, les réunions, les menaces et les combats révolutionnaires. L'esprit du bouleversement est tenu constamment en éveil. La gymnastique révolutionnaire est considérée comme un des meilleurs moyens d'entretenir la perpétuelle jeunesse du mouvement. Sans elle, le mouvement vieillit et comme tel, admet les compromissions et les concessions réformistes. Les dirigeants syndicaux, pour la même raison, doivent être changés bien souvent, sans quoi l'esprit de conservatisme devient envahissant. Les consignes révolutionnaires sont respectueusement exécutées à la lettre. Les mots d'ordre contre le patronat et les gouvernants, renferment en eux-mêmes une grande partie de la méthode syndicalo-communiste. Ils donnent un but attrayant et l'état d'exaltation et d'agitation propres à leurs menées syndicales. Tracasser le patronat à tout propos, le menacer, le rançonner, se rebeller contre chaque gouvernement, tout cela est excellent pour l'unité du but qui est la révolution devant laquelle toutes les considérations, fussent-elles, mêmes immédiatement réalisables, sont rejetées comme nuisibles aux longs combats révolutionnaires. Aucune collaboration ni avec le patronat ni avec les gouvernants. Collaborer avec le patronat constitue un véritable reniement à l'esprit de leur doctrine. Cela signifie pour eux un auto-empoisonnement, un véritable suicide. Quant aux rapports avec les gouvernants il en va de même.

Le rapport ouvrier-patron n'est pour eux qu'un rapport de forces. Le contrat n'est qu'un « dictat ». Ils ne

veulent aucune union avec l'ennemi. En langage diplomatique, on dirait que les syndicalo-communistes entretiennent des rapports corrects avec le patron ce qui veut dire qu'ils n'attendent que la première occasion favorable pour lui porter le coup mortel.

Jour et nuit, toujours et partout, rester défenseur des frontières de classes, combattre pour l'érection du gouvernement de classe, lutter, batailler, ruiner aussi vite, aussi rapidement que possible, son adversaire héréditaire pour que celui-ci n'ait pas le temps de se remettre, de se ressaisir, sans pitié ni sentiment humanitaire frapper à gauche et à droite pour renverser la société de pied en cap, telle est la consigne.

Les réformo-révolutionnaires admettent à la rigueur une évolution plutôt que la révolution violente, tandis que les communistes syndicaux sont de l'avis de Staline : « Penser qu'une telle révolution peut s'effectuer pacifiquement, dans le cadre de la démocratie bourgeoise adapté à l'hégémonie bourgeoise, c'est avoir perdu le sens commun ou renié ouvertement la révolution prolétarienne » ⁵⁴ d'où la répugnance de la grève pacifique, de la grève des bras croisés. Tout au contraire, il faut agir pour faire trembler les ennemis mortels ; il faut clamer les mots d'ordre ; il faut se réunir sur les chantiers, dans les rues, manifester le drapeau en tête sur les boulevards ; il faut entrer en lutte ouverte sans crainte ni hésitation. L'instinct, la ferveur révolutionnaires, doivent avoir tous les jours, pendant les grèves surtout, comme aliments frais, les espoirs démesurés, les promesses inouïes. Les entraînements, les manœuvres avant la « lutte finale » doivent forger et préparer, pendant les grèves, les soldats de la révolution. Le dada des syndicalo-communistes est la grève sans répit, chaque fois et même quand les chances de réussite sont bien faibles.

54. *Questions de Léninisme*, tome I^{er}, p. 19,

Aux sentiments des syndicalo-communistes correspondra bien cette idée de Bakounine : « Les grèves sont des voies précieuses sous ce double rapport : tout d'abord elles électrisent les masses... réveillent en leur sein le sentiment de l'antagonisme profond qui existe entre leurs intérêts et ceux de la bourgeoisie, en leur montrant toujours davantage l'abîme qui les sépare désormais irrévocablement de cette classe ; et ensuite, elles contribuent immensément à provoquer, à constituer entre les travailleurs de tous les métiers, de toutes les localités et de tous les pays la conscience et le fait même de la solidarité... »⁵⁵.

Le glossateur syndical de Marx-Engels-Lénine, M. Losovski, interprète la grève des revendications partielles comme suit : « La politique syndicale de classe doit avoir pour point de départ la lutte pour la revendication de la journée du travail, pour les hauts salaires, pour la défense du travail des femmes et enfants, pour une large législation ouvrière, etc... »⁵⁶. Les revendications partielles ne doivent pas, bien qu'indispensables, prendre par elles-mêmes le dessus. Le but doit être toujours la révolution et les revendications partielles ne servent qu'à provoquer la lutte générale de classes. En pratique, les améliorations de la vie ouvrière ne sont pas extrêmement bien vues, car, disent les communistes, elles enlèvent la combattivité des ouvriers en leur donnant l'aisance et la lassitude. Cela nivelle les classes au lieu de les abolir. Les syndicalo-communistes ne veulent donc pas le nivellement de classes mais au contraire l'abolition des classes ? A première vue, cela paraît être la même chose mais au fond, il y a une différence marquée. Le nivellement s'effectue par l'évolution lente et l'abolition par une révolution brutale. D'où très fréquemment l'opposition des syndicalo-communistes à toutes les lois sociales ou améliorations.

55. *Œuvres*, tome IV, pp. 438-439.

56. Losovski, *Marx et les syndicats*, p. 105.

Les grèves sont : « ... une école de guerre, un instrument nécessaire et obligatoire dans la lutte de la classe ouvrière » ⁵⁷. On devine que M. Losovski n'a fait en cette formule que la paraphrase de ses maîtres. Engels l'avait dit avant lui, beaucoup plus littérairement : M. Losovski le montre d'ailleurs. Pour Engels, et par conséquent pour tous les syndicalo-communistes : « Les grèves sont pour les ouvriers une école de guerre qui les préparent à la grande lutte. En tant qu'école de guerre, rien ne peut remplacer les grèves. C'est dans les grèves que se développe le courage... » ⁵⁸. Seulement la grève, que ce soit même la grève générale, n'est qu'un des moyens dans la lutte ; ce n'est pas le plus grand ni le seul. Ils prennent garde de placer la grève à son rang. Surestimer une grève est pour les syndicalo-communistes, « un lyrisme de la grève salvatrice », sous-estimer la grève « un manque de compréhension de ces faits de solidarisme et de nécessité des revendications partielles ». Ils tâchent de préserver la nécessité, d'éloigner le superflu. La grève économique oui, mais pas sans but politique en même temps. Nous sommes pour la grève, disent-ils, mais nous ne croyons pas qu'elle peut, toute seule, émanciper les ouvriers : c'est ici la distinction avec les anarcho-syndicalistes.

L'axiome des grèves communistes est formulé, certainement, par Karl Marx qui dit à ce sujet : les ouvriers « ... ne doivent pas oublier qu'ils luttent contre les effets et non contre les causes de ces effets, qu'ils ne peuvent que retenir le mouvement descendant mais non en changer la direction, qu'ils n'appliquent que des palliatifs mais sans guérir le mal. Ils ne devraient donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché...

57. Losovski, ouvrage déjà cité.

58. Engels, *Die Lage der arbeitenden Klassen in England*, cité par Losovski pp. 115-116.

Au lieu du mot d'ordre conservateur : « Un salaire équitable pour une journée de travail équitable », ils devraient inscrire sur leur drapeau le mot d'ordre révolutionnaire : « abolition du salariat »⁵⁹. Les grèves doivent être escortées par la violence et non par le pacifisme. La grève comme telle alors est une grève de lutte et non d'expropriation pacifique ; elle est toute contraire à ce que M. Bourdeau avait écrit : « Pour vaincre la bourgeoisie, il ne s'agit plus de se faire fusiller comme pendant la Commune, il suffira de se croiser pacifiquement les bras. Par ce fait seul, toute la vie civilisée se trouve suspendue ; les boulangers ne cuisent plus de pain, les bouchers ne coupent plus de viande, les cuisinières restent assises devant leurs fourneaux éteints, les immondices encombrant la ville, les cadavres, dénués de cercueils, abandonnés par les croque-morts et privés de sépultures empuantent l'air. La bourgeoisie est obligée de se rendre à discrétion »⁶⁰. Georges Sorel en lisant ces lignes serait indigné et les syndicalo-communistes le seraient tout autant.

Les syndicats communistes occupent, dans la lutte générale la place d'une armée de choc. Les chefs d'escouade, les sections d'entreprise et de la rue, s'exercent avec une discipline sévère et stricte pour entraîner les syndicats à leur suite. Chaque recul ou hésitation est considéré comme une trahison ; les fauteurs sont considérés comme des scélérats, des traites, des renégats. Ce militarisme, car c'en est un, ressort de toutes les actions de préparation et de combat des communistes syndicaux.

La grève générale rencontre très bon accueil auprès des syndicalo-communistes, mais elle n'est pas aussi appréciée que chez les anarcho-communistes, par exemple, ni aussi détaillée que chez les bakounistes.

Le fondateur de l'*Humanité* Jaurès, avait précisé les

59. *Travail salarié et capital*, p. 151, cité par Losovski, pp. 125-126.

60. *Socialistes et Sociologues*, p. 158.

conditions pour une grève générale ; les communistes n'en tiennent pas grand compte. Dans une brochure « l'Action contedérale et la grève des cheminots » (Éditée par la C. G. T.), Jaurès avait posé les conditions suivantes pour qu'une grève générale réussisse : « Il y a, à mon sens, trois conditions, disait-il, indispensables... : 1° il faut que l'objet en vue duquel elle est déclarée passionne réellement, profondément les ouvriers ; 2° il faut qu'une grande partie de l'opinion soit préparée à reconnaître la légitimité de cet objet ; 3° il faut que la grève générale n'apparaisse point comme un déguisement de la violence et qu'elle soit simplement l'exercice du droit légal de grève, mais plus systématique et plus vaste, et ayant un caractère de classe plus marqué ». Les communistes syndicaux n'ont retenu de l'ancien rédacteur en chef de leur journal que les sept derniers mots : « Ayant un caractère de classe plus marqué. » Les buts que les communistes mettent à la grève générale apparaissent pour l'écrasante majorité des ouvriers comme immédiatement irréalisables ; au lieu de voir l'adhésion des ouvriers à une grève générale communiste, on ne voit habituellement qu'une forte action en sens inverse. Les syndicalo-communistes, en plus, ne cherchent pas à justifier leur grève générale ou s'ils le font c'est avec un ton agressif, violent, qui détourne de leurs rangs les éléments évolutionnistes et réformistes. Les voies de fait qui accompagnent en général les grèves communistes, écartent tous les adversaires de batailles ouvertes. L'emploi abusif de la violence, de l'agressivité et de la force, réunit autour des meneurs communistes les éléments les plus révolutionnaires. Toutes leurs grèves générales — et elles sont peu nombreuses — tournent aux manifestations politiques, aux parades d'enthousiasme éphémère à moins qu'elles ne se terminent par un échange de coups, parfois à main armée, ce qui leur donne inévitablement un caractère extrêmement révolutionnaire et par conséquent illégal. A la place des grèves générales systématiquement

préparées et disciplinairement menées, les grèves générales prennent, dès le début, une tournure purement politique, constituent un chaos de chocs de masses mal organisées mais surchauffées. Comme on le voit, les communistes ne suivent pas les conseils donnés par Jaurès.

La grève soit partielle soit générale, soit limitée ou étendue, a pour les communistes syndicaux un sens excessivement révolutionnaire. Jamais une grève n'est jugée inutile ; succès ou échecs n'ont qu'une signification passagère ; ce qui leur importe c'est l'expérience révolutionnaire. Les revendications sont plutôt un prétexte ou un pis-aller qui doivent accroître l'effervescence, le mécontentement, l'animosité, la haine, la combattivité. Dans chaque grève le côté politique retient bien plus les syndicalo-communistes, car, comme Marx l'a dit « une lutte uniquement économique est une lutte contre les conséquences et non contre les causes », en d'autres termes, on ne doit pas lutter seulement pour obtenir l'augmentation des salaires mais pour provoquer le renversement du capitalisme.

Outre la grève, outre la cessation concertée du travail, les syndicalo-communistes emploient la grève des locataires (à Vienne après « l'aplanissement » du conflit existant entre les nationaux-cléricaux et les socialistes, ces derniers suivant le conseil des communistes, ont déclaré la grève des locataires dans les maisons ouvrières en signe de protestation contre l'élévation des loyers), l'action directe dans le sens étroit du mot et le boycottage. Quant au sabotage et au label, ces armes ne sont guère employées. Les piquets de grève sont savamment exploités bien que la liberté du travail, garantie et protégée par la loi, les gêne terriblement. L'action directe est particulièrement caressée par les syndicalo-communistes. Harasser de fatigue l'adversaire, se montrer partout, et en toute occasion favorable, manifester, s'entrechoquer avec les gardiens de l'état de chose établi, les ennemis politiques, les ennemis de classe, ne pas reculer malgré les

grosses pertesessuyées, tel est le mot d'ordre. Les syndicalo-communistes font bien des martyrs, cela leur sert de justification supplémentaire pour des attaques prochaines, et de nouvelles conquêtes.

Pour ce qui est de l'antipatriotisme, le syndicalo-communisme partage un peu l'avis de Greffulhes : « Il faut, dit-on, défendre le sol de la patrie. Mais à condition que les défenseurs soient les propriétaires de ce sol. Or..., le prolétaire... n'en possède aucune parcelle » ⁶¹. Il serait superflu de rappeler de nouveau qu'ils sont antimilitaristes, nous l'avons dit déjà précédemment.

Toutes leurs oppositions et leurs haines ont la même source : abolir l'état bourgeois pour instaurer l'état prolétarien et dictatorial. En un mot, ils sont contre tous et tout ce qui n'est pas de provenance soviétique, ce qui faisait écrire à M. Paraff : « ... Les communistes restaient passionnément attachés aux dogmes de la Révolution Russe qu'ils se faisaient un devoir d'admirer en bloc quels que pussent être ses erreurs ou même ses crimes » ⁶².

A en juger par certains actes et surtout par les discours d'une riche éloquence tenus par les syndicalo-communistes on serait tenté de croire qu'ils sont fin prêts pour accomplir un bouleversement général. Il n'en est pas ainsi. Rien qu'en France, la Confédération Unitaire avait enregistré une diminution de presque la moitié de ses membres. A l'époque du congrès de Saint-Etienne, la C. G. T. U. parlait de 500.000 adhérents et même davantage, en 1931, elle n'en avait que 287.988 ⁶³.

Quelles en sont les causes ? M. Frossard avait signalé au congrès d'Orléans, en 1930, que « le jour où le mouvement syndical... renoncerait à poursuivre la besogne de revendications immédiates, à laquelle il est attaché

61. *L'action syndicale*, p. 41.

62. *Le syndicalisme pendant et après la guerre*, p. 45.

63. 7^e *Annuaire de la Fédération syndicale internationale*, p. 7 et 8.

depuis son origine, il deviendrait un mouvement d'une importance médiocre, il ne disposerait que d'effectifs insuffisants, il aurait beau être un mouvement à caractère révolutionnaire, il serait impuissant à traduire dans les faits sa volonté... »⁶⁴. Ce que M. Frossard disait jadis, les syndicalo-communistes le reconnaissent aujourd'hui. M. Piatniski l'avoue personnellement : « Le principal défaut des syndicats rouges et des oppositions syndicales révolutionnaires (les noyaux) consiste en ce qu'ils n'ont pas encore appris à préparer *concrètement*, à *organiser* et à *diriger la lutte pour les intérêts économiques vitaux des masses ouvrières* »⁶⁵ (souligné par nous). M. Monmousseau, l'ancien secrétaire de la C. G. T. U. se rend à l'évidence et admet que son confrère a raison : « ... La préoccupation principale des masses c'est la défense pratique immédiate des revendications quotidiennes... nous considérons ces préoccupations..., comme absolument légitimes... conformes aux buts du syndicalisme. *Elles sont la base essentielle du mouvement syndical* »⁶⁶ (souligné par nous). Nous y sommes donc, s'écrièrent les syndicalistes, « c'est pour nous une très grande satisfaction de voir Monmousseau affirmer aujourd'hui que les revendications quotidiennes sont la base essentielle du mouvement syndical »⁶⁷.

Le syndicalisme communiste, bercé par la vue des buts futurs, perd contact avec les besoins journaliers des ouvriers, ces besoins qui sont certainement la grande raison d'être des syndicats. La gymnastique révolutionnaire ne donne évidemment pas à manger. Fascinés par « la révolution finale » les syndicats communistes sont poussés à perdre le contact de la réalité journalière. L'ouvrier tiré par son avant-garde pâtit de la grève. Son salaire perdu pendant les jours du chômage ne lui est

64. *Socialisme et syndicalisme*, p. 6.

65. *Les questions vitales du mouvement syndical révol. intern.*, p. 7 et 8.

66. *L'Humanité*, p. 5, c. 2-3-4 du 6 septembre 1934.

67. *Le Peuple*, p. 1, c. 1 du 7 septembre 1934.

pas remboursé. Une autre grève est alors déclarée pour une cause presque insignifiante ; l'ouvrier suit à nouveau le mouvement, son salaire s'abaisse. Réflexion faite le salarié renonce dorénavant à suivre les grèves sans être vraiment convaincu de leur réussite ou bien, ce qui peut arriver aussi, c'est qu'il devienne un révolutionnaire complet mais d'une existence instable et sans sécurité. Les données statistiques, comme nous l'avons montré pour la France, prouvent que l'apprenti révolutionnaire devient un ouvrier opportuniste, et lorsque le syndicat communiste continue à rester purement révolutionnaire avec des buts lointains il perd son effectif.

De l'aveu même de Giovanni Germanetto : « La vérité est apparue bien nettement. Nous avons écrit de bonnes résolutions mais on a peu fait pour les réaliser. Il est plus facile de lever la main pour approuver une résolution que de travailler activement dans les syndicats, dans les usines, journellement, constamment pour les appliquer » ⁶⁸. Pourquoi en est-il ainsi ? Le syndicalo-communiste M. Franchon nous donne d'amples réponses. « Les communistes non au courant des décisions et de la politique du Parti hésitent à prendre toutes les initiatives nécessaires, ils sont trop enclins à attendre « l'ordre », la directive des organismes dirigeants du Parti où il faut de l'esprit de décision et où lui-même doit être un animateur, un dirigeant » ⁶⁹. Certainement mais M. Franchon s'attaque quelque peu à la base même du syndicalisme communiste. Les dirigeants, soi-disant, des syndicats appréhendent les blâmes, les réprimandes, la trahison et préfèrent attendre la directive du Parti que d'entreprendre une action personnelle. Habités à servir le Parti les dirigeants syndicaux n'arrivent pas à devenir les maîtres. On a toujours dit et on le dira encore, c'est

68. *Syndicat rouge et Secours rouge international*, préface p. 4.

69. *Les communistes et les syndicats*, p. 10 de préface.

que le syndicalisme dépendant se transforme en un foyer d'annotations bureaucratique, de transcriptions de circulaires et de copies de commandements du parti politique : là où il faut de l'initiative personnelle, la dépendance est un frein constant. Les directives reçues deviennent des ordres, et alors la routine enlève forcément les syndicats. En répétant les mêmes choses les syndicats finissent par s'en lasser et s'en fatiguer, le dirigeant syndical cède le pas au fonctionnaire du parti nommé au syndicat. Le Présidium du parti communiste lui-même a compris les méfaits du fonctionnarisme et il condamne ce dernier. « Les communistes militants, dit le Présidium, dans les syndicats réalisent bien souvent le rôle dirigeant du Parti par des méthodes de commandement et non par un travail opiniâtre de persuasion et d'exemple personnel à l'intérieur du syndicat »⁷⁰. Mais parfaitement. Ce n'est d'ailleurs rien de neuf. Lorsque toutes sortes de groupements sont mis au devant des syndicats, tels les cellules d'entreprises, de rue, les fractions, le comité du parti, etc..., l'intérêt syndical faiblit, le syndicat s'anémie, s'alourdit pour les tâches proprement économiques et se meut dans la politique, forcément, si variable du Parti. Au lieu de réunir les ouvriers sur la base économique, les syndicats communistes arrivent à les réunir (y compris un certain nombre des partisans, des sympathisants), sur la base politique et lorsque la politique change, le syndicat en subit nécessairement toutes les fluctuations. Tantôt il est l'adversaire d'une institution (S. D. N., B. I. T., C. E. N., etc.) bien qu'elle soit utile et indispensable aux syndicats et aux syndiqués, tantôt il est l'adversaire des mouvements d'amélioration immédiate des ouvriers. Puis lorsque les visées politique changent d'adversaire, il devient par demi-tour ou une volte-face complète le partisan convaincu de ce qu'il a rejeté hier.

M. Franchon continue sa confession sur les maux dont

70. *Les communistes et les syndicats*, p. 21.

les syndicats communistes souffrent. «... On n'a pas su *conserver à l'organisation syndicale sa personnalité propre* (souligné par nous) et la démocratie syndicale n'a pas toujours été suffisamment respectée ⁷¹. Parfaitement, le groupement ouvrier est le syndicat ou le sous-comité du parti politique, dans la pratique les deux vont difficilement ensemble. Les syndicalo-communistes réduisent leur travail doctrinal aux déclinaisons et conjugaisons des directives arrêtées par le Parti. Le syndicat s'est créé pourtant une personnalité propre, quoiqu'on dise qu'il n'est que l'intermédiaire entre le Parti et la masse. Il ne peut tout de même pas réduire son activité à l'éducation pouponnière des ouvriers. C'est bien un des devoirs de tous les syndicats mais ce n'est pas le seul. Le syndicat ne peut pas être considéré comme un pantin ou un jouet dans la stratégie politique car « ce n'est plus un groupe d'ouvriers dans une usine, écrivait Jaurès, qui traite avec le patron, c'est un syndicat ouvrier qui traite avec une organisation patronale, c'est une fédération ouvrière qui négocie avec une fédération patronale, et ce sera bientôt pour des revendications d'intérêt général la Confédération Générale du Travail qui stipulera avec une organisation centrale du patronat » ⁷² voir même avec l'État. Il serait superflu de parler d'une démocratie dans les syndicats communistes où on ne doit pas chercher une autre solution que celle dictée par le Parti.

Il serait adéquat de signaler que M. Franchon lui-même reconnaît : « Nous surchargeons de tâches multiples qu'ils ne peuvent accomplir toutes convenablement les mêmes camarades » ⁷³. Evidemment car on ne choisit pour les dirigeants que les fidèles et alors ils sont surmenés, accaparés par le Parti ; n'arrivant pas à s'en dégager les syndicats reculent, rétrogradent forcément. La

71. *Les communistes et les syndicats*, introduction p. 13.

72. J. Jaurès, *L'Armée nouvelle*, p. 532.

73. *Les syndicats et les communistes*

vie syndicale intérieure dans les syndicats communistes est amortie par la suite d'exclusivismes du parti. Une bureaucratisation d'une échelle à l'autre, d'une instance à l'autre est bien fastidieuse pour un syndicalisme qui doit être libre de ses mouvements et de ses aspirations. Le syndicat est dénigré par le fait même qu'il est tenu de suivre des directives, et il perd sa vie propre devenant un double de l'organisation du Parti, répétant automatiquement ses décisions. C'est bien compréhensible, le syndicalisme devient une administration où l'on rédige les décisions des supérieurs et d'où l'on adresse les circulaires aux organes subalternes. C'est justement le contraire d'un vrai syndicalisme où on n'attend pas les circulaires pour faire du syndicalisme, où l'on a une ligne générale de doctrine et où la besogne se fait spontanément. Mais les syndicalo-communistes « rejettent la thèse réformiste sur l'indépendance des syndicats »⁷⁴ acceptant la dépendance comme un dogme inaltérable bien que M. Frossard de retour de l'U. R. S. S. eut signalé que l'indépendance syndicale est une particularité spéciale du mouvement syndical russe. « Lorsque nos camarades russes nous proposent, disait notamment M. Frossard au Congrès d'Orléans de la C. G. T. 1920, une subordination au mouvement politique, ils tiennent trop compte de leur histoire et pas assez de l'histoire des autres mouvements ouvriers... il est naturel que le mouvement syndical russe ait une conception différente de la nôtre de sa position vis-à-vis du parti socialiste »⁷⁵. Staline ne cache pas la vérité des propos de Frossard : « Chez nous, écrivit Staline, les syndicats ont fait leur apparition, après le parti et autour du parti... chez nous avant l'existence des syndicats le parti et ses organisations dirigeaient déjà non seulement la lutte politique, mais la lutte économique... y compris les grèves. C'est ce

74. *Que veulent les communistes*, p. 38.

75. Frossard, *Socialisme et syndicalisme*, p. 15

qui dans une large mesure permet de comprendre l'autorité exceptionnelle dont jouissait notre parti... En Europe occidentale les syndicats se sont développés dans une ambiance très différente. D'abord ils ont surgi et grandi bien avant l'apparition des partis ouvriers. Ensuite ce ne sont pas les syndicats qui se sont développés autour des partis, mais au contraire les partis ouvriers qui sont issus des syndicats. Enfin... dans le domaine de la lutte économique qui touche le plus la classe ouvrière, la place était déjà prise par les syndicats, les partis se virent contraints de se consacrer surtout à la lutte parlementaire... » ⁷⁶. Ce que Staline vient de dire est parfaitement vrai mais il se serait fâcheusement trompé s'il n'y voyait que le droit d'ancienneté des syndicats sur les partis. Ce serait une erreur impardonnable, une confusion ou un parti-pris, que de réduire tout à l'apparition antérieure des syndicats au parti politique. C'est une des causes de l'indépendance syndicale, c'est entendu, mais ce n'est pas la seule. Le syndicalisme français celui de la Charte d'Amiens par exemple, bien que beaucoup tombé aujourd'hui, est celui qui personnifie tout de même le mieux le vrai syndicalisme. Ce n'est d'ailleurs pas pour la première fois que les politiciens et les partis politiques ont tenté de le détourner pour l'attacher à leurs groupements. Les guesdistes, les allemanistes, les broucistes, que sais-je encore ? ont tenté l'expérience communiste mais ils n'ont essuyé que des échecs. L'ancienneté y comptait pour quelque chose mais la doctrine syndicaliste qui s'est dégagée des doctrines anarchistes et socialistes avait une part, non moins appréciable. Les duperies des partis politiques dont les syndicats ont été l'objet, sont restées vivaces dans l'esprit des syndicalistes, les expériences propres des syndicats ont prouvé tant de fois la force des syndicats indépendants, l'horreur de la dictature, l'Etat fédératif, économique et socialiste, l'Etat syndical sont sortis de la longue vie des syndicats

76. Staline, *Les questions du Léninisme*, t. I, p. 199.

autonomes. Et c'est cela que les communistes ne veulent ou ne savent pas voir. Cependant le syndicat prend de jour en jour plus en plus conscience de ses forces et au lieu d'aller en queue il va en tête. Il est donc extrêmement difficile de vouloir le rabaisser maintenant au niveau que les syndicalo-communistes proposent et de lui décerner les fonctions accessoires et subalternes d'un groupement qui n'est plus ce qu'il était il y a plusieurs décades. Les syndicalo-communistes restent stationnaires sur les positions que le syndicalisme russe déterminé par Lénine avait formulées, mais les syndicalistes occidentaux s'étant faits d'une autre façon ils ne peuvent pas maintenant revenir en arrière pour satisfaire aux dogmes communistes. Si les syndicats ont besoin de partis politiques pour s'exprimer sur quelques sujets, les partis politiques ont également besoin des syndicats s'ils pensent réussir. Il sera donc tout à fait naturel que ces deux parties des mouvements ouvriers soient à égalité l'une en face de l'autre. Les syndicalo-communistes ne veulent même pas de cette égalité de traitement. Ils recourent outre Lénine et les syndicats russes issus d'une autre conception que les syndicats « occidentaux », comme dit Staline, à l'autorité de Marx jugé infaillible bien que depuis Marx les syndicats se soient avérés comme des agents bien plus rigoureux et bien plus vigilants que les partis politiques en vue du transformisme social. Les syndicalo-communistes veulent bien utiliser la force des syndicats, mais ils ne veulent pas que les syndicats aient quelque chose pour eux. En définitif la conception syndicale des communistes syndicaux, malgré leurs menées tel que le front unique des syndicats, est « ... absolument incompatible avec la théorie et la pratique du léninisme »⁷⁷, autrement dit les syndicalo-communistes feront tout pour pouvoir dominer les syndicats ouvriers. Or si le communisme syndical reste communiste, il ne

77. Staline, *Les questions du Léninisme*, t. I, p. 143.

sera jamais syndicaliste, et si par contre il renonce au communisme syndical il pourra, devenir syndicaliste, mais être l'un et l'autre en même temps est vouloir l'impossible et l'incompatible. Cette alternative pourra aboutir soit à la destruction et à la désagrégation du syndicalisme proprement dit, et ce sera, la victoire complète du communisme, soit à la victoire du syndicalisme, et ce sera la secousse grave pour le marxisme léninisme.

L'historique de l'Internationale Syndicale Rouge est bref.

Les congrès, préludes de l'Internationale Communiste, furent ceux de Zimmerwalde et de Kienthal, desquels comme on sait, partirent les mots d'ordre : « Transformer la guerre impérialiste en guerre civile »⁷⁸, « la faillite des internationales nationales-chauvines, nationales-traîtres, nationales-bourgeoises ». Lénine et la gauche de Zimmerwalde ayant triomphé avec la Révolution d'Octobre une nouvelle internationale devait en sortir pour remplacer l'Internationale Ouvrière Socialiste : ce fut l'Internationale Communiste de 1919. Le même sort attendait l'Internationale d'Amsterdam. Plusieurs essais furent tentés au cours des années 1917 à 1920 en vue de la création d'une nouvelle internationale syndicale⁷⁹. Enfin au mois d'août 1920 « j'étais arrivé à Moscou, parle M. Frossard, depuis 2 jours lorsqu'à une réunion du Comité Exécutif du Congrès panrusse des Soviets, notre camarade Tomski, président de la C. G. T. russe est venu annoncer que l'accord s'était établi entre la C. G. T. russe, la Confédération italienne, la Fédération anglaise des transports, pour la constitution d'une Internationale nouvelle »⁸⁰. De cet accord sortit tout d'abord le Conseil International des Syndicats Ouvriers qui dès l'année suivante, au cours du premier Congrès des syndicats révo-

78. Lénine-Zinoviev, *Contre le courant*, t. I et II.

79. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, p. 212-230.

80. *Socialisme et syndicalisme*, p. 16.

lutionnaires, qui réunit 42 pays, avait pris le nom d'Internationale Syndicale Rouge. Ainsi la centrale, l'Internationale politique, avait fondé sa succursale l'Internationale Syndicale Rouge.

Que dire de la doctrine de l'Internationale Syndicale Rouge sinon présenter ses statuts qui traduisent parfaitement bien sa conception doctrinale. « L'Internationale Syndicale Rouge a pour buts : l'organisation des masses ouvrières du monde entier pour le renversement du capitalisme, la libération des travailleurs et l'instauration du pouvoir prolétarien ; de mêler l'agitation par une large propagande pour diffuser les idées de lutte révolutionnaire de classe, de révolution sociale, de dictature du prolétariat, et de diriger l'action des masses pour le renversement du système capitaliste et des gouvernements bourgeois ; de lutter contre le fléau réformiste qui ronge le mouvement syndical mondial ; de dénoncer le mensonge de la conciliation avec la bourgeoisie, les idées de collaboration des classes et de paix sociale, et l'espoir absurde du passage paisible du capitalisme au socialisme ;... la conduite d'une lutte décisive contre le Bureau International du Travail, filiale de la Société des Nations, et contre la Fédération Internationale des Syndicats d'Amsterdam qui est par son programme et sa tactique le meilleur soutien de la bourgeoisie ; de coordonner et d'unifier la lutte de la classe ouvrière dans tous les pays et de déclencher des actions révolutionnaires chaque fois que le besoin s'en fera sentir ; de prendre l'initiative de campagnes internationales au sujet des faits les plus importants de la lutte de classe, d'ouvrir des listes de souscription pour aider les grévistes dans les grands conflits sociaux, etc. »⁸¹. Pour compléter ces buts formulés par les statuts de l'I. S. R. il faut y ajouter l'article 7, remarque 1, des statuts de l'Internationale

81. « Résolutions et Statuts » adoptés au I^{er} Congrès International des syndicats révolutionnaires.

Communiste que voici : « Les fractions communistes de l'Internationale Communiste des organisations internationales (Internationale Syndicale Rouge, Secours Rouge International, Secours Ouvrier International, etc.) sont subordonnées au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste »⁸². Nous voici en présence de la doctrine complète de l'Internationale Syndicale Rouge. Elle renferme comme on le voit «... toute l'idéologie du syndicalisme russe... »⁸³ en d'autres termes, l'Internationale Syndicale Rouge est « ... l'émanation et l'ombre de l'Internationale politique... l'esclavage du syndicalisme sous le joug d'un maître.. : le Comité dictatorial de Moscou »⁸⁴. Tout commentaire est superflu ; l'Internationale Syndicale Rouge comme tous les organes syndicaux Rouges suivent la doctrine de Marxisme-Léninisme sous la direction du Présidium du Parti politique.

Les organes statutaires réglementaires, exécutifs de l'I. S. R. sont ainsi répartis ; le Congrès internationale de l'I. S. R. l'organe supérieur qui « fixe les principes généraux, le programme, la tactique et les statuts, désigne les organes dirigeants... » ; le Conseil central dirigeant «... toute l'action dans l'intervalle des Congrès.. » ; le Bureau Exécutif, l'organe exécutif qui « ...dirige tout le travail de l'I. S. R. et enfin la Commission de Contrôle, l'organe surveillant les dépenses effectuées en raison du fonctionnement de l'I. S. R. Le Congrès international se compose de tous les délégués des syndicats rouges, des Fédérations internationales révolutionnaires de métier et d'industrie⁸⁵ et des minorités communistes organisées. C'est l'organe réglementaire et statutaire. La composition du Conseil central comprend deux membres en-

82. « Statuts de l'Internationale Communiste ».

83. *Le mouvement syndical dans la Russie des Soviets*, p. 217.

84. Martin Saint-Léon, *Les deux C. G. T. Syndicalisme et Communisme*, p. 115.

85. Les Fédérations de métier et d'industrie de l'I. S. R. correspondent aux Secrétariats professionnels internationaux de la F. S. I.

86. Voir *Résolutions et statuts du I^{er} Congrès de L. I. S. R.*, p. 87.

voyés par les sections nationales de l'I. S. R. et cela de l'Allemagne, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de l'Italie, de la Tchécoslovaquie, de l'Espagne, de la France et de la Pologne. La C. G. T. russe y délègue 4 membres. Chacune des Fédérations internationales de métiers et d'industrie envoie un représentant ; les autres pays ne peuvent envoyer leurs délégués qu'à la condition d'avoir au moins 25.000 adhérents dans leurs syndicats communistes. Chacun des pays réunissant au moins 25.000 membres a donc droit à un délégué, quant à « ceux qui ont moins de 25.000 membres » ils ne disposent que d'un envoyé à la voix consultative. Le bureau exécutif se compose de sept représentants élus par le Conseil Central. Enfin la commission de contrôle ne comprend que 3 membres élus par le même Conseil Central.

Les revenus de l'I. S. R. sont constitués par les « cotisations régulières versées par les organisations adhérentes, et par des versements spéciaux ». Un prélèvement de 50 % de toutes les ressources de l'I. S. R. est consacré au fond international de solidarité. Le but de ce fond est « de prêter un appui aux mouvements révolutionnaires des ouvriers dans les différents pays... ».

Les pays affiliés à l'I. S. R. ne sont pas déterminés d'une façon certaine étant donné qu'il y a beaucoup d'états où les syndicats communistes sont proscrits et par suite clandestins, ou bien que les syndicats communistes ne se sont pas constitués, les syndicats socialistes ayant seulement abouti à la création d'une opposition révolutionnaire. Au Congrès de 1921 il y avait 42 pays affiliés ⁸⁶ et au Congrès de 1931, 47. Ces derniers sont : L'Afrique du Sud, l'Allemagne, l'Australie, la Belgique, le Brésil, le Cameroun, le Canada, le Chili, la Chine, la Colombie, la Corée, Cuba, l'Egypte, les Etats-Unis, la Finlande, Formose, la France et ses colonies, la Gambie, la Grande-Bretagne, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, les Indes, l'Indochine, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lithuanie, le Luxembourg, le Mexique, la

Mongolie, la Palestine, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la Pologne, la Roumanie, la Scandinavie, la Suisse, la Tchéco-Slovaquie, l'U. R. S. S.⁸⁷.

Selon les données statistiques les pays ayant des syndicats communistes à effectif connu, sont :

Bulgarie.....	6.840	Guatémala.....	2.000
France.....	287.988	Australie.....	130.000
Lettonie.....	3.000	Chine.....	61.200
Russie.....	16.504.000	Inde britannique....	32.000
Tchécoslovaquie....	130.498	Japon.....	10.000
Brésil.....	8.600	Mongolie.....	6.000
Canada.....	27.726	Afrique du Sud.....	3.000
Etats-Unis.....	50.000		
		Au total au 31-12-31	17.263.452
			(88)

Dans l'activité de l'I. S. R. « la lutte contre la F. S. I. devint rapidement un des points essentiels de la propagande »⁸⁹. Le reste fut consacré à l'agitation révolutionnaire contre le capitalisme, le B. I. T. et au rassemblement des forces, soit dans les oppositions syndicales, soit dans les nouvelles organisations professionnelles. La principale cible des attaques resta néanmoins l'Internationale d'Amsterdam « anti-ouvrière », et « servante de la bourgeoisie ». On voulait sa mort ou sa disparition à tout prix. Le premier congrès des syndicats rouges n'hésita pas à approuver cette action destructive. « Le C. I. S. O. a donné une appréciation, lit-on dans une résolution du Congrès, exacte du rôle joué par l'Internationale d'Amsterdam, étroitement liée au B. I. T., annexe de la Société des Nations et a eu parfaitement raison de déclarer une guerre implacable »⁹⁰.

De toutes parts les formules telles que « l'émancipa-

87. *Syndicats rouges et Secours rouge international*.

88. *Septième Annuaire de la F. S. I.*

89. Cazalis, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*, p. 195.

90. *Résolutions et statuts adoptés au premier Congrès international des syndicats révolutionnaires*, p. 16.

tion des travailleurs, n'est pas un problème national mais un problème international » ; « Les prolétaires n'ont rien à perdre hors leurs chaînes. Ils ont un monde à gagner. Prolétaires de tous les pays unissez-vous », fomentèrent les insurrections, les soulèvements et les rébellions. L'effervescence révolutionnaire fut à son paroxysme ; sur plusieurs points du globe les luttes se déclenchèrent. Au mois de janvier 1918, ce fut à partir de l'avènement de la Révolution russe la rébellion des ouvriers finlandais, « l'émeute du riz » au Japon, en 1919, la révolution hongroise, l'insurrection en Corée, la République des Soviets en Bavière ; en 1920 la grève générale en France ; en 1921 l'insurrection des éléments extrémistes en Allemagne ; en 1923 les soulèvements en Esthonie, en Bulgarie, en Allemagne ; en 1925 les rébellions au Maroc et en Syrie, en 1926 la grève générale en Angleterre, etc.⁹¹. Ce sont les années de puissantes menées révolutionnaires de l'agitation irascible et impétueuse, de la propagande influente et fougueuse des syndicalo-communistes, des communistes tout court. Mais tous leurs pronostics échouèrent et la Fédération Syndicale Internationale ne disparut pas. Lorsqu'il s'avéra que les attaques contre la F. S. I. ne réussiraient pas, on changea de tactique. Staline se rendit compte qu'avec les attaques on n'avait rien obtenu et il écrivit : « Vous attaquez ma citadelle... vous voulez détruire l'œuvre à laquelle je me suis consacré pendant des dizaines d'années... Il se peut que vous ayez raison dans vos spéculations théoriques sur le communisme, ce n'est pas à moi simple ouvrier, d'en juger, mais ce que je sais, c'est que j'ai ma forteresse dans mon syndicat, que ce syndicat m'avait conduit à la lutte, qu'il m'a défendu tant bien que mal contre les agressions capitalistes et que celui qui cherche à détruire cette forteresse nuit à mes

91. Voir Introduction du *Programme de l'Internationale Communiste*, pp. 17-18.

intérêts... »⁹². On recourut alors à une nouvelle formule du front unique des syndicats. Les syndicalo-communistes essayent maintenant d'attirer à eux les forces révolutionnaires sous l'apparence de l'union des syndicats. Les syndicats socialistes, car ce sont eux qui sont surtout visés par cette nouvelle action communiste, résistent, dans certains pays, tels par exemple la Tchécoslovaquie, la Suisse ou bien d'autres confédérations telle la C. G. T. française sont entrées en pourparlers sans grande confiance, dans la possibilité de réussite. Il est prématuré de se prononcer sur l'issue de cette tentative, la plus récente ; les événements ultérieurs nous en donneront les résultats.

Dans l'ensemble de la politique soviétique un grand fait s'est produit qui a eu une répercussion sur les sections communistes à l'étranger. Il s'agit du changement que Staline a apporté en venant au pouvoir. La révolution mondiale, permanente « trotskyste » fut abandonnée et, à sa place, Staline posa la justification doctrinale de l'édification socialiste dans un seul pays⁹³. Les « sections étrangères, disait M. Fervaque, pourraient apparaître (et elles apparaissent d'ailleurs comme telles) comme d'énormes ambassades au service d'un gouvernement dont la politique extérieure est déterminée beaucoup plus par les intérêts nationaux que par ceux du socialisme »⁹⁴. Trotsky écrivit dans le même sens : « L'Internationale Communiste tout comme les fameuses « Sociétés des amis de l'U. R. S. S. » n'a d'autre but que de protéger les constructions du socialisme contre l'intervention ; en d'autres termes elle est réduite au rôle de garde-frontière »⁹⁵. La réalité a prouvé la justesse de ces affirmations. L'U. R. S. S. est entrée dans la

92. *Les Questions du Léninisme*, t. I, p. 200.

93. *Les questions du Léninisme*, t. I, p. 51.

94. *Le Temps* du 21 août 1933, p. 4, c. 3. L'enquête « Qu'est-ce qu'il reste vivant dans le marxisme ».

95. Trotsky, *La révolution permanente*, p. 16

Société des Nations (lire le discours de M. Litvinoff, surtout les deux conditions de collaboration) et elle est à la veille, on le croit tout au moins, de se faire représenter au Bureau International du Travail. L'Internationale Syndicale Rouge subira alors, suivant ses termes *a contrario* de la résolution apportée au premier congrès des syndicats rouges contre B. I. T., une guerre auto-déclarée. Si cela arrive Trotsky ne se sera pas trompé en disant qu'à «... un internationalisme abstrait... » s'adjoint «...un socialisme national.. »⁹⁶. Etant donné que l'I. S. R. a toujours été dans les sillons tracés par le parti politique il n'y a aucune chance pour qu'elle les abandonne à l'avenir ; c'est dire qu'elle suivra toutes les fluctuations que lui inspirera le parti communiste. Furieusement révolutionnaire, opportuniste révolutionnaire ou possibiliste, voir même collaborationniste, tout cela dépendra comme auparavant du parti communiste qui est le seul arbitre du « vrai » marxisme-léninisme.

Faisons le point sur les doctrines syndicales.

Les doctrines de la chaire présentent un contingent scientifique, fort important d'ailleurs, dans la littérature déjà assez abondante des syndicats et des syndicalismes. Suscitées par l'intérêt croissant, grandissant, captivant même des organisations des domaines économiques, elles restent pourtant un privilège des milieux dirigeants des ouvriers et des intellectuels, attirés, éveillés, séduits par ce fait que « tout le pouvoir n'est plus dans le gouvernement, toute la direction n'est plus dans le patron et toute la liberté n'est plus dans le citoyen » , (principalement pour les pays démocratiques). Les doctrinaires se sont mis à la recherche de l'évasion de l'autorité gouvernementale, de la direction patronale et de la liberté

96. Trotsky, *La révolution permanente*, p. 11 d'avant-propos.

97. Maxime Leroy, *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, p. 12.

du citoyen, et ils proposent chacun pour son compte une solution propre.

Les doctrines exerçant la domination sur les syndicats, les doctrines imprégnant les syndiqués, leurs pensées et leurs actes, forment deux blocs vigoureusement opposés. L'un qui tire vers la collaboration de classes, tel le syndicalisme jaune, le syndicalisme social chrétien, faisant partie de la doctrine générale des chrétiens sociaux (voir chapitres relatifs à l'Espagne, l'Autriche juridiques) et le fascisme en tant qu'on peut parler d'un syndicat (voir les chapitres relatifs à l'Italie, l'Allemagne, le Portugal, la Bulgarie, etc. juridiques). En face d'eux un groupe adverse prépare la révolution qui aspire à un bouleversement, et qui pousse les catégories sociales à la lutte de classe ; tels le syndicalisme social-démocrate avec des nuances plus ou moins prononcées de réformisme et de révolutionnarisme des sociaux-démocrates, le syndicalisme communiste impénitent, récalcitrant, intransigeant (voir l'U. R. S. S. juridique), et le syndicalisme anarchique des anarchisants et des anarchistes irréductibles et rebelles, les plus avancés parmi les révolutionnaires. Arriveront-ils à s'amalgamer, se demande M. Paraf ? La lutte jusqu'à la victoire définitive répondent les fascistes, les syndicalistes révolutionnaires, sociaux-démocrates, communistes et anarchistes. La bataille se mènera donc entre le fascisme, qui assimile le mieux les tendances générales des collaborationnistes, et les révolutionnaires réunis dans la tranchée de la lutte de classe. L'issue du conflit est d'autant plus indécise que les différents syndicalismes se disputent entre eux, en raison même des principes distincts qui les séparent. De ces luttes multiples sortira l'avenir syndical.

Quant à nous, nous n'avons ni à approuver les uns, ni à désapprouver les autres ayant faite nôtre la formule de M. Gonnard : « *Je ne propose, je n'impose, j'expose* »⁹⁸

98. *Histoire des doctrines économiques*, p. 685 (en italiques dans le texte).

CONCLUSION

« ... En ce qui concerne les faits, ce qui transforme actuellement la société ce sont les associations professionnelles.. » (Colson, *Cours d'Economie Politique*).

L'empirisme dynamique de ces forces réfléchies, agissantes, bouleversantes ou révolutionnaires, que sont les syndicats et les syndicalismes, exclut inévitablement tout le statique, tout le stationnement des événements et des faits. Ceux-ci «... se déroulent souvent avec une telle rapidité, que lorsqu'après les avoir analysés, nous croyons les saisir, ils se sont déjà transformés »¹. C'est pourquoi «... le terme même de conclusion, pouvons-nous dire avec James Guillaume, nous paraît exprimer une idée fausse. Rien ne se conclue, ne s'achève, tout continue, recommence... »² ou tombe en débris, germes des transformations futures. Les syndicalismes et les syndicats, puisqu'il y a plusieurs types juridiques de syndicats et plusieurs types doctrinaux de syndicalismes, se placent à la phase montante du processus historique général. Débutant avec la Révolution économique, les syndicats se modelèrent sur son image ; les syndicalismes ne firent qu'accélérer leur marche. Parallèlement au changement économique, le transformisme syndical prend de la vigueur : les syndicats s'emploient à ce que les principes énoncés par leurs syndicalismes respectifs soient juridiquement consacrés. Contrariés ou favorisés,

1. E. Cazalis, *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*, p. 1.

2. *L'Internationale. Documents et souvenirs*, t. IV, p. V.

les syndicats travaillent légalement ou illégalement à « ...monopoliser tout service relatif à l'amélioration du sort de la classe ouvrière... à créer une ville dans la ville, un Etat dans l'Etat, à remplacer par les institutions prolétariennes les institutions municipales et nationales »³. M. G. Renard en voit déjà la réalisation partielle. « Le syndicalisme, écrivait-il, n'annonce pas seulement une profonde transformation sociale. Ce n'est pas même assez de dire qu'il la prépare. S'il est vrai que les mœurs précèdent les lois et les institutions qui les cristalliseront, il l'a déjà plus qu'à demi réalisée »⁴. A proprement parler « l'Etat... était il y a peu de temps encore,... une formidable locomotive (les pays de la Démocratie au premier rang) qui se serait avancée dans du sable. Chaque individu contribuait à la porter mais en était écrasé. Le syndicalisme paraît vouloir lui préparer (et il l'a déjà fait) un terrain plus résistant, comme on fait pour les voies ferrées »⁵. Etant donné que «... l'histoire même, disait Elysée Reclus, n'est que la série des accomplissements succédant à celle des préparations »⁶ les syndicalismes et les syndicats sont donc dans le juste sillon et dans la bonne voie.

Quelle sera l'armature sociale, juridique, économique, étatique... qui en découlera ? Comment le syndicalisme triomphant organisera-t-il la société future ? Le Doyen Duguît nous dit ceci : « Tout ce que l'on peut dire, c'est que le mouvement syndicaliste est un fait social d'une importance primordiale, qu'il semble que c'est la préparation d'une organisation des classes sociales, un effort tendant à donner aux diverses classes sociales une structure juridique définie... à faire naître... une série

3. Chailley, *Le syndicalisme révolutionnaire et le syndicalisme réformiste*, p. 37.

4. Préface *Le Syndicalisme pendant et après la guerre*, p. VIII.

5. Gaston Gros, *X^e Congrès radical-socialiste. Le contrat collectif et le syndicalisme*, p. 43.

6. *L'Evolution, la Révolution, l'Idéal anarchique*, p. 14.

CONCLUSION

de pouvoirs et de devoirs réciproques » ⁷. Quant à l'Etat syndical, «... la force du nombre... » cèdera la place à «... la force des groupes sociaux » ⁸. Kamffmeyer est allé plus loin. Il disait, notamment : « Ce sont les ouvriers qui, par des syndicats, des associations professionnelles solidement organisées dirigeront et administreront la production. Aussi voyons-nous dans les syndicats les organes économiques les plus importants de la société future. C'est d'eux que se composera la société de l'avenir » ⁹.

Qui aura raison, Duguit ou Kamffmeyer ?

Pour y répondre, il faudrait comprendre E. Fournière quand il déclare, en substance, qu'il faut élever notre vouloir au niveau de notre savoir ¹⁰.

7. *Traité de droit constitutionnel*, 2^e édition, p. 510.

8. *Id.*, p. 500.

9. Milhaud, *La démocratie socialiste allemande*. Citation, p. 399.

10. *De Babœuf à Proudhon*, p. XXI.

Vu,
le Doyen,
E. ALLIX

Vu, bon à imprimer :
Le Président de Thèse,
PIROU

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE¹

- Acht** (A.). — *Der moderne französische syndicalismus*, Iéna, 1911.
- Acker** (J.). — *L'organisation et l'action syndicale et ouvrière en Alsace*, Paris, 1932.
- Adler** (F.). — *L'enquête du Trade-Union en Russie*, trad. de Bracke, Paris, 1925.
- Aegenent** (Mgr, Evêque de Harlem). — *L'internationale syndicale chrétienne*, 1929.
- Aftalion** (A.). — *Le fondement du socialisme*, Paris, 1923.
- Albert** (Ch.) et **Duchene** (J.). — *Le socialisme révolutionnaire; son terrain, son action et son but*, Paris, 1912.
- Almeras** (H. d'). — *La France dévorée par les poux*, Saint-Amand (Cher), 1933.
- Amanieux** (Ed.). — *L'armature sociale*, préface de G. Renard; La guerre économique de demain; l'évolution corporative; vers le syndicalisme de production, Paris, 1919.
- Antochkine** (D.). — *Courte esquisse du mouvement professionnel en Russie* (en russe), Moscou, 1928.
- Armand** (E.). — *L'initiation individualiste anarchiste*, Paris et Orléans, 1924.
- *Les ouvriers, les syndicats et les anarchistes* (brochure), Orléans, 1928.
- *Le naturalisme individualiste*.
- *Le stirnerisme*.
- *Qu'est-ce qu'un anarchiste?* (brochure), Orléans, 1928.
- *L'illégaliste anarchiste est-il notre camarade?* (brochure).
- Arnon** (A.). — *La participation des travailleurs à la gestion des entreprises*.
- Aschley** (W. I.). — *Histoire et doctrines économiques en Angleterre*, 1900.
- Augé-Laribé** (M.). — *Syndicats et coopératives agricoles*, Saint-Dizier, 1926.
- Aymard** (C.). — *Bolchevisme ou fascisme? Français, il faut choisir*, Paris, 1925.
- Babeuf**. — *La doctrine des Egaux*, Paris, 1906.

1. Ne sont indiqués ici que les ouvrages desquels nous avons tiré le plus de profit,

- Baconnier** (F.). — *A. B. C. du syndicalisme*, Abbeville, 1928.
- Bakounine** (M. A.). — *La Révolution sociale ou la Dictature militaire*, Genève, 1871.
- *Lettre à un Français sur la crise actuelle*, 1870.
- *Dieu et l'Etat*, préface d'Elisée Reclus et Cafiéro, 2^e édition, Paris, 1893.
- *Œuvres*, Paris, 1895.
- *Correspondance de Michel Bakounine, lettres à Herzen et à Ogareff* (1860-1874). Publiées avec préface et annotations, par M. Dragomanov, Paris, 1896.
- Barthou** (L.). — « L'action syndicale » (loi du 21 mars 1884, *Résultats et réformes*, Paris, 1904.)
- Basch** (V.). — *L'individualisme anarchiste. Max Stirner*, Paris, 1928.
- Baudard** (Mlle S.). — *Le mouvement syndicaliste dans le corps des instituteurs*, thèse pour le doctorat, Paris, 1920.
- Bauer** (O.). — *Le socialisme, la religion et l'Eglise*, Bruxelles, 1928.
- Bazire** (H.). — « Enseignement social. Le mouvement syndical et les catholiques sociaux », conférence au Musée Social; extrait de *L'Association catholique*, Paris, 1900.
- Bebel** (A.). — *Christentum und Socialismus*, 1874.
- Bedel** (M.). — *Fascisme au VII*, Paris, 1929.
- Benoit** (Ch.). — *L'organisation du travail*.
- Bergamo** (M.). — *De l'Etat barbare ou l'arbitraire comme conception juridique dans la législation fasciste*, Marseille, 1931.
- Bergeron** (A.). — *Du droit des syndicats d'estimer en justice*, thèse pour doctorat, Paris, 1898.
- Bernard** (R.). — *L'application pratique de la loi du 22 mars 1920 sur les syndicats professionnels*, thèse, Paris, 1928.
- Bernstein** (E.). — *Socialisme et Science*, Paris, 1903.
- *Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique*, traduction d'Alexandre Cohen, Paris, 1900.
- *Der Streik*.
- Berry** (G.). — *Syndicats patronaux et syndicats ouvriers*, Paris, 1909.
- Berth** (E.). — *Les nouveaux aspects du socialisme*, Paris, 1908.
- *Du « Capital » aux « Réflexions sur la violence »*, Paris, 1932.
- Besnard** (P.). — *Les syndicats ouvriers et la Révolution sociale*, Gentilly, 1930.
- Besse** (A.). — « Syndicat des employés de commerce et d'industrie... », conférence du 9 février 1908, salle du théâtre de Saint-Flour.
- Bietry** (P.). — *Henry Japy*.
- *Leur Socialisme*.
- Préface, dans, *Contre l'oligarchie, pour Marie-Georges Picquard et ses amis*.

- *Le socialisme et les jaunes*, Paris.
- *Les jaunes de France et la question ouvrière*.
- Blachas** (F.). — *Syndicats et associations, lois 21 mars 1884 et 1^{er} juillet 1901*, thèse pour doctorat, Paris, 1913.
- Blanc** (L.). — *Organisation du Travail*, Paris, 1841.
- Blondel** (G.). — *La question sociale et le devoir social*.
- Boissard** (A.). — *Le fait et le droit de la grève. La réglementation de la grève*, Bordeaux, 1909.
- *Le syndicat mixte*, 1896.
- Boisfleury** (R. de). — *Syndicats d'officiers*, Paris, 1911.
- Boisgontier** (H.). — *Les syndicats professionnels féminins de l'Abbaye et l'Union centrale des syndicats professionnels féminins*, thèse, Paris, 1927.
- Boissel** (R.). — *La responsabilité civile des syndicats professionnels*, Paris, 1908.
- Bonnafeux** (L.). — *Les œuvres d'amélioration sociale réalisées par les syndicats ouvriers en France*, thèse pour doctorat, Paris, 1924.
- Bonomie** (I.). — *Du Socialisme au Fascisme. La Défaite du socialisme. La crise de l'Etat et le Parlement. Le Fascisme*, traduction par E. Audisio, Paris, 1924.
- Bordes** (H.). — *La responsabilité des syndicats professionnels*, thèse pour doctorat, Tarbes, 1922.
- Borghi** (A.). — *Mussolini en chemise. La vérité sur le « Criminel impuni-Benito le fou »*, préface de Han Ryner, Paris, 1932.
- Bottai** (G.). — *L'organisation corporative de l'Etat*, traduit de l'anglais par F. Hayward, Paris, 1929.
- *L'expérience corporative. Notices de Dario Guidi, professeur à l'Université de Gênes*, Paris, 1932.
- Bouët** (L.). — *Le syndicalisme dans l'enseignement*, Saumur, 1924.
- Bouglé** (C.). — *Socialistes français*, Paris, 1932.
- Bourceret**. — *Les associations professionnelles ouvrières en Allemagne, leur développement depuis 1914*, Paris, 1933.
- Bourdeau** (J.). — *Entre deux servitudes*, Paris, 1910.
- *Socialistes et Sociologues*, Paris, 1905.
- Bourgeois** (N.). — *Proudhon, le fédéralisme et la Paix*, Paris, 1923.
- Brethe de la Gressaye** (J.). — *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat*, Bordeaux, 1930.
- « La liberté syndicale » dans, *Le syndicalisme moderne*; avec MM. E. M. Perreau : « Rôle des syndicats dans la réglementation du travail »; M. Fourgeaud : « Le syndicalisme et la rationalisation économique »; André Hau-riou : « Les syndicats et la fonction publique »; M. Charlier : « Le rôle politique des syndicats », préface de César Bru, Bordeaux, 1932.
- Brizon** (P.). — *Histoire du travail et des travailleurs*, Bruxelles, 1926.

- Broissier** (C.). — *La pensée sociale d'Albert de Mun*, Paris, 1930.
- Bry** (G.). — *Législation ouvrière*, 6^e édit., Paris, 1931.
- Buisson** (E.). — *Le parti socialiste et les syndicats*, Paris, 1907.
- Buozzi** (B.) et **Nitti** (V.). — *Fascisme et syndicalisme*, trad. par S. Priacel, Paris, 1930.
- Bureau international du Travail**. — *Les Informations sociales* (rubrique : Organisation patronale et ouvrière); *La Série législative*, vol. I-X; *Recueil international de jurisprudence du Travail*; *Annuaire international du Travail* (vol. III, « Organisation ouvrière »); *La Liberté syndicale*, vol. I à V, Genève, 1927-1931; *L'organisation de l'Industrie et les conditions du Travail dans la Russie des Soviets*; *L'évolution des conditions du Travail dans la Russie des Soviets*; *Les relations industrielles aux Etats-Unis*, par M. Butler; *Législation et conditions du travail dans l'industrie au Japon*; *Premier congrès international des Syndicats des Travailleurs de la Terre adhérents à la Fédération syndicale internationale*; *Le liberté syndicale en Hongrie*; *Bibliographie de questions ouvrières et sociales dans la Russie des Soviets*; *Revue internationale du Travail*.
- Byington** (St.), **Carpenter** (E.), **Mackay** (J.), **Owen** (W. C.) et **Seymour** (H.). — *Les différents visages de l'anarchisme*, Paris-Orléans, 1927.
- Cabouat** (J.). — *Syndicats et coopératives*, Paris, 1901.
- Cahen** (G.). — *Les syndicats des fonctionnaires*, Paris, 1906.
- Capitan** et **Cuche** (P.). — *Précis de la législation industrielle*, Paris, 1927.
- Carcanagues** (P.-A.). — *Sur le mouvement syndicaliste réformiste*, thèse pour doctorat, Paris, 1912.
- Carlini** (M.). — *Le Syndical défenseur de la Loi et de la Profession*, thèse, Marseille, 1929.
- Carrière**. — « La liberté d'association, le droit syndical, le droit d'association », dans la revue *Polilika*, 1925.
- Catois** (G.). — « Comment barrer la route au fascisme ? », rapport adopté au congrès national de Strasbourg (Fédération nationale des Libres Penseurs), 1927.
- Caussade** (J.). — *Le syndicalisme administratif*, thèse pour doctorat, Toulouse, 1930.
- Cazalis** (E.). — *Les positions sociales du syndicalisme ouvrier en France*, thèse pour doctorat, Paris, 1923.
— *Syndicalisme ouvrier et évolution sociale*, Villeneuve-Saint-Georges, Paris, 1925, préface de J. Caillaux.
- César-Ancey**. — *L'organisation économique. Les syndicats et le syndicalisme. La propagande nationale. Le tourisme, industrie de propagande. L'assurance des crédits. La Chambre technique et professionnelle. Trusts et cartels...*, Domfront (Orne), 1929.

- Chabas** (E.). — *Les syndicats agricoles, leur rôle économique et social*, Aix, 1897.
- Challaye** (F.). — *Syndicalisme révolutionnaire et syndicalisme réformiste*, Paris, 1909.
- Champion** (A.). — *Propôs syndicalistes et révolutionnaires*, Vendôme, 1911.
- Charlier** (R. E.). — *L'anarchisme-communisme, sa lutte contre le marxisme et contre l'État et contre le Droit*, thèse, Rennes, 1930.
— « Le rôle politique des syndicats » (conférence).
- Chlapnikoff** (A.). — *Les syndicats russes*, Paris, 1921.
- Choteau**. — *La politique et le syndicalisme*, Douai-Paris, 1911.
- Citrine** (W.). — *Le mouvement syndical en Grande-Bretagne*.
- Compère-Morel**. — *La C. G. T. et le mouvement syndical*, Paris, 1925.
- Compolonghi** (L.). — *Avec l'Italie? Oui! Avec le Fascisme? Non!*, Paris, 1930.
- Convert** (F.). — *Les syndicats agricoles et leurs attributions*, Paris, 1909.
- Cornelissen** (Chr.). — *Ueber die Theoretischen und wirtschaftlichen Grundlagen des Syndicalismus*, Leipzig, 1926.
- Coulet** (Elie). — *Le mouvement syndical et coopératif dans l'agriculture française, la Fédération agricole*, thèse pour doctorat, Montpellier, 1898.
- Crémieux** (R. A.). — *A. B. C. du syndicalisme*, Alger, 1924.
- Croisier** (P.) (S.-I.). — *L'Eglise et les travailleurs*, Paris, 1927.
— *Etre socialiste ou communiste, qu'est-ce que ça veut dire?*, Paris, 1925 (brochure).
— *Etre socialiste ou communiste, où cela mène-t-il?*, Paris, 1925 (brochure).
- Cruet** (J.). — *Le Syndicat, personne morale. Etude critique de jurisprudence*, thèse pour doctorat, Paris, 1908.
- Dechesne** (L.). — *Economie syndicale*, Liège, 1920.
- Defayère** (G.). — *La révolution syndicaliste convoyée par les catholiques sociaux* (réponse à l'abbé Dechuquois), Paris, 1913.
- Delesalle** (P.). — *L'action syndicale et les anarchistes*, Paris, 1910.
— *Les deux méthodes du syndicalisme*, Paris, 1903.
- Denjean** (F.). — *Une étape dans le syndicalisme*, Toulouse, 1927.
- Deschamps** (A.). — *Deux syndicalismes*, Lyon, 1927.
- Deschanel** (P.). — « Sur l'action du syndicalisme révolutionnaire », discours à la Chambre, 23 octobre 1908, Paris, 1908.
- Des Marez** (G.). — *Pages d'histoire syndicale de compagnonnage des chapeliers bruxellois*, Bruxelles, 1909.
- Dictionnaire des antiquités grecques et romaines**, Paris, 1887;

ouvrage rédigé sous la direction de Ch. Daremberg et Edm. Saglio.

Dombray (S.). — *Le Val-des-Bois, Organisation professionnelle, sociale et économique*, Paris, 1911.

Dominico Russo. — *Mussolini et le Fascisme*, Paris, 1925.

Drevet (C.). — *De la place des syndicats dans la construction soviétique*, Lyon, 17 février 1933.

Dros (E.). — *P.-J. Proudhon, 1809-1865*, Paris, 1909.

Dru (G.). — *Enquête sur le syndicalisme révolutionnaire*, Paris, 1906.

Dubreuil (H.). — *La République industrielle*, préface de Charles Gide, Paris, 1924.

Dufour. — *Le syndicalisme et la prochaine révolution*, Paris, 1913.

Duguít (L.). — *Traité de droit constitutionnel*, Paris, 1928, 3^e édit., t. I à V.

— *Les transformations du droit public*, Paris, 1913.

— *Les doctrines juridiques objectivistes*, Paris, 1927.

Dumoulin (G.). — *Les syndicalistes français et la guerre*, Paris, 1921.

Dupeyroux (H.). — *La Charte du Travail en Italie; syndicats et corporations dans l'Italie fasciste*, Laval, 1928.

Dupin (A.) et **Desvaux** (I.). — *Précis de législation ouvrière et industrielle*, Paris, 1925.

Duprat (G. L.). — *Coopératisme et syndicalisme*, Paris, 1921.

Durand (A.). — *Syndicalisme. Nationalisation et socialisation*, Paris, 1920.

Eichthal (D'). — *Présent et avenir du syndicalisme*, Paris, 1913.

Enderle (A.). — *Sindicalni pokret* (trad. d'allemand : *Le mouvement syndical*), Belgrade, 1928.

Engels (F.). — *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* (pour faire suite aux travaux de Lewis H. Morgan), trad. par E. Ravé, Paris, 1893.

— *Religion, philosophie, socialisme*, trad. par P. et L. Lafargue, Paris, 1901.

— *Philosophie, Economie Politique, Socialisme*, contre Eugène Dühring, trad. par E. Laskine, Paris, 1911.

— *Die Lage der arbeitenden Klasse in England, nach einer Anschauung und authentischen Quellen*, Leipzig, 1845.

Erdel. — *Arbeitsrecht*, Leipzig, 1923.

Escassut (L.). — *Du syndicalisme et du statut des fonctionnaires*, Montpellier, 1908.

Esquerre (A.). — *Le néo-syndicalisme et le mythe de la grève générale*, thèse pour doctorat, Bordeaux, 1913.

Fabli (L.). — *Qu'est-ce que l'anarchie?*, Paris, 1928.

Fagniez (G.). — *Economie sociale. Corporations et syndicats*, Paris, 1905.

- Fagnot (F.).** — *La Part du travail dans la gestion des entreprises*, Paris, 1919, Paris, 1921.
 — *Le syndicalisme anglais. Résumé historique, 1799-1902* Paris, 1903, Paris 1906.
- Falgairolle (Ad. de).** — *L'Espagne en République*, 1933.
- Faure (S.).** — *Les anarchistes. Qui nous sommes, ce que nous voulons, notre révolution*, Paris, 1928.
 — *Les anarchistes*, Paris, 1927 (brochure).
- Favareille (R.).** — *La dotation syndicale. Solution de la question sociale*, Paris, 1920.
- Ferrari (F. L.).** — *La régime fasciste italien*, Paris, 1928.
- Fessmann (K.).** — *Gelbe Gerverkvereine in Frankreich*, Berlin, 1914.
- Ferté (G.).** — *De l'utilité des syndicats agricoles*, Beauvais, 1929.
- Foignet (R.) et Dupont (E.).** — *Manuel élémentaire de législation industrielle à l'usage des étudiants en droit de 3^e année*, Paris, 1925.
- Fourgeaud (A.).** — *Du code individualiste au droit syndical. Essai de synthèse économique du droit nouveau*, Mayenne et Paris, 1929.
- Fourier (Ch.).** — *Association et travail attrayant*, Paris, 1873.
- Fournière (E.-J.).** — *L'Individu, l'association et l'État*, Paris, 1907.
 — *Les théories socialistes au XIX^e siècle de Babœuf à Proudhon*, Paris, 1904.
 — *La Sociocratie; essai de politique positive*, Paris, 1910.
- Fried (F.).** — *La fin du capitalisme*, Paris, 1932.
- Frossard (L.-O.).** — « Socialisme et syndicalisme », discours du congrès de la Fédération générale du Travail à Orléans, 2 octobre 1920, Villeneuve-Saint-Georges, Paris, 1920.
- Fuchs (E.).** — *Das Wirtschaftspolitische systeme Walter Rathenau*, Leipzig, 1926.
- Fucile (Edm.).** — *Le mouvement syndical et la réalisation de l'Etat corporatif en Italie*, Paris, 1929.
- Gain (G.).** — *Les associations syndicales*, commentaire du règlement d'administration publique du 5 mars 1894, Paris, 1895.
- Garmy (R.).** — *Histoire du mouvement syndical en France, des origines à 1914*, Paris, 1933.
- Garnal (P.).** — *En faveur d'une juridiction professionnelle. De la constitution d'une chambre de discipline au siège de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France*, Cahors, 1924.
- Garriguet (abbé L.).** — *L'évolution actuelle du socialisme en France. Le mouvement syndicaliste révolutionnaire, son histoire, son originalité, sa doctrine, sa tactique*, Paris, 1912.

- Gaumont** (I.). — *L'Etat contre la Nation*, préface de H. Lagardelle, Paris, 1911.
- Gemähling** (P.). — *Réglementations syndicales et sous-concurrences ouvrières*, Paris, 1910.
- Germain** (J.). — *Le Syndicalisme et l'Intelligence; organisation du travail intellectuel depuis la guerre*, Mayenne, 1928.
- Ghilde**. — *Syndicat professionnel et son évolution nécessaire*.
- Ghio** (P.). — *L'anarchisme aux Etats-Unis*, Paris, 1903.
- Gide** (Ch.). — « Le programme coopératiste et le syndicalisme ». Deux leçons du cours sur la coopération au Collège de France, février 1924, Paris.
- Gide et Rist**. — *L'histoire des doctrines économiques*, Paris, 1922.
- Gilles** (A.) et **Gorbon** (G.). — *Réponse à des compères, MM. Vaillant-Couturier et Aymard (Camille). Ni bolchevisme ni fascisme*, Paris, 1926.
- Giraud**. — *La crise de la démocratie*.
- Giraud** (R.). — *Vers une internationale économique*, Paris, 1931.
- Girault** (E.). — *Pourquoi les anarchistes-communistes français ont rallié la III^e Internationale*, Paris, 1926.
- Godefroy** (E.), **Barda** (E.) et **Renaud** (abbé F.). — *Le royaume de l'Italie*, Paris, 1929.
- Gonnard**. — *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1930.
- Goetz** (R.). — *Les syndicats ouvriers allemands après la guerre. Idéologies et réalités*, Paris, 1934.
- Gorgolini** (P.). — *La Révolution fasciste* (avec le texte intégral des principaux discours de B. Mussolini), préface de G. Valois, trad. de E. Marsan, Paris, 1924.
- *Le Fascisme*, préface de B. Mussolini, trad. par E. Marsan.
- Gounot** (Em.). — *Les réformes professionnelles par le referendum patronal*, thèse, Dijon, 1913.
- Grave** (J.). — *L'anarchie, son but, ses moyens*, Paris, 1899.
- *Le syndicalisme dans l'évolution sociale*, Paris, 1908.
- *La conquête des pouvoirs publics*, Paris, 1911.
- *La Société mourante et l'anarchie*, préface d'Octave Mirbeau, Stock, Paris, 1793.
- *L'Individu et la Société*, Paris, 1897.
- *Terre libre*, Paris, 1908.
- *La Société future*, Paris, 1895.
- Griffuelhes** (V.). — *L'action syndicaliste*, Paris, 1908.
- *Voyage révolutionnaire, impression d'un propagandiste*, Paris, 1911.
- *Le syndicalisme révolutionnaire*, Paris, 1907.
- Griffuelches** (V.) et **Niel** (L.). — *Les objectifs de nos luttes de classes*, préface de G. Sorel, Paris, 1909.
- Gros** (G.). — « Le contrat collectif et le syndicalisme », 10^e congrès radical-socialiste, Rouen 1910, Paris, 1910.

- Gros** (J.). — *L'interdiction de travail, étude sur les conflits entre les syndicats et la liberté du travail*, thèse pour doctorat, Marseille, 1905.
- Guérin** (J.). — *Le syndicalisme et la propriété*, Paris.
- Guérin-Long** (J.). — *Les syndicats chrétiens en France et principalement en province*, thèse pour doctorat, Cannes, 1922.
- Guermonprez** (Fr.). — *L'encyclique de 1891. Les maisons de secours pour les blessés de l'industrie*, Paris, 1899.
- Guesde** (J.). — *Questions d'hier et d'aujourd'hui. Le réformisme bourgeois. Les dirigeants et le parti socialiste, l'anti-militarisme et la guerre, la question agraire, la coopération*, Paris, 1911.
- Gumpert** (F.). — *Die Bildungsbestrebungen der freien Gewerkschaften*, 1923.
- Guillaume** (J.). — *L'Internationale; documents et souvenirs (1864-1878)*, t. I à IV, Paris, 1904-1910.
- Guittou** (G.) (S. J.), **Eblé**, **Tessier** (G.), **Danset** (le R. P.) et **Six** (le chanoine). — *La Charte du syndicalisme chrétien*, Paris, décembre 1930.
- Guittou** (G.) (S. J.). — 1891. *Une date dans l'histoire des travailleurs*, Paris, 1931.
- *Léon Harmel, 1825-1915*, Paris, 1928.
- *L'action syndicale chez les catholiques*, Reims, 1914.
- *Pour collaborer. Les directives de la Sacréé Congrégation du Concile sur la question syndicale*, Paris, 1930.
- *Le syndicat dans ses rapports avec la hiérarchie catholique*, Lyon, 1922.
- Guy-Grand** (G.). — *La philosophie syndicaliste*, Paris, 1911.
- Hamon** (H.). — *Patrie et Internationalisme*, Paris, 1896.
- Hansson** (H.). — *Le mouvement syndical en Suède*, Bruxelles, 1929.
- Harmel** (L.). — « La démocratie chrétienne », discours prononcé, le 5 juin 1897, au congrès ouvrier de Tours.
- « Organisation chrétienne de l'usine », congrès de Lyon, août 1874, Paris, 1874.
- *Manuel d'une corporation chrétienne*, Tours, 1877.
- *Le cathéchisme du patron* (élaboré avec le concours d'un grand nombre de théologiens), Paris, 1899.
- *La démocratie dans l'usine. Le conseil d'usine du Val-des-Bois*, Reims, 1907.
- Harinignie** (P.). — *L'Etat et ses agents. Etude sur le syndicalisme administratif*, Bruxelles, 1911.
- Herclet** (A.). — *L'Internationale syndicale rouge et l'unité syndicale*, Paris, 1923.
- Helms** (E.). — *Die Socialdemokratische und gewerkschaftliche Bewegung in Danemark*, Leipzig, 1907.

- Hoff herr** (R.). — *La défense civile du tiers contre le boycottage et les armes de guerre syndicale dans la jurisprudence anglaise*, thèse, Provence, 1933.
- Humbert** (S.). — *Le mouvement syndical*, Paris, 1912.
- Isvolsky** (Mlle H.). — *La vie de Bakounine*, Gallimard, 1930.
- Jaccard** (R.). — *Les syndicats industriels en Suisse. Contribution à l'étude des coalitions d'industriels*, Lausanne, 1925.
- Janneney** (J.). — *Associations et syndicats de fonctionnaires, étude législative*, Paris, 1908.
- Jany** (Ch.). — *Evolution de l'idée syndicale. La question sociale, solution équitable, rationnelle et pacifique*, Toulouse, 1904.
- Japy** (G.). — *Les Idées jaunes*.
- Janbart**. — *La protection des travailleurs par l'initiative privée. L'organisation actuelle du Val-des-Bois*, Blois, 1904.
- Jean** (O.). — *Causeries syndicales de syndicalisme; son origine, son organisation, son but, son rôle social*, Verneuil-sur-Hâvre, 1922.
— *Le syndicalisme, son origine, son organisation, son rôle social*, Reims, 1913.
- Joran** (R.). — *L'organisation syndicale dans l'industrie du bâtiment*, thèse pour doctorat, Paris, 1914.
- Jouhaux** (Léon). — *Le syndicalisme et la C. G. T.*, Paris.
— *L'organisation internationale du travail*, Paris, 1921.
- Jaurès** (J.). — *L'organisation socialiste de la France : l'armée nouvelle*, Paris, 1915.
— *Etudes socialistes*, Paris, 1901.
- Jouvenel** (H. de). — *Pourquoi je suis syndicaliste?*, Paris, 1928.
- Julien** (Ed.). — *La capacité commerciale des syndicats agricoles*, thèse pour doctorat, Nontron, 1911.
- Kautsky** (K.). — *Politique et syndicats*, trad. par C. Polack, Paris, 1903.
— *Le marxisme et son critique Bernstein*, trad. de Martin-Leray, Paris, 1900.
- Kellershon** (N.). — *Le syndicalisme chrétien en Allemagne*, Paris, 1912.
- Keufer** (A.). — *La crise syndicaliste*, Aurillac, 1910.
— *L'éducation syndicale; exposé de la méthode organique*, Paris, 1910.
- Kleiniger** (A.). — *Gewerkschaft und Vereinsrecht* (syndicats et droit de réunion), Augsburg, 1908.
- Korestelf et Vernochet**. — *Syndical universitaire en Russie*.
- Koung Shien-Ming**. — *Comment remédier à la situation tragique des travailleurs chinois*, Louvain, 1927.
- Kovac** (V.). — *Povjest Radnickog pokreta u Hrvatskoj i Slavoniji* (L'histoire du mouvement ouvrier en Croatie et en Slavonie) (en yougoslave), Zagreb.

- Kritsky** (Mlle). — *L'évolution du syndicalisme en France*, Paris, 1908.
- Kropotkine** (P.). — *Aux jeunes gens*, Paris, 1913.
 — *Champs, Usines et Ateliers*, Paris, 1910.
 — *La morale anarchiste*, Paris, 1889.
 — *La science moderne et l'anarchie*, Paris, 1913.
 — *La conquête du pain*, préface E. Reclus.
 — *L'organisation de la vindicte appelée Justice*, Paris, 1901.
 — *Communisme et anarchie*, Paris, 1903.
- Kulemann** (W.). — *Die Gewerkschaftsbewegung, Darstellung der gewerkschaftlichen Organisation der Arbeiter und der Arbeitgeber aller Länder*, Iéna, 1900.
- Kunz** (E.). — *Das Institut der Zwangsgenossenschaften im schweizerischen Rechte*, inaugural-dissertation, Thun, Buchdruckerei C. Muntwyler, 1921.
- Lacroix** (Ch. de). — *De la commercialisation du travail par les syndicats*, thèse pour doctorat, Paris, 1910.
- Lafargue** (P.). — *Le déterminisme économique : la méthode historique de K. Marx*, Paris, 1907.
 — *Le droit à la paresse, réfutation du droit au travail de 1848*, Paris, 1883.
- Lagardelle** (H.), **Labriola** (A.), **Michels** (R.), **Kritchewsky** (B.) et **Griffuehles**. — *Syndicalisme et socialisme*, Paris, 1908.
- Lagardelle**. — *L'évolution des syndicats ouvriers en France, de l'interdiction à l'obligation*, Paris, 1901.
 — *La grève générale et le socialisme, enquête internationale, opinions et documents*, Paris, 1905.
 — *Le socialisme ouvrier*, Paris, 1911.
- Le Gouellec** (H. I.). — *De l'idée syndicaliste*, thèse pour doctorat, Vannes, 1907.
- Lamoureux** (L.). — *Les syndicats agricoles, leur œuvre coopérative et la mutualité agricole dans le Bourbonnais*, thèse pour doctorat, Paris, 1914.
- Landrieux** (Mgr M.). — *Du laïcisme à l'anarchie* (Domois, par Dijon, Union typographique, sans date).
- Laptchevitch**. — *L'histoire du socialisme en Serbie* (en yougoslave) (*Istorija socialismia u Srbiji*), Beograd.
 — *La situation de la classe ouvrière et le mouvement syndical en Serbie* (en yougoslave) (*Polozaj radnicke Klase i sindikalni pokret u Srbiji*), Beograd, 1928.
- Las Cases** (Ph. de). — *Le syndicalisme chrétien en France*, Orléans, 1920.
- La Tour du Pin** (Chambly de la Charce), **Clercq** (V. de). — *Notes pour la réunion des revues catholiques d'économie sociale. Le*

- rôle des syndicals au point de vue de la représentation des intérêts et du jeu des forces économiques (par le 1^{er}). *La nouvelle loi sur les syndicals professionnell* (par le 2^e), Paris, 1899.
- La Tour du Pin** (Chambly de la Charce). — *Vers un ordre social chrétien, jalons de route, 1882-1907*, Paris, 1907.
- Launay** (M.). — *Etude sur les unions de syndicals agricoles*, thèse pour doctorat, Paris, 1900.
- Laurent**. — *L'histoire sociale de la Grèce*, Nancy, 1933.
- Laurin** (M. T.). — *Les instituteurs et le syndicalisme*, Paris, 1908.
- Lavedan** (P.). — *Dictionnaire de la mythologie et des antiquités grecque et romaine*.
- La Véga** (J. de). — *Démocratie et soviétisme*.
- Le Blond** (M.). — *Les idées de M. Paul-Boncour : le fédéralisme économique et le syndicat obligatoire, la réforme des Beaux-Arts*, préface de M. de Jouvenel, Paris, 1911.
- Leclerg** (M.) et **Girod de Treaut** (G.). — *Les manœuvres de la C. G. T.*, Paris, 1908.
- Lee** (Vernon). — *Les mensonges vilains; études sur quelques variétés de l'obscurantisme contemporain*, trad. par Bern-Leroy, Tours, 1921.
- Lefèvre** (E.). — *Le Val-des-Bois, filature de la laine*, Paris, 1901.
- Leloups** (J.). — *La police en marche vers le syndicat*, Paris, 1910.
- Lemonon**. — *L'Italie économique et sociale*, Paris, 1913.
- Lenine et Zinoviev**. — *Contre le courant*, t. I et II, Paris, 1927.
- Lenine-Illitch** (V.). — *Borba za bolsevicku Partiju 1900-1904* (en yougoslave), t. II (*La lutte pour le parti bolchevique*), Moscou, 1933.
- *Revolucija 1905-1907* (en yougoslave), t. III (*La révolution 1905-1907*), Moscou, 1933.
- *Godine reakcije i novog poleta 1908-1914* (en yougoslave), t. IV (*Les années de réaction et du nouvel essor*), Moscou-Léninegrad, 1934.
- *De la religion et de la morale* (en russe), Léninegrad, 1925.
- *La maladie infantile du communisme*, Paris, 1930.
- *Matérialisme et empirio-criticisme*, Paris, 1933.
- *L'impérialisme, dernière étape du capitalisme*, Paris, 1925.
- *L'Etat et la révolution*.
- *La Révolution bolcheviste*, Paris, 1931.
- *Ecrits de Lénine*, page choisies et réunies par Pascal, T. I-IV, Paris, 1926-1929.
- Lenz** (R.). — *Der kupfenmarkt unter dem Einflusse der Syndikate und Trusts* (*Marché du cuivre sous l'influence des syndicals et des trusts*), Berlin, 1910.
- La Roy-Beaulieu** (P.). — *Le collectivisme; examen critique du nouveau socialisme*, Paris, 1884.

- Leroy** (M.). — *Les transformations de la puissance publique; les syndicats de fonctionnaires*, Paris, 1907.
— *Les techniques nouvelles du syndicalisme*, Paris, 1921.
— *La couture ouvrière*, t. I et II, Paris, 1913.
- Letterlé** (H.). — *Fascisme, Communisme ou Démocratie*, Paris, 1929.
- Levasseur** (E.). — *L'histoire des classes ouvrières en France depuis la conquête de Jules César jusqu'à la Révolution* t. I et II, Paris, 1859.
— *Histoire des classes ouvrières en France, depuis 1789 jusqu'à nos jours*, Paris, 1867.
- Leyret** (H.). — *De Waldeck-Rousseau à la C. G. T. La Société et les syndicats*, Paris, 1921.
- Ligosianu** (J.). — *Le Trade-unionisme aux Etats-Unis*.
- Louis** (P.). — *Le syndicalisme français d'Amiens à St-Etienne*, Tours, 1924.
— *L'état présent du syndicalisme mondial*, Paris, 1913.
— *Histoire du mouvement syndical en France, 1789-1906*, Paris, 1907.
— *Le syndicalisme contre l'Etat*, Paris, 1910.
- Lozovski** (A.). — *Les syndicats russes et la nouvelle politique*, Paris, 1922.
— *Marx et les syndicats*, Paris, 1933.
— « Les syndicats et la Révolution », discours du Congrès de la C. G. T. U. à St-Etienne, juin 1922, Paris, 1922.
- Lucius** (P.). — *La faillite du capitalisme? Une explication de la crise mondiale*, préface de E. Manthon, Paris, 1932.
- Malon** (B.). — *Histoire du socialisme*, Lugano, 1879.
- Man** (H. de). — *La joie au travail*, Paris, 1930.
— *Au delà du marxisme*, Bruxelles, 1927.
— *Le socialisme constructif*, Paris, 1933.
- Mantoux** (P.). — *La révolution industrielle au XVIII^e siècle* Paris, 1907.
- Maourine** (J.). — *Anarcho-syndicalisme en Espagne* (en russe), Paris, 1929.
- Marcier** (G. de). — *Les syndicats catholiques*, Paris.
- Markovitch**. — *La doctrine sociale de Duguît. Ses idées sur le syndicalisme et la représentation professionnelle*, thèse, Paris, 1933.
- Martin Saint-Léon** (E.). — *Les deux C. G. T. Syndicalisme et communisme*, Paris, 1923.
— *La Charte du travail et l'organisation syndicale en Italie*, Paris, 1929.
— « Le syndicalisme révolutionnaire et la C. G. T. », cours donné à la IV^e session de la Semaine Sociale, Lyon, 1908.

- *Le syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole*, Paris, 1920.
- *Le compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements et ses rites*, Paris, 1901.
- *Histoire des corporations de métiers depuis leurs origines jusqu'à leur suppression en 1791*, Paris, 1897.

Marx (K.). et Engels (F.). — *Le manifeste du Parti communiste*, trad. par Ch. Andler, Paris, 1901.

- *Le manifeste du Parti communiste*, trad. par Laura Lafargue, Paris, 1901.

Markx (K.). — *Das Kapital, kritik der politischen Oekonomie*, Hambourg, 1883-1885.

- *Travail salarié et capital*,
- *Histoire des doctrines économiques*, publ. par K. Kautsky, trad. par Molitor, t. I-VIII, Paris, 1924-1927.
- *L'Adresse inaugurale*.
- *Misère de la Philosophie; réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*, Paris, 1847.

Massart (Ch.). — *Les Critiques du marxisme*, Gand, 1914.

Massaudon (An.). — *Les syndicats jaunes*.

Maunier (R.). — *Essais sur les groupements sociaux*, Paris, 1929.

May (A.). — *Les origines du syndicalisme révolutionnaire. Evolution des tendances du mouvement ouvrier, 1871-1906*, thèse pour doctorat, Paris, 1913.

Mermeix. — *Le syndicalisme contre le socialisme*, Paris, 1908.

Mesnil (J.). — *Esprit révolutionnaire et syndicalisme*, Paris, 1914.

Meyer-Louis. — *Etude documentaire : la crise du syndicalisme*, Paris, 1902.

Milhaud (E.). — *La démocratie sociale allemande*, Paris, 1903.

Mirkiné Guetzevitch et Reale (E.). — *L'Espagne*, Paris, 1933.

Misson (A.). — *Le mouvement syndical, son histoire en Belgique de 1800 à 1914*, Namur, 1921.

Mittler (E.). — *La question des rapports entre le socialisme, le syndicalisme et la franc-maçonnerie*, Paris, 1911.

Mohnen (G.). — *La sociologie économique de Walter Rathenau*, thèse, Nancy, 1932.

Monatte (P.). — *Réflexions sur l'avenir syndical*, Paris, 1911.

Monastier (Mlle H.). — *Le Syndicalisme*, préface de Passy, Lausanne, 1914.

Moreau (G.). — *Essai sur les théories et l'histoire du syndicalisme ouvrier en France; le mouvement syndical et l'évolution économique*, thèse pour doctorat, Paris, 1925.

- Mun** (Al. de). — *Ma vocation sociale, souvenir de la fondation de l'œuvre des cercles catholiques d'ouvriers*, Paris, 1911.
 — *La Question sociale, sa solution corporative*, Paris, 1914.
 — *Grèves, arbitrages et syndicats*, Paris, 1901.
- Musat** (P.). — *De Marx à Hitler*, Paris, 1933.
- Mussolini** (B.). — *Le Fascisme; doctrine, institution*, Paris, 1933.
 — *Paroles italiennes*, Paris, 1928.
 — *Mussolini parle*, Des discours et des écrits de B. Mussolini réunis et traduits en français par Suzanne Dauget-Gérard, Paris, 1920.
 — *Mon journal de guerre*, Paris, 1932.
- Mutshler** (C.). — *Syndicalisme ouvrier et syndicalisme agricole*.
 — *Coopératives et syndicats*, Paris, 1912.
- Nabel** (A.). — « Die Gewerkschaften, in *Flamberg Verlag*, Gotha, 1925.
- Naquet et Lorulot**. — *Socialisme, anarchie et révolution*, Paris, 1911.
- Nestripke** (S.). — *Etude sur les syndicats* (en yougoslave), Belgrade.
 — *Die Gemerschaftsbewegung*, Stuttgart, 1922.
- Nettlau** (M.). — *Der Vorfrühling der Anarchie, ihre historische Entwicklung von den Anfängen bis zum Jahre 1864*, Berlin, 1925.
 — *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkine*, Berlin, 1927.
 — *Bibliographie de l'anarchie*, préface d'Elisée Reclus, Paris, 1897.
 — *Le responsabilité et la solidarité dans la lutte ouvrière*, Paris, 1911.
- Nicoletti** (M.). — *Le fascisme contre le paysan*, Paris, 1929.
- Nin** (A.). — *Les anarchistes et le mouvement syndical*, Paris, 1923.
- Nitti** (F. F.). — *Bolchevisme, Fascisme et Démocratie*, Paris, 1926.
- Novikov** (V.). — *Fachizm (Le Fascisme)*, Paris, 1927.
- Oualid** (W.). — *Répétitions écrites de législation industrielle*, Paris, 1929.
- Paraf** (P.). — *Les formes actuelles du syndicalisme en France*, thèse pour le doctorat, Paris, 1923.
- Passage** (A. du). — « Les tendances et les variations du syndicalisme révolutionnaire », Paris, 1920 (dans *Studio Pacis*).
 — « L'avenir du syndicalisme », juin 1920 (dans *Studio Pacis*).
- Pataud et Pouget**. — *Comment nous ferons la révolution*, Paris, 1909.
- Paul-Boncour** (J.). — *Les syndicats de fonctionnaires*, préface d'Anatole France.
 — *Art et Démocratie*, Paris, 1912.

- *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, thèse pour le doctorat, Paris, 1900.
- *Le fédéralisme économique*, préface de Waldeck-Rousseau, Paris, 1901.
- Paul-Boncour** (J.) et **Maurras** (Ch.). — *La République et la décentralisation*, Toulouse, 1905.
- Pawlowski**. — *Les syndicals jaunes*.
 - *La Confédération générale du Travail; ses origines, son organisation, ses tendances, ses moyens d'activité et son avenir*, Paris, 1910.
- Paynaud** (B.). — *Manuel de législation industrielle*.
- Pellcutier** (H.). — *Histoire des Bourses du travail*, préface de G. Sorel, Paris, 1902.
- Peritch** (I.). — *Radnichi zakoni u Jugoslaviji* (*Les lois ouvrières en Yougoslavie*), Beograd.
- Pessieux-Auguste**. — *Etude monographique des créations syndicales dans la région lyonnaise*, thèse pour le doctorat, Valence, 1907.
- Petit** (A.). — *Formation et esprit du syndicalisme en France et à l'étranger*, thèse pour le doctorat, Angers, 1911.
- Piatnitski** (O.). — *Les questions vitales du mouvement syndical révolutionnaire international*, Paris, 1931.
- Pic** (P.). — *Traité élémentaire de législation industrielle* (ouvrage récompensé par l'Académie des sciences morales et politiques), Paris, 1930.
- Picard Roger**. — *Le mouvement syndical depuis la guerre*, Fontenay-aux-Roses, 1928.
- Pierrot** (Dr M.). — *Syndicalisme et socialisme*, Paris, 1913.
- Pigasse** (J.). — « Syndicat et coopérative », conférence, Cannaux, 1904.
- Pirou Gaëtan**. — *Proudhonisme et syndicalisme révolutionnaire*, thèse pour doctorat, 1910.
 - *Georges Sorel, 1847-1922*, Poitiers, 1924.
 - *La crise du capitalisme*, Paris, 1934.
 - *Les Doctrines économiques en France depuis 1870*, Paris, 1925.
 - « Léon Duguit et l'économie politique », Paris, 1933 (extrait de la *Revue d'Economie politique*, janvier-février 1933).
- Plekhanov** (G.). — *Les questions fondamentales du marxisme*, Paris, 1927.
 - *Anarchisme et socialisme*, Paris, 1896-1897.
- Pollack-Heinrich**. — *Die Gewerkschaftsbewegung in der Vereinigten Staaten*, Jéna, 1927.
- Polonski** (V.). — *Bakounine* (russe), Moskva-Léninegrad, 1925.
- Posada** (A.). — *La nouvelle constitution espagnole*, Paris, 1932.
- Pouget** (E.). — *Le sabotage* (brochure), Paris.

- *La Confédération générale du Travail*, Paris, 1908.
- Prezzolini** (G.). — *Le Fascisme*, trad. par G. Bourgin, Paris, 1925.
- Pujo** (B.). — *Dix ans du Fascisme*, Paris, 1932.
- Rabani** (E.). — *Le devoir anarchiste* (brochure).
- Rathenau** (W.). — *Die neue Gesellschaft*, Berlin, 1919.
— *Autonome Wirtschaft*, Iéna, 1919.
— *Produktionen politik und Socialisierung*, Berlin, 1920.
- Reclus** (E.). — *L'évolution, la révolution et l'idéal anarchique*, Paris, 1898.
— *L'Homme et la Terre*, Paris, 1905.
— *L'Idéal et la Jeunesse*, Bruxelles, 1894.
- Renard** (G.). — *Paroles d'avenir*, Paris, 1904.
— *Socialisme intégral et marxisme*, Paris, 1896.
- Reynier-Elie**. — *L'organisation syndicale dans l'Ardèche*, Paris, 1913.
- Ricard** (J. H.). — *Le mouvement syndical agricole*, Paris, 1908.
- Richard** (P.). — *Le syndicalisme suffit-il à tout?...*, Toulouse, 1922.
- Rigaux** (M.) (S. J.). — *Au laboratoire des essais russes. Comment on « alchimise » un peuple*, Paris, 1932.
— *Syndicalisme et religion*, Reims, 1914.
- Riou** (G.). — *S'unir ou mourir*, précédé d'une déclaration de M. Aristide Briand, Mayenne, 1929.
- Rivain** (J.). — *Les socialistes anti-démocrates. L'avenir du syndicalisme. La patrie des prolétaires. A propos des retraites ouvrières*, Paris, 1911.
- Rivière** (E.). — *Syndicats et commissions mixtes*, Paris, 1915.
- Rocca** (M.). — *Le fascisme et l'antifascisme en Italie*, Paris, 1930.
- Rocquigny** (De). — *La coopération de production dans l'agriculture. Syndicats et sociétés coopératives agricoles*, Paris, 1896.
- Rothschild** (E.). — *Kartelle, Gewerkschaften und Genossenschaften nach ihrem inneren Zusammenhang im Wirtschaftsleben Versuch einer theoretischen grundlegung der Koalitions bewegung*, Berlin, 1917.
- Rothstein**. — *Une époque du mouvement ouvrier anglais*, Paris, 1928.
- Rouast**. — *Répétitions écrites de législation industrielle*, Paris, 1929.
- Rousiers** (P. de). — *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, Paris, 1897.
- Sageret** (J.). — *Le syndicalisme intellectuel. Son rôle politique et social*, Paris, 1922.
- Salles** (P.). — *Du rôle économique des syndicats agricoles*, thèse pour doctorat, Montpellier, 1896.
- Salvemini** (G.). — *La Terreur fasciste, 1922-1926*, Paris, 1929.

- Sangnier (M.).** — *La jeune république*, Paris, 1913.
 — *Le syndicalisme devant la république*, Paris, 1909.
- Sarfatti (Mlle M.).** — *Mussolini. L'homme et le chef*, préface de Mussolini, traduit par Croci et Marsi, Paris, 1927.
- Sassenbach (J.).** — *Vingt-cinq années de mouvement syndical international*.
- Says (L.) et Challay (J.).** — *Le nouveau dictionnaire d'économie politique*, Paris, 1897.
- Scelle (G.).** — *Précis élémentaire de législation industrielle*, Paris, 1927.
 — *Le droit ouvrier. Tableau de législation française actuelle*, Paris, 1927.
 — *L'organisation internationale de travail et le B. I. T.*, préface de A. Thomas, Paris, 1930.
- Scheid (O.).** — *Les mémoires de Hitler et le programme national-socialiste*, Paris, 1933.
- Schreiber (E.).** — *Comment vit-on en U. R. S. S.*, Paris, 1931.
 — *Rome après Moscou*, Paris, 1932.
- Sebire (F.).** — *Extension de la personnalité civile des syndicats professionnels*, thèse pour le doctorat, Rennes, 1925.
- Seidel (R.).** — *Die Gewerkschaften nach dem Kriege*, Berlin, 1925.
- Seihac (L. de).** — *L'évolution du parti syndical en France*, Paris, 1899.
 — *Les congrès ouvriers en France 1876-1897*, Paris, 1899.
- Serbos (G.).** — *Une philosophie de la production : le néo-marxisme syndical*, thèse pour doctorat, Paris, 1913.
- Severac (J.-B.).** — *Le mouvement syndical*, Paris, 1913.
- Serignan (Lieutenant).** — *Le Parti hitlérien et sa propagande*, Paris, 1932.
- Sfortza.** — *Dictatures et dictateurs de l'après-guerre*, Paris, 1931.
- Sorel (G.).** — *L'avenir socialiste des syndicats*, Paris, 1898.
 — *Réflexions sur la violence*, Paris, 1910.
 — *Matériaux d'une théorie du prolétariat*, Paris, 1919.
 — *La Décomposition du marxisme*, Paris, 1908.
 — *Les illusions du progrès*, Paris, 1908.
- Simkhovitch.** — *Marxisme contre Socialisme*, trad. de Roger Picard, Paris, 1919.
- Staline.** — *Les questions du léninisme*, t. I et II, Paris, 1926, 1931.
 — *Entretien de Staline avec les délégations ouvrières de l'étranger*, Paris, 1928.
 — *Discours sur le Plan Quinquennal*, Paris, 1930.
- Soulière (A.).** — *La Grève générale de Robert Owen et la doctrine syndicaliste*, thèse pour doctorat, Bordeaux, 1913.
- Stirner (M.).** — *Der Einzige und seine Eigentum*, Leipzig, 1844.
- Surmont (A.).** — *Les catholiques et les questions syndicales*, Le Mans, 1912.

- Taboureau** (Lieutenant J.). — « Le sophisme anti-patriotique. Réplique aux syndicalistes », conférences, Saint-Cyr, 1911.
- Thénaux** (J.). — *Réflexions sur le devoir syndical*, 1925.
- Thomas** (A.). — *Le syndicalisme allemand; résumé historique* (1848-1903), Paris, 1904.
- *Le Parti socialiste et la politique nationale*, Paris, 1917.
- Tiberghien** (Chanoine P.). — *L'Encyclique Rerum Novarum..., sur la condition des ouvriers*, Léon XIII pape..., Paris, 1929.
- Tortelier** (H.). — *Le mouvement syndical en France et dans les départements bretons*, Rennes, 1894.
- Tournassus** (R.). — *Du droit d'action ou d'intervention des syndicats professionnels devant les juridictions répressives*, thèse pour le doctorat, Lyon, 1910.
- Toussaint** (A.). — *L'union centrale des syndicats agricoles, ses idées directrices*, Paris, 1920.
- Trotsky** (L.). — *L'Internationale communiste après Lénine*, Paris, 1930.
- *La Révolution permanente*, Paris, 1932.
- *Histoire de la Révolution russe*, t. I à III.
- *La Révolution défigurée*, Paris, 1929.
- *Lénine*, Paris, 1925.
- *Mein Leben*, Berlin, 1930.
- Turati** (A.). — *Reflets de l'âme fasciste*, préface de Benito Mussolini; trad. par F. Hayward, Paris, 1928.
- Turman** (M.). — *Le syndicalisme chrétien en France*, Mayenne, 1919.
- *Le développement du catholicisme social. Depuis l'Encyclique R. N.*, Paris, 1900.
- *Problèmes sociaux du travail industriel*, 1920.
- Ugène**. — *Du syndicalisme chez les postiers*, Troyes, 1908.
- Valéry**. — *Syndicat agricole modèle à Beaumont*, Paris, 1904.
- Valois** (G.). — *L'Etat syndical et la représentation professionnelle*, Paris, 1927.
- *Un nouvel âge de l'Humanité*, Paris, 1929.
- *L'Economie nouvelle*, Paris, 1919.
- *L'Economie*, Paris, 1931.
- *Le Fascisme*, Paris, 1927.
- Vandervelde** (E.). — *L'alternative : Capitalisme d'Etat ou Socialisme démocratique*, Paris, 1933.
- *La liberté syndicale et le personnel de l'Etat en Belgique*, Gand, 1913.
- *La Belgique ouvrière*, Paris, 1906.
- *Enquêtes sur les associations professionnelles d'ouvriers et d'artisans en Belgique*, Bruxelles, 1891.
- Van Leisen**. — *Explication du Fascisme*, introduction de M. Pégny, Paris, 1926.

- Vansteenberghe** (V.). — *Le mouvement social catholique depuis l'Encyclique R. N.*, 15 mai 1891, Paris, 1901.
- Verdreau** (P.). — *Vers l'organisation agraire par le syndicalisme. L'union du Centre-Est des syndicats agricoles et viticoles*, thèse pour le doctorat, Paris, 1929.
- Villetard** (E.). — *Histoire de l'Internationale*, Paris, 1872.
- Vinson**. — « La loi du 21 mars 1884 sur les syndicats et des modifications à y apporter », conférence, Saint-Etienne, 1907.
- Vral** (Abbé A.). — « Les pages de l'ouvrier. Catholique et syndicaliste », conférence, Paris, 1908.
- Vries de Heekelingen** (H. de). — *Le Fascisme et ses résultats*, Paris, 1927.
- Waltzing** (P.). — *Etude historique sur les corporations professionnelles chez les Romains depuis les origines jusqu'à la chute de l'empire d'Occident*, t. I-IV, Louvain, 1895-1900.
- Webb** (S. et B.). — *Histoire du Trade-unionisme*, trad. par A. Métin, Paris, 1897.
- Weill** (G.). — *L'Ecole Saint-Simonnienne*, Paris, 1896.
- Weinberger** (E.). — *L'économie sociale de Walter Rathenau*, thèse pour le doctorat, Paris, 1924.
- Wertheimer** (R.). — *Les syndicats des fonctionnaires*, thèse pour le doctorat, Paris, 1906.
- Walling** (W. E.). — *Le mouvement ouvrier et la démocratie aux Etats-Unis*, préface de Albert Thomas, Paris, 1930.
- Witte** (A.). — *Die Gewerkschaftsbewegung in Russland*, Karlsruhe, 1909.
- Yovanovitch** (Dr D.). — *Agrarna Politika* (en yougoslave) (*La politique agraire*), Belgrade.
- Zwing**. — *Geschichte der deutschen freien Gewerkschaften*, Iéna, 1922.
-

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	1
Introduction	5

PREMIERE PARTIE

L'EVOLUTION DU DROIT SYNDICAL

Généralités	23
<i>Chapitre premier.</i> — Les régimes juridiques retardataires en matière de syndicats	29
<i>Chapitre II.</i> — Les régimes juridiques des syndicats groupements de droit privé	36
<i>Chapitre III.</i> — Les régimes juridiques des syndicats à juridiction obligatoire du travail.....	95
<i>Chapitre IV.</i> — Les régimes juridiques des Chambres professionnelles.....	110
<i>Chapitre V.</i> — Les régimes juridiques des syndicats col-laborateurs de classes	131
<i>Chapitre VI.</i> — Le régime juridique des syndicats à unité de classe	175

DEUXIEME PARTIE

LE CONFLIT DES DOCTRINES SYNDICALISTES

Généralités.....	192
<i>Chapitre premier.</i> — Les doctrines académiques.....	196
Section I. — La conception de Georges Sorel.....	197
Section II. — La conception de Jean Paul-Boncour	201
Section III. — La conception de Georges Valois....	509

<i>Chapitre II.</i> — Les doctrines pratiques	213
Section I. — Le syndicalisme des « Jaunes »	215
Section II. — Le syndicalisme chrétien	220
Section III. — Le syndicalisme anarchiste	242
Section IV. — Le syndicalisme social-démocrate	258
Section V. — Le syndicalisme communiste	325
Conclusion	373
Bibliographie	379

